

Léon TROTSKY

LA RÉVOLUTION TRAHIE



Paris : Les Éditions de Minuit, 1963, 313 pp. Collection : Le Monde en 10-18.

Table des matières

Quatrième de couverture

Objet de ce travail

CHAPITRE 1. L'acquis

1. Les principaux indices du développement industriel
2. Appréciation comparative des résultats
3. Par tête d'habitant

CHAPITRE 2. Le développement économique et les zigzags de la direction

1. Le « communisme de guerre », la Nep et la politique à l'égard des koulaks
2. Tournant brusque : « le plan quinquennal en quatre ans » et la « collectivisation complète »

CHAPITRE 3. Le socialisme et l'État

1. Le régime transitoire
2. Programme et réalité
3. Le double caractère de l'État soviétique
4. Gendarme et « besoin socialisé »
5. « La victoire complète du socialisme » et « l'affermissement de la dictature »

CHAPITRE 4. La lutte pour le rendement du travail

1. Le plan et l'argent
2. L'inflation « socialiste »
3. Réhabilitation du rouble
4. Le mouvement Stakhanov

CHAPITRE 5. Le Thermidor soviétique

1. Pourquoi Staline a-t-il vaincu ?
2. La dégénérescence du parti bolchevique
3. Les causes sociales de Thermidor

CHAPITRE 6. L'accroissement de l'inégalité et des antagonismes sociaux

1. Misère, luxe, spéculation
2. La différenciation du prolétariat
3. Contradictions sociales du village collectivisé
4. Physionomie sociale des milieux dirigeants

CHAPITRE 7. La famille, la jeunesse, la culture

1. Thermidor au foyer
2. La lutte contre la jeunesse
3. Nation et culture

CHAPITRE 8. La politique étrangère et l'armée

1. De la révolution mondiale au statu quo
2. La Société des Nations et l'Internationale communiste
3. L'armée rouge et sa doctrine
4. Liquidation des milices et rétablissement des grades
5. L'U.R.S.S. et la guerre

CHAPITRE 9. Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ?

1. Rapports sociaux
2. Capitalisme d'État ?
3. La bureaucratie est-elle une classe dirigeante ?
4. La question du caractère social de l'U.R.S.S. n'est pas encore tranchée par l'histoire

CHAPITRE 10. L'U.R.S.S. dans le miroir de la nouvelle constitution

1. Le travail « selon les capacités » et la propriété personnelle
2. Soviets et démocratie
3. Démocratie et parti

CHAPITRE 11. Où va l'U.R.S.S. ?

1. Le bonapartisme, régime de crise
2. La lutte de la bureaucratie contre « l'ennemi de classe »
3. Une nouvelle révolution est inéluctable

Appendices

Appendice I. Le socialisme dans un seul pays

Appendice II. Les « amis » de l'U.R.S.S.

La Révolution trahie (1936)

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Rédigés de 1923 à 1936, au moment où Staline, après avoir conquis le pouvoir, mettait en place le régime bureaucratique de l'U.R.S.S., ces textes de l'ancien commandant de l'Armée rouge constituent à la fois le plus cinglant des réquisitoires contre la « trahison » dont la Révolution soviétique était victime, et le plus passionné des exposés en faveur de la Révolution à venir.

La Révolution trahie (1936)

Objet de ce travail

[Retour à la table des matières](#)

Le monde bourgeois a commencé par feindre de ne pas remarquer les succès économiques du régime des soviets, qui sont la preuve expérimentale de la viabilité des méthodes socialistes. Devant l'allure, sans précédent dans l'histoire, du développement industriel, les savants économistes au service du capital tentent encore souvent de garder un silence profond ou se bornent à invoquer « l'exploitation excessive » des paysans. Ils laissent ainsi échapper une excellente occasion de nous expliquer pourquoi, par exemple, l'exploitation sans frein des paysans en Chine, au Japon, en Inde, n'a jamais entraîné un développement industriel accéléré tant soit peu analogue à celui de l'U.R.S.S.

Les faits accomplissent cependant leur œuvre. La librairie des pays civilisés est envahie par les ouvrages consacrés à l'U.R.S.S. Rien d'étonnant à cela : de tels phénomènes ne se produisent pas souvent. La littérature dictée par une haine aveugle tient dans cette production une place de moins en moins importante ; au contraire, une très grande partie des œuvres récentes se colore de plus en plus de sympathie sinon d'admiration. On ne peut que se féliciter de l'abondance des ouvrages prosoviétiques comme d'un indice de l'amélioration de la réputation de l'État-parvenu. Il est d'ailleurs infiniment plus louable d'idéaliser

l'U.R.S.S. que d'idéaliser l'Italie fasciste. Mais c'est en vain que le lecteur chercherait dans les pages de tous ces livres une appréciation scientifique de ce qui se passe en réalité au pays de la révolution d'Octobre.

Les œuvres des « amis de l'U.R.S.S » se classent en trois grandes catégories. Le journalisme des dilettantes, le genre descriptif, le reportage « de gauche » — plus ou moins — fournissent le plus grand nombre de livres et d'articles. A côté se rangent, quoique avec de plus hautes prétentions, les œuvres du « communisme » humanitaire, lyrique et pacifiste. La troisième place est occupée par les schématisations économiques, dans l'esprit vieil-allemand du socialisme universitaire. Louis Fisher et Duranty sont suffisamment connus comme les représentants du premier type d'auteurs. Feu Barbusse et Romain Rolland représentent le mieux la catégorie des « amis humanitaires » : ce n'est certes pas sans raison qu'avant de venir à Staline l'un écrivit une Vie de Jésus et l'autre une biographie de Gandhi. Enfin, le socialisme conservateur et pédant a trouvé dans l'infatigable couple fabien des Webb ses représentants les plus autorisés.

Ce qui réunit ces trois catégories si différentes, c'est la vénération du fait accompli et le penchant pour les généralisations rassurantes. Tous ces auteurs n'ont pas la force de s'insurger contre leur propre capitalisme. Ils sont d'autant plus disposés à s'appuyer sur une révolution étrangère, du reste apaisée. Avant la révolution d'Octobre et de nombreuses années après, aucun de ces hommes, aucun de leurs pères spirituels ne se demandait sérieusement par quels chemins le socialisme pourrait bien venir en ce monde. Il leur est d'autant plus facile de reconnaître le socialisme dans ce qui se passe en U.R.S.S. ; ce qui leur confère une apparence d'hommes de progrès allant avec leur époque, et aussi une certaine fermeté morale, sans les engager à rien. Leur littérature contemplative et optimiste, nullement destructive, qui ne voit de désagréments que dans le passé, exerce sur les nerfs du lecteur une influence rassérénante qui lui assure un bon accueil. Ainsi se forme insensiblement une école internationale que l'on peut appeler

celle du « bolchevisme à l'usage de la bourgeoisie éclairée » ou, dans un sens plus étroit, celle du « socialisme pour touristes radicaux ».

Nous ne songeons pas à polémiquer avec les productions de ce genre, car elles ne fournissent pas d'occasions sérieuses à la polémique. Les questions finissent pour elles où, en réalité, elles commencent. L'objet de la présente étude est de donner une juste appréciation de ce qui est pour mieux comprendre ce qui se fait. Nous ne nous attarderons sur la journée écoulée que dans la mesure où cela nous aidera à mieux prévoir la journée de demain. Notre exposé sera critique. Quiconque s'incline devant le fait accompli n'est guère capable de préparer l'avenir.

Le développement économique et culturel de l'U.R.S.S. a déjà passé par plusieurs phases, sans atteindre encore — loin de là — à l'équilibre interne. Si l'on considère que l'objet du socialisme est de créer une société sans classes, fondée sur la solidarité et la satisfaction harmonieuse de tous les besoins, il n'y a pas encore, en ce sens fondamental, le moindre socialisme en U.R.S.S. Il est vrai que les contradictions de la société soviétique diffèrent profondément, par leur nature, de celles du capitalisme ; elles n'en sont pas moins très âpres. Elles s'expriment par l'inégalité matérielle et culturelle, par la répression, par la formation de groupements politiques, par la lutte des fractions du parti. Le régime policier assourdit et déforme la lutte politique, sans l'éliminer. Les idées mises à l'index exercent à chaque pas leur influence sur la politique du gouvernement, qu'elles fécondent ou contrarient. Dans ces conditions, l'analyse du développement de l'U.R.S.S. ne peut être séparée un seul instant des idées et des mots d'ordre sous lesquels se déroule dans le pays une lutte politique étouffée mais passionnée. L'histoire se mêle ici à la politique vivante.

Les philistins bien-pensants « de gauche » aiment à répéter que la plus grande circonspection est de mise dans la critique de l'U.R.S.S., afin de ne point nuire à l'édification du socialisme. Quant à nous, nous ne pensons pas que l'État soviétique soit si fragile. Ses ennemis sont beaucoup mieux informés à son sujet que ses amis véritables, les ouvriers de tous les pays. Les états-majors des États impérialistes tien-

nent un compte précis de l'actif et du passif de l'U.R.S.S., et ce n'est pas seulement d'après les rapports publiés. Les ennemis peuvent, par malheur, mettre à profit les faiblesses de l'État ouvrier, mais ils ne sauraient en aucun cas tirer parti de la critique des tendances de cet État qu'ils considèrent eux-mêmes comme positives. L'hostilité de la plupart des « amis » officiels de l'U.R.S.S. envers la critique dissimule en réalité l'anxieuse fragilité de leurs propres sympathies bien plus que la fragilité de l'U.R.S.S. elle-même. Écartons donc calmement ces avertissements et ces craintes. Les faits décident et non plus les illusions. Nous voulons montrer un visage et non un masque.

L. T. 14 août 1936.

Post-scriptum : Ce livre était terminé et venait d'être envoyé aux éditeurs au moment où fut annoncé le procès des « terroristes » de Moscou, qui n'a donc pas pu y être commenté. Il n'en est que plus important de souligner que ce travail explique par avance le procès des « terroristes » et fait ressortir sa mystique comme une mystification.

Septembre 1936.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 1

L'acquis

Les principaux indices du développement industriel

[Retour à la table des matières](#)

L'insignifiance de la bourgeoisie russe a fait que les objectifs démocratiques de la Russie retardataire, tels que la liquidation de la monarchie et d'une servitude des paysans ressortissant à demi au servage, n'ont pu être atteints que par la dictature du prolétariat. Mais ayant conquis le pouvoir à la tête des masses paysannes, le prolétariat ne put se borner à des réalisations démocratiques. La révolution bourgeoise se confondit immédiatement avec la première phase de la révolution socialiste. Ce ne fut pas pour des raisons fortuites. L'histoire des dernières décennies atteste avec une force particulière que, dans les conditions de la décadence du capitalisme, les pays arriérés ne sauraient atteindre le niveau des vieilles métropoles du capital. Les civilisateurs dans l'impasse barrent la route à ceux qui se civilisent. La Russie est entrée dans la voie de la révolution prolétarienne, non parce que son économie était la plus mûre pour la transformation socialiste, mais parce que cette économie ne pouvait plus se développer sur des bases capitalistes. □La socialisation des moyens de production était devenue la condition nécessaire avant tout pour tirer le pays de la

barbarie : telle est *la loi du développement combiné* des pays arriérés. Entré dans la révolution socialiste comme « le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste » (Lénine), l'ancien empire des tsars doit encore aujourd'hui, dix-neuf ans après la révolution, « rattraper et dépasser » — ce qui veut dire *rattraper* avant toute autre chose — l'Europe et l'Amérique, résoudre, en d'autres termes, les problèmes de la production et de la technique que le capitalisme avancé a résolu depuis longtemps.

Pouvait-il en être autrement ? La subversion des vieilles classes dominantes, loin de résoudre ce problème, ne fit que le révéler : s'élever de la barbarie à la culture. Concentrant en même temps la propriété des moyens de production entre les mains de l'État, la révolution a permis d'appliquer de nouvelles méthodes économiques d'une efficacité infiniment grande. C'est seulement grâce à la direction suivant un plan unique que l'on a pu reconstruire en peu de temps ce qui avait été détruit par la guerre impérialiste et la guerre civile, créer de nouvelles entreprises grandioses, de nouvelles industries, des branches entières d'industrie.

L'extrême ralentissement de la révolution internationale sur laquelle comptaient à brève échéance les chefs du parti bolchevique, tout en suscitant à l'U.R.S.S. d'énormes difficultés, a fait ressortir ses ressources intérieures et ses possibilités exceptionnellement étendues. La juste appréciation des résultats obtenus — de leur grandeur comme de leur insuffisance — n'est cependant possible qu'à des échelles internationales. La méthode à l'aide de laquelle nous procédons est celle de l'interprétation historique et sociologique et non de l'accumulation des illustrations statistiques. Nous prendrons néanmoins pour point de départ quelques chiffres parmi les plus importants.

L'ampleur de l'industrialisation de l'U.R.S.S. sur le fond de la stagnation et du déclin de presque tout l'univers capitaliste ressort des indices globaux que voici. La production industrielle de l'Allemagne ne revient en ce moment à son niveau de 1929 que grâce à la fièvre des armements. Dans le même laps de temps, la production de la Grande-Bretagne ne s'est accrue, le protectionnisme aidant, que de 3 à 4 %. La

production industrielle des États-Unis a baissé de 25 % environ, celle de la France de plus de 30 %. Le Japon, dans sa frénésie d'armement et de brigandages, se place, par ses succès, au premier rang des pays capitalistes : sa production a augmenté de près de 40 %. Mais cet indice exceptionnel pâlit lui aussi, devant la dynamique du développement de l'U.R.S.S. dont la production industrielle a été multipliée, dans le même laps de temps, par 3,5, ce qui signifie une augmentation de 250 %. Dans les dix dernières années (1925-1935), l'industrie lourde soviétique a plus que décuplé sa production. Dans la première année du premier plan quinquennal, les investissements de capital s'élevèrent à 5,4 milliards de roubles ; en 1936, ils doivent être de 32 milliards.

Si, vu l'instabilité du rouble en tant qu'unité de mesure, nous abandonnons les estimations financières, d'autres estimations plus incontestables s'imposent à nous. En décembre 1918, le bassin du Donetz donna 2 275 000 tonnes de houille ; en décembre 1935, 7 125 000 tonnes. Au cours des trois dernières années, la production de la fonte a doublé, celle de l'acier et des aciers laminés a été multipliée par près de deux et demi. Comparée à celle d'avant-guerre l'extraction du pétrole, de la houille, du minerai de fer a été multipliée par trois ou trois et demi. En 1920, quand fut arrêté le premier plan d'électrification, le pays avait 10 stations locales d'une puissance totale de 253 000 kilowatts. En 1935, il y avait déjà 95 stations locales d'une puissance totale de 4 345 000 kilowatts. En 1925, l'U.R.S.S. tenait la onzième place dans le monde pour la production d'énergie électrique ; en 1935, elle ne le cède qu'à l'Allemagne et aux États-Unis. Pour l'extraction de la houille, l'U.R.S.S. est passé de la dixième place à la quatrième. Pour la production de l'acier, de la sixième à la troisième. Pour la production des tracteurs elle tient la première place dans le monde. De même pour la production du sucre.

Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre,

dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. Si même l'U.R.S.S. devait succomber sous les coups portés de l'extérieur et sous les fautes de ses dirigeants — ce qui, nous l'espérons fermement, nous sera épargné —, il resterait, gage de l'avenir, ce fait indestructible que seule la révolution prolétarienne a permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédent dans l'histoire.

Ainsi se clôt le débat avec les réformistes dans le mouvement ouvrier. Peut-on, ne serait-ce qu'un moment, comparer leur agitation de souris à l'œuvre titanique d'un peuple appelé par la révolution à une vie nouvelle ? Si, en 1918, la social-démocratie allemande avait mis à profit le pouvoir que les ouvriers lui imposaient pour accomplir la révolution socialiste et non pour sauver le capitalisme, il n'est pas difficile de concevoir, en se fondant sur l'exemple russe, l'invincible puissance économique qui serait aujourd'hui celle du massif socialiste de l'Europe centrale et orientale et d'une partie considérable de l'Asie. Les peuples du monde auront encore à payer de nouvelles guerres et de nouvelles révolutions les crimes historiques du réformisme.

Appréciation comparative des résultats

[Retour à la table des matières](#)

Les coefficients dynamiques de l'industrie soviétique sont sans précédent. Mais ni ce soir ni demain ils ne trancheront la question. L'U.R.S.S. monte en partant d'un niveau effroyablement bas, tandis que les pays capitalistes glissent à partir d'un niveau très élevé. Le rapport des forces actuelles est déterminé non par la dynamique de croissance, mais par l'opposition de la puissance totale des deux adversaires

telle qu'elle s'exprime dans les réserves matérielles, la technique, la culture et avant tout dans le rendement du travail humain. Sitôt que nous abordons le problème sous cet angle statistique, la situation change au grand désavantage de l'U.R.S.S.

La question posée par Lénine : « Qui l'emportera ? » est celle du rapport des forces entre l'U.R.S.S. et le prolétariat révolutionnaire du monde d'une part, les forces intérieures hostiles et le capitalisme mondial de l'autre. Les succès économiques de l'U.R.S.S. lui permettent de s'affermir, de progresser, de s'armer et, s'il le faut, de battre en retraite et d'attendre, en un mot, de tenir. Mais en elle-même la question « qui l'emportera ? », non seulement au sens militaire du terme, mais avant tout au sens économique, se pose devant l'U.R.S.S. à l'échelle mondiale. L'intervention armée est dangereuse. L'intervention des marchandises à bas prix, venant à la suite des armées capitalistes, serait infiniment plus dangereuse. La victoire du prolétariat dans un pays d'Occident amènerait tout de suite, cela va de soi, un changement radical du rapport des forces. Mais tant que l'U.R.S.S. demeure isolée, pis, tant que le prolétariat européen va de défaite en défaite et recule, la force du régime soviétique se mesure en définitive au rendement du travail qui, dans la production de marchandises, s'exprime par les prix de revient et de vente. La différence entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial constitue l'un des indices les plus importants du rapport des forces. Or, il est défendu à la statistique soviétique de toucher si peu que ce soit à cette question. Et cela parce qu'en dépit de son marasme et de son croupissement le capitalisme garde encore une énorme supériorité dans la technique, l'organisation et la culture du travail.

On connaît suffisamment l'état traditionnellement arriéré de l'agriculture soviétique. Dans aucune de ses branches des succès comparables, ne serait-ce que de loin, à ceux de l'industrie n'ont encore été atteints. « Nous sommes encore très en retard sur les pays capitalistes, déplorait Molotov à la fin de 1935, quant au rendement de nos cultures de betteraves. » En 1934, on en obtint en U.R.S.S. 82 quintaux à l'hectare ; en 1935, en Ukraine, au cours d'une récolte excep-

tionnelle, 131 quintaux. En Tchécoslovaquie et en Allemagne, l'hectare donne près de 250 quintaux, en France plus de 300. Les regrets de Molotov peuvent sans exagération être étendus à toutes les branches de l'agriculture, qu'il s'agisse des cultures techniques ou des céréales et, plus encore, de l'élevage. Des cultures alternées bien conçues, la sélection des semences, l'emploi des engrais, des tracteurs, d'un outillage agricole perfectionné, l'élevage du bétail de race, tout cela prépare en vérité une immense révolution dans l'agriculture socialisée. Mais, précisément dans ce domaine, l'un des plus conservateurs, la révolution demande du temps. Pour le moment l'objectif est, malgré la collectivisation, de se rapprocher des modèles supérieurs de l'Occident capitaliste, avec ses petites fermes individuelles.

La lutte pour l'augmentation du rendement du travail dans l'industrie se poursuit par deux voies : l'assimilation de la technique avancée et la meilleure utilisation de la main-d'œuvre. La possibilité de construire en peu d'années de vastes usines du type le plus moderne était assurée d'un côté par la haute technique de l'Occident capitaliste, de l'autre par le régime de la planification. En ce domaine nous assistons à l'assimilation des conquêtes d'autrui. Le fait que l'industrie soviétique et même que l'équipement de l'armée rouge aient subi un accroissement à vive allure implique d'énormes avantages potentiels. L'économie n'est pas contrainte de traîner après elle un antique outillage, comme c'est le cas en France ou en Angleterre, l'armée n'est pas obligée d'user les vieilles armures. Mais cette croissance fiévreuse a des aspects négatifs : les divers éléments de l'économie ne s'harmonisent pas ; les hommes sont en retard sur la technique ; la direction est au-dessous de ses tâches. Le tout s'exprime pour l'heure par des prix de revient très élevés pour une production de basse qualité.

« Nos puits, écrit le dirigeant de l'industrie du pétrole, disposent bien du même outillage que les puits américains, mais l'organisation du forage est en retard, les cadres sont insuffisamment qualifiés. » Le grand nombre des accidents s'explique par « la négligence, l'incapacité et l'insuffisance de la surveillance technique ». Molotov se plaint de ce

que « nous sommes très en retard dans l'organisation des chantiers de construction... On s'y conforme le plus souvent à la routine, en traitant de façon scandaleuse l'outillage et les machines ». On trouve de ces aveux dans toute la presse soviétique. La technique moderne est loin de donner en U.R.S.S. les mêmes résultats que dans sa patrie capitaliste.

Les succès globaux de l'industrie lourde constituent une conquête inappréciable : on ne peut bâtir que sur ces fondations-là ; mais c'est dans la production des détails les plus fins qu'une économie moderne fait ses preuves. À cet égard, on est encore très en retard. □

Les résultats les plus sérieux, non seulement quantitatifs, mais aussi qualitatifs, ont à coup sûr été obtenus dans l'industrie militaire ; l'armée et la flotte sont les clients les plus influents et les plus exigeants. Les dirigeants des services de l'armée, y compris Vorochilov, ne cessent cependant de se plaindre, dans leurs discours publiés : « Nous ne sommes pas toujours pleinement satisfaits de la qualité de la production que vous donnez à l'armée rouge ». On devine sans peine l'inquiétude dans ces prudentes paroles.

La construction de machines, nous dit le chef de l'industrie lourde dans un rapport officiel « doit être de bonne qualité, ce qui n'est malheureusement pas le cas... ». Plus loin : « La machine coûte cher chez nous. » Comme toujours, le rapporteur s'abstient de fournir des données comparatives précises par rapport à la production mondiale.

Le tracteur fait l'orgueil de l'industrie soviétique. Mais le coefficient d'utilisation des tracteurs est très bas. Au cours du dernier exercice économique, 81 % des tracteurs ont dû subir des réparations capitales et bon nombre d'entre ces machines se sont trouvées hors d'usage au beau milieu du travail des champs. D'après certains calculs, les stations de machines et tracteurs ne couvriront leurs frais qu'avec des récoltes de 20 à 22 quintaux de grains par hectare. Comme actuellement le rendement moyen de l'hectare n'atteint pas la moitié de ce chiffre, l'État est obligé de couvrir des déficits qui se montent à des milliards.

La situation des transports automobiles est plus mauvaise encore. Un camion parcourt en Amérique 60 000, 80 000 et même 100 000 kilomètres par an ; il n'en parcourt en U.R.S.S. que 20 000, trois à quatre fois moins. Sur cent machines, cinquante-cinq sont sur la route, les autres en réparation ou dans l'attente de réparations. Le coût des réparations dépasse deux fois le coût total de la production des nouvelles machines. Rien d'étonnant à ce que, de l'avis de la commission gouvernementale de contrôle, « les transports automobiles soient pour le prix de revient de la production une charge exceptionnellement lourde ».

L'augmentation de la capacité de transport des voies ferrées s'accompagne, d'après le président du Conseil des commissaires du peuple, « d'un grand nombre d'accidents et de déraillements ». La cause essentielle ne varie pas et c'est la médiocre qualité du travail héritée du passé. La lutte pour l'entretien convenable des voies ferrées devient une sorte d'exploit héroïque sur lequel les aiguilleuses récompensées font leurs rapports au Kremlin devant les plus hauts représentants du pouvoir. Malgré l'acquis des dernières années, les transports maritimes sont très en retard sur les chemins de fer. On retrouve périodiquement dans les journaux des entrefilets sur le « travail déplorable des transports maritimes », la qualité « invraisemblablement basse des réparations dans la flotte », etc.

Dans les branches de l'industrie légère, la situation est moins favorable encore que dans l'industrie lourde. On peut formuler ainsi, pour l'industrie soviétique, une loi assez particulière : les produits sont en règle générale d'autant plus mauvais qu'ils sont plus près du consommateur. Dans l'industrie textile, à en croire la Pravda, « le pourcentage des malfaçons est déshonorant, l'assortiment faible, les basses qualités prévalent ». Les plaintes concernant la mauvaise qualité des articles de première nécessité se font jour périodiquement dans la presse soviétique : « la ferblanterie est gauchement travaillée » ; « les meubles sont laids, mal cloués, bâclés », « on ne peut pas trouver de boutons passables » ; « les établissements de l'alimentation publique travaillent d'une façon absolument regrettable », etc.

Caractériser les succès de l'industrialisation par de seuls indices quantitatifs c'est à peu près vouloir définir l'anatomie d'un homme par sa seule taille, sans indiquer le tour de poitrine. Une plus juste estimation de la dynamique de l'économie soviétique exige d'ailleurs, en même temps que le correctif concernant la qualité, que l'on se souvienne toujours du fait que les prompts succès acquis dans un domaine s'accompagnent de retards dans d'autres. La création de vastes usines automobiles se paie de l'insuffisance et de l'abandon du réseau routier. « L'abandon de nos routes est extraordinaire, constatent les *Izvestia*, on ne peut pas faire plus de dix kilomètres à l'heure sur la chaussée si importante Moscou-Iaroslav. » Le président de la commission du plan affirme que le pays conserve encore les traditions des « siècles sans routes ».

L'économie municipale est dans un état analogue. De nouvelles cités industrielles se créent en peu de temps, tandis que des dizaines d'anciennes tombent dans l'abandon le plus complet. Les capitales et les villes industrielles croissent et embellissent, on voit s'élever çà et là des théâtres et des clubs coûteux, mais la crise du logement est intolérable, les habitations sont habituellement tout à fait négligées. « Nous construisons mal et cher, l'ensemble des logements s'use et ne s'entretient pas, nous faisons peu de réparations et mal. » (*Izvestia*.)

Ces disproportions sont communes à toute l'économie. Elles sont dans une certaine mesure inévitables, puisqu'il a bien fallu et qu'il faut encore commencer par les secteurs les plus importants. Il n'en reste pas moins vrai que l'état arriéré de certains secteurs diminue de beaucoup l'efficacité du travail de certains autres. Si l'on se représente une économie dirigée idéale, assurant non la plus vive allure de développement de certaines branches, mais les meilleurs résultats pour l'économie entière, le coefficient statistique de croissance y sera moindre dans la première période, mais l'économie tout entière et le consommateur y gagneront. Par la suite, la dynamique générale de l'économie y gagnera aussi.

Dans la statistique officielle, la production et la réparation des automobiles s'additionnent pour former un total de production indus-

trielle ; du point de vue de l'efficacité économique, mieux vaudrait ici procéder par soustraction que par addition. Cette observation concerne aussi d'autres industries. C'est pourquoi toutes les évaluations globales en roubles n'ont qu'une valeur relative : on ne sait pas ce qu'est le rouble et on ne sait pas toujours ce qui se cache derrière lui, de la fabrication ou du bris prématuré d'une machine. Si, évaluée en roubles « stables », la production globale de l'industrie lourde a sextuplé par rapport à ce qu'elle était avant-guerre, l'extraction du pétrole et de la houille, comme la production de la fonte exprimée en tonnes, n'ont été multipliées que par trois ou trois et demi. La cause principale de cette discordance, c'est que l'industrie soviétique a créé de nouvelles branches, inconnues de la Russie des tsars. Mais il faut rechercher une cause complémentaire de la manipulation tendancieuse des statistiques. On sait que toute bureaucratie éprouve le besoin organique de farder la réalité.

Par tête d'habitant

[Retour à la table des matières](#)

Le rendement individuel moyen du travail est encore très bas en U.R.S.S. Dans *la meilleure* usine métallurgique, la production de fonte et d'acier par tête d'ouvrier est, de l'aveu du directeur, trois fois inférieure à la même moyenne aux États-Unis. La comparaison des moyennes entre les deux pays donnerait probablement un rapport de un à cinq, ou plus bas encore. Dans ces conditions, l'affirmation selon laquelle les hauts-fourneaux de l'U.R.S.S. sont « mieux » utilisés que ceux des pays capitalistes est pour le moment dépourvue de sens ; la technique n'a pas d'autre objet que d'économiser le travail de l'homme. Dans l'industrie forestière et le bâtiment, l'état de choses est plus fâcheux encore que dans la métallurgie. Par ouvrier carrier, la production est de 5 000 tonnes par an aux États-Unis et de 500 tonnes, soit dix fois moins, en U.R.S.S. Une différence si criante s'explique, plus que par l'insuffisance de la formation professionnelle des ouvriers, par la mau-

vaise organisation du travail. La bureaucratie aiguillonne de toutes ses forces les ouvriers, mais elle ne sait pas tirer un juste parti de la main-d'œuvre. Et l'agriculture est, cela va de soi, plus mal lotie encore à cet égard que l'industrie. Au faible rendement du travail correspond un faible revenu national et, partant, un bas niveau de vie des masses populaires.

Quand on nous dit que l'U.R.S.S. prendra en 1936 la première place en Europe pour la production industrielle — succès énorme en lui-même —, on néglige non seulement la qualité et le prix de revient, mais encore le chiffre de la population. Or le niveau du développement général du pays et, plus particulièrement, la condition matérielle des masses ne peuvent être déterminés, ne serait-ce qu'à grands traits, qu'en divisant la production par le nombre des consommateurs. Essayons d'effectuer cette simple opération arithmétique.

Le rôle des voies ferrées dans l'économie, la vie culturelle et la guerre n'a pas besoin d'être démontré. L'U.R.S.S. dispose de 83 000 kilomètres de voies, contre 58 000 en Allemagne, 63 000 en France, 417 000 aux États-Unis. Cela signifie qu'il y a pour 10 000 habitants : en Allemagne, 8,5 km de voies ; en France, 15,2 km ; aux États-Unis, 33,1 km ; en U.R.S.S., 5 km. Quant aux chemins de fer, l'U.R.S.S. demeure à l'une des dernières places dans le monde civilisé. La flotte marchande, qui a triplé au cours des cinq dernières années, est maintenant à peu près à la hauteur de celles de l'Espagne et du Danemark. Ajoutons à tout cela le manque de routes. En 1935, l'U.R.S.S. a produit 0,6 automobile pour 1 000 habitants ; la Grande-Bretagne en a produit (en 1934) à peu près 8 pour le même nombre d'habitants, la France 4,5, les États-Unis 23 (contre 36,5 en 1928).

Et l'U.R.S.S. ne dépasse, malgré l'état extrêmement arriéré de ses chemins de fer et de ses transports fluviaux et automobiles, ni la France ni les États-Unis quant à la proportion des chevaux (1 cheval pour 10-11 habitants), restant, de plus, de beaucoup en arrière pour la qualité de ses bêtes.

Les indices comparatifs restent défavorables dans l'industrie lourde, qui a pourtant obtenu les succès les plus marquants. L'extraction de la houille a été en 1935 de près de 0,7 tonne par tête d'habitant ; en Grande-Bretagne, elle s'est élevée à presque 5 tonnes ; aux États-Unis à près de 3 tonnes (contre 0,4 en 1913) ; en Allemagne à près de 2 tonnes. Acier : U.R.S.S., près de 67 kilogrammes par tête d'habitant ; États-Unis, près de 250. Les proportions sont analogues pour la fonte et les aciers laminés. Énergie électrique, 153 kilowatts-heure par tête d'habitant en U.R.S.S., en 1935 ; en Grande-Bretagne, 443 (1934), en France, 363, en Allemagne, 472.

En règle générale, les mêmes indices sont plus bas encore dans l'industrie légère. Il a été fabriqué en 1935 moins de cinquante centimètres de tissus de laine par habitant, huit à dix fois moins qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Le drap n'est accessible qu'aux citoyens soviétiques privilégiés. Les masses doivent se contenter des indiennes, fabriquées à raison de seize mètres par habitant et employées comme par le passé même pour les vêtements d'hiver. La cordonnerie fournit actuellement en U.R.S.S. 0,5 paire de chaussures par an et par habitant ; en Allemagne plus d'une paire, en France, 1,5 paire, aux États-Unis près de trois paires, et nous négligeons l'indice de qualité, qui aggraverait la différence. On peut admettre à coup sûr que le pourcentage des personnes possédant plusieurs paires de chaussures est sensiblement plus élevé dans les pays capitalistes qu'en U.R.S.S. ; par malheur, l'U.R.S.S. occupe encore l'une des premières places quant au pourcentage des va-nu-pieds.

Les proportions sont les mêmes, et partiellement plus désavantageuses, en ce qui concerne les produits alimentaires, en dépit des succès incontestables obtenus dans les dernières années : les conserves, le saucisson, le fromage, pour ne point parler des biscuits et des bonbons, restent pour le moment tout à fait inaccessibles à la grande majorité de la population. La situation est même mauvaise quant aux produits lactés. En France et aux États-Unis, il y a, ou peu s'en faut, une vache pour cinq habitants, en Allemagne une pour six, en U.R.S.S. une pour huit ; et deux vaches soviétiques comptent en somme pour une

sous le rapport de la production du lait. Ce n'est que pour la production des céréales, du seigle surtout, et aussi de la pomme de terre, que l'U.R.S.S., si l'on envisage le rendement par tête d'habitant, dépasse sensiblement la plupart des pays d'Europe et les États-Unis. Mais le pain de seigle et la pomme de terre, considérés comme principales nourritures de la population, constituent l'indice classique de l'indigence !

La consommation du papier est un des indices culturels les plus importants. En 1935, il a été fabriqué en U.R.S.S. moins de 4 kilos de papier par habitant, aux États-Unis plus de 34 kilos (contre 48 kilos en 1928), en Allemagne, plus de 47 kilos. Si, aux États-Unis, il y a pour chaque habitant douze crayons par an, il y en a moins de quatre en U.R.S.S., et de si mauvaise qualité que leur travail utile s'établit à la valeur de un à deux tout au plus. Les journaux se plaignent à tout moment de ce que le manque d'alphabets, de papier et de crayons paralyse le travail scolaire. Rien d'étonnant à ce que la liquidation de l'analphabétisme, envisagée pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, soit encore loin d'être achevée.

On peut faire la lumière sur cette question en s'inspirant de considérations plus générales. Le revenu national par tête d'habitant est sensiblement inférieur à celui des pays occidentaux. Et comme les investissements dans la production en absorbent près de 25 à 30 %, c'est-à-dire une fraction incomparablement plus grande que nulle part ailleurs, le fonds de consommation des masses populaires ne peut manquer d'être de beaucoup inférieur à ce qu'il est dans les pays capitalistes avancés.

Il est vrai qu'il n'y a pas en U.R.S.S. de classes possédantes dont la prodigalité doive être contrebalancée par la sous-consommation des masses populaires. Le poids de cette remarque est cependant moins grand qu'il ne peut paraître à première vue. La tare essentielle du système capitaliste n'est pas dans la prodigalité des classes possédantes, si répugnante qu'elle soit en elle-même, mais dans ce que, pour garantir son droit au gaspillage, la bourgeoisie maintient la propriété privée des moyens de production et condamne ainsi l'économie à l'anarchie et à la

désagrégation. La bourgeoisie détient évidemment le monopole de la consommation des articles de luxe. Mais les masses laborieuses l'emportent très fortement dans la consommation des articles de première nécessité. Nous verrons aussi plus loin que, s'il n'y a pas en U.R.S.S. de classes possédantes au sens propre du mot, il y a une couche dirigeante très privilégiée qui s'approprie la part du lion dans la consommation. Et si l'U.R.S.S. produit moins d'articles de première nécessité par tête d'habitant que les pays capitalistes avancés, cela signifie que la condition matérielle des masses y est encore au-dessous du niveau de celle des pays capitalistes.

La responsabilité historique de cet état de choses incombe naturellement au passé lourd et sombre de la Russie et à tout ce qu'il nous lègue de misère et d'ignorance. Il n'y avait pas d'autre issue vers le progrès que la subversion du capitalisme. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur les pays baltes et la Pologne qui furent naguère les parties les plus développées de l'empire et ne sortent plus du marasme. Le mérite impérissable du régime des soviets est dans sa lutte si âpre et généralement efficace contre une barbarie séculaire. Mais la juste appréciation des résultats est la première condition de la progression ultérieure.

Le régime soviétique traverse sous nos yeux une phase *préparatoire* dans laquelle il importe, assimile, emprunte les conquêtes techniques et culturelles de l'Occident. Les coefficients relatifs de la production et de la consommation attestent que cette phase préparatoire est loin d'être close ; même dans l'hypothèse peu probable d'un marasme complet du capitalisme, cette phase devrait encore durer toute une période historique. Telle est la première conclusion, d'une extrême importance, à laquelle nous arrivons et à laquelle nous aurons encore à revenir au cours de cette étude.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 2

Le développement économique et les zigzags de la direction

Le « communisme de guerre », la N.E.P. et la politique à l'égard des koulaks

[Retour à la table des matières](#)

La courbe du développement de l'économie soviétique est loin d'être régulièrement ascendante. Dans les dix-huit ans d'histoire du nouveau régime, on peut nettement distinguer plusieurs étapes marquées par des crises aiguës. Un bref aperçu de l'histoire économique de l'U.R.S.S., examinée en liaison avec la politique du gouvernement, nous est aussi nécessaire pour le diagnostic que pour le pronostic.

Les trois premières années après la révolution furent celles d'une guerre civile avouée et acharnée. La vie économique y fut entièrement subordonnée aux besoins des fronts. En présence d'une extrême modicité des ressources, la vie culturelle passait au second plan, caractérisée par l'audacieuse ampleur de la pensée créatrice, et en tout premier lieu de celle de Lénine. C'est ce qu'on appelle la période du « communisme de guerre » (1918-1921), parallèle héroïque du « socialisme de guerre » des pays capitalistes. Les objectifs économiques du pouvoir des soviets se réduisent principalement à soutenir les industries de

guerre et à tirer parti des maigres réserves existantes pour combattre et sauver de la famine la population des villes. Le communisme de guerre était au fond une réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée. [] Il faut cependant reconnaître que ses intentions premières étaient plus larges. Le gouvernement des Soviets espéra et tenta de tirer des réglementations une économie dirigée dans le domaine de la consommation comme dans celui de la production. En d'autres termes, il pensa passer peu à peu, sans modification de système, du communisme de guerre au vrai communisme. Le programme du parti bolchevique adopté en 1919 disait : « Dans le domaine de la répartition, le pouvoir des soviets persévère inflexiblement dans la substitution au commerce d'une répartition des produits organisée à l'échelle nationale sur le plan d'ensemble. »

Mais le conflit s'accusait de plus en plus entre la réalité et le programme du communisme de guerre : la production ne cessait de baisser, non seulement par suite des conséquences néfastes des hostilités, mais aussi parce que le stimulant de l'intérêt individuel faisait défaut aux producteurs. La ville demandait aux campagnes du blé et des matières premières, sans leur donner en échange plus que des vignettes colorées appelées argent à cause d'une vieille habitude. Le moujik enterrait ses réserves. Le gouvernement envoyait des détachements d'ouvriers armés saisir les grains. Le moujik semait moins. La production industrielle de 1921, l'année qui suivit la fin de la guerre civile, s'éleva, dans le meilleur des cas, au cinquième de celle d'avant-guerre. La production de l'acier tomba de 4 200 000 tonnes à 183 000 tonnes, soit vingt-trois fois moins. La récolte globale tomba de 801 millions de quintaux à 503 en 1922. Ce fut une effroyable famine. Le commerce extérieur dégringola de 2 900 millions de roubles à 30 millions. La ruine des forces productives dépassa tout ce que connaissait l'histoire. Le pays, et avec lui le pouvoir, se trouvèrent tout au bord de l'abîme. Les espérances utopiques du communisme de guerre ont été, par la suite, soumises à une critique extrêmement sévère et juste à bien des égards. L'erreur théorique commise par le parti gouvernant resterait pourtant tout à fait inexplicable si l'on perdait de vue que tous les cal-

culs se fondaient à l'époque sur l'attente d'une victoire prochaine de la révolution en Occident. On considérait comme allant de soi que le prolétariat allemand victorieux, escomptant un remboursement ultérieur en produits alimentaires et en matières premières, ravitaillerait la Russie des soviets en machines, en articles manufacturés, et lui fournirait aussi des dizaines de milliers d'ouvriers hautement qualifiés, de techniciens et d'organiseurs. A n'en pas douter, si la révolution avait triomphé en Allemagne — et seule la social-démocratie empêcha son triomphe —, le développement économique de l'U.R.S.S., comme celui de l'Allemagne elle-même, se serait poursuivi à pas de géant, si bien que les destinées de l'Europe et du monde se présenteraient aujourd'hui sous un aspect autrement favorable. On peut néanmoins dire en toute assurance que, même dans cette heureuse hypothèse, il aurait fallu renoncer à la répartition des produits par l'État et revenir aux méthodes commerciales.

Lénine motiva la nécessité de rétablir le marché par l'existence dans le pays de millions d'exploitations paysannes isolées accoutumées à définir par le commerce leurs rapports avec le monde environnant. La circulation des marchandises devait faire la « soudure » entre les paysans et l'industrie nationalisée. La formule théorique de la « soudure » est très simple : l'industrie doit fournir aux campagnes les marchandises nécessaires, à des prix tels que l'État puisse renoncer à la réquisition des produits de l'agriculture.

L'assainissement des relations économiques avec les campagnes constituait sans nul doute la tâche la plus urgente et la plus épineuse de la Nep. L'expérience montra vite que l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme. Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui, et pour longtemps encore, la base matérielle indispensable et le correctif sauveur.

Le marché légalisé commença son œuvre avec le concours d'un système monétaire remis en ordre. Dès 1923, grâce à la première impulsion venue des campagnes, l'industrie se ranima et ce fut pour faire

preuve aussitôt d'une intense activité. Il suffit d'indiquer que la production double en 1922 et 1923 et atteint en 1926 son niveau d'avant-guerre, ce qui signifie qu'elle a quintuplé depuis 1921. Les récoltes augmentent parallèlement, mais beaucoup plus modestement. A partir de l'année cruciale 1923, les divergences de vues sur les rapports entre l'industrie et l'agriculture, divergences qui s'étaient déjà manifestées auparavant, s'aggravent dans le parti dirigeant. L'industrie ne pouvait se développer, dans un pays qui avait épuisé ses réserves et ses stocks, qu'en empruntant des céréales et des matières premières aux paysans. Des « emprunts forcés » trop considérables étouffaient pourtant le stimulant du travail : le paysan, ne croyant pas à la félicité future, répondait aux réquisitions de blé par la grève des semailles. Des emprunts trop minimes menaçaient d'entraîner la stagnation : ne recevant pas de produits industriels, les paysans ne travaillaient plus que pour la satisfaction de leurs propres besoins et revenaient aux anciennes formes de l'artisanat. Les divergences de vues commencèrent dans le parti sur la question de savoir ce qu'il fallait prendre aux campagnes pour l'industrie afin de s'acheminer vers un équilibre dynamique. Les questions concernant la structure sociale des campagnes compliquèrent le débat. □ Au printemps de 1923, le représentant de l'opposition de gauche ¹, qui d'ailleurs ne portait pas encore ce nom, parlant au congrès du parti, montra l'écart entre les prix de l'industrie et ceux de l'agriculture au moyen d'un diagramme inquiétant. Ce phénomène reçut alors l'appellation de « ciseaux », qui devait plus tard entrer dans le vocabulaire mondial. Si, disait le rapporteur, l'industrie continue à être en retard, les ciseaux s'ouvrant toujours davantage, la rupture entre les villes et les campagnes deviendra inévitable.

Les paysans distinguaient nettement entre la révolution agraire démocratique accomplie par les bolcheviks et la politique de ceux-ci tendant à donner une base au socialisme. L'expropriation des domaines privés et de ceux de l'État apportait aux ruraux plus d'un demi-milliard de roubles-or par an. Mais les paysans perdaient cette somme, et bien

¹ Il s'agit de Trotsky lui-même.

au-delà, à cause des prix élevés de l'industrie étatisée. Tant que le bilan des deux révolutions, la démocratique et la socialiste, solidement réunies par le nœud d'Octobre, se soldait pour les cultivateurs par une perte annuelle de plusieurs centaines de millions de roubles, l'alliance des deux classes demeurait problématique. □Le morcellement de l'agriculture, hérité du passé, augmentait du fait de la révolution d'Octobre ; le nombre des parcelles était passé dans les dix précédentes années de 16 à 25 millions, ce qui accroissait naturellement la tendance de la plupart des paysans à ne satisfaire que leurs propres besoins. Telle était l'une des causes de la pénurie des produits de l'agriculture.

Une faible production de marchandises forme inévitablement des exploiters. Au fur et à mesure que les campagnes se remettaient, la différenciation grandissait au sein des masses paysannes : on suivait l'ancienne voie du développement facile. Le koulak — le paysan riche — s'enrichissait plus vite que ne progressait l'agriculture. La politique du gouvernement, dont le mot d'ordre était : « Face aux campagnes ! » favorisait en réalité les koulaks. L'impôt agricole était beaucoup plus lourd pour les paysans pauvres que pour les cossus, qui en outre écrémaient le crédit de l'État. Les excédents de blé, possédés principalement par les paysans les plus riches, servaient à asservir les pauvres et étaient vendus à des prix spéculatifs à la petite bourgeoisie des villes. Boukharine, alors théoricien de la fraction dirigeante, jetait aux paysans son fameux slogan : « Enrichissez-vous ! » Cela devait signifier en théorie l'assimilation progressive des koulaks par le socialisme. Cela signifiait dans la pratique l'enrichissement de la minorité au détriment de l'immense majorité.

Le gouvernement, captif de sa propre politique, était réduit à reculer pas à pas devant la petite bourgeoisie rurale. L'emploi de la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture et la location des terres furent légalisés en 1925. La paysannerie avait deux pôles : le petit capitaliste et le journalier. L'État, démuné de marchandises industrielles, était ainsi éliminé du marché rural. Un intermédiaire surgissait comme de dessous terre entre le koulak et le petit patron artisan. Les entrepri-

ses étatisées devaient elles-mêmes recourir de plus en plus souvent aux commerçants pour la recherche des matières premières. On sentait partout le flot montant du capitalisme. Tous ceux qui réfléchissaient étaient aisément convaincus que la transformation des formes de la propriété, loin de trancher la question du socialisme, ne fait que la poser.

En 1925 ; tandis que la politique favorisant le koulak bat son plein, Staline se met à préparer la dénationalisation du sol. A la question qu'il se fait poser par un journaliste soviétique : « Ne serait-il pas indiqué, dans l'intérêt de l'agriculture, d'attribuer pour dix ans sa parcelle à chaque cultivateur ? » — Staline répond : « Et même pour quarante ans ! » Le commissaire du peuple à l'agriculture de la République de Géorgie, agissant sur l'initiative personnelle de Staline, présenta un projet de loi de dénationalisation du sol. Le but était de donner au fermier confiance en son propre avenir. Or, dès le printemps 1926, près de 60 % du blé destiné au commerce étaient entre les mains de 6 % des cultivateurs ! L'État manquait de grains pour le commerce extérieur et même pour les besoins du pays. L'insignifiance des exportations l'obligeait à renoncer à l'importation des articles manufacturés et à restreindre au minimum celle des matières premières et des machines. □Entravant l'industrialisation et nuisant à la grande majorité des paysans, la politique favorisant le koulak révéla sans équivoque dès 1924-26 ses conséquences politiques : inspirant à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes une confiance extraordinaire, elle l'amenait à s'emparer de nombreux soviets locaux ; elle accroissait la force et l'assurance de la bureaucratie ; elle pesait de plus en plus lourdement sur les ouvriers ; elle entraînait la suppression complète de toute démocratie dans le parti et dans la société soviétique. La puissance croissante du koulak effraya deux membres notables du groupe dirigeant, Zinoviev et Kamenev, qui étaient aussi — et ce n'est certes pas un effet du hasard — présidents des soviets des deux centres prolétariens les plus importants, Léninegrad et Moscou. Mais la province et surtout la bureaucratie soutenaient Staline. La politique d'encouragement du gros fermier remporta la victoire. Zinoviev et Ka-

menev, suivis de leurs partisans, se joignirent en 1926, à l'opposition de 1923 (dite « trotskyste »).

Il va de soi que la fraction dirigeante ne répudia jamais le « principe » de la collectivisation de l'agriculture. Mais on la repoussait à des dizaines d'années. Le futur commissaire du peuple à l'agriculture, Yakovlev, écrivait en 1927 que si la transformation socialiste des campagnes ne peut s'accomplir que par la collectivisation, « ce ne sera naturellement pas en un, deux ou trois ans et peut-être pas même en une dizaine d'années... » « Les kolkhozes et les communes, écrivait-il plus loin, ne sont et ne seront certainement longtemps encore que des îlots au milieu des parcelles... » En effet, il n'entraîna alors dans les exploitations collectives que 0,8 % des familles de cultivateurs. Dans le parti, la lutte pour la prétendue « ligne générale » s'affirma au grand jour en 1923 et revêtit à partir de 1926 une forme particulièrement âpre et passionnée. Dans sa vaste plate-forme embrassant tous les problèmes de l'économie et de la politique, l'opposition écrivait : « Le parti doit condamner sans merci toutes les tendances à la liquidation ou à l'affaiblissement de la nationalisation du sol qui constitue une des bases de la dictature du prolétariat. » L'opposition remporta sur ce point la victoire : les attentats directs à la nationalisation du sol cessèrent. Mais il ne s'agissait pas uniquement de la forme de propriété du sol.

« À l'importance grandissante des fermes individuelles dans les campagnes, disait encore la plate-forme de l'opposition, on opposera la croissance plus rapide des exploitations collectives. Il y a lieu d'assigner chaque année, systématiquement, des sommes importantes au soutien des paysans pauvres organisés en exploitations collectives. » ... « L'action tout entière de la coopération doit être pénétrée de la nécessité de transformer la petite production en grande production collective ». On s'obstinait à considérer comme utopique pour un avenir rapproché tout large programme de collectivisation. Pendant la préparation du XV^e congrès du parti, destiné à exclure l'opposition, le futur président du Conseil des commissaires du peuple, Molotov, répétait : « On ne peut pas se laisser choir (!), dans les conditions présentes, au niveau des illusions des paysans pauvres sur la collectivisation

des grandes masses. » Le calendrier indiquait la fin de 1927. Et la fraction dirigeante était très loin de concevoir la politique qu'elle allait faire ensuite dans les campagnes !

Ces mêmes années (1923-28) furent celles de la lutte de la coalition au pouvoir (Staline, Molotov, Rykov, Tomski, Boukharine ; Zinoviev et Kamenev étaient passés à l'opposition au début de 1926) contre les « superindustrialisateurs » partisans du plan. L'historien futur s'étonnera de découvrir la malveillante suspicion envers toute initiative économique hardie qui dominait alors dans la mentalité du gouvernement de l'État socialiste. L'allure de l'industrialisation s'accélérait empiriquement, selon des impulsions extérieures, tous les calculs étaient brutalement remaniés en cours de travail, non sans une augmentation extraordinaire des frais généraux. Quand l'opposition exigea, à partir de 1923, l'élaboration d'un plan quinquennal, elle fut accueillie par des railleries dignes du petit bourgeois qui redoute le « saut dans l'inconnu ». En avril 1927, Staline affirme encore en séance plénière du comité central que commencer la construction de la grande centrale électrique du Dniéper ce serait, pour nous, ce que serait pour le moujik acheter un gramophone au lieu d'une vache. Cet aphorisme ailé résumait tout un programme. Il n'est pas superflu de rappeler que toute la presse bourgeoise de l'univers, suivie de la presse socialiste, reprenait avec sympathie les accusations officielles de romantisme industriel adressées à l'opposition de gauche. Tandis que le parti discutait bruyamment, le paysan répondait au manque de marchandises industrielles par une grève de plus en plus opiniâtre : il s'abstenait de porter ses grains au marché et d'augmenter les emblavures. La droite (Rykov, Tomski, Boukharine), qui donnait alors le ton, exigeait plus de liberté pour les tendances capitalistes des campagnes : augmenter le prix du blé, dût cette mesure ralentir le développement de l'industrie. La seule solution, étant donné cette politique, eût été d'importer, en échange des matières premières livrées par les fermiers à l'exportation, des articles manufacturés. C'eût été, au lieu de faire la soudure entre l'économie paysanne et l'industrie socialiste, la faire en-

tre le paysan riche et le capitalisme mondial. Ce n'était pas la peine d'avoir fait la révolution d'Octobre.

« L'accélération de l'industrialisation », objectait à la conférence du parti de 1926 le représentant de l'opposition ² « et plus particulièrement par une imposition plus forte du koulak, donnera plus de marchandises, ce qui permettra d'abaisser les prix... Les ouvriers en bénéficieraient ainsi, de même que la plupart des paysans... *Nous tourner vers les campagnes* ne veut pas dire tourner le dos à l'industrie, cela veut dire tourner l'industrie vers les campagnes, car les campagnes n'ont nul besoin de contempler le visage d'un État dépourvu d'industrie. »

Staline, pour nous répondre, pulvérisait les « plans fantastiques de l'opposition » ; l'industrie ne devait pas « prendre trop d'avance en se détachant de l'agriculture et en négligeant le rythme de l'accumulation dans notre pays ». Les décisions du parti continuaient à répéter les mêmes vérités premières de l'adaptation passive aux besoins des fermiers enrichis. Le XV^e congrès du parti communiste, réuni en décembre 1927, pour infliger une défaite définitive aux « superindustrialisateurs », donna un avertissement concernant « le danger d'engager trop de capitaux dans la grande édification industrielle ». La fraction dirigeante ne voulait pas encore voir les autres dangers.

L'année économique 1927-28 voyait se clore la période dite de reconstruction, pendant laquelle l'industrie avait surtout travaillé avec l'outillage d'avant la révolution ; et l'agriculture avec son ancien matériel. La progression ultérieure exigeait une vaste édification industrielle. Il était devenu impossible de gouverner à tâtons, sans plan.

Les possibilités hypothétiques de l'industrialisation socialiste avaient été analysées par l'opposition dès 1923-25. La conclusion générale à laquelle elle était arrivée était qu'après avoir épuisé les possibilités offertes par l'outillage hérité de la bourgeoisie, l'industrie soviétique pourrait, grâce à l'accumulation socialiste, avoir un rythme de

² Il s'agit toujours de Trotsky.

croissance tout à fait inaccessible au capitalisme. Les chefs de la fraction dirigeante se moquaient ouvertement des coefficients de 15 à 18 %, formulés avec prudence comme de la musique fantastique d'un avenir inconnu. Et c'est en quoi consistait à ce moment la lutte contre le « trotskysme ».

La première esquisse officielle du plan quinquennal, faite enfin en 1927, le fut dans un esprit dérisoirement mesquin. L'accroissement de la production industrielle devait varier, en suivant d'année en année une courbe moins montante, entre 9 et 4 %. En cinq ans, la consommation individuelle ne devait s'accroître que de 12 % ! L'in vraisemblable timidité de cette conception ressort avec plus de clarté encore du fait que le budget de l'État ne devait embrasser à la fin de la période quinquennale que 16 % du revenu national, alors que le budget de la Russie des tsars, qui ne songeait certes pas à bâtir une société socialiste, absorbait 18 % de ce revenu ! Il n'est peut-être pas superflu d'ajouter que les auteurs de ce plan, ingénieurs et économistes, furent, quelques années plus tard, sévèrement condamnés par les tribunaux comme saboteurs obéissant aux directives d'une puissance étrangère. Les accusés auraient pu, s'ils l'avaient osé, répondre que leur travail, dans l'élaboration du plan, avait été accompli en parfait accord avec la « ligne générale » du bureau politique dont ils recevaient les instructions.

La lutte des tendances se trouva exprimée dans le langage des chiffres. « Formuler pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre un plan aussi mesquin, aussi profondément pessimiste, disait la plate-forme de l'opposition, c'est travailler en réalité contre le socialisme. » Un an plus tard, le bureau politique sanctionna un nouveau projet de plan quinquennal selon lequel l'accroissement moyen annuel de la production devait être de 9 %. Le développement réel manifestait une tendance obstinée à se rapprocher des coefficients des « superindustrialisateurs ». Encore un an plus tard, quand la politique du gouvernement se fut radicalement modifiée, la commission du plan arrêta un troisième projet, dont la dynamique coïncidait étrangement avec les pronostics hypothétiques de l'opposition en 1925.

L'histoire véritable de la politique économique de l'U.R.S.S. est tris différente, on le voit, de la légende officielle. Déplorons que d'honorables auteurs tels que les Webb ne s'en soient pas du tout rendu compte.

Tournant brusque :
« Le plan quinquennal en quatre ans »
et la « collectivisation complète »

[Retour à la table des matières](#)

La tergiversation en présence des exploitations paysannes individuelles, la méfiance à l'égard des grands plans, la défense d'un développement au ralenti, le dédain du problème international, tels sont les éléments qui, réunis, formèrent la théorie du « socialisme dans un seul pays », formulée pour la première fois par Staline au cours de l'automne 1924, après la défaite du prolétariat en Allemagne. Ne pas nous hâter en matière d'industrialisation, ne pas nous brouiller avec le moujik, ne pas compter sur la révolution mondiale et, tout d'abord, préserver le pouvoir bureaucratique de toute critique ! La différenciation des paysans n'était qu'une invention de l'opposition. Le Yakovlev déjà mentionné licencia le Service central des statistiques, dont les tableaux faisaient au koulak une place plus grande que ne le souhaitait le pouvoir. Tandis que les dirigeants prodiguaient des affirmations rassurantes sur la résorption de la disette de marchandises, « l'allure calme du développement » prochain, le stockage désormais plus « égal » des céréales, etc., le koulak, fortifié, entraîna le paysan moyen à sa suite et refusa le blé aux villes. En janvier 1928, la classe ouvrière se trouva face à une famine imminente. L'histoire a parfois de féroces plaisanteries. C'est précisément au cours du mois où le koulak prit la révolution à la gorge que les représentants de l'opposition de gauche ont été jetés en prison ou envoyés en Sibérie pour avoir « semé la panique » en évoquant le spectre du koulak !

Le gouvernement tenta de présenter les choses comme si la grève du blé était due à la seule hostilité du koulak (mais d'où sortait donc le koulak ?) à l'égard de l'État socialiste, c'est-à-dire à des mobiles politiques d'ordre général. Mais le paysan cossu est peu enclin à cette sorte d'« idéalisme ». S'il cachait son blé, c'est qu'il était désavantageux de le vendre. Il réussissait pour la même raison à étendre largement son influence parmi les ruraux. Les seules mesures de répression seraient manifestement insuffisantes contre le sabotage des paysans aisés ; il fallait changer de politique. Les hésitations prirent du temps.

Rykov, encore chef du gouvernement, n'était pas seul à déclarer en juillet 1928 que « le développement des exploitations paysannes individuelles constituait la tâche la plus importante du parti ». Staline lui faisait écho : « Il y a des gens, disait-il, qui pensent que la culture des parcelles individuelles a fait son temps et ne vaut plus d'être encouragée... Ces gens n'ont rien de commun avec la ligne générale de notre parti. » Moins d'un an après, la ligne générale du parti n'avait plus rien de commun avec ces paroles : l'aube de la collectivisation complète se levait à l'horizon. □ La nouvelle orientation résulta de mesures aussi empiriques que la précédente, à la suite d'une lutte sourde au sein du bloc gouvernemental. « Les groupes de la droite et du centre sont unis par leur hostilité commune à l'opposition dont l'exclusion hâterait infailliblement le conflit entre eux. » Cet avertissement était donné dans la plate-forme de l'opposition. C'est bien ce qui arriva. Les chefs du bloc gouvernemental en voie de désagrégation ne voulurent cependant à aucun prix reconnaître que cette prédiction de l'opposition s'était vérifiée, comme bien d'autres. Le 19 octobre 1928, Staline déclarait encore : « Il est temps d'en finir avec les racontars sur l'existence d'une droite envers laquelle le bureau politique de notre comité central se montrerait tolérant. » Les deux groupes tâtaient cependant les bureaux du parti. Le parti étouffé vivait de rumeurs confuses et de conjectures. Quelques mois se passèrent et la presse officielle écrivit avec son impudence coutumière que le chef du gouvernement, Rykov, « spéculait sur les difficultés du pouvoir des soviets », que le dirigeant de l'Internationale communiste, Boukharine,

s'était révélé « l'agent des influences libérales-bourgeoises » ; que Tomski, le président du conseil central des syndicats, n'était qu'un misérable trade-unioniste. Tous les trois, Rykov, Boukharine et Tomski, appartenaient au bureau politique. Si, dans la lutte antérieure contre l'opposition de gauche, on s'était servi des armes empruntées à l'arsenal de la droite, Boukharine pouvait maintenant, sans attenter à la vérité, accuser Staline de se servir contre la droite de fragments de la plate-forme de l'opposition condamnée.

Quoi qu'il en soit, le virage s'accomplit. Le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » et la théorie de l'assimilation indolore du koulak par le socialisme furent réprouvés, tardivement mais avec une énergie d'autant plus grande. L'industrialisation fut mise à l'ordre du jour. Le quiétisme content de lui-même fit place à une impétuosité panique. Le mot d'ordre de Lénine, à demi publié, « rattraper et dépasser » fut complété en ces termes : « dans le plus bref délai ». Le plan quinquennal minimaliste, déjà approuvé en principe par le congrès du parti, fit place à un plan nouveau dont les principaux éléments étaient entièrement empruntés à la plate-forme de l'opposition de gauche défaits la veille. Le Dnieprostroï, comparé hier à un gramophone, retint toute l'attention.

Dès les premiers succès, une nouvelle directive fut donnée : achever l'exécution du plan quinquennal en quatre ans. Les empiriques boulevrésés en arrivaient à croire que tout leur était désormais possible. L'opportunisme s'était transformé, comme il arriva maintes fois dans l'histoire, en son contraire, l'esprit d'aventure. Le bureau politique, prêt en 1923-28 à s'accommoder de la philosophie boukharinienne de « l'allure de tortue », passait aujourd'hui avec aisance de 20 % à 30 % de croissance annuelle, en s'efforçant de faire de tout succès momentané une norme et en perdant de vue l'interdépendance des branches de l'économie. Les vignettes imprimées bouchaient les brèches financières du plan. Au cours de la première période quinquennale, le papier monnaie en circulation passa de 1,7 milliards de roubles à 5,5 — pour atteindre au début de la deuxième période 8,4 milliards. La bureaucratie n'avait pas seulement secoué le contrôle des masses pour lesquelles

l'industrialisation à toute allure constituait une charge intolérable, elle s'était aussi émancipée du contrôle automatique du tchervonietz ³. Le système financier affermi au début de la Nep fut de nouveau profondément ébranlé.

Mais les plus grands périls, pour le régime comme pour le plan, apparurent du côté des campagnes.

La population apprit avec stupeur, le 15 février 1928, par un éditorial de la *Pravda*, que les campagnes n'avaient nullement l'aspect sous lequel les autorités les avaient dépeintes jusqu'à ce moment, mais ressemblaient fort au tableau qu'en avait tracé l'opposition exclue par le congrès. La presse qui, la veille, niait littéralement l'existence du koulak, le découvrait aujourd'hui, sur un signal d'en haut, non seulement dans les villages mais encore dans le parti. On apprenait que les cellules du parti étaient fréquemment dirigées par des paysans riches, propriétaires d'un outillage agricole varié, qui employaient une abondante main-d'œuvre salariée, cachaient des centaines et même des milliers de pouds de céréales et se montraient en outre les adversaires irrécyclables de la politique « trotskyste ». Les journaux rivalisaient d'informations sensationnelles sur des koulaks, secrétaires de comités locaux, qui avaient fermé aux paysans pauvres et aux journaliers les portes du parti. Toutes les vieilles valeurs étaient renversées. Les signes *plus* et *moins* avaient été intervertis.

Pour nourrir les villes, il fallait d'urgence prendre aux koulaks le pain quotidien. On ne le pouvait que par la force. L'expropriation des réserves de céréales, et pas seulement chez le koulak, chez le paysan moyen, fut qualifiée de « mesure extraordinaire » dans le langage officiel. Cela signifiait qu'on reviendrait demain aux vieilles ornières. Mais les campagnes ne crurent pas aux bonnes paroles et elles avaient raison. La réquisition forcée du blé ôtait aux cultivateurs aisés toute envie d'étendre les ensemencements. Le journalier agricole et le cultivateur pauvre se trouvaient sans travail. L'agriculture était une nouvel-

³ Unité monétaire provisoire établie sur le prix du seigle.

le fois dans l'impasse, et avec elle l'État. Il fallait à tout prix transformer radicalement la « ligne générale ».

Staline et Molotov, continuant à attribuer la première place aux cultures parcelaires, commencèrent à souligner la nécessité d'élargir rapidement les exploitations agricoles de l'État, les sovkhozes, et les exploitations collectives des paysans, les kolkhozes. Mais comme la grave pénurie de vivres ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de relèvement des cultures parcelaires se trouva suspendu dans le vide. Il fallut « glisser sur la pente » de la collectivisation. Les « mesures extraordinaires » provisoires, adoptées pour prendre le blé, donnèrent naissance, sans que l'on s'y attendît, à un programme de « liquidation des koulaks en tant que classe ». Les mandements contradictoires, plus abondants que les rations de pain, mirent en évidence l'absence de tout programme agraire, non pour cinq ans, mais même pour cinq mois.

D'après le plan élaboré sous l'aiguillon de la crise du ravitaillement, l'agriculture collectivisée devait toucher au bout de la cinquième année près de 20 % des foyers paysans. Ce programme, dont l'aspect grandiose se révèle si l'on tient compte que la collectivisation avait touché au cours des dix années antérieures moins de 1 % des foyers, fut très largement dépassé dès la première moitié de la période quinquennale.

En novembre 1929, Staline, rompant avec ses propres hésitations, annonce la fin de l'agriculture parcelaire : « Par villages entiers, par cantons, par arrondissements même, les paysans entrent dans les kolkhozes. » Yakolev qui, deux ans avant, démontrait que les kolkhozes ne seraient pendant de longues années « que des oasis au milieu des parcelles innombrables », reçoit en qualité de commissaire à l'agriculture la mission de « liquider les paysans riches en tant que classe » et d'implanter la collectivisation complète « dans le plus bref délai ». En 1929, le nombre des foyers entrés dans les kolkhozes passe de 1,7 % à 3,9 %, il atteint 23,6 % en 1930, 52,7 % en 1931 et 61,5 % en 1932.

Il ne se trouvera vraisemblablement personne pour répéter le galimatias libéral qui veut que la collectivisation ait été tout entière le fruit de la seule violence. Dans la lutte pour la terre qui leur faisait défaut, les paysans se soulevaient autrefois contre les seigneurs, et parfois allaient coloniser des contrées vierges ; ou bien ils formaient des sectes religieuses où les moujiks compensaient le manque de terres par le vide des cieux. Depuis l'expropriation des grands domaines et l'extrême morcellement des parcelles, la réunion de celles-ci en des cultures plus étendues était devenue une question de vie et de mort pour les paysans, pour l'agriculture, pour la société entière.

Cette considération historique générale ne tranchait pourtant pas la question. Les possibilités réelles de la collectivisation n'étaient déterminées ni par la situation sans issue des cultivateurs ni par l'énergie administrative du gouvernement ; elles l'étaient avant tout par les ressources productives données, c'est-à-dire par la mesure dans laquelle l'industrie pouvait fournir de l'outillage à la grande exploitation agricole. Ces données matérielles faisaient défaut. Les kolkhozes furent organisés avec un outillage qui ne convenait généralement qu'aux parcelles. Dans ces conditions, la collectivisation exagérément accélérée devenait une aventure.

Le gouvernement, surpris par l'ampleur de son virage, ne put pas et ne sut pas préparer si peu que ce fut, politiquement, sa nouvelle évolution. Comme les paysans, les autorités locales ne savaient pas ce qu'on exigeait d'elles. Les paysans étaient exaspérés par les rumeurs de "éconfiscation" du bétail. Ce n'était pas si loin de la vérité, on le vit bientôt. Le dessein prêté naguère à l'opposition, pour caricaturer ses vues, se réalisait : la bureaucratie « pillait les campagnes ». La collectivisation fut tout d'abord pour le paysan une expropriation complète. On socialisait non seulement les chevaux, les vaches, les moutons, les porcs, mais jusqu'aux poussins. « On confisquait aux koulaks » — un témoin oculaire l'a écrit à l'étranger — « jusqu'aux bottes en feutre ôtées aux petits enfants. » Le résultat de tout ceci fut que les paysans vendirent en masse leur bétail à bas prix ou l'abattirent pour en tirer de la viande et du cuir.

En janvier 1930, Andreiev, membre du comité central, traçait au congrès de Moscou le tableau suivant de la collectivisation : d'une part, le puissant mouvement de collectivisation qui a gagné le pays entier « emportera sur son chemin tous les obstacles » ; d'autre part, la vente par les paysans à la veille d'entrer dans le kolkhoze, dans un grossier esprit de lucre, de leur outillage, du bétail et même des semences « acquiert des proportions nettement menaçantes... » Si contradictoires qu'elles fussent, ces deux affirmations définissaient avec justesse, de deux points de vue opposés, le caractère épidémique de la collectivisation, mesure désespérée. « La collectivisation complète, écrivait l'observateur critique que nous avons déjà cité, a plongé l'économie dans une misère comme on n'en avait pas vu depuis longtemps ; c'est comme si une guerre de trois ans avait passé par là. »

À vingt-cinq millions de foyers paysans isolés et égoïstes qui, hier encore, étaient les seuls moteurs de l'agriculture — faibles comme la rosse du moujik, mais des moteurs tout de même —, la bureaucratie tenta de substituer d'un seul geste le commandement de deux cent mille conseils d'administration de kolkhozes, dépourvus de moyens techniques, de connaissances agronomiques et d'appui parmi les ruraux eux-mêmes. Les conséquences destructrices de cette aventure ne tardèrent pas à se faire sentir, pour durer des années. La récolte globale de céréales, qui avait atteint en 1930 835 millions de quintaux, tomba dans les deux années suivantes au-dessous de 700 millions. Cette différence ne paraît pas catastrophique en elle-même ; mais elle représentait exactement la perte de la quantité de blé nécessaire aux villes avant qu'elles ne s'habituent à des rations de famine. Les cultures techniques étaient encore plus mal en point. A la veille de la collectivisation, la production de sucre avait atteint près de 109 millions de pouds pour tomber deux ans plus tard, en pleine collectivisation générale, par suite du manque de betteraves, à 48 millions de pouds, soit à moins de la moitié. Mais l'ouragan le plus dévastateur passa sur le cheptel des campagnes. Le nombre des chevaux tomba de 55 % ; de 34,6 millions en 1926, à 15,6 millions en 1934 ; celui des bêtes à cornes tomba de 30,7 millions à 19,5, soit de 40 % ; les porcs, de 55 %, les

moutons, de 66 %. Les pertes en hommes — dues à la faim, au froid, aux suites des épidémies et de la répression — n'ont malheureusement pas été enregistrées avec autant d'exactitude que les pertes en bétail ; mais elles se chiffrent aussi par millions. La responsabilité n'en incombe pas à la collectivisation, mais aux méthodes aveugles, hasardeuses et violentes avec lesquelles on l'appliqua. La bureaucratie n'avait rien prévu. Le statut même des kolkhozes, qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif, ne fut publié qu'après que les campagnes aient été cruellement ravagées.

La précipitation de cette nouvelle politique résultait de la nécessité d'échapper aux conséquences de celle de 1923-28. La collectivisation pouvait et devait cependant avoir un rythme plus raisonnable et des formes mieux calculées. Maîtresse du pouvoir et de l'industrie, la bureaucratie aurait pu régler la collectivisation sans mettre le pays au bord de l'abîme. On pouvait et on devait adopter un rythme correspondant mieux aux ressources matérielles et morales du pays. « Dans des conditions intérieures et internationales satisfaisantes, écrivait en 1930 l'organe de l'opposition de gauche à l'étranger, la situation matérielle et technique de l'agriculture peut être radicalement transformée en quelque dix ou quinze ans et assurer à la collectivisation une base dans la production. Mais au cours des années qui nous séparent de cette situation, on peut réussir à renverser plusieurs fois le pouvoir des soviets... »

Cet avertissement n'était pas exagéré : jamais encore le souffle de la mort n'avait flotté si bas sur le territoire de la révolution d'Octobre que pendant les années de la collectivisation complète. Le mécontentement, l'insécurité, la répression déchiraient le pays. Un système monétaire désorganisé ; la superposition des prix maximum fixés par l'État, des prix « conventionnels » et des prix du marché libre ; le passage d'un simulacre de commerce entre l'État et les paysans à des impôts en céréales, viande et lait ; la lutte à mort contre les vols constants de l'avoine des kolkhozes et la dissimulation de ces vols ; la mobilisation purement militaire du parti pour combattre le sabotage des koulaks après la liquidation des koulaks en tant que classe ; en même

temps, le retour au système des cartes de vivres et aux rations de famine, le rétablissement enfin des passeports intérieurs — toutes ces mesures ramenaient dans le pays l'atmosphère de la guerre civile depuis longtemps finie.

Le ravitaillement des usines en matières premières empirait de trimestre en trimestre. Les intolérables conditions d'existence entraînaient la fluidité de la main-d'œuvre, les manquements au travail, le travail négligé, les bris de machines, le pourcentage élevé des malfaçons, la mauvaise qualité des produits. Le rendement moyen du travail tomba en 1931 de 11,7 %. D'après un aveu échappé à Molotov et reproduit par toute la presse soviétique, la production industrielle n'augmenta en 1932 que de 8,5 %, au lieu des 36 % prévus par le plan. Il est vrai que le monde apprit un peu plus tard que le plan quinquennal avait été exécuté en quatre ans et trois mois. Ce qui signifie seulement que le cynisme de la bureaucratie à l'égard des statistiques et de l'opinion publique n'a pas de bornes. Mais là n'est pas le plus important : l'enjeu de cette partie n'était point le plan quinquennal, mais le sort du régime.

Le régime tint bon. Le mérite lui en revient, car il a poussé des racines profondes dans le sol populaire. Le mérite en revient tout autant à des circonstances extérieures favorables. En ces années de chaos économique et de guerre civile dans les campagnes, l'U.R.S.S. se trouva en réalité paralysée devant l'ennemi extérieur. Le mécontentement des paysans gagnait l'armée. L'insécurité et l'instabilité démoralisaient la bureaucratie et les cadres du commandement. Une agression à l'ouest ou à l'est pouvait avoir à ce moment des conséquences fatales.

Par bonheur, les premières années de la crise industrielle et commerciale plongeaient le monde capitaliste dans une expectative désorientée. Personne n'était prêt à la guerre, personne n'osait la risquer. D'ailleurs, aucun de ses adversaires ne se rendait compte assez précisément de la gravité des convulsions sociales qui bouleversaient le pays des soviets sous les coups de cymbales des orchestres officiels en l'honneur de la « ligne générale ».

Quelle que soit sa brièveté, notre aperçu historique montre, nous l'espérons, combien le tableau idyllique d'une accumulation progressive et continue de succès est loin du développement réel de l'État ouvrier. Nous tirerons plus tard d'un passé riche en crise d'importantes indications pour l'avenir. L'étude historique de la politique économique du gouvernement des soviets et des zigzags de cette politique nous semble également nécessaire pour détruire le fétichisme individualiste qui recherche les causes des succès réels ou faux dans les qualités extraordinaires des dirigeants et non dans les conditions, créées par la révolution, de la propriété socialisée.

Les avantages objectifs du nouveau régime social trouvent naturellement aussi leur expression dans les méthodes de direction ; mais ces méthodes expriment également, et pas dans une mesure moindre, l'état économique et culturel arriéré du pays et l'ambiance de petite bourgeoisie provinciale dans laquelle se sont formés ses cadres dirigeants.

On commettrait une faute des plus grossières en déduisant de là que la politique des dirigeants soviétiques est un facteur de troisième importance. Il n'y a pas d'autre gouvernement au monde qui tienne à ce point entre ses mains les destinées du pays. Les succès et les insuccès d'un capitaliste dépendent dans une très large mesure, parfois même dans une mesure décisive, quoique ce ne puisse être entièrement, de ses qualités personnelles. *Mutatis mutandis*, le gouvernement soviétique s'est mis à l'égard de l'économie dans son ensemble dans la situation du capitaliste à l'égard d'une entreprise isolée. La centralisation de l'économie fait du pouvoir un facteur d'une énorme importance. Mais c'est justement pourquoi la politique du gouvernement doit être jugée non sur des bilans sommaires, non sur les chiffres nus de la statistique, mais d'après le rôle spécifique de la prévision consciente et de la direction planifiée dans l'acquisition des résultats.

Les zigzags de la politique gouvernementale traduisaient, en même temps que les contradictions de la situation, l'insuffisante capacité des dirigeants à comprendre ces contradictions et à réagir à leur égard au moyen de mesures prophylactiques. Les erreurs de direction ne se

prêtent pas facilement à des estimations de comptabilité. Mais le seul exposé schématique des zigzags permet de conclure avec assurance qu'elles ont imposé à l'économie soviétique d'énormes frais généraux.

On ne peut, il est vrai, comprendre, tout au moins si l'on aborde l'histoire d'un point de vue rationaliste, pourquoi et comment la fraction la moins riche en idées et la plus chargée de fautes sut vaincre tous les autres groupes et concentrer entre ses mains un pouvoir illimité. L'analyse ultérieure nous donnera la clef de cette énigme. Nous verrons aussi les méthodes bureaucratiques du gouvernement absolu entrer de plus en plus en contradiction avec les besoins de l'économie et de la culture, et avec quelle nécessité coulent de là de nouvelles crises et de nouvelles secousses dans le développement de l'U.R.S.S.

Mais, avant d'aborder l'étude du double rôle de la bureaucratie « socialiste », il faudra que nous répondions à la question suivante : Quelle est donc la balance générale de l'acquis ? Le socialisme est-il réellement réalisé ? Ou, plus prudemment : Les succès économiques et culturels obtenus nous prémunissent-ils contre le danger d'une restauration capitaliste, de même que la société bourgeoise s'est trouvée à une certaine étape prémunie par ses conquêtes contre la restauration de la féodalité et du servage ?

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 3

Le socialisme et l'État

Le régime transitoire

[Retour à la table des matières](#)

Est-il vrai, comme l'affirment les autorités officielles, que le socialisme soit déjà réalisé en U.R.S.S. ? Si la réponse est négative, les succès acquis garantissent-ils tout au moins la réalisation du socialisme dans des frontières nationales, indépendamment du cours des événements dans le reste du monde ? L'appréciation critique des principaux indices de l'économie soviétique doit nous donner un point de départ dans la recherche d'une réponse juste. Mais nous ne pouvons nous passer d'une remarque théorique préalable.

Le marxisme procède du développement de la technique, comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production. À supposer qu'une catastrophe cosmique ravage dans un avenir plus ou moins rapproché notre planète, force nous serait de renoncer à la perspective du communisme comme à bien d'autres choses. Abstraction faite de ce danger, problématique pour le moment, nous n'avons pas la moindre raison scientifique d'assigner par avance des limites, quelles qu'elles soient, à nos possibilités techniques, industrielles et culturelles. Le marxisme est profon-

dément pénétré de l'optimisme du progrès et cela suffit, soit dit en passant, à l'opposer irréductiblement à la religion.

La base matérielle du communisme doit consister en un développement de la puissance économique de l'homme tel que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun aiguillon et la répartition — comme aujourd'hui dans une famille aisée ou une pension « convenable » — d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique. Il faut, pour parler franc, une forte dose de stupidité pour considérer comme utopique une perspective aussi modeste en définitive.

Le capitalisme a préparé les conditions et les forces de la révolution sociale : la technique, la science, le prolétariat. La société communiste ne peut pourtant pas succéder immédiatement à la société bourgeoise ; l'héritage matériel et culturel du passé est insuffisant. A ses débuts, l'État ouvrier ne peut encore ni permettre à chacun de travailler « selon ses capacités », en d'autres termes, tant qu'il pourra et voudra, ni récompenser chacun « selon ses besoins », indépendamment du travail fourni. L'intérêt de l'accroissement des forces productives oblige à recourir aux normes habituelles du salaire, c'est-à-dire à la répartition de biens d'après la quantité et la qualité du travail individuel.

Marx appelait cette première étape de la société nouvelle « le stade inférieur du communisme », le distinguant du stade supérieur où disparaît, en même temps que le dernier spectre du besoin, l'inégalité matérielle. « Nous n'en sommes naturellement pas encore au communisme *complet*, dit la doctrine soviétique officielle d'aujourd'hui, mais nous avons déjà réalisé le socialisme, c'est-à-dire le *stade inférieur* du communisme. » Et d'invoquer à l'appui de cette thèse, la suprématie des trusts d'État dans l'industrie, des kolkhozes dans l'agriculture, des entreprises étatisées et coopératives dans le commerce. A première vue, la concordance est totale avec le schéma *a priori* — et partant hypothétique — de Marx. Mais du point de vue du marxisme précisément, la question ne concerne pas les seules formes de la propriété, indépendamment du rendement obtenu du travail. Marx entendait en

tout cas par « stade inférieur du communisme » celui d'une société dont le développement économique serait dès le début *supérieur* à celui du capitalisme avancé. En théorie, cette façon de poser la question est irréprochable, car le communisme, considéré à l'échelle mondiale, constitue, même dans son stade initial, à son point de départ, un degré supérieur par rapport à la société bourgeoise. Marx s'attendait d'ailleurs à ce que les Français commencent la révolution socialiste, que les Allemands auraient continuée et les Anglais achevée. Quant aux Russes, il restaient loin à l'arrière-garde. La réalité a été inverse. Et tenter d'appliquer mécaniquement au cas particulier de l'U.R.S.S., dans la phase actuelle de son évolution, la conception historique universelle de Marx, c'est tomber aussitôt dans d'inextricables contradictions.

La Russie n'était pas le chaînon le plus résistant mais bien le plus faible du capitalisme. L'U.R.S.S. actuelle ne dépasse pas le niveau de l'économie mondiale, elle ne fait que rattraper les pays capitalistes. Si la société qui devait se former sur la base de la socialisation des forces productives des pays les plus avancés du capitalisme à son époque représentait pour Marx le « stade inférieur du communisme », cette définition ne s'applique manifestement pas à l'U.R.S.S. qui reste à ce jour beaucoup plus pauvre, quant à la technique, aux biens et à la culture, que les pays capitalistes. Il est donc plus exact d'appeler le régime soviétique actuel, avec toutes ses contradictions, non point *socialiste* mais *transitoire* entre le capitalisme et le socialisme, ou *préparatoire* au socialisme.

Ce souci d'une juste terminologie n'implique aucun pédantisme. La force et la stabilité des régimes se définissent en dernier lieu par le rendement relatif du travail. Une économie socialisée en train de dépasser, techniquement, le capitalisme, serait réellement assurée d'un développement socialiste en quelque sorte automatique, ce que l'on ne peut malheureusement dire en aucune façon de l'économie soviétique.

La plupart des apologistes vulgaires de l'U.R.S.S. telle qu'elle est sont enclins à raisonner à peu près ainsi : même en reconnaissant que le régime soviétique actuel n'est pas encore socialiste, le développement ultérieur des forces productives, sur les bases actuelles, doit têt ou

tard amener le triomphe complet du socialisme. Seul le facteur temps est en ce cas discutable. Est-ce donc la peine de faire tant de bruit ? Si incontestable que paraisse ce raisonnement, il est en réalité très superficiel. Le temps n'est nullement un facteur secondaire quand il s'agit d'un processus historique : il est infiniment plus dangereux de confondre le présent et le futur en politique qu'en grammaire. Le développement ne consiste pas, comme se le représentent les évolutionnistes vulgaires du genre des Webb, en l'accumulation planifiée et « l'amélioration » constante de ce qui est. Il comporte des transformations de la quantité en qualité, des crises, des bonds en avant et des reculs. Précisément parce que l'U.R.S.S. n'en est pas encore au premier stade du socialisme, système équilibré de production et de consommation, le développement n'y est pas harmonieux, mais contradictoire. Les contradictions économiques font naître les antagonismes sociaux qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives. Nous venons de le voir dans la question du koulak, qui n'a pas consenti à se laisser « assimiler » par le socialisme et a exigé une révolution complémentaire à laquelle les bureaucrates et leurs idéologues ne s'attendaient pas. La bureaucratie, entre les mains de laquelle se concentrent le pouvoir et la richesse, consentira-t-elle à se laisser assimiler par le socialisme ? Il est permis d'en douter. Il serait en tout cas imprudent de se fier à sa parole. Dans quel sens évoluera, au cours des trois, cinq, dix années à venir le dynamisme des contradictions économiques et des antagonismes sociaux de la société soviétique ? Il n'y a pas encore de réponse définitive et incontestable à cette question. L'issue dépend de la lutte des forces vives de la société et pas seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale. Chaque nouvelle étape nous impose dès lors l'analyse concrète des tendances et des rapports réels, dans leur connexion et leur constante interdépendance. L'importance d'une analyse de ce genre va ressortir à nos yeux dans la question de l'État soviétique.

Programme et réalité

[Retour à la table des matières](#)

Après Marx et Engels, Lénine voit le premier trait distinctif de la révolution en ce qu'expropriant les exploités, elle supprime la nécessité d'un appareil bureaucratique dominant la société, et avant tout de la police et de l'armée permanente. « Le prolétariat a besoin de l'État, tous les opportunistes le répètent », écrivait Lénine en 1917, deux ou trois mois avant la conquête du pouvoir, « mais ils oublient d'ajouter que le prolétariat n'a besoin que d'un État dépérissant, c'est-à-dire tel qu'il commence aussitôt à dépérir et ne puisse pas ne pas dépérir » (*L'État et la révolution*). Cette critique était en son temps dirigée contre les socialistes réformistes du type des mencheviks russes, des fabiens anglais, etc. ; aujourd'hui, elle se retourne avec une force doublée contre les idolâtres soviétiques et leur culte de l'État bureaucratique qui n'a pas la moindre intention de « dépérir ».

La bureaucratie est socialement requise toutes les fois que d'après les antagonismes sont en présence et qu'il faut les « atténuer », les « accommoder », les « régler » (toujours dans l'intérêt des privilégiés et des possédants et toujours à l'avantage de la bureaucratie elle-même). L'appareil bureaucratique s'affermi et se perfectionne à travers toutes les révolutions bourgeoises, si démocratiques soient-elles. « Le fonctionariat et l'armée permanente, écrit Lénine, sont des « parasites » sur le corps de la société bourgeoise, des parasites engendrés par les contradictions internes qui déchirent cette société, mais précisément des parasites qui en bouchent les pores... »

À partir de 1918, c'est-à-dire du moment où le parti dut considérer la prise du pouvoir comme un problème pratique, Lénine s'occupa sans cesse de l'élimination de ces « parasites ». Après la subversion des classes d'exploiteurs, explique-t-il et démontre-t-il dans *L'État et la révolution*, le prolétariat brisera la vieille machine bureaucratique et formera son propre appareil d'ouvriers et d'employés, en prenant, pour

les empêcher de devenir des bureaucrates, des « mesures étudiées en détail par Marx et Engels : 1° éligibilité et aussi révocabilité à tout moment ; 2° rétribution non supérieure au salaire de l'ouvrier ; 3° passage immédiat à un état de choses dans lequel *tous* s'acquitteront des fonctions de contrôle et de surveillance, dans lequel tous seront momentanément des « bureaucrates », *personne* ne pouvant pour cela même se bureaucratiser. » On aurait tort de penser qu'il s'agit pour Lénine d'une œuvre exigeant des dizaines d'années ; non, c'est un premier pas : « On peut et on doit *commencer* par là en faisant la révolution prolétarienne. »

Les mêmes vues hardies sur l'État de la dictature du prolétariat trouvèrent, un an et demi après la prise du pouvoir, leur expression achevée dans le programme du parti bolchevique et notamment dans les paragraphes concernant l'armée. Un État fort, mais sans mandarins ; une force armée, mais sans samouraïs ! La bureaucratie militaire et civile ne résulte pas des besoins de la défense, mais d'un transfert de la division de la société en classes dans l'organisation de la défense. L'armée n'est qu'un produit des rapports sociaux. La lutte contre les périls extérieurs suppose, cela va de soi dans l'État ouvrier, une organisation militaire et technique spécialisée qui ne sera en aucun cas une caste privilégiée d'officiers. Le programme bolchevique exige le remplacement de l'armée permanente par la nation armée.

Dès sa formation, le régime de la dictature du prolétariat cesse de la sorte d'être celui d'un « État » au vieux sens du mot, c'est-à-dire d'une machine faite pour maintenir dans l'obéissance la majorité du peuple. Avec les armes, la force matérielle passe directement, immédiatement, aux organisations des travailleurs telles que les soviets. L'État, appareil bureaucratique, commence à dépérir dès le premier jour de la dictature du prolétariat. Telle est la voix du programme qui n'a pas été abrogé à ce jour. Chose étrange, on croirait une voix d'outre-tombe sortant du mausolée...

Quelque interprétation que l'on donne de la nature de l'État soviétique, une chose est incontestable : à la fin de ses vingt premières années, il est loin d'avoir « dépéri », il n'a même pas commencé à « dépé-

rir » ; pis, il est devenu un appareil de coercition sans précédent dans l'histoire ; la bureaucratie, loin de disparaître, est devenue une force incontrôlée dominant les masses ; l'armée, loin d'être remplacée par le peuple en armes, a formé une caste d'officiers privilégiés au sommet de laquelle sont apparus des maréchaux, tandis que le peuple, « exerçant en armes la dictature », s'est vu refuser en U.R.S.S. jusqu'à la possession d'une arme blanche. La fantaisie la plus exaltée concevrait difficilement contraste plus saisissant que celui qui existe entre le schéma de l'État ouvrier de Marx-Engels-Lénine et l'État à la tête duquel se trouve aujourd'hui Staline. Tout en continuant à réimprimer les œuvres de Lénine (en les censurant et en les mutilant, il est vrai), les chefs actuels de l'U.R.S.S. et leurs représentants idéologiques ne se demandent même pas quelles sont les causes d'un écart aussi flagrant entre le programme et la réalité. Efforçons-nous de le faire à leur place.

Le double caractère de l'État soviétique

[Retour à la table des matières](#)

La dictature du prolétariat est un pont entre les sociétés bourgeoise et socialiste. Son essence même lui confère donc un caractère temporaire. L'État qui réalise la dictature a pour tâche dérivée, mais tout à fait primordiale, de préparer sa propre abolition. Le degré d'exécution de cette tâche « dérivée » vérifie en un certain sens avec quel succès s'accomplit l'idée maîtresse : la construction d'une société sans classes et sans contradictions matérielles. Le bureaucratisme et l'harmonie sociale sont en proportion inverse l'un de l'autre.

Engels écrivait dans sa célèbre polémique contre Dühring : « ...Quand disparaîtront en même temps que la domination de classe et que la lutte pour l'existence individuelle, engendrée par l'anarchie actuelle de la production, les heurts et les excès qui découlent de cette lutte, il n'y aura plus rien à réprimer, le besoin d'une force spéciale de répression ne se fera plus sentir dans l'État. » Le philistin croit à

l'éternité du gendarme. En réalité le gendarme maîtrisera l'homme tant que l'homme n'aura pas suffisamment maîtrisé la nature. Il faut, pour que l'État disparaisse, que disparaissent « la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle ». Engels réunit ces deux conditions en une seule : dans la perspective de la succession des régimes sociaux, quelques dizaines d'années ne comptent guère. Les générations qui portent la révolution sur leurs propres épaules se représentent autrement les choses. Il est exact que la lutte de tous contre tous naît de l'anarchie capitaliste. Mais la socialisation des moyens de production ne supprime pas automatiquement « la lutte pour l'existence individuelle ». Et c'est le pivot de la question !

L'État socialiste, même en Amérique, sur les bases du capitalisme le plus avancé, ne pourrait pas donner à chacun tout ce qu'il lui faut et serait par conséquent obligé d'inciter tout le monde à produire le plus possible. La fonction d'*excitateur* lui revient naturellement dans ces conditions et il ne peut pas ne pas recourir, en les modifiant et en les adoucissant, aux méthodes de rétribution du travail élaborées par le capitalisme. En ce sens précis, Marx écrivait en 1875 que « le droit bourgeois... est inévitable dans la première phase de la société communiste sous la forme qu'il revêt en naissant de la société capitaliste après de longues douleurs d'enfantement. *Le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime* ».

Lénine, commentant ces lignes remarquables, ajoute : « Le droit bourgeois en matière de répartition des articles de consommation suppose naturellement *l'État bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil de contrainte *imposant ses normes*. Il apparaît que le droit bourgeois subsiste pendant un certain temps au sein du communisme, et même que subsiste l'État bourgeois sans bourgeoisie ! »

Cette conclusion significative, tout à fait ignorée des théoriciens officiels d'aujourd'hui, a une importance décisive pour l'intelligence de la nature de l'État soviétique d'aujourd'hui, ou plus exactement pour une première approximation dans ce sens. L'État qui se donne pour tâche la transformation socialiste de la société, étant obligé de défen-

dre par la contrainte l'inégalité, c'est-à-dire les privilèges de la minorité, demeure dans une certaine mesure un État « bourgeois », bien que sans bourgeoisie. Ces mots n'impliquent ni louange ni blâme ; ils appellent seulement les choses par leur nom.

Les normes bourgeoises de répartition, en hâtant la croissance de la puissance matérielle, doivent servir à des fins socialistes. Mais l'État acquiert immédiatement un double caractère : socialiste dans la mesure où il défend la propriété collective des moyens de production ; bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu d'après des étalons capitalistes de valeur, avec toutes les conséquences découlant de ce fait. Une définition aussi contradictoire épouvantera peut-être les dogmatiques et les scolastiques ; il ne nous restera qu'à leur en exprimer nos regrets.

La physionomie définitive de l'État ouvrier doit se définir par la modification du rapport entre ses tendances bourgeoises et socialistes. La victoire des dernières doit signifier la suppression irrévocable du gendarme, en d'autres termes la résorption de l'État dans une société s'administrant elle-même. Ce qui suffit à faire ressortir l'immense importance du problème de la bureaucratie soviétique, fait et symptôme.

C'est précisément parce qu'il donne, de par toute sa formation intellectuelle, à la conception de Marx sa forme la plus accentuée, que Lénine révèle la source des difficultés à venir, y compris les siennes propres, bien qu'il n'ait pas eu le temps de pousser son analyse à fond. « L'État bourgeois sans bourgeoisie » s'est révélé incompatible avec une démocratie soviétique authentique. La dualité des fonctions de l'État ne pouvait manquer de se manifester dans sa structure. L'expérience a montré ce que la théorie n'avait pas su prévoir avec une netteté suffisante : si « l'État des ouvriers armés » répond pleinement à ses fins quand il s'agit de défendre la propriété socialisée contre la contre-révolution, il en va tout autrement quand il s'agit de régler l'inégalité dans la sphère de la consommation. Ceux qui sont privés de propriété ne sont pas enclins à créer des privilèges et à les défendre. La majorité ne peut pas se montrer soucieuse des privilèges de la mi-

norité. Pour défendre le « droit bourgeois », l'État ouvrier se voit contraint de former un organe du type « bourgeois », bref de revenir au gendarme, tout en lui donnant un nouvel uniforme.

Nous avons fait de la sorte le premier pas vers l'intelligence de la contradiction fondamentale entre le programme bolchevique et la réalité soviétique. Si l'État, au lieu de dépérir, devient de plus en plus despotique ; si les mandataires de la classe ouvrière se bureaucratisent, tandis que la bureaucratie s'érige au-dessus de la société rénovée, ce n'est pas pour des raisons secondaires, telles que les survivances psychologiques du passé, etc., c'est en vertu de l'inflexible nécessité de former et d'entretenir une minorité privilégiée, tant qu'il n'est pas possible d'assurer l'égalité réelle. □ Les tendances bureaucratiques qui étouffent le mouvement ouvrier devront aussi se manifester partout après la révolution prolétarienne. Mais il est tout à fait évident que plus est pauvre la société née de la révolution et plus cette « loi » doit se manifester sévèrement, sans détour ; et plus le bureaucratisme doit revêtir des formes brutales ; et plus il peut devenir dangereux pour le développement du socialisme. Ce ne sont pas les « restes », impuissants en eux-mêmes, des classes autrefois dirigeantes qui empêchent, comme le déclare la doctrine purement policière de Staline, l'État soviétique de dépérir et même de se libérer de la bureaucratie parasitaire, ce sont des facteurs infiniment plus puissants, tels que l'indigence matérielle, le manque de culture générale et la domination du « droit bourgeois » qui en découle dans le domaine qui intéresse le plus directement et le plus vivement tout homme : celui de sa conservation personnelle.

Gendarme et « besoin socialisé »

[Retour à la table des matières](#)

Le jeune Marx écrivait, deux ans avant le *Manifeste communiste* : « Le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire [du communisme] pour cette rai-

son encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras... » Cette idée, Marx ne l'a développée nulle part, et ce n'est pas par hasard : il ne prévoyait pas la victoire de la révolution dans un pays arriéré. Lénine ne s'y est pas arrêté non plus, et ce n'est pas davantage par hasard : il ne prévoyait pas un si long isolement de l'État soviétique. Or, le texte que nous venons de citer n'étant chez Marx qu'une supposition abstraite, un argument par opposition, nous offre une clef théorique unique pour aborder les difficultés tout à fait concrètes et les maux du régime soviétique. □ Sur le terrain historique de la misère, aggravée par les dévastations des guerres impérialiste et civile, « la lutte pour l'existence individuelle », loin de disparaître au lendemain de la subversion de la bourgeoisie, loin de s'atténuer dans les années suivantes, a connu par moments un acharnement sans précédent : faut-il rappeler que des actes de cannibalisme se sont produits par deux fois dans certaines régions du pays ?

La distance qui sépare la Russie de l'Occident ne se mesure véritablement qu'à présent. Il faudrait à l'U.R.S.S., dans les conditions les plus favorables, c'est-à-dire en l'absence de convulsions intérieures et de catastrophes extérieures, plusieurs lustres pour assimiler complètement l'acquis économique et éducatif qui a été, pour les premiers nés de la civilisation capitaliste, le fruit des siècles. L'application des méthodes *socialistes* à des tâches *pré-socialistes*, tel est maintenant le fond du travail économique et culturel de l'U.R.S.S.

Il est vrai que l'U.R.S.S. dépasse aujourd'hui par ses forces productives les pays les plus avancés du temps de Marx. Mais, tout d'abord, dans la compétition historique de deux régimes, il s'agit bien moins de niveaux absolus que de niveaux relatifs : l'économie soviétique s'oppose au capitalisme de Hitler, de Baldwin et de Roosevelt et non à celui de Bismarck, de Palmerston et d'Abraham Lincoln ; en second lieu, l'ampleur même des besoins de l'homme se modifie radicalement avec la croissance de la technique mondiale : les contemporains de Marx ne connaissaient ni l'automobile, ni la T.S.F., ni l'avion. Or la société socia-

liste serait inconcevable de notre temps sans le libre usage de tous ces biens.

« Le stade inférieur du communisme », pour employer le terme de Marx, commence à un niveau dont le capitalisme le plus avancé s'est rapproché. Or le programme réel des prochaines périodes quinquennales des républiques soviétiques consiste à « rattraper l'Europe et l'Amérique ». Pour créer un réseau de routes goudronnées et d'autoroutes dans les vastes espaces de l'U.R.S.S., il faut beaucoup plus de temps et de moyens que pour importer d'Amérique des fabriques d'automobiles toutes prêtes et même pour s'approprier leur technique. Combien d'années faudra-t-il pour donner à tout citoyen la possibilité d'user d'une automobile dans toutes les directions sans rencontrer de difficultés de ravitaillement en essence ? Dans la société barbare, le piéton et le cavalier formaient deux classes. L'auto ne différencie pas moins la société que le cheval de selle. Tant que la modeste Ford demeure le privilège d'une minorité, tous les rapports et toutes les habitudes propres à la société bourgeoise survivent. Avec eux subsiste l'État, gardien de l'inégalité.

Procédant uniquement de la théorie marxiste de la dictature du prolétariat, Lénine n'a pu, ni dans son ouvrage capital sur la question *L'État et la révolution*, ni dans le programme du parti, faire, concernant le caractère de l'État, toutes les déductions imposées par la condition arriérée et l'isolement du pays. Expliquant les résurgences de la bureaucratie par l'inexpérience administrative des masses et les difficultés nées de la guerre, le programme du parti prescrit des mesures purement politiques pour surmonter les « déformations bureaucratiques » : éligibilité et révocabilité à tout moment de tous les mandataires, suppression des privilèges matériels, contrôle actif des masses. On pensait que, sur cette voie, le fonctionnaire cesserait d'être un chef pour devenir un simple agent technique, d'ailleurs provisoire, tandis que l'État quitterait peu à peu, sans bruit, la scène.

Cette sous-estimation manifeste des difficultés futures s'explique par le fait que le programme se fondait entièrement, sans réserves, sur une perspective internationale. « La révolution d'Octobre a réalisé

en Russie la dictature du prolétariat... L'ère de la révolution prolétarienne communiste universelle s'est ouverte. » Telles sont les premières lignes du programme. Les auteurs de ce document ne se donnaient pas uniquement pour but l'édification du « socialisme dans un seul pays » — cette idée ne venait alors à personne et à Staline moins qu'à tout autre — et ils ne se demandaient pas quel caractère prendrait l'État soviétique s'il lui fallait accomplir seul pendant vingt ans les tâches économiques et culturelles depuis longtemps accomplies par le capitalisme avancé.

La crise révolutionnaire d'après-guerre n'a cependant pas amené la victoire du socialisme en Europe : la social-démocratie a sauvé la bourgeoisie. La période qui paraissait à Lénine et à ses compagnons d'armes devoir être une courte « trêve » est devenue toute une époque de l'histoire. La structure sociale contradictoire de l'U.R.S.S. et le caractère ultra-bureaucratique de l'État soviétique sont les conséquences directes de cette singulière « difficulté » historique imprévue, qui a en même temps amené les pays capitalistes au fascisme ou à la réaction préfasciste.

□ Si la tentative du début — créer un État débarrassé du bureaucratisme — s'est avant tout heurtée à l'inexpérience des masses en matière d'auto-administration, au manque de travailleurs qualifiés dévoués au socialisme, etc., d'autres difficultés n'allaient pas tarder à se faire sentir. La réduction de l'État à des fonctions « de recensement et de contrôle », les fonctions de coercition s'amoindrissant sans cesse, comme l'exige le programme, supposait un certain bien-être. Cette condition nécessaire faisait défaut. Le secours de l'Occident n'arrivait pas. Le pouvoir des soviets démocratiques se révélait gênant et même intolérable quand il s'agissait de favoriser les groupes privilégiés les plus indispensables à la défense, à l'industrie, à la technique, à la science. Une puissante caste de spécialistes de la répartition se forma et se fortifia grâce à l'opération nullement socialiste qui consistait à prendre à dix personnes pour donner à une seule.

Comment et pourquoi les immenses succès économiques des derniers temps, au lieu d'amener un adoucissement de l'inégalité, l'ont-ils

aggravée en accroissant encore la bureaucratie qui, de « déformation », est devenue système de gouvernement ? Avant de tenter de répondre à cette question, écoutons ce que les chefs les plus autorisés de la bureaucratie soviétique disent de leur propre régime.

**« La victoire complète du socialisme »
et « l'affermissement de la dictature »**

[Retour à la table des matières](#)

La victoire complète du socialisme a plusieurs fois été annoncée en U.R.S.S., et sous une forme particulièrement catégorique à la suite de la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Le 30 janvier 1931, la *Pravda*, commentant un discours de Staline, écrivait : « Le deuxième plan quinquennal liquidera les *derniers vestiges* des éléments capitalistes de notre économie » (souligné par nous). De ce point de vue, l'État devrait disparaître sans retour dans le même laps de temps, car il n'a plus rien à faire là où les « derniers vestiges » du capitalisme sont liquidés. « Le pouvoir des soviets, déclare à ce sujet le programme du parti bolchevique, reconnaît hautement l'inéluctable caractère de classe de tout État, tant que n'a pas entièrement disparu la division de la société en classes et, avec elle, toute autorité gouvernementale. » Mais sitôt que d'imprudents théoriciens moscovites eurent tenté de déduire de la liquidation des « derniers vestiges du capitalisme » — admise par eux comme une réalité — le dépérissement de l'État, la bureaucratie déclara leurs théories « contre-révolutionnaires ».

L'erreur théorique de la bureaucratie est-elle donc dans la proposition principale ou dans la déduction ? Dans les deux. L'opposition objectait aux premières déclarations sur la « victoire totale » qu'on ne peut pas se borner à considérer les seules formes juridico-sociales des rapports, d'ailleurs encore contradictoires et manquant de maturité dans l'agriculture, en faisant abstraction du critère principal : le

niveau atteint par le rendement du travail. Les formes juridiques elles-mêmes ont un contenu social qui varie profondément selon le degré de développement de la technique : « Le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel de la société conditionné par ce régime » (Marx). Les formes soviétiques de la propriété fondées sur les acquisitions les plus récentes de la technique américaine et étendues à toutes les branches de l'économie donneraient déjà le premier stade du socialisme. Les formes soviétiques, en présence du bas rendement du travail, ne signifient qu'un régime transitoire dont les destinées ne sont pas encore définitivement pesées par l'histoire.

« N'est-ce pas monstrueux — écrivions-nous en mars 1932 —, le pays ne sort pas de la pénurie de marchandises, le ravitaillement s'interrompt à chaque instant, les enfants manquent de lait et les oracles officiels proclament que « le pays est entre dans la période socialiste ». Peut-on compromettre plus fâcheusement le socialisme ? » Karl Radek, aujourd'hui l'un des publicistes en vue des milieux soviétiques dirigeants, répliquait à cette objection dans un numéro spécial du *Berliner Tageblatt* consacré à l'U.R.S.S. (mai 1932) dans les termes suivants, dignes d'être conservés à la postérité : « Le lait est le produit de la vache et non du socialisme, et il faut vraiment confondre le socialisme avec l'image du pays où coulent des fleuves de lait pour ne pas comprendre qu'un pays peut s'élever à un degré supérieur de développement sans que, momentanément, la situation matérielle des masses populaires en soit sensiblement améliorée. » Ces lignes ont été écrites à un moment où le pays était en proie à une terrible famine.

Le socialisme est le régime de la production planifiée pour la satisfaction la meilleure des besoins de l'homme, faute de quoi il ne mérite pas son nom. Si les vaches sont déclarées propriété collective, mais s'il y en a trop peu ou si leurs pis sont trop maigres, des conflits commencent par suite du manque de lait : entre la ville et les campagnes, entre les kolkhozes et les cultivateurs indépendants, entre les diverses couches du prolétariat, entre la bureaucratie et l'ensemble des travailleurs. C'est précisément la socialisation des vaches qui les fit abattre

en masses par les paysans. Les conflits sociaux engendrés par l'indigence peuvent à leur tour amener le retour à « tout l'ancien far-tras ». Telle fut notre réponse.

Dans sa résolution du 20 août 1935, le VII^e congrès de l'Internationale communiste certifie solennellement que « la victoire définitive et irrévocable du socialisme et l'affermissement à tous égards de l'État de la dictature du prolétariat » sont en U.R.S.S. les résultats des succès de l'industrie nationalisée, de l'élimination des éléments capitalistes et de la liquidation des koulaks en tant que classe. En dépit de son apparence catégorique, l'attestation de l'Internationale communiste est profondément contradictoire : si le socialisme a vaincu « définitivement et irrévocablement », non comme principe, mais comme vivante organisation sociale, le nouvel « affermissement » de la dictature est une absurdité évidente. Et, inversement, si l'affermissement de la dictature répond aux besoins réels du régime, c'est que nous sommes encore loin de la victoire du socialisme. Tout politique réaliste, pour ne pas dire marxiste, doit comprendre que la nécessité même d'« affermir » la dictature, c'est-à-dire la contrainte gouvernementale, prouve non le triomphe d'une harmonie sociale sans classes, mais la croissance de nouveaux antagonismes sociaux. Quelle est leur base ? La pénurie des moyens d'existence, qui est le résultat du bas rendement du travail.

Lénine donna un jour du socialisme la définition suivante : « le pouvoir des soviets, plus l'électrification ». Cette définition en forme d'épigramme, dont l'étroitesse répondait à des fins de propagande, supposait en tout cas, comme point de départ minimum, le niveau capitaliste de l'électrification. Mais aujourd'hui encore l'U.R.S.S. dispose, par tête d'habitant, de trois fois moins d'énergie électrique que les pays capitalistes avancés. Tenant compte du fait que les soviets ont entre-temps cédé la place à un appareil indépendant des masses, il ne reste à l'Internationale communiste qu'à proclamer que le socialisme c'est « le pouvoir de la bureaucratie, plus le tiers de l'électrification capitaliste ». Cette définition sera d'une exactitude photographique, mais le socialisme y tiendra peu de place.

Dans son discours aux stakhanovistes, en novembre 1935, Staline, se conformant à la fin empirique de cette conférence, déclara brusquement : « Pourquoi le socialisme *peut-il, doit-il* vaincre et *vaincra-t-il* nécessairement le système capitaliste ? Parce qu'il peut et doit donner... un rendement plus élevé du travail. » Réfutant incidemment la résolution de l'Internationale communiste adoptée trois mois auparavant, et aussi ses propres déclarations réitérées sur ce sujet, Staline parle cette fois de la « victoire » *au futur* : le socialisme vaincra le système capitaliste quand il le dépassera dans le rendement du travail. On le voit, les temps du verbe ne sont pas seuls à changer avec les circonstances, les critères sociaux évoluent aussi. Et il n'est assurément pas facile au citoyen soviétique de suivre la « ligne générale ».

Le 1^{er} mars 1936, enfin, dans son entretien avec M. Roy Howard, Staline donne une nouvelle définition du régime soviétique : « L'organisation sociale que nous avons créée peut être appelée soviétique, socialiste, elle n'est pas complètement achevée, mais elle est au fond une organisation socialiste de la société. » Cette définition intentionnellement confuse renferme presque autant de contradictions que de mots. L'organisation sociale y est qualifiée « soviétique, socialiste ». Mais les soviets représentent une forme d'État et le socialisme un régime social. Loin d'être identiques, ces termes, du point de vue qui nous occupe, sont opposés ; les soviets devraient disparaître dans la mesure où l'organisation sociale deviendrait socialiste, comme les échafaudages sont enlevés quand la bâtisse est construite, Staline apporte un correctif : « Le socialisme n'est pas complètement achevé. » Que veut dire ce « pas complètement » ? S'en faut-il de 5 %, ou de 75 % ? On ne nous le dit pas, de même qu'on s'abstient de nous dire ce qu'il faut entendre par le « fond » de l'organisation socialiste de la société ? Les formes de la propriété ou la technique ? L'obscurité même de cette définition signifie un recul par rapport aux formules infiniment plus catégoriques de 1931 et de 1935. Un pas de plus dans cette voie et il faudrait reconnaître que la racine de toute organisation sociale est dans les forces productives, et que la racine soviétique est précisé-

ment trop faible encore pour la plante socialiste et le bonheur humain qui en est le couronnement.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 4

La lutte pour le rendement du travail

Le plan et l'argent

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons essayé de mettre le régime soviétique à l'épreuve sous l'angle de l'État. Nous pouvons faire de même sous l'angle de la circulation monétaire. Les deux problèmes de l'État et de l'argent ont plusieurs aspects communs parce qu'ils se réduisent tous les deux, en fin de compte, au problème entre tous les problèmes, celui du rendement du travail. La contrainte étatique et la contrainte monétaire appartiennent à l'héritage de la société divisée en classes qui ne peut déterminer les rapports entre les hommes qu'à l'aide de fétiches religieux ou laïcs, et qu'en mettant ces fétiches sous la protection du plus redoutable d'entre eux, l'État — un grand couteau entre les dents. Dans la société communiste, l'État et l'argent auront disparu. Leur dépérissement progressif doit donc commencer en régime socialiste. On ne pourra parler de victoire réelle du socialisme qu'à partir du moment historique où l'État ne sera plus un État qu'à demi et où l'argent commencera à perdre sa puissance magique. Cela signifiera que le socialis-

me, se libérant des fétiches capitalistes, commence à établir des relations plus limpides, plus libres et plus dignes entre les hommes.

Les revendications d'« abolition » de l'argent, d'« abolition » du salariat ou d'« élimination » de l'État et de la famille, caractéristiques de l'anarchisme, ne peuvent présenter d'intérêt que comme modèles de la pensée mécaniste. L'argent ne saurait être arbitrairement « aboli », pas plus que l'État ou la famille ne sauraient être « éliminés », ils doivent épuiser leur mission historique, perdre leur signification et disparaître. Le fétichisme de l'argent ne recevra le coup de grâce que lorsque la croissance ininterrompue de la richesse sociale délivrera les bipèdes de leur avarice quant à toute minute supplémentaire de travail et de leur inquiétude humiliante quant à la taille des rations. En perdant son pouvoir d'apporter le bonheur et de jeter l'homme dans la poussière, l'argent se réduira à un moyen de comptabilité commode pour la statistique et le plan. Par la suite, on se passera probablement de cette sorte de quittance. Mais ce souci, nous pouvons l'abandonner à nos arrière-neveux, qui ne manqueront pas d'être plus intelligents que nous.

La nationalisation des moyens de production et du crédit, la mainmise des coopératives et de l'État sur le commerce intérieur, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation de l'agriculture, la législation sur l'héritage supposent d'étroites limites à l'accumulation personnelle de l'argent et gênent la transformation de l'argent en capital privé (usurier, commercial et industriel). Cette fonction de l'argent, liée à l'exploitation, n'est pourtant pas liquidée dès le début de la révolution prolétarienne, mais transférée, sous un nouvel aspect, à l'État commerçant, banquier et industriel universel. Par ailleurs, les fonctions plus élémentaires de l'argent, *mesure de valeur, moyen de circulation et de paiement*, sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large que celui qu'elles avaient en régime capitaliste.

La planification administrative a suffisamment révélé sa force et, en même temps, les limites de sa force. Un plan économique conçu *a priori*, surtout dans un pays arriéré de 170 millions d'habitants, souffrant de contradictions profondes entre la ville et la campagne, n'est

pas un dogme immuable, mais une hypothèse de travail à vérifier et à transformer en cours d'exécution. On peut même énoncer cette règle : plus la directive administrative est « serrée de près » et plus la situation est gênante pour les dirigeants de l'économie. Deux leviers doivent servir à régler et à adapter le plan : un levier *politique*, créé par la participation réelle à la direction des masses intéressées, ce qui ne se conçoit pas sans démocratie soviétique ; et un levier *financier* résultant de la vérification effective des calculs *a priori* au moyen d'un équivalent général, ce qui est impossible sans système monétaire stable.

Le rôle de l'argent dans l'économie soviétique, loin d'être fini, doit encore se développer à fond. L'époque transitoire entre le capitalisme et le socialisme, considérée dans son entier, exige non la diminution de la circulation des marchandises, mais bien son extrême élargissement. Toutes les branches de l'industrie se transforment et grandissent, il s'en crée sans cesse de nouvelles et toutes doivent, quantitativement comme qualitativement, déterminer réciproquement leurs situations. La liquidation simultanée de l'économie rurale, qui produisait pour consommer sur place, et de la famille fermée signifient l'entrée dans la circulation sociale et, dès lors, dans la circulation monétaire, de toute l'énergie de travail qui se dépensait auparavant dans les limites de la ferme ou dans les murs de l'habitation. Pour la première fois dans l'histoire, tous les produits et tous les services peuvent être échangés les uns contre les autres.

D'autre part, une édification socialiste couronnée de succès ne se conçoit pas sans intégration dans le système planifié de l'intérêt personnel immédiat, de l'égoïsme du producteur et du consommateur, facteurs qui ne peuvent se manifester utilement que s'ils disposent de ce moyen coutumier, sûr et souple, l'argent. L'augmentation du rendement du travail et l'amélioration de la qualité de la production sont absolument impossibles sans un étalon de mesure pénétrant librement dans tous les pores de l'économie, c'est-à-dire sans une ferme unité monétaire. Il ressort clairement de là que, dans l'économie transitoire comme en régime capitaliste, la seule monnaie véritable est celle qui se

base sur l'or. Toute autre monnaie ne sera qu'un succédané. Il est vrai que l'État soviétique est le maître à la fois des masses de marchandises et des organes d'émission. Mais cela ne change rien : les manipulations administratives concernant les prix fixés des marchandises ne créent nullement une unité monétaire stable et n'y suppléent pas davantage, ni pour le commerce intérieur ni, à plus forte raison, pour le commerce extérieur.

Privé d'une base propre, c'est-à-dire d'une base-or, le système monétaire de l'U.R.S.S., comme celui de divers pays capitalistes, est nécessairement un système fermé ; le rouble n'existe pas pour le marché mondial. Si l'U.R.S.S. peut supporter les désavantages d'un système de ce genre beaucoup mieux que l'Allemagne ou l'Italie, c'est en partie grâce au monopole du commerce extérieur et principalement grâce aux richesses naturelles du pays : seules ces richesses lui permettent de ne pas étouffer dans les tenailles de l'autarcie. Mais la tâche historique n'est pas de ne point étouffer, elle est de créer, en face des plus hautes acquisitions du marché mondial, une puissante économie tout à fait rationnelle assurant le meilleur emploi du temps, et dès lors l'essor le plus élevé de la culture.

L'économie soviétique est précisément celle qui, traversant d'incessantes révolutions techniques et des expériences grandioses, a le plus besoin d'une constante vérification au moyen d'un étalon fixe de valeur. En théorie, on ne peut douter que, si l'U.R.S.S. avait disposé d'un rouble-or, le résultat des plans quinquennaux eût été infiniment meilleur qu'à présent ; mais on ne saurait juger de ce qui fait défaut. Ne faisons pourtant pas de pauvreté vertu, car cela nous mènerait à de nouvelles pertes et à de nouvelles erreurs économiques.

L'inflation « socialiste »

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire du système monétaire soviétique est, en même temps que celle des difficultés économiques, des succès et des échecs, celle des zigzags de la pensée bureaucratique.

□La restauration du rouble en 1922-24, en connexion avec le passage à la Nep, est indissolublement liée à la restauration des « normes du droit bourgeois » dans le domaine de la répartition des articles de consommation. Le tchervonietz fut l'objet des attentions du gouvernement tant que l'on s'orienta sur le fermier. Au contraire, toutes les écluses de l'inflation furent ouvertes pendant la première période quinquennale. De 0,7 milliard de roubles au début de 1925, la somme totale des émissions passe au début de 1928 au chiffre relativement modeste de 1,7 milliard, égalant à peu près la circulation de papiermonnaie de l'empire à la veille de la guerre, mais évidemment sans l'ancienne base métallique. Plus loin, la courbe de l'inflation donne d'année en année les sautes fébriles que voici : 2 — 2,8 — 4,3 — 5,5 — 8,4 ! Le dernier chiffre, 8,4 milliards de roubles, est atteint au début de 1933. Puis commencent des années de réflexion et de retraite : 6,69 — 7,7 — 7,9 milliards (1935).

Le rouble de 1924, officiellement coté à 13 francs, tombe en novembre 1935 à 3 francs, soit moins du quart, presque au niveau du franc français après la guerre. Les deux cotes, l'ancienne et la nouvelle, sont très conventionnelles ; le pouvoir d'achat du rouble, confronté aux prix mondiaux, n'atteint probablement pas 1 franc 50. Mais l'importance de la dévaluation montre déjà quelle fut la glissade vertigineuse de la devise soviétique jusqu'en 1934.

Au plus fort de son aventurisme économique, Staline promit d'envoyer la Nep, c'est-à-dire le marché, « au diable ». Toute la presse parla, comme en 1918, de la substitution définitive à la vente-achat

d'une « répartition socialiste directe » ; dont la carte de vivres était le signe extérieur. L'inflation fut catégoriquement niée comme un phénomène étranger, de façon générale, au système soviétique. « La stabilité de la devise soviétique, disait Staline en janvier 1933, est avant tout assurée par les énormes quantités de marchandises que l'État possède et met en circulation aux prix fixés. » Bien que cet aphorisme énigmatique n'ait été ni développé ni commenté (et, en partie, pour cette raison même), il devint la loi fondamentale de la théorie monétaire soviétique, plus exactement, de la négation de l'inflation. Le tchervonietz n'était plus désormais un équivalent général, il n'était que l'ombre générale d'une « énorme » quantité de marchandises, ce qui lui permit de s'allonger et de se raccourcir comme toute ombre. Si cette doctrine consolante avait un sens, ce n'était que celui-ci : la monnaie soviétique avait cessé d'être une monnaie ; elle n'était plus une mesure de valeur ; les « prix stables » étaient fixés par le gouvernement ; le tchervonietz n'était plus que le signe conventionnel de l'économie planifiée, une sorte de carte de répartition universelle ; en un mot, le socialisme avait vaincu « définitivement et sans retour ».

Les idées les plus utopiques du communisme de guerre reparaissaient sur une base économique nouvelle, un peu plus élevée, il est vrai, mais, hélas ! encore tout à fait insuffisante pour la liquidation de l'argent. Dans les milieux dirigeants, l'opinion prévalut tout à fait que l'inflation n'est pas à craindre dans une économie planifiée. Ce qui revient à peu près à dire qu'une voie d'eau n'est pas dangereuse à bord, du moment qu'on possède un compas. En réalité, l'inflation de la monnaie, conduisant inévitablement à celle du crédit, substitue des valeurs fictives aux valeurs réelles et dévore de l'intérieur l'économie planifiée.

Inutile de dire que l'inflation signifiait le prélèvement d'un impôt extrêmement lourd sur les masses laborieuses. Quant à ses avantages pour le socialisme, ils sont plus que douteux. L'appareil de la production continuait, il est vrai, à croître rapidement, mais l'efficacité économique des vastes entreprises nouvellement construites était appréciée d'après les critères de la statistique et non d'après ceux de l'économie.

Commandant au rouble, c'est-à-dire lui donnant arbitrairement divers pouvoirs d'achat dans les diverses couches de la population, la bureaucratie se priva d'un instrument indispensable à la mesure objective de ses propres succès et insuccès. En l'absence de comptabilité exacte, absence masquée sur le papier par les combinaisons du « rouble conventionnel », on en arrivait en réalité à la perte du stimulant individuel, au bas rendement du travail et à une qualité plus basse encore des marchandises.

Le mal prit, dès la première période quinquennale, des proportions menaçantes. En juillet 1931, Staline formula ses célèbres « six conditions », dont le but était de diminuer le prix de revient. Ces « conditions » (salaire conforme au rendement individuel du travail, calcul du prix de revient, etc.) n'avaient rien de nouveau : les « normes du droit bourgeois » dataient du début de la Nep et avaient été développées au XII^e congrès du parti, au commencement de 1923. Staline ne s'y heurta qu'en 1931, sous l'empire de l'efficacité décroissante des investissements dans l'industrie. Pendant les deux années suivantes, il ne parut presque pas un article dans la presse soviétique qui n'invoquât la puissance salvatrice des « conditions ». Or, l'inflation continuant, les maladies qu'elle engendrait ne se prêtaient naturellement pas au traitement. Les sévères mesures de répression prises contre les saboteurs ne donnaient pas plus de résultats.

Il semble aujourd'hui presque invraisemblable que la bureaucratie ait, tout en déclarant la guerre à l'« anonymat » et à l'« égalitarisme » dans le travail, c'est-à-dire au travail moyen payé d'un salaire « moyen » égal pour tous, envoyé « au diable » la Nep, en d'autres termes l'évaluation monétaire des marchandises, y compris la force de travail. Rétablissant d'une main les « normes bourgeoises », elle détruisait de l'autre le seul instrument utile. La substitution des « magasins réservés » au commerce et le chaos des prix faisaient nécessairement disparaître toute correspondance entre le travail individuel et le salaire individuel ; et le stimulant de l'intérêt personnel était tué chez l'ouvrier.

Les prescriptions les plus sévères concernant les calculs économiques, la qualité des produits, le prix de revient, le rendement du travail se balançaient dans le vide. Ce qui n'empêchait nullement les dirigeants d'imputer tous les échecs à la non-exécution intentionnelle des six recettes de Staline. L'allusion la plus prudente à l'inflation devenait un crime. Les autorités faisaient preuve de la même bonne foi en accusant parfois les maîtres d'école de négliger les règles de l'hygiène tout en leur défendant d'invoquer le manque de savon.

La question des destinées du tchervonietz avait été au premier plan dans la lutte des fractions du parti bolchevique. La plate-forme de l'opposition (1927) exigeait « la stabilité absolue de l'unité monétaire ». Cette revendication demeura un leitmotiv pendant les années suivantes. « Arrêter d'une main de fer l'inflation », écrivait l'organe de l'opposition à l'étranger en 1932, « et rétablir une ferme unité monétaire », même au prix d'une « réduction hardie des investissements de capitaux... » Les apologistes de l'« allure de tortue » et les superindustrialisateurs semblaient avoir interverti les rôles. Répondant à la fanfaronnade du marché « envoyé au diable », l'opposition recommandait à la commission du plan de faire placarder chez elle que « l'inflation est la syphilis de l'économie planifiée ».

Dans l'agriculture, l'inflation eut des conséquences non moins graves.

Au temps où la politique à l'égard du paysan favorisait le koulak, on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture, sur les bases de la Nep, se ferait en des dizaines d'années par la coopération. Embrassant l'un après l'autre les domaines du stockage, de la vente, du crédit, la coopération devait à la fin socialiser la production. Le tout s'appelait le « plan de coopération de Lénine ». La réalité suivit, nous le savons, un chemin tout à fait différent, plutôt opposé, celui de l'expropriation par la force et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des diverses fonctions économiques au fur et à mesure que les ressources matérielles et

culturelles la rendraient possible. La collectivisation se fit comme s'il s'était agi d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture.

Ce qui eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du cheptel, un fait plus grave encore : l'indifférence complète des kolkhoziens pour l'avoir socialisé et pour les résultats de leur propre travail. Le gouvernement opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent de nouveau des poules, des porcs, des moutons, des vaches à titre privé. Ils reçurent des parcelles voisines de leurs habitations. Le film de la collectivisation se déroula en sens inverse.

Par ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant une sorte de rançon aux tendances individualistes du paysan. Les kolkhozes subsistaient ; dès lors, cette régression pouvait à première vue paraître secondaire. A la vérité, il serait difficile de surestimer sa portée. Si l'on néglige l'aristocratie du kolkhoze, les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment couverts dans une mesure plus grande par son travail « pour lui-même » que par sa participation au kolkhoze. Il arrive souvent que le revenu de sa parcelle individuelle, surtout s'il se livre à une culture technique, à l'horticulture ou à l'élevage, soit deux ou trois fois plus élevé que son salaire dans l'entreprise collective. Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage tout à fait barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et, plus encore, de femmes, dans des cultures naines, et de l'autre le rendement très bas du travail dans les kolkhozes.

Pour relever la grande agriculture collective, il fallut de nouveau parler au paysan un langage qu'il pût entendre, revenir, en d'autres termes, de l'impôt en nature au commerce, rouvrir les marchés, bref redemander au diable la Nep mise prématurément à sa disposition. Le passage à une comptabilité monétaire plus ou moins stable devint ainsi la condition nécessaire du développement ultérieur de l'agriculture.

Réhabilitation du rouble

[Retour à la table des matières](#)

La sage chouette, on le sait, prend son vol après le coucher du soleil. Ainsi la théorie du système « socialiste » de l'argent n'acquiesce sa pleine signification qu'au crépuscule des illusions de l'inflation. Des professeurs obéissants avaient réussi à bâtir sur les paroles de Staline toute une théorie selon laquelle le prix soviétique, contrairement à celui du marché, était exclusivement dicté par le plan ou par des directives ; ce n'était pas une catégorie économique, mais une catégorie administrative destinée à mieux servir la nouvelle répartition du revenu national dans l'intérêt du socialisme. Ces professeurs oubliaient d'expliquer comment on peut « diriger » les prix sans connaître le prix de revient réel, et comment on peut calculer ce prix si tous les prix, au lieu d'exprimer la quantité de travail socialement nécessaire à la production des articles, expriment la volonté de la bureaucratie. En effet, le gouvernement disposait, pour une nouvelle répartition du revenu national, de leviers aussi puissants que les impôts, le budget et le système du crédit. D'après le budget des dépenses de 1936, plus de 37,6 milliards sont consacrés directement aux diverses branches de l'économie ; d'autres milliards y vont indirectement. Les mécaniciens du budget et du crédit suffisent parfaitement à la répartition planifiée du revenu national. Pour ce qui est des prix, ils serviront d'autant mieux la cause du socialisme qu'ils exprimeront plus honnêtement les rapports économiques d'aujourd'hui.

L'expérience a déjà dit son mot décisif là-dessus. Le prix « directif » n'a pas acquis dans la vie l'aspect impressionnant qu'il possédait dans les livres savants. Des prix de plusieurs catégories étaient établis pour une seule marchandise. Dans leurs larges interstices se cachaient librement toutes les sortes de spéculation, de favoritisme, de parasitisme et autres vices, et ce plutôt à titre de règle que

d'exception. Le tchervonietz lui-même qui devait être l'ombre stable de prix fermes ne fut plus que l'ombre de lui-même.

Il fallut de nouveau changer brusquement d'orientation, cette fois en raison des difficultés nées de succès économiques. L'année 1935 débuta avec la suppression des cartes de pain ; les cartes de vivres furent supprimées pour les autres produits en octobre, les cartes de ravitaillement en articles de première nécessité disparurent vers janvier 1936. Les relations économiques des travailleurs des villes et des campagnes avec l'État revenaient au langage monétaire. Le rouble se révélait un moyen d'action de la population sur les plans économiques, à commencer par la qualité et la quantité des articles de consommation. L'économie soviétique ne peut être rationalisée d'aucune autre façon.

Le président de la commission du plan déclarait en décembre 1935 : « Le système actuel des rapports entre les banques et l'économie doit être révisé et les banques sont appelées à exercer effectivement le contrôle par le rouble. » Ainsi succombaient les superstitions du plan administratif et les illusions du prix administratif. Si l'approche du socialisme signifie dans la sphère de l'argent le rapprochement du rouble et de la carte de répartition, il faudrait considérer les réformes de 1935 comme éloignant le socialisme. Mais cette appréciation serait grossièrement erronée. L'élimination de la carte par le rouble n'est que le renoncement à une fiction et la franche reconnaissance de la nécessité de créer les bases premières du socialisme en revenant aux méthodes bourgeoises de répartition.

À la session du comité exécutif central des Soviets de janvier 1935, le commissaire du peuple aux finances déclarait : « Le rouble soviétique est plus ferme qu'aucune autre devise au monde. » On aurait tort de ne voir là qu'une fanfaronnade. Le budget de l'U.R.S.S. donne chaque année un excédent des recettes sur les dépenses. Le commerce extérieur, peu important, il est vrai, a une balance positive. La réserve d'or de la Banque du rouble dépasse aujourd'hui le milliard. □L'extraction de l'or augmente rapidement ; sous ce rapport, l'U.R.S.S. compte avoir la première place dans le monde en 1936. L'accroissement de la circulation des marchandises est devenu considérable depuis la

renaissance du marché. L'inflation est pratiquement arrêtée depuis 1934. Les éléments d'une certaine stabilisation du rouble sont donnés. La déclaration du commissaire aux finances doit néanmoins être expliquée par une certaine inflation d'optimisme. Si le rouble soviétique trouve un puissant appui en l'essor général de l'économie, le prix de revient excessif de la production est son talon d'Achille. Il ne deviendra la plus stable unité monétaire du monde que lorsque le rendement du travail soviétique dépassera le niveau mondial, c'est-à-dire lorsqu'il lui faudra penser à mourir.

Du point de vue technique, le rouble est encore moins en mesure de prétendre à la parité. Avec une réserve d'or de plus d'un milliard, le pays a près de huit milliards-papier en circulation ; la couverture n'est donc que de 12,5 %. L'or de la Banque d'État est en ce moment bien plus une réserve intangible pour le cas de guerre que la base du système monétaire. Sans doute le recours à l'étalon-or, pour donner plus de précision aux plans économiques et simplifier les relations avec l'étranger, n'est-il pas exclu en théorie, dans une phase plus avancée de l'évolution. Avant d'expirer, le système monétaire peut recouvrer une fois encore l'éclat de l'or pur. Ce problème, en tout cas, ne se pose pas pour demain.

Il ne peut pas être question de la parité-or dans un avenir rapproché. Mais dans la mesure où le gouvernement, formant une réserve d'or, s'efforce d'augmenter le pourcentage, fût-il théorique, de la couverture, dans la mesure où les émissions sont limitées pour des raisons objectives indépendantes de la volonté de la bureaucratie, le rouble soviétique peut acquérir une stabilité au moins relative. Les avantages en seraient énormes. En renonçant désormais fermement à l'inflation, le système monétaire, bien que privé des avantages de la parité-or, contribuerait certainement à panser bien des plaies profondes résultant pour l'organisme économique du subjectivisme bureaucratique des années antérieures.

Le mouvement Stakhanov

[Retour à la table des matières](#)

« À l'économie de temps, dit Marx, se réduit en définitive toute l'économie », c'est-à-dire la lutte de l'homme contre la nature à tous les degrés de civilisation. Réduite à sa base primordiale, l'histoire n'est que la poursuite de l'économie du temps de travail. Le socialisme ne pourrait se justifier par la seule suppression de l'exploitation ; il faut qu'il assure à la société une plus grande économie de temps que le capitalisme. Si cette condition n'était pas remplie, l'abolition de l'exploitation ne serait qu'un épisode dramatique dépourvu d'avenir. La première expérience historique des méthodes socialistes a montré combien vastes sont leurs possibilités. Mais l'économie soviétique est encore loin d'avoir appris à tirer parti du temps, cette matière première la plus précieuse de la civilisation. L'importation de la technique, principal moyen de l'économie de temps, ne donne pas encore sur le terrain soviétique les résultats qui sont normalement les siens dans sa patrie capitaliste. Sur ce point, décisif pour la civilisation entière, le socialisme n'a pas encore vaincu. Il a prouvé qu'il peut et doit vaincre. Il n'a pas vaincu à ce jour. Toutes les affirmations contraires ne sont que fruits de l'ignorance ou du charlatanisme.

Molotov, qui — rendons-lui cette justice — se dégage parfois un peu plus de la phrase rituelle que les autres leaders soviétiques, disait en janvier 1936, à la session de l'Exécutif : « Le niveau moyen du rendement du travail... chez nous, est encore sensiblement inférieur à ce qu'il est en Amérique et en Europe. » Il eût fallu préciser : ce niveau est trois, cinq et jusqu'à dix fois inférieur à ce qu'il est en Europe et en Amérique, ce qui fait que le prix de revient est chez nous beaucoup plus élevé. Dans le même discours, Molotov fait cet aveu plus général : « Le niveau moyen de culture de nos ouvriers est encore inférieur à celui des ouvriers de divers pays capitalistes. » Il faudrait ajouter : leur condition matérielle moyenne l'est aussi. Il est superflu de souli-

gner l'impitoyable rigueur avec laquelle ces paroles lucides, prononcées incidemment, réfutent les vantardises d'innombrables personnages officiels et les douceâtres digressions d'« amis » étrangers !

La lutte pour l'augmentation du rendement du travail, jointe au souci de la défense, constitue le contenu essentiel de l'activité du gouvernement soviétique. Aux diverses étapes de l'évolution de l'U.R.S.S., cette lutte a revêtu diverses formes. Les méthodes des « brigades de choc » appliquées pendant l'exécution du premier plan quinquennal et au début du deuxième, étaient fondées sur l'agitation, l'exemple personnel, la pression administrative et toutes espèces d'encouragements et de privilèges accordés aux groupes. Les tentatives pour établir une sorte de travail aux pièces sur les bases des « six conditions » de 1931 se heurtèrent à une monnaie fantôme et à la diversité des prix. Le système de la répartition étatique des produits substitua, à la souple différenciation des rémunérations du travail, des « primes » qui signifiaient en réalité l'arbitraire bureaucratique. La chasse aux privilèges faisait entrer dans les rangs des travailleurs de choc, en nombre grandissant, les débrouillards forts de certaines protections. Le système entier finit par se trouver en contradiction avec les buts qu'il se proposait.

Seuls la suppression des cartes de ravitaillement, le début de la stabilisation du rouble et de l'unification des prix permirent le travail aux pièces ou à la tâche. Le mouvement Stakhanov succéda sur cette base aux brigades de choc. Ayant en vue le rouble qui acquiert une importance plus réelle, les ouvriers se montrent plus attentifs à leurs machines et tirent un meilleur parti de leur temps. Le mouvement Stakhanov se réduit dans une très grande mesure à l'intensification du travail et même à la prolongation de la journée de travail : les stakhanovistes mettent leurs établis et leurs outils en ordre, préparent les matières premières, donnent (les brigadiers) leurs instructions aux brigades en dehors du temps du travail. De la journée de sept heures, il ne reste souvent que le nom.

Le secret du travail aux pièces, ce système de surexploitation sans contrainte visible, les administrateurs soviétiques ne l'ont pas inventé.

Marx le considérait comme « correspondant le mieux au monde capitaliste de la production ». Les ouvriers accueillirent cette innovation sans sympathie et même avec une hostilité fort nette ; il eût été anormal de s'attendre de leur part à une autre attitude. La participation de véritables socialistes enthousiastes au mouvement Stakhanov n'est cependant pas contestable. Il est malaisé de dire de combien ils l'emportent sur les arrivistes et les bluffeurs. La masse des ouvriers aborde la nouvelle rétribution du travail du point de vue du rouble et est fréquemment obligée de constater que le rouble s'est amenuisé.

Bien que le retour du gouvernement soviétique au travail aux pièces après la « victoire définitive et sans retour du socialisme » puisse à première vue paraître une retraite, il faut en réalité répéter ici ce qui a été dit de la réhabilitation du rouble : il ne s'agit pas d'un renoncement au socialisme, mais de l'abandon de grossières illusions. La forme du salaire est simplement mieux adaptée aux ressources réelles du pays : « Jamais le droit ne peut s'élever au-dessus du régime économique. »

Mais les milieux dirigeants de l'U.R.S.S. ne peuvent plus se passer du camouflage social. Le président de la commission du plan, Méjlaouk, proclamait à la session de l'Exécutif de 1936 que « le rouble devient le seul et le véritable moyen de réaliser le principe socialiste (!) de la rémunération du travail ». Si tout était royal dans les vieilles monarchies, tout, jusqu'aux vespasiennes, il n'en faut pas conclure que tout devient socialiste par la force des choses dans l'État ouvrier. Le rouble est le « seul et véritable moyen » d'appliquer le principe capitaliste de la rémunération du travail, fût-ce sur la base des formes socialistes de la propriété ; nous connaissons déjà cette contradiction. Pour justifier le nouveau mythe du travail aux pièces « socialiste », Mejlouk ajoute : « Le principe fondamental du socialisme c'est que chacun travaille selon ses capacités et est payé selon le travail fourni. » En vérité, ces messieurs ne se gênent pas avec la théorie ! Quand le rythme du travail est déterminé par la chasse au rouble, les gens ne travaillent pas selon leurs « capacités », c'est-à-dire selon l'état de leurs muscles et de leurs nerfs, ils se font violence. Cette méthode ne peut être jus-

tifiée à la rigueur qu'en invoquant la dure nécessité ; en faire le « principe fondamental du socialisme », c'est fouler aux pieds les idéals d'une culture nouvelle et plus haute, afin de les enfoncer dans la boue coutumière du capitalisme.

Staline fait dans cette voie un autre pas en avant quand il présente le mouvement Stakhanov comme « préparant les conditions de la transition du socialisme au communisme ». Le lecteur voit maintenant combien il importait de donner des définitions scientifiques des notions dont on se sert en U.R.S.S. à des fins d'utilité administrative. Le socialisme, phase inférieure du communisme, exige sans doute le maintien d'un contrôle rigoureux des mesures du travail et de la consommation, mais il suppose en tout cas des formes plus humaines de contrôle que celles qu'inventa le génie exploiteur du capital. Or nous voyons en U.R.S.S. un matériel humain arriéré impitoyablement dressé à l'usage de la technique empruntée au capitalisme. Dans la lutte pour les normes européennes et américaines, les méthodes classiques de l'exploitation, telles que le salaire aux pièces, sont appliquées sous des formes si brutales et si nues que les syndicats réformistes eux-mêmes ne pourraient pas les tolérer dans les pays bourgeois. La remarque que les ouvriers de l'U.R.S.S. travaillent « pour leur propre compte » n'est justifiée que dans la perspective de l'histoire et à la condition, dirions-nous, anticipant sur notre sujet, qu'ils ne se laissent pas juguler par une bureaucratie toute-puissante. En tout cas, la propriété étatique des moyens de production ne transforme pas le fumier en or et n'entoure pas d'une auréole de sainteté le *sweating system*, le système de la sueur, qui épuise la principale force productive : l'homme. Quant à la préparation de la « transition du socialisme au communisme », elle commence exactement à l'opposé, c'est-à-dire non par l'introduction du travail aux pièces, mais par l'abolition de ce travail, considéré comme un legs de la barbarie.

Il est encore trop tôt pour dresser le bilan du mouvement Stakhanov. Mais on peut dégager les traits qui le caractérisent et qui caractérisent aussi le régime dans son ensemble. Certains résultats obtenus

par des ouvriers sont à n'en pas douter extrêmement intéressants en ce qu'ils indiquent des possibilités accessibles au seul socialisme. Mais il reste à franchir un grand bout de chemin entre ces résultats et leur extension à l'économie entière. Dans l'interdépendance étroite des processus de la production, le haut rendement ininterrompu du travail ne peut pas être le fruit des seuls efforts individuels. L'augmentation du rendement moyen est impossible sans une réorganisation de la production à l'usine et dans une réorganisation des rapports entre les entreprises. Et il est infiniment plus difficile d'élever de quelques degrés les connaissances techniques de millions de travailleurs que de stimuler quelques centaines d'ouvriers avancés.

Les chefs eux-mêmes se plaignent, nous l'avons entendu, de l'insuffisante culture des ouvriers soviétiques dans le travail. Ce n'est là qu'une partie de la vérité et la moindre. L'ouvrier russe est compréhensif, débrouillard et bien doué. N'importe quelle centaine d'ouvriers russes placée dans les conditions de la production américaine, par exemple, n'aurait besoin que de peu de mois, sinon de semaines, pour cesser d'être distancés par les catégories correspondantes d'ouvriers américains. La difficulté réside dans l'organisation générale du travail. Devant les tâches modernes de la production, le personnel administratif soviétique est généralement beaucoup plus arriéré que les ouvriers.

Avec la nouvelle technique, le salaire aux pièces doit inévitablement mener à l'accroissement du niveau actuellement très bas du rendement du travail. Mais la création des conditions nécessaires à cela exige de la part de l'administration, à commencer par les chefs d'atelier pour finir par les dirigeants du Kremlin, une qualification plus haute. Le mouvement Stakhanov ne répond que dans une très faible mesure à cette nécessité. La bureaucratie tente fatalement de sauter par-dessus les difficultés qu'elle n'est pas en état de surmonter. Le salaire aux pièces ne donnant pas par lui-même les miracles immédiats qu'on en attend, une pression administrative frénétique vient à la rescousse : primes et publicité d'une part, châtiments de l'autre.

Les débuts du mouvement ont été marqués par des mesures massives de répression contre le personnel technique, les ingénieurs et les

ouvriers accusés de résistance, de sabotage et, dans certains cas, de meurtre de stakhanovistes. La sévérité de ces mesures attestait la force de la résistance. Les dirigeants expliquaient ce prétendu « sabotage » par une opposition politique ; en réalité ses causes résidaient le plus souvent dans des difficultés techniques, économiques et culturelles dont une grande partie provenait de la bureaucratie même. Le « sabotage » fut, semble-t-il, promptement brisé. Les mécontents prirent peur, les clairvoyants se turent. Il plut des télégrammes annonçant des succès sans exemple. Le fait est que tant qu'il fut question de pionniers isolés, les administrations locales, obéissant aux ordres reçus, s'appliquèrent à leur faciliter le travail, fût-ce en sacrifiant les intérêts des autres ouvriers de la mine ou de l'atelier. Mais dès que les ouvriers s'inscrivirent comme stakhanovistes par centaines et par milliers, les administrations tombèrent dans un désarroi total. Ne sachant pas mettre de l'ordre à bref délai dans le régime de la production et n'ayant pas la possibilité objective de le faire, elles s'efforcent en pareil cas de faire violence à la main-d'œuvre et à la technique. Quand le mécanisme de la montre ralentit sa marche, on stimule ainsi les petites roues dentées avec un clou. Le résultat des « journées » et des déca-des Stakhanov, c'est d'introduire dans la vie de beaucoup d'entreprises un chaos complet. Ce qui nous explique le fait, étonnant au premier abord, que l'accroissement du nombre des stakhanovistes s'accompagne fréquemment, non d'une augmentation, mais d'une diminution du rendement général des entreprises.

La période « héroïque » de ce mouvement paraît être dépassée. L'activité quotidienne a commencé. Il faut apprendre. Ceux-là surtout ont beaucoup à apprendre qui enseignent aux autres. Mais ce sont eux qui ont le moins envie d'apprendre. L'atelier qui, dans l'économie soviétique, retarde et paralyse les autres a pour nom *bureaucratie*.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 5

Le thermidor soviétique

Pourquoi Staline a-t-il vaincu ?

[Retour à la table des matières](#)

L'historien de l'U.R.S.S. ne pourra pas manquer de conclure que la politique de la bureaucratie dirigeante a été, dans les grandes questions, contradictoire et faite d'une série de zigzags. L'explication ou la justification de ces zigzags par le « changement des circonstances » est visiblement inconsistante. Gouverner c'est, dans une certaine mesure tout au moins, prévoir. La fraction Staline n'a pas prévu le moins du monde les inévitables résultats du développement qui l'ont accablée à plusieurs reprises. Elle a réagi par des réflexes administratifs, créant après coup la théorie de ses tournants, sans se soucier de ce qu'elle enseignait la veille. Les faits et les documents incontestables obligeront aussi l'historien à conclure que l'opposition de gauche a donné une analyse infiniment plus juste des évolutions en cours dans le pays et a prévu beaucoup mieux leur cours ultérieur.

Cette affirmation paraît à première vue en contradiction avec le simple fait que la fraction du parti la moins capable de prévoir remporta d'incessantes victoires, tandis que le groupe plus perspicace alla de défaite en défaite. Cette objection, qui se présente d'elle-même à

l'esprit, n'est convaincante que pour celui qui, appliquant la pensée rationnelle à la politique, n'y voit qu'un débat logique ou une partie d'échecs. Or la lutte politique est au fond celle des intérêts et des forces, non des arguments. Les qualités des dirigeants n'y sont nullement indifférentes à l'issue des combats, mais elles n'en sont pas le seul facteur ni le facteur décisif. Les camps adverses exigent d'ailleurs chacun des chefs à leur image.

Si la révolution de Février a porté au pouvoir Kerensky et Tseretelli, ce n'est pas qu'ils aient été « plus intelligents » ou « plus habiles » que la camarilla gouvernante du tsar, c'est qu'ils représentaient, temporairement tout au moins, les masses populaires révolutionnaires dressées contre l'ancien régime. Si Kerensky a pu contraindre Lénine à l'illégalité et jeter en prison d'autres leaders bolcheviques, ce n'est pas que ses qualités personnelles lui aient donné sur eux la supériorité, c'est que la majorité des ouvriers et des soldats suivaient encore en ces journées la petite bourgeoisie patriote. La « supériorité » personnelle de Kerensky, si ce mot n'est pas déplacé, était précisément de ne pas voir plus loin que la grande majorité. Les bolcheviks vainquirent à leur tour la démocratie petite-bourgeoise, non grâce à la précellence de leurs chefs, mais grâce à un regroupement des forces, le prolétariat ayant enfin réussi à entraîner contre la bourgeoisie la paysannerie mécontente.

La continuité des étapes de la grande Révolution française, à sa montée comme à son déclin, montre de façon tout aussi convaincante que la force des « chefs » et des « héros » consistait avant tout dans leur accord avec le caractère des classes et des couches sociales qui les appuyaient ; cette correspondance seule, et non des supériorités absolues, permit à chacun d'entre eux de marquer de sa personnalité une certaine période historique. Il y a dans la succession au pouvoir des Mirabeau, Brissot, Robespierre, Barras, Bonaparte, une légitimité objective infiniment plus puissante que les traits particuliers des protagonistes historiques eux-mêmes.

On sait suffisamment que toutes les révolutions ont jusqu'ici suscité après elles des réactions et même des contre-révolutions qui, il est

vrai, n'ont jamais réussi à ramener la nation jusqu'à son point de départ, tout en lui ravissant toujours la part du lion de ses conquêtes. En règle générale, les pionniers, les initiateurs, les meneurs qui s'étaient trouvés à la tête des masses dans la première période sont les victimes de la première vague de réaction, tandis qu'on voit apparaître au premier plan des hommes du second plan unis aux ennemis d'hier de la révolution. Les duels dramatiques des grands premiers rôles sur la scène politique masquent des glissements dans les rapports entre les classes et, ce qui n'est pas moins important, de profonds changements dans la psychologie des masses, révolutionnaires la veille encore...

Répondant à de nombreux camarades qui demandaient avec étonnement ce qu'était devenue l'activité du parti bolchevique et de la classe ouvrière, leur initiative révolutionnaire, leur fierté plébéienne, d'où surgissait, à la place de ces qualités, tant de vilénie, de lâcheté, de pusillanimité et d'arrivisme, Rakovsky évoquait les péripéties de la Révolution française du XVIII^e siècle et l'exemple de Babeuf qui, sortant de la prison de l'Abbaye, se demandait lui aussi avec stupeur ce qu'était devenu le peuple héroïque des faubourgs de Paris. La révolution est une grande dévoreuse d'énergies individuelles et collectives. Les nerfs n'y tiennent pas, les consciences fléchissent, les caractères s'usent. Les événements vont trop vite pour que l'afflux de forces nouvelles puisse compenser les déperditions. La famine, le chômage, la perte des cadres de la révolution, l'élimination des masses des postes dirigeants avaient amené une telle anémie physique et morale des faubourgs qu'il leur fallut plus de trente ans pour se lever de nouveau.

L'affirmation axiomatique des publicistes soviétiques, selon laquelle les lois des révolutions bourgeoises sont « inapplicables » à la révolution prolétarienne, est dépourvue de tout contenu scientifique. Le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre résulte de la situation mondiale et d'un certain rapport des forces à l'intérieur. Mais les classes elles-mêmes, en Russie, s'étaient formées au sein de la barbarie tsariste et d'un capitalisme arriéré, et n'avaient pas été préparées sur commande à la révolution socialiste. Bien au contraire : c'est précisément parce que le prolétariat russe, encore arriéré à bien des égards,

avait fait en quelques mois le saut, sans précédent dans l'histoire, d'une monarchie semi-féodale à la dictature socialiste, que la réaction devait inéluctablement faire valoir ses droits dans ses propres rangs. Elle grandit au cours des guerres qui suivirent. Les conditions extérieures et les événements la nourrirent sans arrêt. Une intervention suivait l'autre. Les pays d'Occident ne donnaient pas d'aide directe. Au lieu du bien-être attendu, le pays vit la misère s'installer chez lui pour longtemps. Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la « fierté plébéienne » eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants.

La démobilisation d'une armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie un rôle considérable. Les commandants victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir.

Ce phénomène au sein du prolétariat fit naître de grandes espérances et une grande assurance dans la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui, appelée par la Nep à une vie nouvelle, s'enhardissait de plus en plus. La jeune bureaucratie, formée au début pour servir le prolétariat, se sentit l'arbitre entre les classes. Elle fut de mois en mois plus autonome.

La situation internationale agissait puissamment dans le même sens. La bureaucratie soviétique gagnait en assurance au fur et à mesure que la classe ouvrière internationale subissait de plus lourdes défaites. Entre ces deux faits, la relation n'est pas seulement chronologique, elle est causale et réciproque : la direction bureaucratique du mouvement contribuait aux défaites ; les défaites affermissaient la bureau-

cratie. La défaite de l'insurrection bulgare et la retraite sans gloire des ouvriers allemands en 1923, l'échec d'une tentative de soulèvement en Esthonie en 1924, la perfide liquidation de la grève générale en Angleterre et la conduite indigne des communistes polonais lors du coup de force de Pilsudsky en 1926, l'effroyable défaite de la Révolution chinoise en 1927, les défaites plus graves encore qui suivirent en Allemagne et en Autriche — telles sont les catastrophes historiques qui ont ruiné la confiance des masses en la révolution mondiale et permis à la bureaucratie soviétique de s'élever de plus en plus haut comme un phare indiquant la voie du salut.

Pour les causes des défaites du prolétariat mondial au cours des treize dernières années, l'auteur se voit contraint de se référer à ses ouvrages précédents, dans lesquels il s'est efforcé de faire ressortir le rôle funeste qu'ont joué, dans le mouvement révolutionnaire de tous les pays, les dirigeants conservateurs du Kremlin. Ce qui nous intéresse surtout ici, c'est le fait édifiant et incontestable que les défaites continues de la révolution en Europe et en Asie, tout en affaiblissant la situation internationale de l'U.R.S.S., ont extraordinairement affermi la bureaucratie soviétique. Deux dates surtout sont mémorables dans cette série historique. Dans la seconde moitié de 1923, l'attention des ouvriers soviétiques se concentra avec passion sur l'Allemagne où le prolétariat paraissait avancer la main vers le pouvoir ; la retraite panique du Parti communiste allemand fut pour les masses ouvrières de l'U.R.S.S. une pénible déception. La bureaucratie soviétique déclencha aussitôt sa campagne contre la « révolution permanente » et infligea à l'opposition de gauche sa première cruelle défaite. En 1926-27 la population de l'U.R.S.S. eut un nouvel afflux d'espoir ; tous les regards se portèrent cette fois sur l'Orient où se déroulait le drame de la Révolution chinoise. L'opposition de gauche se remit de ses revers et recruta de nouveaux militants. A la fin de 1927, la Révolution chinoise fut torpillée par le bourreau Tchang Kai-chek auquel les dirigeants de l'Internationale communiste avaient littéralement livré les ouvriers et les paysans chinois. Une vague glacée de désenchantement passa sur les masses de l'U.R.S.S. Après une campagne frénétique dans

la presse et les réunions, la bureaucratie se décida enfin à procéder à des arrestations en masse d'opposants (1928).

Des dizaines de milliers de militants révolutionnaires s'étaient, il est vrai, rassemblés sous le drapeau des bolcheviks-léninistes. Les ouvriers considéraient l'opposition avec une sympathie certaine. Mais une sympathie qui restait passive, car on ne croyait déjà plus pouvoir modifier la situation en luttant. Or la bureaucratie affirmait : « L'opposition se prépare à nous jeter dans une guerre révolutionnaire pour la révolution internationale. Assez de bouleversements ! Nous avons mérité quelque repos. Nous bâtirons chez nous la société socialiste. Comptez sur nous qui sommes vos chefs ! » Cette propagande du repos, cimentant le bloc des fonctionnaires et des militaires, trouvait à n'en pas douter un écho chez les ouvriers fatigués, et plus encore dans les masses paysannes. On se demandait si l'opposition n'était pas disposée à sacrifier les intérêts de l'U.R.S.S. à la « révolution permanente ». En fait, c'étaient les intérêts vitaux de l'U.R.S.S. qui étaient en jeu. En dix ans, la politique erronée de l'Internationale communiste avait assuré la victoire de Hitler en Allemagne, c'est-à-dire un grave danger de guerre à l'ouest ; une politique non moins erronée fortifiait l'impérialisme japonais et rapprochait au plus haut point le danger à l'est. Mais les périodes de réaction sont surtout caractérisées par le manque de courage intellectuel.

L'opposition se trouva isolée. La bureaucratie battait le fer tant qu'il était chaud. Exploitant le désarroi et la passivité des travailleurs, dressant les plus arriérés contre les plus avancés, s'appuyant toujours plus hardiment sur le koulak et de façon générale sur l'allié petit-bourgeois, la bureaucratie réussit à triompher en quelques années de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

□ Il serait naïf de croire que Staline, inconnu des masses, sortit tout à coup des coulisses armé d'un plan stratégique tout fait. Non. Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi. Il lui donnait toutes les garanties désirables : le prestige d'un vieux-bolchevik, un caractère ferme, un esprit étroit, une liaison indissoluble avec les bureaux, seule source de son influence personnelle. Staline

fut au début surpris lui-même par son succès. C'était l'approbation unanime d'une nouvelle couche dirigeante qui cherchait à s'affranchir des vieux principes comme du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre sûr dans ses affaires intérieures. Figure de second plan pour les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermido-riens.

Il apparut bientôt que la nouvelle couche dirigeante avait ses idées, ses sentiments et, ce qui importe davantage, ses intérêts propres. La très grande majorité des bureaucrates de la génération actuelle étaient, pendant la révolution d'Octobre, de l'autre côté de la barricade (c'est le cas, pour ne considérer que les diplomates soviétiques, de MM. Troyanovski, Mayski, Potemkine, Souritz, Khintchouk et autres...) ou, dans le meilleur des cas, à l'écart de la lutte. Ceux d'entre les bureaucrates d'aujourd'hui qui, aux jours d'Octobre, étaient avec les bolcheviks, n'avaient pas, pour la plupart, de rôle tant soit peu important. Quant aux jeunes bureaucrates, ils sont formés et sélectionnés par les vieux et souvent dans leur propre progéniture. Ces hommes n'auraient pas fait la révolution d'Octobre. Ils se trouvèrent les mieux adaptés pour l'exploiter.

Les facteurs individuels n'ont pas été, naturellement, sans influence dans cette succession de chapitres historiques. Il est certain que la maladie et la mort de Lénine ont hâté le dénouement. Si Lénine avait vécu plus longtemps, l'avance de la puissance bureaucratique eût été plus lente, tout au moins dans les premières années. Mais, dès 1926, Kroupskaïa disait à des opposants de gauche : « Si Lénine était vivant, il serait certainement en prison. » Les prévisions et les appréhensions de Lénine étaient encore fraîches dans sa mémoire et elle ne se faisait pas d'illusions sur sa puissance à s'opposer aux vents et aux courants contraires de l'histoire.

La bureaucratie n'a pas vaincu la seule opposition de gauche, elle a aussi vaincu le parti bolchevique. Elle a vaincu le programme de Lénine, qui voyait le danger principal dans la transformation des organes de l'État « de serviteurs de la société en maîtres de la société ». Elle a

vaincu tous ses adversaires — l'opposition, le parti de Lénine — non à l'aide d'arguments et d'idées, mais en les écrasant sous son propre poids social. L'arrière-train plombé s'est trouvé plus lourd que la tête de la révolution. Telle est l'explication du Thermidor soviétique.

La dégénérescence du parti bolchevique

[Retour à la table des matières](#)

Le parti bolchevique avait préparé et remporté la victoire d'Octobre. Il avait bâti l'État soviétique en lui donnant une ferme ossature. La dégénérescence du parti fut la cause et la conséquence de la bureaucratisation de l'État. Il importe de montrer tout au moins brièvement comment les choses se sont passées.

Le régime intérieur du parti bolchevique est caractérisé par les méthodes du *centralisme démocratique*. L'union de ces deux notions n'implique aucune contradiction. Le parti veillait à ce que ses frontières fussent toujours strictement délimitées, mais il entendait que tous ceux qui pénétraient à l'intérieur de ces frontières eussent réellement le droit de déterminer l'orientation de sa politique. La libre critique et la lutte des idées formaient le contenu intangible de la démocratie du parti. La doctrine actuelle, qui proclame l'incompatibilité du bolchevisme avec l'existence des fractions, est en désaccord avec les faits. C'est un mythe de la décadence. L'histoire du bolchevisme est en réalité celle de la lutte des fractions. Et comment une organisation authentiquement révolutionnaire qui se donne pour but de retourner le monde et rassemble sous ses enseignes des négateurs, des révoltés et des combattants de toute témérité, pourrait-elle vivre et croître sans conflits idéologiques, sans groupements, sans formations fractionnelles temporaires. La clairvoyance de la direction du parti réussit maintes fois à atténuer et à abrégé les luttes fractionnelles, mais ne put faire davantage. Le comité central s'appuyait sur cette base effervescente, il y puisait la hardiesse de décider et d'ordonner. La justesse

manifeste de ses vues à toutes les étapes critiques lui conférait une haute autorité, précieux capital moral de la centralisation.

Le régime du parti bolchevique, surtout avant la prise du pouvoir, était donc aux antipodes de celui de l'Internationale communiste actuellement, avec ses « chefs » nommés hiérarchiquement, ses tournants exécutés sur commande, ses bureaux incontrôlés, son dédain de la base, sa servilité envers le Kremlin. Dans les premières années qui suivirent la prise du pouvoir, quand le parti commençait à se couvrir de la rouille bureaucratique, n'importe quel bolchevik, et Staline comme tout autre, eût traité d'infâme calomniateur quiconque eût projeté sur l'écran l'image du parti tel qu'il devait devenir dix ou quinze ans plus tard.

Lénine et ses collaborateurs eurent pour invariable premier souci de préserver les rangs du parti bolchevique des tares du pouvoir. Pourtant, l'étroite connexion et quelquefois la fusion des organes du parti et de l'État portèrent dès les premières années un préjudice certain à la liberté et à l'élasticité du régime intérieur du parti. La démocratie se rétrécissait au fur et à mesure que croissaient les difficultés. Le parti voulut et espéra d'abord conserver dans le cadre des soviets la liberté des luttes politiques. La guerre civile apporta à cet espoir un correctif sévère. Les partis d'opposition furent supprimés l'un après l'autre. Les chefs du bolchevisme voyaient dans ces mesures, en contradiction évidente avec l'esprit de la démocratie soviétique, non des décisions de principe, mais des nécessités épisodiques de la défense.

La rapide croissance du parti gouvernant, en présence de la nouveauté et de l'immensité des tâches, engendrait inévitablement des divergences de vues. Les courants d'opposition, sous-jacents dans le pays, exerçaient de diverses façons leurs pressions sur le seul parti légal, aggravant l'âpreté des luttes fractionnelles. Vers la fin de la guerre civile, cette lutte revêtit des formes si vives qu'elle menaça d'ébranler le pouvoir. En mars 1921, au moment du soulèvement de Cronstadt, qui entraîna pas mal de bolcheviks, le X^e congrès du parti se vit contraint de recourir à l'interdiction des fractions, c'est-à-dire

d'étendre à la vie intérieure du parti dirigeant le régime politique de l'État. L'interdiction des fractions était, répétons-le, conçue comme une mesure exceptionnelle appelée à tomber en désuétude dès la première amélioration sérieuse de la situation. Le comité central se montrait d'ailleurs extrêmement circonspect dans l'application de la nouvelle loi, et surtout soucieux de ne pas étouffer la vie intérieure du parti.

Mais ce qui n'avait été dans les intentions du début que le tribut payé par nécessité à de pénibles circonstances, se trouva fort du goût de la bureaucratie, qui se mettait à considérer la vie intérieure du parti sous l'angle exclusif de la commodité des gouvernants. Dès 1922, sa santé s'étant momentanément améliorée, Lénine s'effraya de la croissance menaçante de la bureaucratie et prépara une offensive contre la fraction Staline, devenue le pivot de l'appareil du parti avant de s'emparer de celui de l'État. La seconde attaque du mal, puis la mort, ne lui donnèrent pas la possibilité de mesurer ses forces à celles de la réaction.

Tous les efforts de Staline, avec lequel marchaient à ce moment Zinoviev et Kamenev, tendirent désormais à libérer l'appareil du parti du contrôle des membres. Staline fut, dans cette lutte pour la « stabilité » du comité central, plus conséquent et plus ferme que ses alliés. Il n'avait pas à se détourner des problèmes internationaux dont il ne s'était jamais occupé. La mentalité petite-bourgeoise de la nouvelle couche dirigeante était la sienne propre. Il croyait profondément que la construction du socialisme était d'ordre national et administratif. Il considérait l'Internationale communiste comme un mal nécessaire dont il fallait, autant que faire se pouvait, tirer parti à des fins de politique étrangère. Le parti n'avait de prix à ses yeux que comme la base obéissante des bureaux.

En même temps que la théorie du socialisme dans un seul pays, une autre théorie fut formulée à l'usage de la bureaucratie, selon laquelle, pour le bolchevisme, le comité central est tout, le parti rien. Cette seconde théorie fut en tout cas réalisée avec plus de succès que la première. Mettant à profit la mort de Lénine, la bureaucratie commen-

ça la campagne de recrutement dite de la « promotion de Lénine ». Les portes du parti, jusqu'alors bien gardées, s'ouvrirent toutes grandes : les ouvriers, les employés, les fonctionnaires s'y engouffrèrent en masse. Politiquement, il s'agissait de résorber l'avant-garde révolutionnaire dans un matériel humain dépourvu d'expérience et de personnalité, mais accoutumé en revanche à obéir aux chefs. Ce dessein réussit. En libérant la bureaucratie du contrôle de l'avant-garde prolétarienne, la « promotion de Lénine » porta un coup mortel au parti de Lénine. Les bureaux avaient conquis l'indépendance qui leur était nécessaire. Le centralisme démocratique fit place au centralisme bureaucratique. Les services du parti furent radicalement remaniés du haut en bas. L'obéissance devint la principale vertu du bolchevik. Sous le drapeau de la lutte contre l'opposition, on se mit à remplacer les révolutionnaires par des fonctionnaires. L'histoire du parti bolchevique devint celle de sa prompte dégénérescence.

La signification politique de la lutte en cours s'obscurcissait pour beaucoup du fait que les dirigeants des trois tendances, la droite, le centre et la gauche, appartenaient à un seul état-major, celui du Kremlin, le bureau politique : les esprits superficiels croyaient à des rivalités personnelles, à la lutte pour la « succession » de Lénine. Mais, sous une dictature de fer, les antagonismes sociaux ne pouvaient en réalité se manifester, au début, qu'à travers les institutions du parti gouvernant. Bien des thermidoriens sortirent du parti jacobin dont Bonaparte commença par être un des adhérents ; et ce fut parmi les anciens jacobins que le Premier consul et, par la suite, l'empereur des Français trouva ses serviteurs les plus fidèles. Les temps changent et les jacobins, y compris ceux du xx^e siècle, changent avec les temps.

Du bureau politique du temps de Lénine, il ne reste que Staline : deux de ses membres, Zinoviev et Kamenev, qui furent pendant les longues années d'émigration les collaborateurs les plus intimes de Lénine, purgent, au moment où j'écris, une peine de dix années de réclusion pour un crime qu'ils n'ont pas commis ; trois autres, Rykov, Boukharine et Tomski sont tout à fait écartés du pouvoir, bien qu'on ait récompensé leur résignation en leur accordant des fonctions de second

plan ; enfin, l'auteur de ces lignes est banni. La veuve de Lénine, Kroupskaïa, est tenue en suspicion, n'ayant pas su, quels qu'aient été ses efforts dans ce sens, s'adapter à Thermidor.

Les membres actuels du bureau politique ont occupé dans l'histoire du parti bolchevique des places secondaires. Si quelqu'un avait prophétisé leur élévation dans les premières années de la révolution, ils en eussent été stupéfaits eux-mêmes. La règle selon laquelle le bureau politique a toujours raison, et que personne ne saurait en tout cas avoir raison contre lui, n'en est appliquée qu'avec plus de rigueur. Mais le bureau politique lui-même ne saurait avoir raison contre Staline qui, ne pouvant se tromper, ne peut par conséquent avoir raison contre lui-même.

La revendication du retour du parti à la démocratie fut en son temps la plus obstinée et la plus désespérée des revendications de tous les groupements d'opposition. La plate-forme de l'opposition de gauche de 1927 exigeait l'introduction dans le code pénal d'un article « punissant comme un crime grave contre l'État toute persécution directe ou indirecte d'un ouvrier en raison de critiques qu'il aurait formulées... » On trouva plus tard dans le code pénal un article à appliquer à l'opposition.

De la démocratie du parti, il ne reste que des souvenirs dans la mémoire de la vieille génération. Avec elle, la démocratie des soviets, des syndicats, des coopératives, des organisations sportives et culturelles s'est évanouie. La hiérarchie des secrétaires domine tout et tous. Le régime avait acquis un caractère totalitaire plusieurs années avant que le terme ne nous vint d'Allemagne. « A l'aide des méthodes démoralisantes qui transforment les communistes pensants en automates, tuent la volonté, le caractère, la dignité humaine », écrivait Rakovsky en 1928, « la coterie gouvernante a su devenir une oligarchie inamovible et inviolable ; et elle s'est substituée à la classe et au parti. » Depuis que ces lignes indignées ont été écrites, la dégénérescence a fait d'immenses progrès. La Guépéou est devenu le facteur décisif de la vie intérieure du parti. Si Molotov a pu, en mars 1936, se féliciter devant un journaliste français de ce que le parti gouvernant ne

connaisse plus de luttes fractionnelles, c'est uniquement parce que les divergences de vues y sont désormais réglées par l'intervention mécanique de la police politique. Le vieux parti bolchevique est mort, aucune force ne le ressuscitera.

Parallèlement à la dégénérescence politique du parti s'accroissait la corruption d'une bureaucratie échappant à tout contrôle. Appliqué au gros fonctionnaire privilégié, le mot « *sovbour* » — bourgeois soviétique — entra de bonne heure dans le vocabulaire ouvrier. Avec la Nep, les tendances bourgeoises bénéficièrent d'un terrain plus favorable. Lénine mettait en garde le XI^e congrès du parti, en mars 1922, contre la corruption des milieux dirigeants. Il est plus d'une fois arrivé dans l'histoire, disait-il, que le vainqueur ait adopté la civilisation du vaincu, si celle-ci était supérieure. La culture de la bourgeoisie et de la bureaucratie russes était misérable, sans doute. Mais, hélas ! les nouvelles couches dirigeantes le cèdent encore à cette culture-là. « Quatre mille sept cents communistes responsables dirigent à Moscou la machine gouvernementale. Qui dirige et qui est dirigé ? Je doute fort qu'on puisse dire que ce sont les communistes qui dirigent... » Lénine n'eut plus à prendre la parole dans les congrès du parti. Mais toute sa pensée, dans les derniers mois de sa vie, fut tendue vers la nécessité de prémunir et d'armer les ouvriers contre l'oppression, l'arbitraire et la corruption bureaucratiques. Il ne lui avait été donné cependant que d'observer les premiers symptômes du mal.

Christian Rakovsky, l'ancien président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, qui fut plus tard ambassadeur des Soviets à Londres et à Paris, se trouvant en déportation, envoya en 1928 à ses amis une courte étude sur la bureaucratie à laquelle nous avons déjà emprunté quelques lignes plus haut, car elle reste ce qui a été écrit de mieux sur ce sujet ⁴. « Dans l'esprit de Lénine et dans tous nos esprits, écrit Rakovsky, l'objet de la direction du parti était précisément de préserver le parti et la classe ouvrière de l'action dissolvante des privilèges, des avantages et des faveurs propres au pouvoir, de les

⁴ Reproduite dans *Les Bolcheviks contre Staline*.

préservé de tout rapprochement avec les restes de l'ancienne noblesse et de l'ancienne petite bourgeoisie, de l'influence démoralisante de la Nep, de la séduction des mœurs bourgeoises et de leur idéologie... Il faut dire franchement, nettement, bien haut, que cette tâche, les bureaux du parti ne l'ont point remplie, qu'ils ont fait preuve dans leur double rôle de préservation et d'éducation d'une incapacité complète, fait banqueroute, manqué au devoir... »

Il est vrai que Rakovsky, brisé par la répression bureaucratique, a par la suite renié ses critiques. Mais le septuagénaire Galilée fut contraint, dans les tenailles de la Sainte Inquisition, d'abjurer le système de Copernic, ce qui n'empêcha pas la terre de tourner. Nous ne croyons pas à l'abjuration du sexagénaire Rakovsky, car il a lui-même fait plus d'une fois l'analyse impitoyable d'abjurations de ce genre. Mais sa critique politique a trouvé dans les faits objectifs une base beaucoup plus sûre que dans la fermeté subjective de son auteur.

La conquête du pouvoir ne modifie pas seulement l'attitude du prolétariat envers les autres classes, elle change aussi sa structure intérieure. L'exercice du pouvoir devient la spécialité d'un groupement social déterminé, qui tend avec d'autant plus d'impatience à trancher sa propre « question sociale » qu'il a une idée plus haute de sa mission. « Dans l'État prolétarien, où l'accumulation capitaliste n'est pas permise aux membres du parti dirigeant, la différenciation est d'abord fonctionnelle, puis elle devient sociale. Je ne dis pas qu'elle devienne une différenciation de classe, je dis qu'elle devient une différenciation sociale... » Rakovsky explique : « La position sociale du communiste qui a à sa disposition une auto, un bon logement, des congés réguliers et qui reçoit le maximum d'appointements fixé par le parti diffère de celle du communiste qui, travaillant dans les houillères, gagne de 50 à 60 roubles par mois. »

Enumérant les causes de la dégénérescence des jacobins au pouvoir, l'enrichissement, les fournitures de l'État, etc., Rakovsky cite une curieuse remarque de Babeuf sur le rôle joué dans cette évolution par les femmes de la noblesse, très recherchées des jacobins. « Que faites-vous, s'exclame Babeuf, lâches plébéiens ? Elles vous embrassent

aujourd'hui, elles vous égorgeront demain. » Le recensement des épouses des dirigeants, en U.R.S.S., donnerait un tableau analogue. □ Sosnovsky, journaliste soviétique connu, indiquait le rôle du « facteur auto-garage » dans la formation de la bureaucratie. Il est vrai que, avec Rakovsky, Sosnovsky s'est repenti et est revenu de Sibérie. Les mœurs de la bureaucratie n'en ont pas été améliorées. Au contraire, le repentir d'un Sosnovsky prouve les progrès de la démoralisation.

Les vieux articles de Sosnovsky, qui passaient naguère de mains en mains à l'état de manuscrits, contiennent précisément d'inoubliables épisodes de la vie des nouveaux dirigeants montrant bien à quel point les vainqueurs se sont assimilés les mœurs des vaincus. Sans revenir aux années révolues — Sosnovsky ayant en 1934 troqué définitivement son fouet contre une lyre —, bornons-nous à des exemples récents empruntés à la presse soviétique, en choisissant non les « abus », mais les faits ordinaires, officiellement admis par l'opinion publique.

Le directeur d'une usine moscovite, communiste connu, se félicite dans la *Pravda* du développement culturel de son entreprise. Un mécanicien lui téléphone : « M'ordonnez-vous d'arrêter le martin ou de patienter ? » — « Je réponds, dit-il, attends un moment... » Le mécanicien lui parle avec déférence, le directeur tutoie le mécanicien. Et ce dialogue indigne, impossible dans un pays capitaliste civilisé, le directeur le relate lui-même comme tout à fait banal ! La rédaction n'y fait pas d'objections, ne remarquant rien ; les lecteurs ne protestent pas, ayant l'habitude. Ne nous étonnons pas non plus : aux audiences solennelles du Kremlin, les « chefs » et les commissaires du peuple tutoient leurs subordonnés, directeurs d'usines, présidents de kolkhozes, contremaîtres et ouvrières invités pour être décorés. Comment ne pas se rappeler que l'un des mots d'ordre révolutionnaires les plus populaires sous l'ancien régime exigeait la fin du tutoiement des subordonnés par les chefs ?

Étonnants par leur sans-gêne seigneurial, les dialogues des dirigeants du Kremlin avec le « peuple » attestent sans erreur possible qu'en dépit de la révolution d'Octobre, de la nationalisation des moyens de production, de la collectivisation et de la « liquidation des koulaks

en tant que classe », les rapports entre les hommes, et ce, tout au sommet de la pyramide soviétique, loin de s'élever jusqu'au socialisme, n'accèdent pas encore sous bien des rapports au niveau du capitalisme cultivé. Un très grand pas en arrière a été fait dans cet important domaine au cours des dernières années, le Thermidor soviétique qui a donné à une bureaucratie peu cultivée une indépendance complète, soustraite à tout contrôle, et aux masses la fameuse directive du silence et de l'obéissance, étant incontestablement la cause des récurrences de la vieille barbarie russe.

Nous ne songeons pas à opposer à l'abstraction *dictature* l'abstraction *démocratie* pour peser leurs qualités respectives sur les balances de la raison pure. Tout est relatif en ce monde où il n'est de permanent que le changement. La dictature du parti bolchevique fut dans l'histoire l'un des instruments les plus puissants du progrès. Mais ici, comme dit le poète, *Vernunft wird Unsinn, Wohltat Plage*⁵. L'interdiction des partis d'opposition entraîna l'interdiction des fractions ; l'interdiction des fractions aboutit à l'interdiction de penser autrement que le chef infallible. Le monolithisme policier du parti eut pour conséquence l'impunité bureaucratique, qui devint à son tour la cause de toutes les variétés de démoralisation et de corruption.

Les causes sociales de Thermidor

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons défini le Thermidor soviétique comme la victoire de la bureaucratie sur les masses. Nous avons essayé de montrer les conditions historiques de cette victoire. L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat fut en partie absorbée par les services de l'État et peu à peu démoralisée, en partie détruite dans la guerre civile, en partie éliminée et écrasée. Les masses fatiguées et déçues n'avaient qu'indifférence pour ce qui se passait dans les milieux dirigeants. Ces

⁵ *La raison devient folie, le bienfait tourment.*

conditions, si importantes qu'elles soient, ne suffisent nullement à nous expliquer comment la bureaucratie a réussi à s'élever au-dessus de la société et à prendre pour longtemps en main les destinées de celle-ci ; sa seule volonté eût été en tout cas insuffisante ; la formation d'une nouvelle couche dirigeante doit avoir des causes sociales plus profondes.

La lassitude des masses et la démoralisation des cadres ont aussi contribué au XVIII^e siècle à la victoire des thermidoriens sur les jacobins. Mais un processus organique et historique plus profond s'accomplissait sous ces phénomènes, en réalité secondaires. Les jacobins avaient leur appui dans les couches inférieures de la petite bourgeoisie, soulevées par la puissante vague ; or la révolution du XVIII^e siècle, répondant au développement des forces productives, ne pouvait manquer d'amener enfin au pouvoir la grande bourgeoisie. Thermidor ne fut qu'une des étapes de cette évolution inévitable. Quelle nécessité sociale s'exprime donc dans le Thermidor soviétique ? □ Nous avons tenté dans un chapitre précédent de donner une explication préalable du triomphe du gendarme. Force nous est de continuer ici l'analyse des conditions du passage du capitalisme au socialisme et du rôle qu'y joue l'État. Confrontons une fois de plus la prévision théorique et la réalité. « Il est encore nécessaire de contraindre la bourgeoisie », écrivait Lénine en 1917, traitant de la période qui devait suivre la conquête du pouvoir, « mais l'organe de la contrainte, c'est déjà la majorité de la population et non plus la minorité, comme ce fut toujours le cas jusqu'à présent... En ce sens, l'État commence à *dépérir*. » En quoi s'exprime son dépérissement ? D'abord en ce qu'au lieu « d'institutions spéciales appartenant à la minorité privilégiée » (fonctionnaires privilégiés, commandement de l'armée permanente), la majorité peut elle-même « remplir » les fonctions de coercition. Lénine formule plus loin une thèse indiscutable sous sa forme axiomatique : « Plus les fonctions du pouvoir deviennent celles du peuple entier et moins ce pouvoir est nécessaire. » L'abolition de la propriété privée des moyens de production élimine la tâche principale de l'État formé par l'histoire : la défense

des privilèges de propriété de la minorité contre la très grande majorité.

Le dépérissement de l'État commence, d'après Lénine, dès le lendemain de l'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire avant que le nouveau régime ait pu aborder ses tâches économiques et culturelles. Chaque succès dans l'accomplissement de ces tâches signifie une nouvelle étape de la résorption de l'État dans la société socialiste. Le degré de cette résorption est le meilleur indice de la profondeur et de l'efficacité de l'édification socialiste. On peut formuler le théorème sociologique suivant : la contrainte exercée par les masses dans l'état ouvrier est directement proportionnelle aux forces tendant à l'exploitation ou à la restauration capitaliste et inversement proportionnelle à la solidarité sociale et au dévouement commun au nouveau régime. La bureaucratie — en d'autres termes, « les fonctionnaires privilégiés et le commandement de l'armée permanente » — répond à une variété particulière de la contrainte que les masses ne peuvent pas ou ne veulent pas appliquer et qui s'exerce d'une façon ou d'une autre contre elles.

Si les soviets démocratiques avaient conservé jusqu'à ce jour leur force et leur indépendance, tout en demeurant tenus de recourir à la coercition dans la même mesure qu'au cours des premières années, ce fait eût suffi à nous inquiéter sérieusement. Quelle ne doit pas être notre inquiétude en présence d'une situation où les soviets des masses ont définitivement quitté la scène, cédant leurs fonctions coercitives à Staline, Iagoda et C^{ie} ! Et quelles fonctions coercitives ! Demandons-nous pour commencer quelle est la cause sociale de cette vitalité opiniâtre de l'État et par-dessus tout de sa « gendarmissation ». L'importance de cette question est par elle-même évidente : selon la réponse que nous lui donnerons, nous devons ou réviser radicalement nos idées traditionnelles sur la société socialiste en général ou repousser tout aussi radicalement les appréciations officielles sur l'U.R.S.S.

Prenons dans un numéro récent d'un journal de Moscou la caractéristique stéréotypée du régime soviétique actuel, l'une de ces caractéristiques que l'on répète chaque jour et que les écoliers apprennent par

cœur. « Les classes parasites des capitalistes, des propriétaires fonciers et des paysans riches sont à jamais liquidées en U.R.S.S. où l'on a de la sorte mis fin pour toujours à l'exploitation de l'homme par l'homme. Toute l'économie nationale est devenue socialiste et le mouvement Stakhanov grandissant prépare les conditions du passage du socialisme au communisme. » (*Pravda*, 4 avril 1936). La presse mondiale de l'Internationale communiste ne dit pas autre chose, comme de juste. Mais si l'on a mis fin « pour toujours » à l'exploitation, si le pays est réellement engagé dans la voie du communisme, c'est-à-dire dans la phase supérieure, il ne reste à la société qu'à jeter bas, enfin, la camisole de force de l'État. Au lieu de quoi — et c'est là un contraste à peine concevable ! — l'État soviétique prend un aspect bureaucratique et totalitaire.

□ On peut faire ressortir la même contradiction fatale en évoquant le sort du parti. La question se formule à peu près ainsi : Pourquoi pouvait-on en 1917-21, quand les anciennes classes dominantes résistaient encore les armes à la main, quand les impérialistes du monde entier les soutenaient effectivement, quand les koulaks armés sabotaient la défense et le ravitaillement du pays, discuter librement, sans crainte, dans le parti, de toutes les questions les plus graves de la politique ? Pourquoi ne peut-on pas maintenant, après la fin de l'intervention, la défaite des classes d'exploiteurs, les succès incontestables de l'industrialisation, la collectivisation de la grande majorité des paysans, admettre la moindre critique à l'adresse de dirigeants inamovibles ? Pourquoi tout bolchevik qui s'aviserait, conformément aux statuts du parti, de réclamer la convocation d'un congrès serait-il aussitôt exclu ? Tout citoyen qui émettrait tout haut des doutes sur l'infaillibilité de Staline serait aussitôt traité à peu près comme un comploteur terroriste. D'où vient cette terrible, cette monstrueuse, cette intolérable puissance de la répression et de l'appareil policier ?

La théorie n'est pas une lettre de change que l'on puisse à tout moment faire acquitter. Si elle s'est trouvée en défaut, il convient de la réviser ou de combler ses lacunes. Dévoilons les forces sociales réelles qui ont fait naître la contradiction entre la réalité soviétique et le

marxisme traditionnel. On ne peut pas, en tout cas, errer dans les ténèbres en répétant les phrases rituelles, peut-être utiles au prestige des chefs, mais qui soufflettent la réalité vivante. Nous le verrons à l'instant grâce à un exemple convaincant.

Le président du conseil des commissaires du peuple déclarait en janvier 1936 à l'Exécutif : « L'économie nationale est devenue socialiste (*applaudissements*). Sous ce rapport, nous avons résolu le problème de la liquidation des classes (*applaudissements*) ». Le passé nous laisse pourtant encore des « éléments foncièrement hostiles », débris des classes autrefois dominantes. On trouve en outre parmi les travailleurs des kolkhozes, les fonctionnaires de l'État, parfois même parmi les ouvriers, de « minuscules spéculateurs », des « dilapidateurs des biens de l'État et des kolkhozes », des « colporteurs de potins antisoviétiques » etc. De là la nécessité d'affermir encore la dictature. Contrairement à ce qu'attendait Engels, l'État ouvrier, au lieu de « s'assoupir » doit devenir de plus en plus vigilant.

Le tableau peint par le chef de l'État soviétique serait au plus haut point rassurant s'il ne recélait une contradiction mortelle. Le socialisme s'est définitivement installé dans le pays : « sous ce rapport » les classes sont anéanties (si elles le sont sous ce rapport, elles le sont aussi sous tout autre). Sans doute l'harmonie sociale est-elle çà et là troublée par les scories et débris du passé. On ne peut tout de même pas penser que des gens dispersés, privés de pouvoir et de propriété, rêvant de la restauration du capitalisme, puissent avec de « minuscules spéculateurs » (ce ne sont pas même des spéculateurs tout court !) renverser la société sans classes. Tout est, semble-t-il, pour le mieux. Mais encore une fois, pourquoi dans ce cas la dictature d'airain de la bureaucratie ?

Les rêveurs réactionnaires disparaissent peu à peu, il faut le croire. Des soviets archidémocratiques se chargeraient bien de « minuscules spéculateurs » et de « cancaniers ». « Nous ne sommes pas des utopistes », répliquait Lénine en 1917 aux théoriciens bourgeois et réformistes de l'État bureaucratique, « nous ne contestons nullement la possibilité et l'inéluctabilité d'excès commis par des *individus* et aussi la

nécessité de réprimer ces excès... Mais point n'est besoin à cette fin d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé y suffira avec autant d'aisance et de facilité qu'une foule civilisée sépare des hommes en train de se battre ou ne laisse pas insulter une femme. » Ces paroles paraissent avoir été destinées à réfuter les considérations de l'un des successeurs de Lénine à la tête de l'État. On étudie Lénine dans les écoles de l'U.R.S.S., mais visiblement pas au Conseil des commissaires du peuple. Ou bien la décision pour laquelle un Molotov emploie sans y réfléchir les arguments contre lesquels Lénine dirigeait son arme acérée ne s'expliquerait pas. Flagrante contradiction entre le fondateur et les épigones ! Alors que Lénine tenait pour possible, sans appareil bureaucratique, la liquidation des classes d'exploiteurs, Molotov, pour justifier *après* la liquidation des classes l'étouffement de toute initiative populaire par la machine bureaucratique, ne trouve rien de mieux que d'invoquer les « débris » des classes liquidées !

Mais il devient d'autant plus difficile de se nourrir de ces « débris » que, de l'aveu des représentants autorisés de la bureaucratie, les ennemis de classe d'hier sont assimilés avec succès par la société soviétique. Postychev, l'un des secrétaires du comité central, disait en avril 1936 au congrès des Jeunesses communistes : « De nombreux saboteurs se sont sincèrement repentis... et ont rejoint les rangs du peuple soviétique... » Vu le succès de la collectivisation, « les enfants des koulaks ne doivent pas payer pour leurs parents ». Ce n'est pas tout : « Le koulak lui-même ne croit sans doute plus aujourd'hui pouvoir recouvrer sa situation d'exploiteur au village. » Ce n'est pas sans raison que le gouvernement a commencé l'abolition des restrictions légales résultant des origines sociales ! Mais si les affirmations de Postychev, approuvées sans réserve par Molotov, ont un sens, ce ne peut être que celui-ci : la bureaucratie est devenue un monstrueux anachronisme et la contrainte étatique n'a plus d'objet sur la terre des soviets. Ni Molotov ni Postychev n'admettent cependant cette conclusion rigoureusement logique. Ils préfèrent garder le pouvoir, fût-ce en se contredisant. ¶ En réalité, ils ne peuvent pas y renoncer. En termes objectifs : la société soviétique actuelle ne peut pas se passer de l'État, et même

— dans une certaine mesure — de la bureaucratie. Et ce ne sont pas les misérables restes du passé, mais les puissantes tendances du présent qui créent cette situation. La justification de l'État soviétique, considéré comme un mécanisme de contrainte, c'est que la période transitoire actuelle est encore pleine de contradictions sociales qui, dans le domaine de la consommation — le plus familier et le plus sensible à tout le monde — revêtent un caractère extrêmement grave, menaçant à tout moment de se faire jour dans le domaine de la production. La victoire du socialisme ne peut dès lors être dite ni définitive ni assurée.

L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chalands peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle « sait » à qui donner et qui doit patienter.

L'amélioration de la situation matérielle et culturelle devrait, à première vue, amoindrir la nécessité des privilèges, rétrécir le domaine du « droit bourgeois » et par là même dérober le sol sous les pieds de la bureaucratie, gardienne de ces droits. Mais c'est l'inverse qui s'est produit : l'accroissement des forces productives s'est accompagné jusqu'ici d'un développement extrême de toutes les formes de l'inégalité et des privilèges et aussi de la bureaucratie. Et ce n'est pas non plus sans raison.

Le régime soviétique a incontestablement eu dans sa première période un caractère beaucoup plus égalitaire et moins bureaucratique qu'aujourd'hui. Mais son égalité était celle de la misère commune. Les ressources du pays étaient si restreintes qu'elles ne permettaient pas de détacher des masses des milieux tant soit peu privilégiés. Le salaire « égalitaire », en supprimant le stimulant individuel, devenait un obstacle au développement des forces productives. L'économie soviétique devait sortir quelque peu de son indigence pour que l'accumulation de

ces matières grasses que sont les privilèges devint possible. L'état actuel de la production est encore très loin d'assurer à tous le nécessaire. Mais il permet déjà d'accorder des avantages importants à la minorité et de faire de l'inégalité un aiguillon pour la majorité. Telle est la raison première pour laquelle l'accroissement de la production a jusqu'ici renforcé les traits bourgeois et non socialistes de l'État. □ Cette raison n'est pas la seule. A côté du facteur économique qui commande dans la phase présente de recourir aux méthodes capitalistes de rémunération du travail, agit le facteur politique incarné par la bureaucratie elle-même. De par sa nature, celle-ci crée et défend des privilèges. Elle surgit tout au début comme l'organe bourgeois de la classe ouvrière. Etablissant et maintenant les privilèges de la minorité, elle s'attribue naturellement la meilleure part : celui qui distribue les biens ne s'est encore jamais lésé. Ainsi naît du besoin de la société un organe qui, dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire, devient un facteur autonome et en même temps la source de grands dangers pour tout l'organisme social.

La signification du Thermidor soviétique commence à se préciser devant nous. La pauvreté et l'inculture des masses se concrétisent de nouveau sous les formes menaçantes du chef armé d'un puissant gourdin. Congédiée et flétrie autrefois, la bureaucratie est, de servante de la société, devenue maîtresse. En le devenant, elle s'est, socialement et moralement, éloignée à tel point des masses qu'elle ne peut plus admettre aucun contrôle sur ses actes et sur ses revenus.

La peur, mystique au premier abord, de la bureaucratie en présence de « minuscules spéculateurs, de gens sans scrupules et des cancaniers » trouve là son explication naturelle. N'étant pas encore en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la population, l'économie soviétique engendre à chaque pas des tendances à la spéculation et à la fraude intéressée. D'autre part, les privilèges de la nouvelle aristocratie incitent les masses à prêter l'oreille aux « rumeurs antisoviétiques », c'est-à-dire à toute critique, serait-elle formulée à mi-voix, des autorités arbitraires et insatiables. Il ne s'agit donc pas des fantômes du passé, des restes de ce qui n'est plus, en un mot de la neige

de l'an dernier, mais de nouvelles et puissantes tendances, sans cesse renaissantes, à l'accumulation personnelle. Le premier afflux de bien-être, fort modeste, a, précisément à cause de sa faiblesse, non affaibli mais fortifié ces tendances centrifuges. Les non-privilegiés cependant ont senti s'accroître le sourd désir de modérer sans ménagement les appétits des nouveaux notables. La lutte sociale s'aggrave de nouveau. Telles sont les sources de la puissance de la bureaucratie. Ce sont aussi celles des périls qui menacent cette puissance.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 6

L'accroissement de l'inégalité et des antagonismes sociaux

Misère, luxe, spéculation

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir commencé par la « répartition socialiste », le pouvoir des soviets se vit obligé, en 1921, de faire appel au marché. L'extrême pénurie des ressources à l'époque du premier plan quinquennal mena de nouveau à la répartition étatisée ou au renouvellement de l'expérience du communisme de guerre sur une plus large échelle. Cette base aussi se révéla insuffisante. En 1935, le système de la répartition planifiée céda de nouveau la place au commerce. Il apparut par deux fois que les méthodes vitales de la répartition des produits dépendent plus du niveau de la technique et des ressources matérielles données que des formes de la propriété.

L'augmentation du rendement du travail, due plus particulièrement au salaire aux pièces, promet un accroissement de la masse des marchandises et une baisse des prix, d'où résulterait pour la population une augmentation de bien-être. Ce n'est là qu'un aspect du problème et que l'on a pu observer, comme on sait, sous l'ancien régime, à l'époque de son essor économique. Les phénomènes et les processus sociaux

doivent être considérés dans leurs rapports et leur interdépendance. L'augmentation du rendement du travail sur les hases de la circulation des marchandises signifie aussi un accroissement de l'inégalité. L'augmentation du bien-être des couches dirigeantes commence à dépasser sensiblement celle du bien-être des masses. Pendant que l'État s'enrichit, on voit la société se différencier.

Par les conditions de la vie quotidienne, la société soviétique se divise dès à présent en une minorité privilégiée et assurée du lendemain et une majorité végétant dans la misère, cette inégalité provoquant aux deux pôles opposés des contrastes saisissants. Les produits destinés à la consommation des masses sont, d'habitude, en dépit de leurs prix élevés, de fort basse qualité, et plus on s'éloigne du centre plus il est malaisé de se les procurer. Dans ces conditions, la spéculation et aussi le vol deviennent des fléaux et, s'ils complétaient hier la répartition planifiée, ils apportent aujourd'hui un correctif au commerce soviétique.

Les « amis de l'U.R.S.S. » ont l'habitude de noter leurs impressions les yeux fermés et les oreilles bouchées. On ne saurait compter sur eux. Les ennemis, eux, répandent quelquefois des calomnies. Consultons la bureaucratie elle-même. N'étant pas sa propre ennemie, les accusations qu'elle porte contre elle-même, toujours motivées par des besoins urgents et pratiques, méritent infiniment plus de créance que ses fréquentes et bruyantes vantardises.

Le plan industriel pour 1935 a été, on le sait, dépassé. Mais en ce qui concerne la construction des logements, il n'a été exécuté que dans la mesure de 55,7 % ; et c'est la construction des habitations ouvrières qui est la plus, lente, la plus défectueuse, la plus négligée. Les paysans des kolkhozes vivent comme par le passé dans les isbas, avec leurs veaux et leurs blattes. D'autre part, les notables soviétiques se plaignent de ce qu'il n'y ait pas toujours dans les habitations construites à leur intention de « chambre de bonne ».

Tout régime s'exprime dans son architecture et ses monuments. L'époque soviétique actuelle est caractérisée par les palais et les mai-

sons des soviets construits en grand nombre, vrais temples de la bureaucratie (coûtant parfois des dizaines de millions), par des théâtres bâtis à grands frais, par des maisons de l'armée rouge, clubs militaires principalement réservés aux officiers, par un métro luxueux à l'usage de ceux qui peuvent se le payer, alors que la construction des habitations ouvrières, fussent-elles du type des casernes, est invariablement et terriblement en retard.

Des succès réels ont été obtenus dans les voies ferrées. Le simple citoyen soviétique n'y a pas gagné grand-chose. D'innombrables mandements de chefs dénoncent à tout moment « la malpropreté des wagons et des locaux ouverts au public », la « révoltante incurie des services de voyageurs », le « nombre considérable des abus, des vols, des escroqueries à l'occasion de la vente des billets... la dissimulation des places libres à des fins de spéculation, les pots-de-vin... le vol des bagages en cours de route ». Ces faits « déshonorent les transports socialistes » ! A la vérité, les transports capitalistes les considèrent eux aussi comme des crimes ou des délits de droit commun. Les plaintes répétées de notre éloquent administrateur témoignent à n'en pas douter de l'insuffisance des moyens de transport pour la population, de la pénurie extrême des articles confiés aux transports et, enfin, du cynique dédain professé par les dirigeants des chemins de fer, comme par tous les autres, à l'égard du simple mortel. Quant à elle-même, la bureaucratie sait fort bien se faire servir sur terre, sur eau, dans les airs, ce qu'atteste le grand nombre de wagons-salons, de trains spéciaux et de bateaux dont elle dispose, tout en les remplaçant de plus en plus par des autos et des avions, plus confortables.

Caractérisant les succès de l'industrie soviétique, le représentant du comité central à Léninegrad, Jdanov, applaudi par un auditoire directement intéressé, lui promet que « l'année prochaine, ce ne sera pas dans les modestes Ford d'aujourd'hui, mais dans des limousines que nos activistes se rendront aux assemblées ». La technique soviétique, dans la mesure où elle se tourne vers l'homme, s'efforce avant tout de satisfaire les besoins accrus de la minorité privilégiée. Les tramways — là où il y en a — sont bondés comme par le passé.

Quand le commissaire du peuple à l'industrie alimentaire, Mikoyan, se flatte de ce que les qualités inférieures de bonbons soient peu à peu éliminées au profit des qualités supérieures et de ce que « nos femmes » exigent de meilleurs parfums, cela signifie seulement que l'industrie s'adapte, par suite du retour au commerce, à des consommateurs plus qualifiés. Telle est la loi du marché, où les femmes de personnalités haut placées ne sont pas les moins influentes. On apprend en même temps que 68 coopératives sur 95 inventoriées en Ukraine (1935) n'ont pas de bonbons du tout et que, de façon générale, la demande de confiserie n'est satisfaite que dans la proportion de 15 % et ce à l'aide des plus basses qualités. Les *Izvestia* déplorent que « les fabriques ne tiennent pas compte des exigences du consommateur » — quand il s'agit, naturellement, d'un consommateur capable de se défendre.

L'académicien Bach, posant la question du point de vue de la chimie organique, trouve que « notre pain est parfois d'une qualité détestable ». Les ouvriers et les ouvrières non initiés aux mystères de la fermentation sont bien de cet avis ; à la différence de l'honorable académicien, ils n'ont pas, toutefois, la faculté de donner leur appréciation dans la presse.

Le trust de la confection de Moscou fait de la publicité pour des modèles de robes de soie dessinés à la Maison des modèles : mais en province et même dans les grands centres industriels les ouvriers ne peuvent pas se procurer sans faire la queue une chemise d'indienne. On en manque comme auparavant ! Il est beaucoup plus difficile d'assurer le nécessaire au grand nombre que le superflu à quelques-uns. Toute l'histoire le démontre.

Énumérant ses acquisitions, Mikoyan nous fait savoir que « l'industrie de la margarine est nouvelle ». L'ancien régime n'en avait pas, c'est vrai. N'en concluons pas que la situation ait empiré : le beurre, le peuple ne le voyait pas plus alors qu'aujourd'hui. Mais l'apparition d'un succédané signifie en tout cas qu'il y a en U.R.S.S. deux classes de consommateurs : l'une qui préfère le beurre et l'autre qui s'accommode de margarine. « Nous fournissons à volonté le gros tabac en grains, la

makhorka », déclare Mikoyan, oubliant d'ajouter que ni en Europe ni en Amérique on ne consomme de tabac d'aussi triste qualité.

L'une des manifestations les plus frappantes, pour ne pas dire les plus provocantes, de l'inégalité, c'est l'ouverture à Moscou et dans d'autres villes importantes de magasins vendant des marchandises de qualité supérieure et portant le nom très expressif, quoique étranger, de « luxe » (« *liouks* »). Mais les plaintes incessantes pour vols dans les épiceries de Moscou et de la province montrent qu'il n'y a de produits que pour la minorité et que tout le monde voudrait pourtant se nourrir...

L'ouvrière qui a un enfant est liée au régime social et son critère « de consommation », comme disent dédaigneusement les gros personnages, très attentifs eux-mêmes à leur propre consommation, est en définitive celui qui décide. Dans le conflit entre la bureaucratie et l'ouvrière, nous nous rangeons avec Marx et Lénine du côté de l'ouvrière contre le bureaucrate qui exagère les résultats acquis, camoufle les contradictions et bâillonne l'ouvrière.

Admettons que la margarine et le tabac en grains soient aujourd'hui tristement nécessaires. Point n'est besoin en ce cas de se flatter et de farder la réalité. Des limousines pour les « activistes », de bons parfums pour « nos femmes », de la margarine pour les ouvriers, des magasins de luxe pour les privilégiés, la seule image des mets fins exposés à la vitrine pour la plèbe, ce socialisme-là ne saurait être aux yeux des masses qu'un capitalisme retourné. Appréciation qui n'est pas si fausse. Sur le terrain de la « misère socialisée », la lutte pour le nécessaire menace de ressusciter « tout l'ancien fatras » et le ressuscite partiellement à chaque pas.

Le marché d'aujourd'hui diffère de celui de la Nep (1921-1928) en ce qu'il doit se développer sans intermédiaires ni commerce privé, mettant face à face les organisations de l'État, les coopératives, les kolkhozes et les citoyens. Mais il n'en est ainsi qu'en principe. L'accroissement rapide du commerce de détail (État et coopératives)

doit le porter à 100 milliards de roubles en 1936. Le commerce des kolkhozes, qui est de 16 milliards en 1935, doit s'accroître sensiblement cette année. Il est malaisé de dire quelle place revient au sein et à côté de ce chiffre d'affaires aux intermédiaires illégaux et semi-illégaux. Une place nullement insignifiante, en tout cas ! De même que les cultivateurs, les kolkhozes et, surtout, certains membres des kolkhozes sont enclins à recourir aux intermédiaires. Les artisans, les coopérateurs, les industries locales traitant avec les paysans suivent la même voie. Il apparaît parfois et soudainement, que le commerce de la viande, du beurre, des œufs, dans tout un grand rayon, est tombé aux mains des « mercantis ». Les articles les plus nécessaires, tels que le sel, les allumettes, la farine, le pétrole, qu'on trouve en abondance dans les stocks de l'État, font défaut des semaines et des mois durant dans les coopératives rurales bureaucratisées ; il est clair que les paysans se les procurent ailleurs. La presse soviétique mentionne à tout moment les revendeurs, comme s'il allait de soi qu'il en faille.

Les autres aspects de l'initiative et de l'accumulation privées jouent visiblement un moindre rôle. Les cochers possédant un attelage et les artisans indépendants sont, comme le cultivateur indépendant, à peine tolérés. De nombreuses échoppes de réparations appartenant à des particuliers existent à Moscou et on ferme les yeux parce qu'elles comblent d'importantes lacunes. Un nombre infiniment plus grand de particuliers travaille sous les fausses enseignes des *artels* (associations) et des coopératives ou se met à l'abri dans les kolkhozes. Et le service des recherches criminelles, comme s'il se plaisait à faire ressortir les lézardes de l'économie, arrête de temps à autre à Moscou, comme spéculatrices, de pauvres femmes affamées qui vendent les bérets qu'elles ont elles-mêmes tricotés ou les chemises d'indienne qu'elles ont cousues.

« La base de la spéculation est détruite dans notre pays », proclamait Staline (automne 1935), « et si nous avons encore des mercantis, cela ne s'explique que par l'insuffisante vigilance de classe des ouvriers et par le libéralisme de certaines instances soviétiques à l'égard des spéculateurs. » Voilà bien le raisonnement bureaucratique idéal ! La

base économique de la spéculation est-elle anéantie ? En ce cas, point n'est besoin de vigilance. Si, par exemple, l'État pouvait fournir aux citoyens des coiffures en nombre suffisant, quel besoin y aurait-il d'arrêter les malheureuses marchandes des rues ? On doute du reste qu'il soit nécessaire de les emprisonner même dans l'état actuel des choses.

Les catégories de l'initiative privée que nous avons énumérées ne sont à redouter en elles-mêmes ni par la quantité ni par l'ampleur des affaires. On ne peut tout de même pas craindre l'attaque des remparts de la propriété étatisée par des voituriers, des marchandes de bœufs, des horlogers et des revendeurs d'œufs ! Mais la question ne se résout pas à l'aide des seules proportions arithmétiques. La profusion et la variété des spéculateurs de toutes sortes surgissant, à la moindre tolérance administrative, comme des taches de fièvre sur un corps malade attestent la constante pression des tendances petites-bourgeoises. Le degré de nocivité de ces bacilles de spéculation pour l'avenir socialiste est déterminé par la capacité générale de résistance de l'organisme économique et politique du pays.

L'état d'esprit et la conduite des ouvriers et des travailleurs des kolkhozes, c'est-à-dire 90 % environ de la population, sont déterminés au premier chef par les modifications de leur salaire réel. Mais la relation entre leur revenu et celui des couches sociales plus avantagées n'a pas une importance moindre. C'est dans le domaine de la consommation que la loi de la relativité se fait sentir le plus directement ! L'expression de tous les rapports sociaux en termes de comptabilité-argent révèle la part réelle des diverses couches sociales au revenu national. Même en admettant la nécessité historique de l'inégalité pendant un temps encore assez long, la question des limites tolérables de cette inégalité demeure posée, de même que celle de son utilité sociale dans chaque cas concret. La lutte inévitable pour la part du revenu national deviendra nécessairement une lutte politique. Le régime actuel est-il socialiste ou non ? Cette question sera tranchée non par les sophismes de la bureaucratie, mais par l'attitude des masses, c'est-à-dire des ouvriers et des paysans des kolkhozes.

La différenciation du prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

Les données concernant le salaire réel devraient, semble-t-il, faire l'objet d'une étude particulièrement attentive dans un État ouvrier ; la statistique des revenus, par catégories de la population, devrait être limpide et accessible à tous. En réalité, ce domaine, touchant du plus près aux intérêts vitaux des travailleurs, est couvert d'une brume opaque. Si incroyable que ce soit, le budget d'une famille ouvrière en U.R.S.S. constitue pour l'observateur une grandeur beaucoup plus énigmatique qu'en n'importe quel pays capitaliste. En vain tenterions-nous de tracer la courbe des salaires réels des diverses catégories d'ouvriers pendant la deuxième période quinquennale. Le silence obstiné des autorités et des compétences sur ce sujet est aussi éloquent que leur étalage de chiffres sommaires et dépourvus de signification.

D'après un rapport du commissaire du peuple à l'industrie lourde, Ordjonikidzé, le rendement moyen mensuel du travail d'un ouvrier a été multiplié par 3,2 en dix ans, de 1925 à 1935, tandis que le salaire a été multiplié par 4,5. Quelle part de ce dernier coefficient, de si belle apparence, est dévorée par les spécialistes et les ouvriers bien payés ? Quelle est la valeur effective de ce salaire nominal, chose non moins importante ? Nous n'en apprenons rien ni par ce rapport ni par les commentaires de la presse. Au congrès de la jeunesse soviétique d'avril 1936, le secrétaire des Jeunesses communistes, Kossarev, disait : « Depuis janvier 1931 jusqu'en décembre 1935, le salaire des jeunes a augmenté de 340 %. » Mais même parmi les jeunes décorés, triés sur le volet et disposés à prodiguer les ovations, cette fanfaronnade ne provoqua pas un claquement de mains : les auditeurs savaient trop bien, comme l'orateur, que le brusque passage aux prix du marché aggravait la situation de la grande majorité des ouvriers.

Le salaire moyen annuel, établi en réunissant les salaires du directeur de trust et de la balayeuse, était en 1935 de 2 300 roubles et doit atteindre en 1936 environ 2 500 roubles, soit, au cours nominal du change, 7 500 francs, et quelque chose comme 3 500 à 4 000 francs français d'après la capacité d'achat. Ce chiffre des plus modestes s'amenuise encore si l'on tient compte du fait que l'augmentation des salaires de 1936 ne représente qu'une compensation partielle à la suppression des prix de faveur et de la gratuité de divers services. L'essentiel en tout ceci, c'est encore que le salaire de 2 500 roubles par an, soit 208 roubles par mois, n'est qu'une moyenne, c'est-à-dire une fiction arithmétique destinée à masquer la réalité d'une cruelle inégalité dans la rétribution du travail.

Il est tout à fait incontestable que la situation de la couche supérieure de la classe ouvrière et surtout de ceux qu'on appelle les stakhanovistes, s'est sensiblement améliorée au cours de l'année écoulée ; la presse relate en détail combien de complets, de paires de chaussures, de gramophones, de vélos et même de boîtes de conserves les ouvriers décorés ont pu s'acheter. On découvre par la même occasion combien ces biens sont peu accessibles à l'ouvrier ordinaire. Staline dit des causes qui ont fait naître le mouvement Stakhanov : « On s'est mis à vivre mieux, plus gaiement. Et quand on vit plus gaiement, le travail va mieux. » Il y a une part de vérité dans cette façon optimiste, propre aux dirigeants, de présenter le travail aux pièces : la formation d'une aristocratie ouvrière n'est en effet devenue possible que grâce aux succès économiques antérieurs. Le stimulant des stakhanovistes n'est pourtant pas la « gaieté », mais le désir de gagner davantage. Molotov a modifié dans ce sens l'affirmation de Staline : « L'impulsion vers un haut rendement du travail est donnée aux stakhanovistes par le simple désir d'augmenter leur salaire. » En effet, toute une catégorie d'ouvriers s'est formée en quelques mois, que l'on a surnommés les « mille », car leur salaire dépasse 1 000 roubles par mois. Il y en a même qui gagnent plus de 2 000 roubles, alors que le travailleur des catégories inférieures gagne souvent moins de 100 roubles.

La seule amplitude de ces variations de salaires établit, semble-t-il, une différence suffisante entre l'ouvrier « notable » et l'ouvrier « ordinaire ». Cela ne suffit pas à la bureaucratie. Les stakhanovistes sont littéralement comblés de privilèges. On leur donne de nouveaux logements, on fait des réparations chez eux ; ils bénéficient de séjours supplémentaires dans les maisons de repos et les sanatoriums ; on leur envoie à domicile, gratuitement, des maîtres d'école et des médecins ; ils ont des entrées gratuites au cinéma ; il arrive qu'on les rase gratuitement ou en priorité. Beaucoup de ces privilèges paraissent intentionnellement consentis pour blesser et offenser l'ouvrier moyen. L'obséquieuse bienveillance des autorités a pour cause, en même temps que l'arrivisme, la mauvaise conscience : les dirigeants locaux saisissent avidement l'occasion de sortir de leur isolement en faisant bénéficier de privilèges une aristocratie ouvrière. Le résultat, c'est que le salaire réel des stakhanovistes dépasse souvent de vingt à trente fois celui des catégories inférieures. Les appointements des spécialistes les plus favorisés suffiraient en maintes circonstances à payer quatre-vingts à cent manœuvres. Par l'ampleur de l'inégalité dans la rétribution du travail, l'U.R.S.S. a rattrapé et largement dépassé les pays capitalistes !

Les meilleurs des stakhanovistes, ceux qui s'inspirent réellement de mobiles socialistes, loin de se réjouir de leurs privilèges, en sont mécontents. On les comprend : la jouissance individuelle de divers biens, dans une atmosphère de misère générale, les entoure d'un cercle d'hostilité et d'envie et leur empoisonne l'existence. Ces rapports entre ouvriers sont plus éloignés de la morale socialiste que ceux des ouvriers d'une fabrique capitaliste réunis par la lutte commune contre l'exploitation.

Il reste que la vie quotidienne n'est pas facile à l'ouvrier qualifié, surtout en province. Outre que la journée de sept heures est de plus en plus sacrifiée à l'augmentation du rendement du travail, beaucoup d'heures sont prises par la lutte complémentaire pour l'existence. On indique comme un signe particulier de bien-être que les meilleurs ouvriers des sovkhozes — exploitations agricoles de l'État —, les conduc-

teurs de tracteurs et de machines combinées, formant déjà une nette aristocratie, ont des vaches et des porcs. La théorie selon laquelle mieux valait le socialisme sans lait que le lait sans socialisme est donc abandonnée. On reconnaît maintenant que les ouvriers des entreprises agricoles de l'État, où ne manquent pas, semble-t-il, les vaches et les porcs, doivent, pour assurer leur existence, avoir leur propre élevage miniature. Le communiqué triomphal suivant lequel 96 000 ouvriers de Kharkov ont des potagers personnels n'est pas moins stupéfiant. Les autres villes sont invitées à imiter Kharkov. Quel terrible gaspillage de forces humaines signifient la « vache individuelle », le « potager individuel » et quel fardeau pour l'ouvrier, et plus encore pour sa femme et ses enfants, que le travail médiéval, à la pelle, du fumier et de la terre !

La grande majorité des ouvriers n'a, cela va de soi, ni vache ni potager, et manque souvent d'un gîte. Le salaire d'un manœuvre est de 1 200 à 1 500 roubles par an, moins parfois, ce qui, avec les prix soviétiques, équivaut à la misère. Les conditions de logement, l'un des indices les plus caractéristiques de la situation matérielle et culturelle, sont des plus mauvaises et parfois intolérables. L'immense majorité des ouvriers s'entasse dans des logements communs beaucoup moins bien installés, beaucoup moins habitables que les casernes. S'agit-il de justifier des échecs dans la production, des manquements au travail, des malfaçons ? L'administration, par le truchement de ses journalistes, donne elle-même des descriptions de ce genre des conditions de logement des ouvriers : « Les ouvriers dorment sur le plancher, les bois de lits étant infestés de punaises, les chaises sont démolies, on n'a pas de gobelet pour boire », etc. « Deux familles vivent dans une chambre. Le toit en est percé. Quand il pleut, on recueille de l'eau à pleins seaux. » « Les cabinets sont indescriptibles... » Des détails de ce genre, qui valent pour le pays entier, on en pourrait citer à l'infini. Par suite des conditions d'existence intolérables, « la fluidité du personnel », écrit par exemple le dirigeant de l'industrie pétrolière, « atteint de très grandes proportions... Nombre de puits ne sont pas exploités faute de main-d'œuvre... » Dans certaines contrées défavori-

sées, seuls les ouvriers congédiés ailleurs pour indiscipline consentent à travailler. Ainsi se forme dans les bas-fonds du prolétariat une catégorie de misérables privés de tout droit, parias soviétiques qu'une branche de l'industrie aussi importante que celle du pétrole est obligée d'employer largement.

Par suite des inégalités criantes dans le régime des salaires, aggravées encore par les privilèges arbitrairement créés, la bureaucratie réussit à faire naître des antagonismes très âpres au sein du prolétariat. De récents comptes rendus de presse traçaient le tableau d'une guerre civile en réduction. « Le sabotage de machines constitue le moyen préféré (!) de combattre le mouvement Stakhanov », écrivait par exemple l'organe des syndicats. « La lutte de classe » est évoquée à chaque pas. Dans cette lutte « de classe », les ouvriers sont d'un côté, les syndicats de l'autre. Staline recommande publiquement de « taper sur la gueule » des résistants. D'autres membres du comité central menacent à diverses reprises « les ennemis impudents » d'un anéantissement total. L'expérience du mouvement Stakhanov fait puissamment ressortir l'abîme qui sépare le pouvoir et le prolétariat et l'opiniâtreté sans frein de la bureaucratie dans l'application de la règle : « Diviser pour régner. » En revanche, le travail aux pièces, ainsi imposé, devient, pour consoler l'ouvrier, « émulation socialiste ». Ces seuls mots sont une dérision.

L'émulation, dont les racines plongent dans la biologie, demeure sans nul doute en régime communiste — épurée de l'esprit de lucre, de l'envie et des privilèges — le moteur le plus important de la civilisation. Mais dans une phase plus proche, préparatoire, l'affermissement réel de la société socialiste peut et doit se faire non selon les humiliantes méthodes du capitalisme arriéré auxquelles recourt le gouvernement soviétique, mais selon des moyens plus dignes de l'homme libéré et avant tout sans la trique du bureaucrate. Car cette trique est elle-même le legs le plus odieux du passé. Il faudra la briser et la brûler publiquement pour qu'il soit possible de parler de socialisme sans que le rouge de la honte vous monte au front !

Contradictions sociales du village collectivisé

[Retour à la table des matières](#)

Si les trusts industriels sont « en principe » des entreprises socialistes, on n'en saurait dire autant des kolkhozes. Ils reposent non sur la propriété de l'État, mais sur celle des groupes. Ils constituent un grand progrès par rapport à l'agriculture parcellaire. Conduiront-ils au socialisme ? Cela dépend d'une série de circonstances dont les unes sont d'ordre interne et dont les autres, externes, concernent le système soviétique dans son ensemble ; il en est enfin, et ce ne sont pas les moindres, qui ont trait à la situation mondiale.

La lutte entre les paysans et l'État est loin d'être close. L'organisation actuelle de l'agriculture, encore très instable, n'est pas autre chose qu'un compromis momentané entre les deux adversaires après une rude explosion de guerre civile. Certes, 90 % des foyers sont collectivisés ; et les champs des kolkhozes ont fourni 94 % de la production agricole. Même en ne tenant pas compte d'un certain nombre de kolkhozes fictifs dissimulant en réalité des intérêts privés, il reste, semble-t-il, à reconnaître que les cultures parcellaires ont été vaincues dans la proportion des neuf dixièmes. Mais la lutte réelle des forces et des tendances dans les villages déborde de toute façon la simple opposition des cultivateurs individuels et des kolkhozes.

Pour pacifier les campagnes, l'État a dû faire de grandes concessions aux tendances individualistes et à l'esprit de propriété des ruraux, à commencer par la remise solennelle de la terre aux kolkhozes en jouissance perpétuelle, c'est-à-dire par la liquidation de la nationalisation du sol. Fiction juridique ? Selon le rapport des forces, elle peut devenir réalité et constituer prochainement un gros obstacle à l'économie planifiée. Il est cependant beaucoup plus important que l'État se soit vu contraint de permettre la résurrection des entreprises paysannes individuelles, sur des parcelles naines, avec leurs vaches, leurs porcs, leurs moutons, leur volaille, etc. En échange de cette

atteinte à la socialisation, et de cette limitation de la collectivisation, le paysan consent à travailler paisiblement, quoique sans grand zèle pour le moment, dans les kolkhozes qui lui donnent la possibilité de remplir ses obligations envers l'État et de disposer de quelques biens. Ces nouvelles relations ont encore des formes si imprécises qu'il serait difficile de les exprimer en chiffres, même si la statistique soviétique était plus honnête. Bien des raisons permettent pourtant de supposer que, pour le paysan, son bien minuscule, individuel, a plus d'importance à ce jour que le kolkhoze. C'est dire que la lutte entre les tendances individualiste et collectiviste imprègne encore toute la vie des campagnes et que l'issue n'en est pas tranchée. Dans quel sens penchent les paysans ? Ils ne le savent pas bien eux-mêmes.

Le commissaire du peuple à l'agriculture disait à la fin de 1935 : « Jusqu'à ces derniers temps nous avons rencontré une vive résistance des koulaks à l'exécution du plan de stockage des céréales. » C'est dire que « jusqu'à ces derniers temps », les kolkhoziens ont, pour la plupart, considéré la livraison du blé à l'État comme une opération désavantageuse et penché vers le commerce privé. Les lois draconiennes défendant le bien des kolkhozes contre les membres mêmes des kolkhozes montrent la même chose sur un autre plan. Fait des plus édifiants, l'avoir des kolkhozes est assuré par l'État pour 20 milliards de roubles, et l'avoir privé des membres des kolkhozes pour 21 milliards. Si cette différence n'indique pas nécessairement que les paysans, considérés individuellement, sont plus riches que les kolkhozes, elle montre en tout cas que les cultivateurs assurent avec plus de soin leurs biens privés que les biens collectifs.

Non moins intéressant du point de vue qui nous occupe est le développement de l'élevage. Alors que le nombre des chevaux a continuellement baissé jusqu'en 1935, et n'a commencé à augmenter légèrement que cette année à la suite des mesures prises par le gouvernement, l'accroissement du nombre des bêtes à cornes s'élevait déjà l'année passée à millions de têtes. Le plan n'est exécuté, concernant les chevaux, dans l'année favorable 1935, qu'à raison de 94 %, tandis qu'il est fortement dépassé pour les bêtes à cornes. Si ces données sont signi-

ficatives, c'est que les chevaux ne sont que propriété des kolkhozes, tandis que les vaches sont propriété privée du plus grand nombre des paysans. Il reste à ajouter que dans les steppes où les paysans des kolkhozes sont exceptionnellement autorisés à posséder à titre privé un cheval, l'accroissement du nombre des chevaux est bien plus rapide que dans les kolkhozes, qui d'ailleurs dépassent à cet égard les exploitations de l'État, les sovkhozes. On aurait tort de conclure de tout ce qui précède que la petite exploitation individuelle se montre supérieure à la grande exploitation collective. Mais le passage de la première à la seconde, passage de la barbarie à la civilisation, présente nombre de difficultés que l'on ne saurait écarter au moyen des seuls recours administratifs.

« Jamais le droit ne peut s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel de la société conditionnée par ce régime... » La location des terres, défendue par la loi, est en réalité pratiquée sur une très large échelle et ce sous les formes les plus nocives de la location payée en travail. Des kolkhozes louent des terres à d'autres, parfois à des particuliers, enfin à leurs propres membres plus entreprenants. Si invraisemblable que ce soit, les sovkhozes, entreprises « socialistes », louent aussi des terres, et il est significatif que ce soit en particulier le cas des sovkhozes de la Guépéou... Sous l'égide de la haute institution qui veille sur les lois, on voit des directeurs de sovkhozes imposer à leurs locataires paysans des conditions qui semblent empruntées aux anciens contrats d'asservissement dictés par les seigneurs. Et nous sommes en présence de cas d'exploitation des paysans par les bureaucrates agissant non plus en qualité d'agents de l'État, mais en qualité de *landlords* semi-légaux.

Sans vouloir exagérer l'importance de faits monstrueux de ce genre qui ne peuvent naturellement pas être enregistrés par la statistique, nous ne pouvons négliger leur énorme signification symptomatique. Ils attestent infailliblement la force des tendances bourgeoises dans la branche arriérée de l'économie qui embrasse la grande majorité de la population. Et l'action du marché renforce inévitablement les ten-

dances individualistes et aggrave la différenciation sociale des campagnes en dépit de la structure nouvelle de la propriété.

Le revenu moyen d'un foyer, dans les kolkhozes, s'est élevé en 1935 à 4 000 roubles. Mais les moyennes sont encore plus trompeuses en ce qui concerne les paysans qu'en ce qui concerne les ouvriers. On rapportait par exemple au Kremlin que les pêcheurs collectivisés avaient gagné en 1935 deux fois plus qu'en 1934, soit 1 919 roubles par travailleur. Les applaudissements qui accueillirent ce chiffre montrent combien il dépasse le gain moyen du grand nombre dans les kolkhozes. D'autre part, il y a des kolkhozes où le revenu s'est élevé à 30 000 roubles par foyer, sans compter le rapport en nature et en argent des exploitations individuelles, ni les revenus en nature de l'exploitation collective dans son ensemble : le revenu d'un gros fermier de kolkhoze de cette catégorie dépasse en général de dix à quinze fois le salaire du travailleur « moyen » ou inférieur des kolkhozes.

La gradation des revenus n'est que partiellement déterminée par l'application au travail et les capacités. Les conditions d'exploitation des kolkhozes, de même que des parcelles individuelles, sont nécessairement très inégales selon le climat, le sol, le genre de culture, la situation par rapport aux villes et aux centres industriels. L'opposition entre les villes et les campagnes, loin de s'atténuer au cours des périodes quinquennales, s'est extrêmement développée par suite de la croissance fiévreuse des villes et des nouvelles régions industrielles. Cette antinomie fondamentale de la société soviétique engendre inéluctablement des contradictions entre les kolkhozes et au sein de ceux-ci, surtout à cause de la rente différentielle.

Le pouvoir illimité de la bureaucratie est une cause de différenciation non moins puissante. La bureaucratie dispose de leviers tels que le salaire, le budget, le crédit, les prix, les impôts. Les bénéfices tout à fait exagérés de certaines plantations de coton collectivisées de l'Asie centrale dépendent bien plus des rapports entre les prix fixés par l'État que du travail des paysans. L'exploitation de certaines couches de la population par d'autres n'a pas disparu, mais a été dissimulée. Les premiers kolkhozes « aisés » — quelques dizaines de milliers — ont

acquis leur bien-être au détriment de l'ensemble des autres kolkhozes et des ouvriers. Assurer l'aisance à tous les kolkhozes est autrement difficile et demande bien plus de temps que d'offrir des privilèges à la minorité au détriment de la majorité. L'opposition de gauche constatait en 1927 que « le revenu du koulak s'est accru sensiblement plus que celui de l'ouvrier » et cette situation persiste aujourd'hui, sous une forme, il est vrai, modifiée : le revenu de la minorité privilégiée des kolkhozes s'est accru infiniment plus que celui des masses des kolkhozes et des centres ouvriers. Il y a même probablement plus d'inégalité dans les conditions qu'il n'y en avait à la veille de la liquidation des koulaks.

La différenciation en cours au sein des kolkhozes s'exprime en partie dans le domaine de la consommation individuelle et en partie dans celui de l'économie privée du foyer, les principaux moyens de production étant socialisés. La différenciation entre les kolkhozes a dès maintenant des conséquences plus profondes, le kolkhoze riche pouvant user de plus d'engrais, de plus de machines et par conséquent s'enrichir plus vite. Il arrive souvent que les kolkhozes prospères louent la main-d'œuvre des kolkhozes pauvres, les autorités fermant les yeux. L'attribution définitive aux kolkhozes de terres d'inégale valeur facilite au plus haut point la différenciation ultérieure et, par voie de conséquence, la formation d'une sorte de « kolkhozes bourgeois » ou de « kolkhozes millionnaires » comme on les appelle déjà.

L'État a, certes, la possibilité d'intervenir en qualité de régulateur dans la différenciation sociale. Mais dans quel sens et dans quelle mesure ? Frapper les kolkhozes riches, les kolkhozes-koulaks, serait ouvrir un nouveau conflit avec les éléments les plus « progressistes » des campagnes qui, surtout maintenant, après un douloureux intervalle, éprouvent un désir particulièrement avide de « bonne vie ». En outre, et c'est le principal, l'État devient de moins en moins capable d'exercer un contrôle socialiste. Dans l'agriculture comme dans l'industrie, il cherche l'appui et l'amitié des forts, des favoris de la réussite, des « stakhanovistes des champs », des « kolkhozes millionnaires ». Ayant

commencé par se préoccuper des forces productives, il finit inévitablement par penser à lui-même.

Dans l'agriculture précisément, où la consommation se rattache si étroitement à la production, la collectivisation a ouvert d'immenses possibilités au parasitisme bureaucratique qui commence à gagner les dirigeants des kolkhozes. Les « cadeaux » que les travailleurs des kolkhozes apportent aux chefs dans les séances solennelles du Kremlin ne font que représenter sous une forme symbolique le tribut nullement symbolique qu'ils paient aux pouvoirs locaux.

Et c'est ainsi que, dans l'agriculture bien plus encore que dans l'industrie, le bas niveau de la production entre continuellement en conflit avec les formes socialistes et même coopératives, kolkhoziennes, de la propriété. La bureaucratie, née en dernière analyse de cette contradiction, l'aggrave à son tour.

Physionomie sociale des milieux dirigeants

[Retour à la table des matières](#)

On voit souvent condamner le « bureaucratisme », dans les ouvrages soviétiques, comme étant une mauvaise façon de penser ou de travailler. (Ces condamnations sont toujours formulées par les supérieurs à l'adresse des inférieurs et sont pour les premiers un procédé de défense.) Mais ce que l'on ne trouvera nulle part, c'est une étude consacrée à la bureaucratie, milieu dirigeant, à sa grandeur numérique, à sa structure, à sa chair et à son sang, à ses privilèges et à ses appétits, à la part du revenu national qu'elle absorbe. Ces aspects de la bureaucratie existent pourtant. Et le fait qu'elle dissimule si soigneusement sa physionomie sociale démontre chez elle une conscience spécifique de « classe » dirigeante manquant encore toutefois d'assurance en ce qui concerne son droit au pouvoir.

Il est tout à fait impossible de donner des chiffres précis sur la bureaucratie soviétique, et ce pour deux sortes de raisons ; d'abord, dans un pays où l'État est presque le seul maître, il est malaisé de dire où finit l'appareil administratif ; en second lieu, les statisticiens, les économistes et les publicistes soviétiques gardent sur cette question, nous l'avons déjà dit, un silence particulièrement obstiné, imités en cela par les « amis de l'U.R.S.S. ». Notons en passant que les Webb n'ont pas un seul instant considéré, dans les 1 200 pages de leur pesante compilation, la bureaucratie soviétique comme une catégorie sociale ⁶. Quoi d'étonnant à cela ? N'écrivaient-ils pas en réalité sous sa dictée ?

Les bureaux centraux de l'État comptaient au 1^{er} novembre 1933, d'après les données officielles, environ 55 000 personnes appartenant au personnel dirigeant. Mais ce nombre, très fortement accru au cours des dernières années, ne comprend ni les services de l'armée, de la flotte et de la Guépéou ni la direction des coopératives et de ce qu'on appelle les sociétés, Aviation-Chimie (*Ossaviakhim*) et autres. Chaque république a au surplus son appareil gouvernemental propre. Parallèlement aux états-majors de l'État, des syndicats, des coopératives, etc., et se confondant partiellement avec eux, il y a enfin le puissant état-major du parti. Nous n'exagérons certainement pas en estimant à 400 000 âmes les milieux dirigeants de l'U.R.S.S. et des républiques appartenant à l'Union. Il se peut qu'ils atteignent aujourd'hui le demi-million. Ce ne sont pas de simples fonctionnaires, mais de hauts fonctionnaires, des « chefs », formant une caste dirigeante au sens propre du mot, sans doute divisée hiérarchiquement par de très importantes cloisons horizontales.

Cette couche sociale supérieure est soutenue par une lourde pyramide administrative à base large et à face multiple. Les comités exécutifs des soviets de régions, de villes et de secteurs, doublés par les organes parallèles du parti, des syndicats, des Jeunesses communistes, des transports, de l'armée, de la flotte et de la sûreté générale doi-

⁶ Voir Appendice II.

vent donner un chiffre de l'ordre de deux millions d'hommes. N'oublions pas non plus les présidents de soviets de 600 000 bourgs et villages.

La direction des entreprises industrielles était en 1933 entre les mains de 17 000 directeurs et directeurs-adjoints. Le personnel administratif et technique des usines, des fabriques et des mines, y compris les cadres inférieurs et jusqu'aux contremaîtres, comptait 250 000 âmes (dont 54 000 spécialistes ne remplissant pas de fonctions administratives au sens propre du mot). Il faut ajouter à cela le personnel du parti, des syndicats et des entreprises administrées, comme on sait, par le « triangle » direction-parti-syndicat. Il n'est pas exagéré d'estimer à un demi-million d'hommes le personnel administratif des entreprises de première importance. Il faudrait y ajouter le personnel des entreprises relevant des républiques nationales et des soviets locaux.

Sous un autre angle, la statistique officielle compte pour 1933 plus de 860 000 administrateurs et spécialistes dans l'économie soviétique tout entière. Sur ce nombre, plus de 480 000 sont dans l'industrie, plus de 100 000 dans les transports, 93 000 dans l'agriculture, 25 000 dans le commerce. Ces nombres comprennent les spécialistes n'exerçant pas de fonctions administratives, mais non le personnel des coopératives et des kolkhozes. Et ils ont été sensiblement dépassés au cours des deux dernières années.

Pour ne considérer que les présidents et les organisateurs communistes, 250 000 kolkhozes comptent un million d'administrateurs. En réalité, il y en a beaucoup plus. Avec les dirigeants des sovkhoses et des stations de machines et tracteurs, le commandement de l'agriculture socialisée dépasse de beaucoup le million.

L'État disposait en 1935 de 113 000 établissements commerciaux ; la coopération en avait 200 000. Les gérants des uns et des autres ne sont pas à la vérité des commis, mais des fonctionnaires et des fonctionnaires d'un monopole de l'État. La presse soviétique elle-même se plaint de temps à autre de ce que « les coopérateurs ont cessé de voir

dans les paysans des kolkhozes leurs commettants ». Comme si le mécanisme de la coopération pouvait se distinguer qualitativement de celui des syndicats, des soviets et du parti !

La catégorie sociale qui, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtiments et les récompenses (nous ne comprenons pas les instituteurs) doit être estimée à cinq ou six millions d'âmes. Ce nombre global, de même que ses composantes, ne prétend en aucune façon à la précision ; il vaut comme première approximation et nous prouve que la « ligne générale » n'a rien d'un esprit désincarné.

Aux divers échelons de la hiérarchie, examinée de bas en haut, les communistes sont dans une proportion variant de 20 à 90 %. Dans la masse bureaucratique, les communistes et jeunes communistes forment un bloc de un million et demi à deux millions d'hommes ; plutôt moins que plus en ce moment par suite des incessantes épurations. C'est là l'ossature du pouvoir. Les mêmes hommes constituent l'ossature du parti et des Jeunesses communistes. L'ex-parti bolchevique n'est pas l'avant-garde du prolétariat, mais l'organisation politique de la bureaucratie. L'ensemble des membres du parti et des Jeunesses ne sert qu'à fournir des activistes ; c'est, en d'autres termes, la réserve de la bureaucratie. Les activistes sans parti jouent le même rôle.

On peut admettre comme une hypothèse probante que l'aristocratie ouvrière et kolkhozienne est à peu près égale en nombre à la bureaucratie : soit cinq à six millions d'âmes (stakhanovistes, activistes sans parti, hommes de confiance, parents et compères). Avec les familles, ces deux couches sociales qui se pénètrent peuvent comprendre vingt à vingt-cinq millions d'hommes. Nous donnons une estimation modeste des familles, tenant compte du fait que la femme et le mari, parfois aussi le fils ou la fille, font fréquemment partie de l'appareil bureaucratique. D'ailleurs, les femmes des milieux dirigeants limitent beaucoup plus facilement leur progéniture que l'ouvrière et surtout la paysanne. La campagne actuelle contre les avortements, faite par la bureaucratie, ne les concerne pas. Au minimum 12 %, peut-être 15 %

de la population, telle est la base sociale authentique des milieux dirigeants absolutistes.

Alors qu'une chambre individuelle, une alimentation suffisante, un vêtement convenable ne sont encore accessibles qu'à une petite minorité, des millions de bureaucrates grands et petits tendent à mettre le pouvoir à profit avant tout pour assurer leur propre bien-être. De là l'immense égoïsme de cette couche sociale, sa forte cohésion, sa peur du mécontentement des masses, son opiniâtreté sans bornes dans la répression de toute critique et enfin son adoration hypocrite du « chef » qui incarne et défend les privilèges et le pouvoir des nouveaux maîtres.

La bureaucratie elle-même est encore moins homogène que le prolétariat ou la paysannerie. Il y a un abîme entre le président du soviet de village et le gros personnage du Kremlin. Les fonctionnaires subalternes des diverses catégories ont en réalité un niveau de vie très élémentaire, inférieur à celui de l'ouvrier qualifié d'Occident. Mais tout est relatif : le niveau de vie de la population environnante est beaucoup plus bas. Le sort du président de kolkhoze, de l'organisateur communiste, du coopérateur de la base, comme celui des fonctionnaires un peu plus haut placés, ne dépend en rien des « électeurs ». Tout fonctionnaire peut être sacrifié à tout moment par son supérieur hiérarchique, afin de calmer quelque mécontentement. En revanche, tout fonctionnaire peut à l'occasion s'élever d'un degré. Tous — jusqu'à la première secousse sérieuse en tout cas — sont collectivement responsables devant le Kremlin.

Par leurs conditions d'existence, les milieux dirigeants comprennent tous les degrés, de la petite bourgeoisie la plus provinciale à la grande bourgeoisie des villes. Aux conditions matérielles correspondent des habitudes, des intérêts et des façons de penser. Les dirigeants des syndicats soviétiques d'aujourd'hui ne diffèrent pas tellement, comme types psychologiques, des Citrine, Jouhaux, Green. Ils ont des traditions différentes, une autre phraséologie, la même attitude de tuteurs dédaigneux envers les masses, la même habileté dénuée de scrupules dans les petites intrigues, le même conservatisme, la même étroitesse

d'horizon, le même souci égoïste de leur propre paix et enfin la même vénération des formes les plus triviales de la culture bourgeoise. Les colonels et les généraux soviétiques diffèrent peu de ceux des cinq autres sixièmes parties du monde et s'efforcent en tout cas de leur ressembler le plus possible. Les diplomates soviétiques ont repris, sinon le frac, du moins les façons de penser de leurs collègues d'Occident. Les journalistes soviétiques, bien que selon des méthodes autochtones, bernent tout autant leurs lecteurs que les journalistes des autres pays.

S'il est difficile de donner des estimations numériques de la bureaucratie il est plus malaisé encore d'en apprécier les revenus. Dès 1927, l'opposition protestait contre le fait que « l'appareil administratif enflé et privilégié dévorait une partie très importante de la plus-value ». La plate-forme de l'opposition révélait que le seul appareil commercial « dévorait une énorme part du revenu national ; plus du dixième de la production globale ». Le pouvoir prit aussitôt ses précautions pour rendre impossibles de pareils calculs. Ce qui eut pour résultat une augmentation et non une diminution des frais généraux.

La situation dans les autres domaines n'est pas meilleure que dans celui du commerce. Il fallut, comme l'écrivit Rakovsky en 1930, une brouille momentanée entre les bureaucrates du parti et ceux des syndicats pour que la population apprenne que 80 millions de roubles, sur un budget syndical total de 400, étaient dévorés par les bureaux. Notons qu'il n'était question que du budget légal. La bureaucratie syndicale reçoit en outre de la bureaucratie industrielle, en signe d'amitié, des dons en argent, logements, moyens de transport, etc. « Que coûte l'entretien des bureaux du parti, des coopératives, des kolkhozes, des sovkhoses, de l'industrie, de l'administration avec toutes leurs ramifications ? » demandait Rakovsky, et il répondait : « Nous manquons même de données hypothétiques là-dessus. »

L'absence de tout contrôle a pour conséquence inévitable les abus et en premier lieu les dépenses exagérées. Le 29 septembre 1935, le gouvernement, contraint de poser une nouvelle fois la question du travail défectueux des coopératives, constatait, sous la signature de Sta-

line et de Molotov, « des vols et des dilapidations en grand et le travail déficitaire de beaucoup de coopératives rurales ». A la session du comité exécutif de l'U.R.S.S. de janvier 1936, le commissaire du peuple aux finances se plaignait de ce que les exécutifs locaux fissent un emploi tout à fait arbitraire des ressources de l'État. Le commissaire du peuple ne faisait le silence sur les organes centraux que parce qu'il y avait sa place.

Aucune possibilité ne nous est donnée de calculer la part du revenu national que s'approprie la bureaucratie. Et ce n'est pas seulement parce qu'elle dissimule ses revenus légalisés, pas seulement parce que, frôlant sans cesse l'abus pour y tomber souvent, elle se fait de larges revenus illicites, c'est surtout parce que le progrès social dans son ensemble, urbanisme, confort, culture, arts, s'accomplit principalement sinon exclusivement au profit des milieux dirigeants.

De la bureaucratie, en tant que consommatrice, on peut dire avec quelques correctifs ce qui a été dit de la bourgeoisie : nous n'avons pas de raisons de nous exagérer sa consommation d'articles de première nécessité. L'aspect du problème change radicalement dès que nous considérons qu'elle monopolise toutes les conquêtes anciennes et nouvelles de la civilisation. Du point de vue formel, ces conquêtes sont accessibles à toute la population, à celle des villes du moins ; en réalité, la population n'en bénéficie qu'exceptionnellement. La bureaucratie, par contre, en dispose comme elle veut et quand elle veut, comme de ses biens personnels. Si l'on ajoute aux émoluments tous les avantages matériels, tous les profits complémentaires à demi licites, et pour finir la part de la bureaucratie aux spectacles, aux villégiatures, aux hôpitaux, aux sanatoriums, aux maisons de repos, aux musées, aux clubs, aux installations sportives, on est bien obligé de conclure que ces 15 ou 20 % de la population jouissent d'autant de biens que les 80 à 85 % restant.

Les « amis de l'U.R.S.S. » songeront-ils à contester ces chiffres ? Qu'ils en produisent d'autres, plus précis. Qu'ils obtiennent de la bureaucratie la publication des rentrées et des dépenses de la société soviétique. Nous maintiendrons jusque-là notre opinion. La répartition

des biens de la terre est en U.R.S.S. beaucoup plus démocratique qu'elle ne l'était sous l'ancien régime russe et même qu'elle ne l'est dans les pays les plus démocratiques de l'Occident ; mais elle n'a encore presque rien de commun avec le socialisme.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 7

La famille, la jeunesse, la culture

Thermidor au foyer

[Retour à la table des matières](#)

La révolution d'Octobre a tenu honnêtement parole en ce qui concerne la femme. Le nouveau pouvoir ne s'est pas contenté de donner à la femme les mêmes droits juridiques et politiques qu'à l'homme, il a fait — et c'est beaucoup plus — tout ce qu'il pouvait et en tout cas infiniment plus que tout autre régime pour lui ouvrir réellement l'accès à tous les domaines économiques et culturels. Mais, pas plus que le « tout-puissant » Parlement britannique, la plus puissante révolution ne peut faire de la femme un être identique à l'homme ou, pour mieux dire, partager également entre elle et son compagnon les charges de la grossesse, de l'enfantement, de l'allaitement et de l'éducation des enfants. La révolution a tenté héroïquement de détruire l'ancien « foyer familial » croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante, dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés, de l'enfance jusqu'à la mort. A la famille, considérée comme une petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'esprit des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux : maternités,

crèches, jardins d'enfants, restaurants, blanchisseries, dispensaires, hôpitaux, sanatoriums, organisations sportives, cinémas, théâtres, etc. L'absorption complète des fonctions économiques de la famille par la société socialiste, liant toute une génération par la solidarité et l'assistance mutuelle, devait apporter à la femme, et dès lors au couple, une véritable émancipation du joug séculaire. Tant que cette œuvre n'aura pas été accomplie, quarante millions de familles soviétiques demeureront, dans leur grande majorité, en proie aux mœurs médiévales, à l'asservissement et à l'hystérie de la femme, aux humiliations quotidiennes de l'enfant, aux superstitions de l'une et de l'autre. A ce sujet, aucune illusion n'est permise. Et c'est précisément pourquoi les modifications successives du statut de la famille en U.R.S.S. sont celles qui caractérisent le mieux la nature véritable de la société soviétique et l'évolution de ses couches dirigeantes.

On n'avait pas réussi à prendre d'assaut l'ancienne famille. Ce n'était pas faute de bonne volonté. Ce n'était pas non plus qu'elle eût une si ferme assise dans les cœurs. Au contraire, après une courte période de défiance envers l'État, ses crèches, ses jardins d'enfants, ses divers établissements, les ouvrières et après elles les paysannes les plus avancées apprécièrent les immenses avantages de l'éducation collective et de la socialisation de l'économie familiale. Par malheur, la société se révéla trop pauvre et trop peu civilisée. Les ressources réelles de l'État ne correspondaient pas aux plans et aux intentions du parti communiste. La famille ne peut pas être abolie : il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la « misère socialisée ». L'expérience confirma bientôt cette dure vérité formulée par Marx quatre-vingt ans auparavant.

Au cours des années de famine, les ouvriers se nourrissaient autant que possible — avec leurs familles, en certains cas — dans les réfectoires d'usines ou les établissements analogues et ce fait fut officiellement interprété comme l'avènement de mœurs socialistes. Point n'est besoin de nous arrêter ici sur les particularités des diverses périodes — communisme de guerre, Nep, premier plan quinquennal — à cet égard. Le fait est que, dès la suppression des cartes de pain, en 1935,

les ouvriers les mieux payés commencèrent à revenir à la table familiale. Il serait erroné de voir dans ce retour au foyer une condamnation du système socialiste, qui n'avait pas été mis à l'épreuve. Les ouvriers et leurs femmes n'en portaient pas moins un jugement impitoyable sur l'« alimentation sociale » organisée par la bureaucratie. La même conclusion s'impose en ce qui concerne les blanchisseries socialisées où l'on vole et abîme le linge plus qu'on ne le lessive. Retour au foyer !

Mais la cuisine et la lessive à la maison, aujourd'hui louées avec quelque gêne par les orateurs et les journalistes soviétiques, signifient le retour des femmes aux casseroles et aux baquets, c'est-à-dire au vieil esclavage. Il est fort douteux que la motion de l'internationale communiste sur « la victoire complète et sans retour du socialisme en U.R.S.S. » soit après cela bien convaincante pour les ménagères des faubourgs !

La famille rurale, liée non seulement à l'économie domestique, mais encore à l'agriculture, est infiniment plus conservatrice que la famille urbaine. En règle générale, seules les communes agricoles peu nombreuses établirent chez elles, au début, l'alimentation collective et les crèches. La collectivisation, affirmait-on, devait amener une transformation radicale de la famille : n'était-on pas en train d'exproprier, avec les vaches du paysan, ses poules ? En tout cas, il ne manqua pas de communiqués sur la marche triomphale de l'alimentation sociale dans les campagnes. Mais quand commença la reculade, la réalité perça tout de suite les brumes du bluff. Le kolkhoze ne donne en général au cultivateur que le blé dont il a besoin et le fourrage pour ses bêtes. La viande, les produits lactés et les légumes proviennent presque entièrement de la propriété individuelle des membres des kolkhozes. Du moment que les aliments essentiels sont les fruits du travail familial, il ne peut pas être question d'alimentation collective. De sorte que les parcelles naines, donnant une nouvelle base au foyer, accablent la femme sous un double fardeau.

Le nombre des places fixes dans les crèches, en 1932, était de 600 000 et il y avait près de quatre millions de places saisonnières pour la durée du travail des champs. En 1935, il y avait près de

5 600 000 lits dans les crèches, mais les places permanentes étaient comme auparavant beaucoup moins nombreuses. Du reste, les crèches existantes, même à Moscou, à Leningrad et dans les grands centres, sont loin de satisfaire aux exigences les plus modestes. « Les crèches, dans lesquelles les enfants se sentent plus mal qu'à la maison, ne sont que de mauvais asiles », dit un grand journal soviétique. Il est naturel après cela que les ouvriers bien payés se gardent d'y envoyer leurs enfants. Or, pour la masse des travailleurs ces « mauvais asiles » sont encore trop peu nombreux. L'Exécutif a tout récemment décidé que les enfants abandonnés et les orphelins seraient confiés à des particuliers ; l'État bureaucratique reconnaît ainsi, en la personne de son organe le plus autorisé, son incapacité de s'acquitter de l'une des fonctions socialistes les plus importantes. Le nombre des enfants reçus dans les jardins d'enfants a passé en cinq ans, de 1930 à 1935, de 370 000 à 1 181 000. Le chiffre de 1930 étonne par son insignifiance. Mais celui de 1935 est encore infime eu égard aux besoins des familles soviétiques. Une étude plus poussée ferait ressortir que la plus grande et en tout cas la meilleure partie des jardins d'enfants est réservée aux familles des fonctionnaires, des techniciens, des stakhanovistes, etc.

L'Exécutif a dû constater également, il n'y a pas longtemps, que « la décision de mettre un terme à la situation des enfants abandonnés et insuffisamment surveillés est faiblement appliquée ». Que cache ce terne langage ? Nous n'apprenons qu'occasionnellement par les entrefilets publiés dans les journaux en caractères minuscules que plus d'un millier d'enfants sont placés à Moscou, « au foyer même, dans des conditions extrêmement pénibles » ; que les maisons d'enfants de la capitale renferment 1 500 adolescents qui ne savent que devenir et sont voués à la rue ; qu'en deux mois d'automne (1935), à Moscou et à Leningrad, « 7 500 parents ont fait l'objet de poursuites pour avoir laissé leurs enfants sans surveillance ». De quelle utilité ont été ces poursuites ? Combien de milliers de parents les ont évitées ? Combien d'enfants « placés au foyer dans les conditions les plus pénibles » n'ont pas été comptés par la statistique ? En quoi les conditions « les plus

pénibles » diffèrent-elles des conditions simplement pénibles ? Autant de questions laissées sans réponse. L'enfance abandonnée, visible ou dissimulée, constitue un fléau qui atteint d'énormes proportions par suite de la grande crise sociale au cours de laquelle l'ancienne famille continue à se désagréger beaucoup plus vite que les nouvelles institutions ne peuvent la remplacer.

Les mêmes entrefilets occasionnels des journaux, joints à la chronique judiciaire, apprennent au lecteur que la prostitution, dernière dégradation de la femme au profit de l'homme capable de payer, sévit en U.R.S.S. L'automne dernier, les *Izvestia* publièrent tout à coup que « près de mille femmes se livrant dans les rues de Moscou au commerce secret de leur chair » venaient d'être arrêtées. Parmi elles : cent soixante-dix-sept ouvrières, quatre-vingt douze employées, cinq étudiantes, etc. Qu'est-ce qui les avait jetées sur le trottoir ? L'insuffisance du salaire, le besoin, la nécessité « de se procurer quelque supplément pour s'acheter des chaussures, une robe ». Nous avons vainement essayé de connaître, ne fût-ce qu'approximativement, les proportions de ce mal social. La pudique bureaucratie soviétique prescrit le silence à la statistique. Mais ce silence contraint suffit à attester que la « classe » des prostituées soviétiques est nombreuse. Et il ne peut pas être question ici d'une survivance du passé puisque les prostituées se recrutent parmi les jeunes femmes. Personne ne songera à faire particulièrement grief au régime soviétique de cette plaie aussi vieille que la civilisation. Mais il est impardonnable de parler du triomphe du socialisme tant que subsiste la prostitution. Les journaux affirment, dans la mesure où il leur est permis de toucher à ce sujet délicat, que la prostitution est en décroissance ; il est possible que ce soit vrai en comparaison avec les années de famine et de désorganisation (1931-33). Mais le retour aux relations fondées sur l'argent entraîne inévitablement une nouvelle augmentation de la prostitution et de l'enfance abandonnée. Où il y a des privilégiés, il y a aussi des parias !

Le grand nombre d'enfants abandonnés est indiscutablement la preuve la plus tragique et la plus incontestable de la pénible situation

de la mère. Même l'optimiste Pravda se voit réduite à d'amers aveux sur ce sujet. « La naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes une menace sérieuse... » Et c'est précisément pourquoi le pouvoir révolutionnaire a apporté à la femme le droit à l'avortement, l'un de ses droits civiques, politiques et culturels essentiels tant que durent la misère et l'oppression familiale, quoi qu'en puissent dire les eunuques et les vieilles filles des deux sexes. Mais ce triste droit devient, de par l'inégalité sociale, un privilège. Les renseignements fragmentaires fournis par la presse sur la pratique des avortements sont saisissants : « cent quatre-vingt-quinze femmes mutilées par les faiseuses d'anges », dont trente-trois ouvrières, vingt-huit employées, soixante-cinq paysannes de kolkhoze, cinquante-huit ménagères passent en 1935 par un hôpital villageois de l'Oural. Cette région ne diffère des autres qu'en ce que les renseignements la concernant ont été publiés. Combien de femmes sont chaque année mutilées par des avortements mal faits dans l'U.R.S.S. entière ?

Ayant démontré son incapacité à fournir aux femmes obligées de recourir à l'avortement le secours médical nécessaire et des installations hygiéniques, l'État change brusquement de voie et s'engage dans celle des prohibitions. Et, comme en d'autres cas, la bureaucratie fait de pauvreté vertu. Un des membres de la Cour suprême soviétique, Soltz, spécialisé dans les questions se rapportant au mariage, justifie la prochaine interdiction de l'avortement en disant que la société socialiste ne connaissant pas le chômage, etc., la femme ne peut y avoir le droit de repousser les « joies de la maternité ». Philosophie de curé disposant par surcroît de la poigne du gendarme. Nous venons de lire dans l'organe central du parti que la naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes — et il serait plus juste de dire pour la plupart — « une menace ». Nous venons d'entendre une haute autorité soviétique constater que « la décision concernant l'enfance abandonnée et délaissée s'accomplit faiblement », ce qui signifie certainement un accroissement du nombre des enfants abandonnés ; et voici qu'un haut magistrat nous annonce qu'au pays où « il est doux de vivre » les avortements doivent être punis de prison, exactement comme dans les pays

capitalistes où il est triste de vivre. On voit d'avance qu'en U.R.S.S., comme en Occident, ce seront surtout les ouvrières, les paysannes, les domestiques, auxquelles il sera malaisé de dissimuler leur péché, qui tomberont entre les pattes des geôliers. Quant à « nos femmes », qui demandent des parfums de bonne qualité et d'autres articles de ce genre, elles continuent à faire ce qu'il leur plaît sous le nez d'une justice bienveillante. « Nous avons besoin d'hommes », ajoute Soltz en fermant les yeux sur les enfants abandonnés. Des millions de travailleuses pourraient, si la bureaucratie n'avait mis sur leurs lèvres le sceau du silence, lui répondre : « Faites donc vous-mêmes des enfants ! » Ces messieurs ont visiblement oublié que le socialisme devait éliminer les causes qui poussent la femme à l'avortement et non faire bassement intervenir le policier dans la vie intime de la femme pour lui imposer les « joies de la maternité ».

Le projet de loi sur l'avortement a été soumis à une discussion publique. Le filtre serré de la presse soviétique dut tout de même laisser passer nombre de plaintes amères et de protestations étouffées. La discussion cessa aussi brusquement qu'elle avait commencé. L'Exécutif a fait, le 27 juin 1936, d'un projet infâme une loi trois fois infâme. Plusieurs des avocats patentés de la bureaucratie en furent même incommodés. Louis Fisher écrivit que la nouvelle loi était en somme un déplorable malentendu. A la vérité, cette loi dirigée contre la femme, mais qui institue pour les dames un régime d'exception, est l'un des fruits légitimes de la réaction thermidorienne ⁷.

La réhabilitation solennelle de la famille qui a lieu — coïncidence providentielle ! — en même temps que celle du rouble, résulte de l'insuffisance matérielle et culturelle de l'État. Au lieu de dire : « Nous avons été trop pauvres et trop incultes pour établir des relations socialistes entre les hommes, mais nos enfants et arrière-neveux le feront », les chefs du régime font recoller les pots cassés de la famille et imposent, sous la menace des pires rigueurs, le dogme de la famille,

⁷ Cette loi a été abrogée depuis lors.

fondement sacré du socialisme triomphant. On mesure avec peine la profondeur de cette retraite !

La nouvelle évolution entraîne tout et tous, le littéraire comme le législateur, le juge et la milice, le journal et l'enseignement. Quand un jeune communiste honnête et candide se permet d'écrire à son journal : « Vous feriez mieux d'aborder la solution de ce problème : Comment la femme peut-elle s'évader des tenailles de la famille ? » il reçoit une paire de bonnes bourrades et se tait. *L'ABC du communisme*⁸ est déclaré exagération de gauche. Les préjugés durs et stupides des classes moyennes incultes renaissent sous le nom de morale nouvelle. Et que se passe-t-il dans la vie quotidienne des coins perdus de l'immense pays ? La presse ne reflète que dans une infime mesure la profondeur de la réaction thermidorienne dans le domaine de la famille.

La noble passion des prédicateurs croissant en intensité en même temps que grandissent les vices, le septième commandement devient très populaire dans les couches dirigeantes. Les moralistes soviétiques n'ont qu'à renouveler légèrement la phraséologie. Une campagne s'ouvre contre les divorces trop faciles et trop fréquents. La pensée créatrice du législateur annonce déjà une mesure « socialiste » qui consiste à faire payer l'enregistrement du divorce et à augmenter la taxe en cas de répétition. Nous n'avons donc pas eu tort de noter que la famille renaît en même temps que s'affirme de nouveau le rôle éducatif du rouble. La taxe ne sera pas une gêne pour les milieux dirigeants, il faut l'espérer. Les personnes qui disposent de bons appartements, d'autos et d'autres éléments de confort arrangent d'ailleurs leurs affaires privées sans publicité superflue et dès lors sans enregistrement. La prostitution n'est humiliante et pénible que dans les bas-fonds de la société soviétique ; aux sommets de cette société, où le pouvoir s'unit au confort, elle revêt la forme élégante de menus services réciproques et même l'aspect de la « famille socialiste ». Sosnovski nous a déjà fait

⁸ Livre de présentation populaire du communisme, écrit par Boukharine et Préobrajensky dans les premières années de la révolution.

connaître l'importance du facteur « auto-harem » dans la dégénérescence des dirigeants.

Les « amis » lyriques et académiques de l'U.R.S.S. ont des yeux pour ne rien voir. La législation du mariage instituée par la révolution d'Octobre, et qui fut en son temps un objet de légitime fierté pour la révolution, est transformée et défigurée par de larges emprunts au trésor législatif des pays bourgeois. Et comme si l'on tenait à joindre la dérision à la trahison, les arguments mêmes qui servirent autrefois à défendre la liberté inconditionnée de l'avortement et du divorce — « l'émancipation de la femme », la « défense des droits de la personnalité », la « protection de la maternité » — sont aujourd'hui repris pour limiter ou interdire l'un et l'autre.

La reculade revêt des formes d'une écoeurante hypocrisie et va beaucoup plus loin que ne l'exige la dure nécessité économique. Aux raisons objectives du retour à des normes bourgeoises, telles que le paiement d'une pension alimentaire à l'enfant, s'ajoute l'intérêt social qu'ont les milieux dirigeants à approfondir le droit bourgeois. Le motif le plus impérieux du culte actuel de la famille est sans nul doute le besoin qu'éprouve la bureaucratie d'une stable hiérarchie des rapports et d'une jeunesse disciplinée par quarante millions de foyers servant de points d'appui à l'autorité et au pouvoir.

Tant qu'on a espéré confier à l'État l'éducation des jeunes générations, le pouvoir, loin de se soucier de soutenir l'autorité des aînés, du père et de la mère en particulier, s'est efforcé au contraire de détacher les enfants de la famille pour les prémunir contre les vieilles mœurs. Récemment encore, dans la première période quinquennale, l'école et les jeunesses communistes faisaient largement appel aux enfants pour démasquer le père ivrogne ou la mère croyante, leur faire honte, tenter de les « rééduquer ». Autre chose est de savoir avec quel succès... Cette méthode ébranlait en tout cas les bases mêmes de l'autorité familiale. Une transformation radicale s'est accomplie dans ce domaine non dépourvu d'importance. Le cinquième commandement est remis en vigueur en même temps que le septième, sans invocation de l'autorité divine pour le moment, il est vrai ; mais l'école française

se passe aussi de cet attribut, ce qui ne l'empêche pas d'inculquer la routine et le conservatisme.

Le souci de l'autorité des aînés a d'ailleurs déjà entraîné un changement de politique à l'égard de la religion. La négation de Dieu, de ses auxiliaires et de ses miracles était bien l'élément de division le plus grave que le pouvoir révolutionnaire ait fait intervenir entre pères et enfants. Mais, oublieuse du progrès de la culture, de la propagande sérieuse et de l'éducation scientifique, la lutte contre l'Eglise, dirigée par des hommes du type Yaroslavsky, a souvent dégénéré en cocasse-ries et vexations. L'assaut des cieux a cessé comme l'assaut de la famille. Soucieuse de sa bonne réputation, la bureaucratie a commandé aux jeunes athées de déposer les armes et de se mettre à lire. Ce n'est qu'un commencement. Un régime de neutralité ironique s'institue peu à peu à l'égard de la religion. Première étape. Il ne serait pas difficile de prédire la deuxième et la troisième si le cours des choses ne dépendait que des autorités établies.

Les antagonismes sociaux élèvent toujours et partout au carré ou au cube l'hypocrisie des opinions dominantes : telle est à peu près la loi historique du développement des idées traduite en termes mathématiques. Le socialisme, s'il mérite son nom, signifie entre les hommes des rapports désintéressés, une amitié sans envie ni intrigue, l'amour sans calcul avilissant. La doctrine officielle déclare d'autant plus autoritairement que ces normes idéales sont déjà réalisées que la réalité proteste avec plus d'énergie contre de semblables affirmations. Le nouveau programme des Jeunesses communistes soviétiques adopté en avril 1936, dit : « Une famille nouvelle, de l'épanouissement de laquelle se préoccupe l'État soviétique, se crée sur le terrain de l'égalité réelle de l'homme et de la femme. » Un commentaire officiel ajoute : « Notre jeunesse n'est mue dans le choix du compagnon ou de la compagne que par l'amour. Le mariage bourgeois d'intérêt n'existe pas pour notre génération montante. » (*Pravda*, 4 avril 1936.) C'est assez vrai tant qu'il s'agit de jeunes ouvriers et ouvrières. Mais le mariage d'intérêt est assez peu répandu parmi les ouvriers des pays capitalistes. Par contre, il en va tout autrement dans les couches moyennes et supérieures de la

société soviétique. Les nouveaux groupements sociaux se subordonnent automatiquement le domaine des rapports personnels. Les vices engendrés par le pouvoir et l'argent autour des relations sexuelles fleurissent dans la bureaucratie soviétique comme si elle se donnait pour but à cet égard de rattraper la bourgeoisie d'Occident.

En contradiction absolue avec l'affirmation de la *Pravda* que nous venons de citer, le « mariage d'intérêt » a ressuscité ; la presse soviétique en convient, soit par nécessité soit par accès de franchise. La profession, le salaire, l'emploi, le nombre de galons sur la manche acquièrent une signification grandissante, car les questions de chaussures, de fourrures, de logement, de bains et — rêve suprême — d'auto s'y rattachent. La seule lutte pour une chambre unit et désunit à Moscou pas mal de couples chaque année. La question des parents a pris une importance exceptionnelle. Il est bon d'avoir pour beau-père un officier ou un communiste influent, pour belle-mère la sœur d'un gros personnage. Qui s'en étonnera ? Peut-il en être autrement ?

La désunion et la destruction de familles soviétiques où le mari, membre du parti, membre actif du syndicat, officier ou administrateur, a évolué, a acquis de nouveaux goûts, tandis que la femme, opprimée par la famille, est demeurée à son ancien niveau, forme un chapitre très dramatique du Livre de la société soviétique. Le chemin de deux générations de la bureaucratie soviétique est jalonné par les tragédies des femmes arriérées et délaissées. Le même fait peut être observé aujourd'hui dans la jeune génération. C'est sans doute dans les sphères supérieures de la bureaucratie, où les parvenus peu cultivés, qui considèrent que tout leur est permis, forment un pourcentage élevé, qu'on trouvera le plus de grossièreté et de cruauté. Les archives et les mémoires révéleront un jour les vrais crimes commis contre les anciennes épouses et les femmes en général par les prédicateurs de la morale familiale et des ce « joies » obligatoires « de la maternité » inviolables au regard de la justice.

Non, la femme soviétique n'est pas encore libre. L'égalité complète présente encore sensiblement plus d'avantages pour les femmes des couches supérieures, vivant du travail bureaucratique, technique, pé-

dagogique, intellectuel en général, que pour les ouvrières et particulièrement pour les paysannes. Tant que la société n'est pas en état d'assumer les charges matérielles de la famille, la mère ne peut s'acquitter avec succès d'une fonction sociale qu'à la condition de disposer d'une esclave blanche, nourrice bonne cuisinière ou autre. Des quarante millions de familles formant la population de l'U.R.S.S., 5 % et peut-être 10 % fondent directement ou indirectement leur bien-être sur le travail d'esclaves domestiques. Le nombre exact de domestiques en U.R.S.S. serait tout aussi utile à connaître pour apprécier d'un point de vue socialiste la situation de la femme que toute la législation soviétique, si progressiste soit elle. Mais c'est précisément pourquoi la statistique cache les domestiques dans la rubrique des ouvrières ou des « divers » !

La condition de la mère de famille, communiste respectée, qui a une bonne, un téléphone pour passer ses commandes, une auto pour ses déplacements, etc., a peu de rapport avec celle de l'ouvrière qui court les boutiques, fait son dîner, ramène ses gosses du jardin d'enfants à la maison — quand il y a pour elle un jardin d'enfants. Aucune étiquette socialiste ne peut cacher ce contraste social, non moins grand que celui qui distingue en tout pays d'Occident la dame bourgeoise de la prolétaire.

La vraie famille socialiste, délivrée par la société des lourdes et humiliantes charges quotidiennes, n'aura besoin d'aucune réglementation et la seule idée des lois sur le divorce et l'avortement ne lui paraîtra pas meilleure que le souvenir des maisons de tolérance ou des sacrifices humains. La législation d'Octobre avait fait vers elle un pas hardi. L'état arriéré du pays aux points de vue économique et culturel a provoqué une cruelle réaction. La législation thermidorienne recule vers les modèles bourgeois, non sans couvrir sa retraite de phrases menteuses sur la sainteté de la « nouvelle » famille. L'inconsistance socialiste se dissimule ici encore sous une respectabilité hypocrite.

Des observateurs sincères sont frappés, surtout en ce qui concerne les enfants, de la contradiction entre les principes élevés et la triste réalité. Un fait tel que le recours à d'extrêmes rigueurs pénales contre

l'abandon d'enfants peut suggérer la pensée que la législation socialiste en faveur de la femme et de l'enfant n'est qu'hypocrisie. Des observateurs d'un genre opposé sont séduits par l'ampleur et la générosité du dessein qui a pris forme de lois et d'organes administratifs ; à la vue des mères, des prostituées et des enfants abandonnés en proie à la misère, ces optimistes se disent que l'accroissement des richesses matérielles donnera peu à peu la chair et le sang aux lois socialistes. Il n'est pas facile de dire laquelle de ces deux façons de penser est la plus fausse et la plus nuisible. Il faut être atteint de cécité historique pour ne pas voir l'envergure et la hardiesse du dessein social, l'importance des premières phases de son accomplissement et des vastes possibilités ouvertes. Mais on ne peut pas non plus ne pas s'indigner de l'optimisme passif et en réalité indifférent de ceux qui ferment les yeux sur la croissance des contradictions sociales et se consolent à l'aide des perspectives d'un avenir dont ils proposent respectueusement de laisser les clefs à la bureaucratie. Comme si l'égalité de l'homme et de la femme n'était pas devenue, devant la bureaucratie, une égalité dans le déni de tout droit ! Et comme s'il était écrit que la bureaucratie est incapable d'instituer un nouveau joug, au lieu de la liberté !

L'histoire nous apprend bien des choses sur l'asservissement de la femme à l'homme, et des deux à l'exploiteur, et sur les efforts des travailleurs qui, cherchant au prix du sang à secouer le joug, n'arrivaient en réalité qu'à changer de chaînes. L'histoire, en définitive, ne raconte pas autre chose. Mais comment libérer effectivement l'enfant, la femme, l'homme, voilà ce sur quoi nous manquons d'exemples positifs. Toute l'expérience du passé est négative et elle impose avant tout aux travailleurs la méfiance envers les tuteurs privilégiés et incontrôlés.

La lutte contre la jeunesse

[Retour à la table des matières](#)

Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sénilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d'abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l'illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. Les mencheviks s'appuyaient sur des milieux supérieurs et plus âgés de la classe ouvrière, non sans en tirer une certaine fierté et considérer de haut les bolcheviks. Les événements montrèrent impitoyablement leur erreur : au moment décisif, la jeunesse entraîna les hommes d'âge mûr et jusqu'aux vieillards.

Le bouleversement révolutionnaire imprima une formidable impulsion aux nouvelles générations soviétiques en les arrachant d'un seul coup aux mœurs conservatrices et en leur révélant ce grand secret — le premier des secrets de la dialectique — qu'il n'y a rien d'éternel sur la terre et que la société est faite de matériaux plastiques. Combien sottise apparaît la théorie des races invariables à la lumière des expériences de notre époque ! L'U.R.S.S. est un prodigieux creuset où se refond le caractère de dizaines de nationalités. La mystique de l'« âme slave » est éliminée comme une scorie.

Mais l'impulsion reçue par les jeunes générations n'a pas encore trouvé d'issue dans une œuvre historique correspondante. La jeunesse est, il est vrai, très active dans le domaine économique. L'U.R.S.S. compte sept millions d'ouvriers de moins de vingt-trois ans : 3 140 000 dans l'industrie, 700 000 dans les chemins de fer, 700 000 sur les chantiers. Dans les nouvelles usines géantes, les jeunes ouvriers forment près de la moitié de la main-d'œuvre. Les kolkhozes comptent aujourd'hui 1 200 000 jeunes communistes. Des centaines de milliers de jeunes communistes ont été mobilisés au cours des dernières an-

nées dans les chantiers, les houillères, les forêts, les placers d'or, dans l'Arctique, à Sakhaline ou sur le fleuve Amour où se construit une ville nouvelle, Komsomolsk (littéralement : « Jeunesse-communiste-ville »). La nouvelle génération fournit des travailleurs de choc, des ouvriers d'élite, des stakhanovistes, des contremaîtres, des administrateurs subalternes. Elle étudie, et c'est avec application dans le plus grand nombre de cas. Elle n'est pas moins, sinon plus, active dans le domaine des sports, surtout des sports les plus audacieux, comme le parachutisme, et les plus belliqueux, comme le tir. Les entrepreneurs et les intrépides se joignent à des expéditions périlleuses de toutes sortes.

« La meilleure partie de notre jeunesse », disait récemment Schmidt, l'explorateur bien connu des régions polaires, « aspire au travail difficile. » C'est certainement la vérité. Dans tous les domaines pourtant, la génération post-révolutionnaire demeure encore sous la tutelle. Que faire et comment, tout lui est indiqué par ses supérieurs. La politique, forme suprême du commandement, reste intégralement entre les mains de ce qu'on appelle la vieille garde. Et tout en adressant à la jeunesse des discours très cordiaux et parfois très flatteurs, les vieux gardent jalousement leur monopole.

Ne concevant pas le développement de la société socialiste sans « dépérissement » de l'État, c'est-à-dire sans substitution, à toutes les institutions policières, de l'auto-administration des producteurs et des consommateurs, Engels attribuait l'achèvement de cette tâche à la jeune génération « qui grandira dans les conditions nouvelles de la liberté et se trouvera en mesure de remiser tout le vieux fatras de l'étatisme ». Lénine ajoute ici : « De *tout* étatisme, y compris celui de la république démocratique... » Telle était en somme dans l'esprit d'Engels et de Lénine la perspective de l'édification de la société socialiste : la génération qui a conquis le pouvoir, la vieille garde, commence la liquidation de l'État ; la génération suivante achève la besogne.

Qu'en est-il en réalité ? 43 % de la population de l'U.R.S.S. sont nés après la révolution d'Octobre. Si l'on fixe la limite des générations à vingt-trois ans, il apparaît que plus de 50 % de l'humanité soviétique

n'atteint pas cette limite. Plus de la moitié de la population n'a donc pas l'expérience d'un autre régime que celui des soviets. Mais ces jeunes générations, précisément, ne se forment pas « dans les conditions de la liberté », comme le pensait Engels ; elles se forment au contraire sous le joug intolérable de la couche dirigeante qui, d'après la fiction officielle, a fait la révolution d'Octobre. A l'usine, au kolkhoze, à la caserne, à l'université, à l'école et même au jardin d'enfants, si ce n'est à la crèche, les principales vertus de l'homme sont la fidélité au chef et l'obéissance sans discussion. Bien des aphorismes pédagogiques des derniers temps pourraient avoir été copiés chez Goebbels si Goebbels lui-même ne les avait pas empruntés, dans une large mesure, aux collaborateurs de Staline.

L'enseignement et la vie sociale des écoliers et des étudiants sont profondément pénétrés de formalisme et d'hypocrisie. Les enfants ont appris à participer à quantité de réunions où l'on étouffe d'ennui, avec leur inévitable présidium d'honneur, leur encensement des chefs aimés, leurs débuts conformistes étudiés à l'avance pendant lesquels, tout comme chez les adultes, on dit une chose et l'on en pense une autre. Les cercles d'écoliers les plus innocents, s'ils tentent de créer une oasis dans ce désert, s'attirent de cruelles mesures de répression. La Guépéou intervient à l'école dite « socialiste » pour y introduire par la délation et la trahison un terrible élément de démoralisation. Les plus réfléchis des pédagogues et des auteurs de livres pour enfants, en dépit de leur optimisme officiel, ne cachent pas toujours leur effroi devant la contrainte, l'hypocrisie et l'ennui qui accablent l'école.

Dépourvus de l'expérience de la lutte des classes et de la révolution, les jeunes générations ne pourraient se préparer à une participation consciente à la vie sociale qu'au sein d'une démocratie soviétique, en s'appliquant à l'étude des expériences du passé et des leçons du présent. La pensée et le caractère personnels ne peuvent se déployer sans critique. Or la plus élémentaire possibilité d'échanger des idées, de se tromper, de vérifier et de rectifier les erreurs, les siennes propres et celles d'autrui, est refusée à la jeunesse soviétique. Toutes les questions, y compris celles qui la concernent, sont tranchées sans elle.

Il ne lui est permis que d'exécuter et de chanter hosannah. A toute parole critique, la bureaucratie répond en tordant le cou à celui qui l'a prononcée. Tout ce qu'il y a de doué et d'indocile dans la jeunesse est systématiquement réprimé, éliminé ou physiquement exterminé. Ainsi s'explique le fait que les millions et les millions de membres des Jeunesses communistes n'ont pas formé à ce jour une seule personnalité marquante.

En se jetant dans la technique, les sciences, la littérature, les sports, les échecs, la jeunesse semble faire l'apprentissage de plus grandes activités. Dans tous ces domaines, elle rivalise avec l'ancienne génération, mal préparée, qu'elle rejoint et dépasse parfois. Mais à chaque contact avec la politique elle se brûle les doigts. Il lui reste par conséquent trois possibilités : s'assimiler à la bureaucratie et faire carrière ; se soumettre en silence, s'absorber dans le travail économique, scientifique ou dans sa petite vie privée ; se jeter dans l'illégalité, apprendre à combattre et se tremper pour l'avenir. La carrière bureaucratique n'est ouverte qu'à une petite minorité ; à l'autre pôle, une petite minorité vient à l'opposition. Le groupe intermédiaire est fort hétérogène. Des processus cachés mais extrêmement significatifs s'y accomplissent sous le rouleau compresseur, qui seront pour beaucoup dans la détermination de l'avenir de l'U.R.S.S.

Les tendances ascétiques de l'époque de la guerre civile firent place dans la période de la Nep à des états d'esprit plus épicuriens, pour ne pas dire plus jouisseurs. La première période quinquennale fut de nouveau celle d'un ascétisme involontaire, mais seulement pour les masses et la jeunesse ; les dirigeants avaient réussi à s'installer sur les positions du bien-être personnel. La deuxième période quinquennale est certainement teintée de vive réaction contre l'ascétisme. Le souci des avantages personnels gagne l'ensemble de la population et surtout les jeunes. Le fait est que la petite minorité qui parvient à s'élever au-dessus des masses a, dans la jeune génération soviétique, la possibilité de se joindre aux milieux dirigeants. D'autre part, la bureaucratie forme et sélectionne consciemment ses fonctionnaires et ses arrivistes.

« La jeunesse soviétique ignore le désir de s'enrichir, la mesquinerie petite-bourgeoise, le bas égoïsme », assurait le principal rapporteur au congrès des jeunes communistes d'avril 1936. Ces paroles sonnent manifestement faux en présence du mot d'ordre dominant d'aujourd'hui : « aisance et belle vie », des méthodes du travail aux pièces, des primes et des décorations. Le socialisme n'est pas ascétique, il s'oppose profondément à l'ascétisme chrétien comme à toute religion, par son attachement à ce monde et rien qu'à lui. Mais il a sa hiérarchie des valeurs terrestres. La personne humaine ne commence pas pour lui avec le souci de la vie aisée, mais là où expire ce souci. Seulement, il n'est donné à aucune génération de sauter par-dessus sa propre tête. Tout le mouvement Stakhanov est pour le moment fondé sur le « bas égoïsme ». Son seul étalon de mesure, qui est le nombre de pantalons et de cravates gagnés au prix du travail, atteste précisément la « mesquinerie petite-bourgeoise ». Que cette phase soit historiquement nécessaire, soit ; il faut alors la voir telle qu'elle est. Le rétablissement des relations commerciales ouvre incontestablement la possibilité d'une amélioration sensible du bien-être individuel. Si les jeunes gens soviétiques veulent pour la plupart devenir ingénieurs, ce n'est pas que l'édification socialiste les séduise tant, c'est plutôt que les ingénieurs sont beaucoup mieux payés que les médecins et les instituteurs. Quand des tendances de cette sorte se précisent dans une atmosphère d'oppression spirituelle et de réaction idéologique, tandis que les dirigeants lâchent consciemment la bride aux instincts des arrivistes, la formation de la « culture socialiste » se réduit à tout moment à une éducation égoïste des plus antisociales.

Ce serait pourtant calomnier grossièrement la jeunesse soviétique que la présenter comme dominée exclusivement ou principalement par les intérêts personnels. Non, elle est dans son ensemble généreuse, intuitive, entreprenante. L'arrivisme ne la colore qu'en surface. Dans ses profondeurs vivent des tendances variées, encore informes souvent, dont l'héroïsme foncier se cherche emploi. Le nouveau patriotisme soviétique se nourrit en partie de ces aspirations. Il est certaine-

ment très profond, sincère et dynamique. Mais il souffre aussi de la méésentente entre les jeunes et les vieux.

Les jeunes poumons bien portants trouvent irrespirable l'atmosphère d'hypocrisie, inséparable du Thermidor, c'est-à-dire de la réaction encore contrainte de se vêtir du manteau de la révolution. Le criant contraste entre les affiches socialistes et la réalité vivante ruine la confiance dans les canons officiels. Beaucoup de jeunes gens adoptent à l'égard de la politique une attitude dédaigneuse et affectent, dans leurs manières, la grossièreté, voire la licence. Dans bien des cas, peut-être même dans la majorité des cas, l'indifférentisme et le cynisme ne sont que les formes primitives du mécontentement et du désir contenu de marcher à son propre gré. L'exclusion des Jeunesses et du parti, puis l'arrestation et l'exil de centaines de milliers de jeunes « gardes-blancs » et d'« opportunistes », d'une part, de bolcheviks-léninistes, de l'autre, attestent que les sources de l'opposition politique consciente, de droite et de gauche, ne tarissent pas ; au contraire, elles ont jailli avec une nouvelle force au cours des deux ou trois dernières années. Enfin, les plus impatientes, les plus ardents, les moins équilibrés, blessés dans leurs sentiments et leurs intérêts, se tournent vers la vengeance terroriste. Tel est à peu près, aujourd'hui, le spectre des états d'esprit politiques de la jeunesse soviétique.

L'histoire du terrorisme individuel en U.R.S.S. marque avec force les étapes de l'évolution générale du pays. À l'aube du pouvoir des soviets, les Blancs et les socialistes-révolutionnaires organisent des attentats terroristes dans l'ambiance de la guerre civile. Quand les anciennes classes possédantes ont perdu toute espérance de restauration, le terrorisme cesse. Les attentats des koulaks, qui se sont prolongés jusqu'à ces derniers temps, ont eu un caractère local ; ils complétaient une guérilla contre le régime. Le terrorisme le plus récent ne s'appuie ni sur les anciennes classes dirigeantes ni sur les paysans cosus. Les terroristes de la dernière génération se recrutent exclusivement dans la jeunesse soviétique, dans les Jeunesses communistes et le parti, souvent même parmi les fils de dirigeants. Tout à fait incapable de résoudre les problèmes auxquels il s'attaque, le terrorisme indi-

viduel a pourtant la plus grande importance symptomatique en ce qu'il caractérise l'âpreté de l'antagonisme entre la bureaucratie et les vastes masses populaires, et plus particulièrement la jeunesse.

Griserie économique, parachutisme, expéditions polaires, indifférentisme démonstratif, « romantisme du voyou », mentalité terroriste et actes terroristes occasionnels — le tout prépare une explosion du mécontentement des jeunes contre l'insupportable tutelle des vieux. La guerre pourrait évidemment servir de soupape de sûreté aux vapeurs accumulées de ce mécontentement. Pas pour longtemps. La jeunesse acquerrait promptement la trempe des combattants et l'autorité qui lui manque aujourd'hui. Dans le même temps la réputation de la plupart des vieux subirait une irréparable atteinte. Dans le meilleur des cas, la guerre n'accorderait à la bureaucratie qu'un moratoire ; à la fin des hostilités, le conflit politique n'en serait que plus aigu.

Il serait naturellement unilatéral de ramener le problème de l'U.R.S.S. à celui des générations. Parmi les vieux, la bureaucratie compte pas mal d'adversaires avoués ou cachés, de même qu'il y a des centaines de milliers de bureaucrates finis parmi les jeunes. Mais de quelque côté que parte l'attaque contre les couches dirigeantes, que ce soit de droite ou de gauche, les assaillants recruteront leurs forces principales dans la jeunesse étouffée, mécontente et privée de droits politiques. La bureaucratie le comprend parfaitement. Elle est d'une sensibilité extrême à tout ce qui la menace. Elle s'efforce naturellement de consolider à l'avance ses positions. Et ses tranchées capitales, ses plates-formes de béton, elle les dresse précisément face à la jeune génération.

Nous avons déjà mentionné le X^e congrès des Jeunesses communistes qui s'est réuni en avril 1936 au Kremlin. Personne n'a tenté, naturellement, d'expliquer pourquoi, contrairement aux statuts, ce congrès ne s'était pas réuni pendant cinq ans. Par contre, il s'est tout de suite révélé que, sélectionné et filtré avec le plus grand soin, il se réunissait pour exproprier, au sens politique, la jeunesse : d'après ses nouveaux statuts, le *Komsomol* — la Jeunesse communiste — perd, même juridiquement, tout droit de participer à la vie sociale. L'instruction et

l'éducation sont désormais ses seules sphères d'action. Le secrétaire général des Jeunesses communistes déclara, sur l'ordre de ses supérieurs : « Nous devons... *cesser de bavarder* sur le plan industriel et financier, à propos de la baisse du prix de revient, de l'équilibre des comptes, des semailles et de toutes autres tâches du gouvernement, *comme si nous en décidions*. » Le pays entier pourrait répéter ces derniers mots : « Comme si nous en décidions ! » L'ordre arrogant de « cesser les bavardages » qui n'a suscité, dans un congrès archi-soumis, aucun enthousiasme, semble d'autant plus étonnant que la loi soviétique fixe la majorité politique à dix-huit ans en accordant à partir de cet âge le droit de vote aux jeunes gens des deux sexes, tandis que la limite d'âge des Jeunesses communistes était d'après les anciens statuts de vingt-trois ans, le tiers des membres de l'organisation la dépassant du reste. Le congrès vota simultanément deux réformes : il légalisa la participation des adultes aux Jeunesses, augmentant ainsi le nombre des komsomols-électeurs, et il priva l'organisation du droit de s'immiscer non seulement dans la politique générale (chose dont il ne pouvait être question), mais encore dans les questions courantes de l'économie. Le relèvement de la limite d'âge est dicté par le fait qu'il est de plus en plus difficile de passer automatiquement du Komsomol au parti. La suppression des derniers droits politiques et même de leur seule apparence est due à la volonté d'assujettir complètement et définitivement les Jeunesses communistes au parti épuré. Les deux mesures, évidemment contradictoires, ont la même cause, et c'est la peur que la jeune génération inspire à la bureaucratie.

Les rapporteurs du congrès, s'acquittant, à les en croire, des missions que leur avait confiées Staline — ces avertissements tendaient à exclure toute discussion — expliquèrent le but de la réforme avec une franchise plutôt étonnante : « Nous n'avons pas besoin d'un second parti. » C'était reconnaître que, de l'avis des dirigeants, le Komsomol, si on ne le matait pas définitivement, menacerait de devenir un second parti. Et comme pour déterminer les tendances possibles de ce parti virtuel, le rapporteur ajoutait cet avertissement : « Trotsky tenta en son temps d'inculquer à la jeunesse, avec laquelle il flirtait par déma-

gogie, l'idée antiléoniniste et antibolchevique de la nécessité d'un second parti. » Etc. L'allusion du rapporteur renferme un anachronisme : à la vérité, Trotsky se borna à l'époque à avertir que la bureaucratisation ultérieure du régime amènerait inévitablement la rupture avec les jeunes et menacerait de faire naître un second parti. Peu importe : les événements, en confirmant l'avertissement, en ont fait un programme. Le parti dégénéré n'a gardé son pouvoir d'attraction que pour les arrivistes. Les jeunes gens et les jeunes filles honnêtes et capables de penser doivent être écoeurés par la servilité byzantine, la fausse rhétorique couvrant les privilèges et l'arbitraire, la vantardise de bureaucrates médiocres accoutumés à s'encenser les uns les autres, et par tous ces maréchaux qui, s'ils n'ont jamais décroché les étoiles du ciel, s'en sont mis sur toutes les coutures. Il ne s'agit donc plus de la menace d'un second parti, comme il y a douze ou treize ans, mais de la nécessité de ce parti, seule force capable de continuer la révolution d'Octobre. La modification des statuts des Jeunesses communistes, serait-elle renforcée par de nouvelles mesures policières, n'empêchera pas la jeunesse, cela va de soi, d'acquérir la force virile et d'entrer en conflit avec la bureaucratie.

De quel côté s'orientera la jeunesse en cas de bouleversement politique ? Sous quels drapeaux se rassemblera-t-elle ? Personne ne peut donner en ce moment de réponse assurée à ces questions, et la jeunesse elle-même moins que personne. Des tendances contradictoires travaillent sa conscience. En dernier lieu, des événements historiques d'une importance mondiale détermineront ses masses à se prononcer : guerre, succès nouveaux du fascisme ou, à l'inverse, victoire de la révolution prolétarienne en Occident. La bureaucratie se convaincra en tout cas que cette jeunesse sans droits constitue dans l'histoire un facteur explosif de première force.

L'autocratie russe, s'exprimant en 1894 par le truchement du jeune tsar Nicolas II, répondait aux membres des zemstvos qui exprimaient timidement le vœu d'être admis à la vie politique : « Rêves insensés ! » Mémorables paroles. En 1936, la bureaucratie répond aux aspirations encore confuses de la jeune génération soviétique par l'injonction bru-

tales de « cesser les bavardages ! » Ces mots entreront aussi dans l'histoire. Le régime stalinien ne les paiera pas moins cher que le régime à la tête duquel se trouvait Nicolas II.

Nation et culture

[Retour à la table des matières](#)

La politique nationale du bolchevisme, en assurant la victoire de la révolution d'Octobre, a aidé l'U.R.S.S. à tenir par la suite, en dépit des forces centrifuges à l'intérieur et de l'hostilité des pays voisins. La dégénérescence bureaucratique de l'État a lourdement handicapé cette politique. Sur la question nationale précisément, Lénine se préparait à livrer un premier combat à Staline au XII^e congrès du parti, au printemps de 1923. Mais il dut quitter le travail avant la réunion du congrès. Les documents qu'il rédigeait alors sont encore sous le boisseau de la censure ⁹.

Les besoins culturels des nations réveillées par la révolution réclament la plus large autonomie. Mais l'économie ne peut se bien développer que si toutes les parties de l'Union se soumettent à un plan d'ensemble centralisé. Or l'économie et la culture ne sont pas séparées l'une de l'autre par des cloisons étanches. Il arrive donc que les tendances à l'autonomie culturelle et à la centralisation économique entrent en conflit. Il n'y a pas cependant entre elles d'antagonisme irréductible. Si, pour réduire ces conflits, nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir de formule toute prête, la souple volonté des masses intéressées existe, et seule leur participation effective à la décision quotidienne de leur propre destinée peut, à chaque étape donnée, tracer la limite entre les revendications légitimes de la centralisation économique et les exigences vitales des cultures nationales. Tout le malheur vient de ce que la volonté de la population de l'U.R.S.S., incarnée par

⁹ Ces documents n'ont été publiés en U.R.S.S. qu'en 1956, trois ans après la mort de Staline.

ses divers éléments nationaux, est complètement falsifiée par la bureaucratie, qui n'envisage l'économie et la culture que sous l'angle des intérêts spécifiques de la couche dirigeante et des facilités de gouvernement.

Il est vrai que la bureaucratie continue à accomplir dans ces deux domaines un certain travail progressif, quoique au prix d'énormes frais généraux. Cela concerne avant tout les nationalités arriérées de l'U.R.S.S. qui doivent nécessairement passer par une période plus ou moins longue d'emprunts, d'imitations et d'assimilation. La bureaucratie leur construit un pont vers les bienfaits élémentaires de la culture bourgeoise et, partiellement, pré-bourgeoise. A l'égard de plusieurs régions et nationalités, le régime accomplit dans une large mesure l'œuvre historique que Pierre Ier et ses compagnons ont accomplie pour la vieille Moscovie ; mais sur une plus vaste échelle et à une plus vive allure.

L'enseignement se donne en ce moment dans les écoles de l'U.R.S.S. en quatre-vingts langues au moins. Il a fallu, pour la plupart de ces idiomes, créer des alphabets ou remplacer les alphabets asiatiques, trop aristocratiques, par des alphabets latinisés, plus à la portée des masses. Des journaux paraissent en autant de langues et font connaître à des bergers nomades et à des cultivateurs primitifs les éléments de la culture. Les lointaines régions de l'empire naguère négligées, voient surgir des industries. Le tracteur détruit les vieilles mœurs qui tiennent encore du clan. En même temps que l'écriture apparaissent la médecine et l'agronomie. Il n'est pas facile d'apprécier cette mise en œuvre de couches nouvelles de l'humanité. Marx n'avait pas tort de dire que la révolution est la locomotive de l'histoire.

Mais les locomotives les plus puissantes ne font pas de miracles : elles ne changent pas les lois de l'espace, elles ne font que hâter le mouvement. La nécessité de faire connaître à des dizaines de millions d'hommes l'alphabet, le journal, les règles les plus simples de l'hygiène, montre quel chemin reste à parcourir avant que puisse être réellement posée la question d'une nouvelle culture socialiste. La presse publie par exemple que les Oyrates de la Sibérie occidentale, qui jusqu'ici ne sa-

vaient pas se laver, ont maintenant, « dans bien des villages, des bains où l'on vient de trente kilomètres à la ronde ». Cet exemple de progrès élémentaire fait fortement ressortir le niveau de nombre d'autres conquêtes et pas seulement dans les régions éloignées et arriérées. Quand le chef du gouvernement, pour montrer l'accroissement de la culture, dit que la demande de « lits en fer, d'horloges, de linge tricoté, de sweaters, de vélos » augmente dans les kolkhozes, cela signifie seulement que les paysans aisés commencent à se servir des produits de l'industrie entrés depuis longtemps dans la vie des paysans d'Occident. La presse répète chaque jour ses prédications sur « le commerce socialiste civilisé ». Il s'agit en réalité de donner un nouvel aspect, propre et attrayant, aux magasins de l'État, de les outiller, de leur fournir un assortiment suffisant, de ne pas laisser pourrir les pommes, de vendre en même temps que les bas du fil à repriser, et enfin d'accoutumer les vendeurs à traiter les clients avec attention et politesse, en un mot d'atteindre un niveau qui est banal pour le commerce capitaliste. Et on est encore assez loin d'accéder à ce but, où d'ailleurs il n'y a pas un grain de socialisme.

Si nous nous détournons un moment des lois et des institutions pour considérer, sans nous bercer d'illusions, la vie quotidienne de la grande masse de la population, nous sommes bien obligés de conclure que l'héritage de la Russie absolutiste et capitaliste l'emporte encore, et de loin, dans les mœurs sur les germes du socialisme. C'est la population elle-même qui l'exprime de la manière la plus convaincante dans son avidité à se saisir, à la moindre amélioration, des modèles tout faits d'Occident. Les jeunes employés soviétiques et souvent même les jeunes ouvriers s'efforcent d'imiter les manières et le costume des ingénieurs et des techniciens américains qu'ils rencontrent à l'usine. Les employées et les ouvrières dévorent des yeux la touriste étrangère, pour s'habiller comme elle et imiter ses manières. Celle qui a la chance d'y réussir devient à son tour un objet d'imitation. Au lieu des papillotes d'autrefois, les mieux payées se font faire l'ondulation permanente. La jeunesse apprend volontiers les « danses modernes ». En un certain sens, ce sont là des progrès. Mais ils expriment pour le mo-

ment non la supériorité du socialisme sur le capitalisme, mais la prédominance de la culture bourgeoise sur la culture patriarcale, de la ville sur la campagne, du centre sur la province, de l'Occident sur l'Orient.

Les milieux soviétiques privilégiés quant à eux empruntent aux plus hautes sphères capitalistes, et ce sont les diplomates, les directeurs de trusts, les ingénieurs qui, se rendant souvent en Europe et en Amérique, deviennent arbitres en la matière. La satire soviétique n'en dit mot, car il est rigoureusement interdit de toucher aux « dix mille » dirigeants. On ne peut pourtant pas s'abstenir de noter avec quelque amertume que les hauts émissaires soviétiques à l'étranger n'ont pas su manifester devant la civilisation capitaliste un style propre ou même une façon d'être un peu personnelle. Ils n'ont pas eu la fermeté intérieure qui leur eût permis de dédaigner les apparences et de garder leurs distances. Ils mettent généralement leur ambition à se distinguer le moins possible des snobs bourgeois les plus achevés. En un mot ils se sentent, pour la plupart, non des représentants d'un monde nouveau mais des parvenus, et se conduisent en conséquence.

Dire que l'U.R.S.S. poursuit en ce moment l'œuvre culturelle que les pays avancés ont achevée depuis longtemps sur la base du capitalisme, ce n'en serait pas moins formuler une demi-vérité. Les nouvelles formes sociales ne sont nullement indifférentes ; elles ne se bornent pas à ouvrir à un pays arriéré la possibilité de rattraper le niveau des pays avancés, elles lui permettent d'y arriver beaucoup plus vite que ne l'a fait l'Occident. La clef de cette énigme se trouve sans peine : les pionniers de la bourgeoisie ont dû inventer leur technique et apprendre à l'appliquer à l'économie et à la culture, tandis que l'U.R.S.S. trouve un acquis tout prêt, moderne, et, grâce à la socialisation des moyens de production, l'applique non partiellement et peu à peu, mais d'un seul coup à une immense échelle.

Les chefs militaires du passé ont maintes fois vanté le rôle civilisateur des armées, surtout envers les paysans. Sans nous leurrer sur la civilisation spécifique répandue par le militarisme bourgeois, on ne peut cependant pas contester que nombre d'habitudes utiles au progrès ont été apportées aux masses populaires par l'intermédiaire de

l'armée ; ce n'est pas sans cause que les soldats et les sous-officiers se sont trouvés à la tête des révoltés dans tous les mouvements révolutionnaires et principalement dans les mouvements paysans. Le régime soviétique a la possibilité d'agir sur la vie des masses populaires, en utilisant non la seule armée, mais tous les organes de l'État, du parti, des Jeunesses communistes et des syndicats confondus avec l'État. L'assimilation des modèles tout prêts de la technique, de l'hygiène, des arts, des sports, dans des délais beaucoup plus brefs que ceux qui furent nécessaires à l'élaboration de ces mêmes modèles dans leurs patries d'origine, est assurée par les formes étatiques de la propriété, par la dictature politique, par la direction planifiée.

Si la révolution d'Octobre n'avait apporté que cette accélération d'allure, elle serait déjà justifiée du point de vue historique, car le régime bourgeois déclinant ne s'est pas montré capable, dans le dernier quart de siècle, de faire progresser nettement un seul pays arriéré, dans aucune partie du monde. Le prolétariat russe a fait la révolution en vue de fins beaucoup plus élevées. Quel que soit aujourd'hui le joug politique qu'il subit, ses éléments les meilleurs n'ont pas renoncé au programme communiste et aux grands espoirs qu'il représente. La bureaucratie est tenue de s'adapter au prolétariat par l'orientation de sa politique, et plus encore dans l'interprétation de celle-ci. C'est pourquoi chaque pas en avant dans l'économie ou dans les mœurs, indépendamment de son explication historique véritable ou de sa signification réelle pour la vie des masses, devient officiellement une conquête inouïe, une acquisition sans précédent de la « culture socialiste ». Sans doute, mettre la brosse à dents et le savon de toilette à la portée de millions d'hommes qui ne connaissaient pas hier encore les plus simples exigences de la propreté, c'est une œuvre civilisatrice des plus grandes. Mais ni le savon ni la brosse à dents, ni même les parfums réclamés par « nos femmes » ne font la culture socialiste, surtout quand ces pauvres attributs de la civilisation ne sont accessibles qu'à 15 % de la population.

La « transformation des hommes » dont on parle si souvent dans la presse soviétique s'accomplit en effet à toute allure. Dans quelle me-

sure est-ce une transformation socialiste ? Le peuple russe n'a connu dans le passé ni grande réforme religieuse comme les Allemands, ni grande révolution bourgeoise comme les Français. Dans ces deux creusets, si nous écartons la révolution-réforme des insulaires britanniques du XVII^e siècle, s'est formée l'individualité bourgeoise, phase des plus importantes dans le développement de l'individualité humaine en général. Les révolutions russes de 1905 et 1917 indiquaient nécessairement l'éveil de l'individualité au sein des masses et son affirmation dans un milieu primitif ; elles s'acquittaient donc sur une moindre échelle, hâtivement, de l'œuvre éducative des réformes et des révolutions bourgeoises d'Occident. Mais bien avant que cette œuvre fût terminée, au moins dans ses grandes lignes, la révolution russe, née au crépuscule du capitalisme, se trouva lancée par la lutte des classes sur les rails du socialisme. Les contradictions dans le domaine de la culture ne font que refléter et dévier les contradictions sociales et économiques résultant de ce bond. L'éveil de l'individualité acquiert dès lors nécessairement un caractère plus ou moins petit-bourgeois dans l'économie, la famille, la poésie. La bureaucratie est devenue l'incarnation d'un individualisme extrême, parfois sans frein. Admettant et encourageant l'individualisme économique (travail aux pièces, parcelles des cultivateurs, primes, décorations), elle réprime d'autre part les manifestations progressistes de l'individualisme dans la sphère de la culture spirituelle (vues critiques, formation d'opinions personnelles, dignité individuelle).

Plus le niveau d'un groupe national est élevé, plus la création culturelle y est haute, plus les problèmes de la société et de la personnalité lui tiennent à cœur et plus les tenailles bureaucratiques lui sont douloureuses sinon intolérables. Il ne peut être en vérité question de l'originalité des cultures nationales quand une seule baguette de chef d'orchestre — ou plus exactement une seule matraque policière — prétend diriger les fonctions intellectuelles de tous les peuples de l'Union. Les journaux (et les livres) ukrainiens, blancs-russiens, géorgiens ou turks ne font que traduire dans ces langues les impératifs bureaucratiques. La presse moscovite publie chaque jour la traduction russe des

odes dédiées aux chefs par des poètes, lauréats nationaux, misérables versifications en vérité, qui ne diffèrent l'une de l'autre que par le degré de servilité et d'insignifiance.

La culture grand-russienne, souffrant tout autant que les autres de ce régime de corps de garde, vit surtout au compte de la vieille génération formée avant la révolution. La jeunesse semble être broyée sous une dalle. Nous ne sommes donc pas en présence de l'oppression d'une nationalité par une autre, au sens propre du mot, mais de l'oppression de toutes les cultures nationales, à commencer par la grande-russienne, par un appareil policier centralisé. Nous ne pouvons cependant pas négliger le fait que 90 % des journaux de l'U.R.S.S. paraissent en russe. Si ce pourcentage est en contradiction frappante avec la proportion numérique des Russes dans la population, il correspond mieux, il est vrai, à l'influence propre de la civilisation russe et à son rôle d'intermédiaire entre les peuples arriérés et l'Occident. Ne faut-il pas voir cependant dans la part exagérément grande attribuée aux Russes dans les éditions (et pas seulement là, naturellement) un privilège national de fait, privilège de grande puissance obtenu au détriment des autres nationalités ? C'est fort possible. Mais à cette question extrêmement sérieuse on ne peut répondre en termes aussi catégoriques qu'on le voudrait, car, plus que par la collaboration, l'émulation et la fécondation réciproque des cultures, elle est tranchée dans la vie par l'arbitrage sans appel de la bureaucratie. Et comme le Kremlin est le siège du pouvoir, comme la périphérie doit imiter le centre, la bureaucratie centrale prend inévitablement une allure russificatrice tout en attribuant aux autres nationalités un seul droit incontesté : celui de chanter dans leurs propres langues les louanges de l'arbitre.

La doctrine officielle de la culture change avec les zigzags économiques et les considérations administratives ; mais dans toutes ses variations, elle garde un caractère absolument catégorique. En même temps que la théorie du socialisme dans un seul pays, celle de la « culture prolétarienne », jusqu'alors laissée à l'arrière-plan, a reçu l'investiture officielle. Ses adversaires soutenaient que la dictature du prolétariat est rigoureusement transitoire ; qu'à la différence de la

bourgeoisie, le prolétariat ne songe pas à dominer pendant de longues époques historiques ; que la tâche de la génération présente de la nouvelle classe dominante est avant tout de s'assimiler ce qu'il y a de précieux dans la culture bourgeoise ; que plus le prolétariat reste un prolétariat, en d'autres termes plus il porte les traces de son assujettissement de la veille, et moins il est capable de s'élever au-dessus de l'héritage du passé ; que les possibilités d'une œuvre créatrice nouvelle ne s'ouvriront réellement qu'au fur et à mesure que le prolétariat se résorbera dans la société socialiste. Tout ceci veut dire que la culture socialiste — et non une culture prolétarienne — est appelée à prendre la succession de la culture bourgeoise.

Polémiquant avec les théoriciens d'un art prolétarien, produit de laboratoire, l'auteur de ces lignes écrivait : « La culture se nourrit des sèves de l'économie et il faut des excédents matériels pour qu'elle croisse, se complique et s'affine. » La solution la plus heureuse des problèmes économiques élémentaires « ne signifierait encore en aucun cas la victoire complète du socialisme, nouveau principe historique ». La progression de la pensée scientifique sur des bases populaires et l'essor du nouvel art attesteraient seuls que le grain a fait mieux que lever et que la plante a fleuri. Sous ce rapport, « le développement de l'art est la plus haute épreuve de la vitalité et de l'importance d'une époque » ¹⁰. Ce point de vue, admis la veille, fut tout à coup déclaré, dans un texte officiel, « capitulard » et dicté par l'« incroyance » en les forces créatrices du prolétariat. La période Staline-Boukharine s'ouvrit ; Boukharine se faisait depuis longtemps le héraut de la culture prolétarienne ; Staline n'y avait jamais pensé. Tous les deux professaient en tout cas que la marche au socialisme se ferait « à pas de tortue » et que le prolétariat disposerait de dizaines d'années pour former sa culture propre. Quant au caractère de celle-ci, les idées de nos théoriciens étaient aussi confuses que peu ambitieuses.

¹⁰ Les citations proviennent du livre de Trotsky *Littérature et révolution*.

Les années orageuses du premier plan quinquennal renversèrent la perspective du pas de tortue. Dès 1931, le pays, à la veille d'une cruelle famine, « entra dans le socialisme ». Avant que les écrivains et les artistes officiellement protégés n'aient pu créer un art prolétarien ou tout au moins les premières œuvres marquantes de cet art, le gouvernement fit savoir que le prolétariat s'était résorbé dans la société sans classes. Restait à s'accommoder du fait qu'il n'avait pas eu pour créer sa culture ce facteur indispensable : le temps. La conception d'hier fut instantanément livrée à l'oubli et l'on mit à l'ordre du jour la « culture socialiste ». Nous en connaissons déjà le contenu.

La création spirituelle a besoin de liberté. L'idée communiste de soumettre la nature à la technique et la technique au plan pour contraindre la matière à donner à l'homme, sans refus, tout ce dont il a besoin et bien au-delà, cette idée vise une fin plus élevée : libérer à jamais les facultés créatrices de l'homme de toutes entraves, dépendances humiliantes ou dures contraintes. Les relations personnelles, la science, l'art n'auront à subir aucun plan imposé, aucune ombre d'obligation. Dans quelle mesure la création spirituelle sera-t-elle individuelle ou collective ? Cela dépendra entièrement des créateurs.

Autre chose : le régime transitoire. La dictature exprime la barbarie passée et non la culture future. Elle impose nécessairement de rudes restrictions à toutes les activités, y compris à l'activité spirituelle. Le programme de la révolution y voyait dès le début un mal temporaire et s'engageait à écarter peu à peu, au fur et à mesure de l'affermissement du nouveau régime, toutes les restrictions à la liberté. En tout cas, dans les années les plus chaudes de la guerre civile, les chefs de la révolution voyaient bien que le gouvernement, s'il pouvait, en s'inspirant de considérations politiques, limiter la liberté créatrice, ne pouvait en aucune façon prétendre au commandement dans le domaine scientifique, littéraire et artistique. Avec ses goûts assez « conservateurs », Lénine, faisant preuve de la plus grande circonspection en matière d'art, invoquait volontiers son incompétence. La protection accordée par le commissaire du peuple à l'instruction publique, Lounatcharsky, à diverses formes de modernisme troublait souvent

Lénine, mais il se bornait à des remarques ironiques dans ses entretiens privés et restait fort éloigné de l'idée de faire de ses goûts littéraires la loi. En 1924, au seuil d'une nouvelle phase, l'auteur de ce livre formulait en ces termes l'attitude de l'État à l'égard des tendances de l'art : « Mettant au-dessus de tout le critère : pour ou contre la révolution, leur laisser sur leur propre terrain une liberté complète. »

Tant que la dictature eut l'appui des masses et devant elle la perspective de la révolution mondiale, elle ne craignit pas les expériences, les recherches, la lutte des écoles, car elle comprenait qu'une nouvelle phase de la culture ne pouvait être préparée que dans cette voie. Toutes les fibres du géant populaire frémissaient encore ; il pensait à haute voix, pour la première fois depuis mille ans. Les meilleures jeunes forces de l'art étaient saisies au vif. C'est en ces premières années, riches d'espoir et d'intrépidité, que furent créés les modèles les plus précieux de la législation socialiste et aussi les meilleurs ouvrages de la littérature révolutionnaire. A la même époque se rapportent aussi les meilleurs films soviétiques qui, malgré la pauvreté des moyens techniques, étonnèrent le monde par la fraîcheur et l'intensité du réalisme.

Dans la lutte contre l'opposition au sein du parti, les écoles littéraires furent, l'une après l'autre, étouffées. Et il ne s'agissait pas de la seule littérature. La dévastation s'étendit à tous les domaines de l'idéologie, d'autant plus énergiquement qu'elle était à demi inconsciente. Les dirigeants actuels se considèrent à la fois comme appelés à contrôler politiquement la vie spirituelle et à diriger son développement. Leur commandement sans appel s'exerce de la même manière dans les camps de concentration, l'agronomie et la musique. L'organe central du parti publie des articles anonymes, assez semblables à des ordres de chefs militaires, régissant l'architecture, la littérature, la dramaturgie, le ballet, sans parler naturellement de la philosophie, des sciences naturelles et de l'histoire.

La bureaucratie a une crainte superstitieuse de tout ce qui ne la sert pas et de tout ce qu'elle ne comprend pas. Quand elle exige une liaison entre les sciences naturelles et la production, elle a raison, à un

certain niveau ; mais quand elle ordonne aux chercheurs de ne s'assigner que des fins immédiates, elle menace de tarir les sources les plus précieuses de la création, y compris celles des découvertes pratiques qui se font le plus souvent dans des voies imprévues. Instruits par une expérience cuisante, les naturalistes, les mathématiciens, les philologues, les théoriciens de l'art militaire évitent les grandes généralisations, de peur qu'un « professeur rouge », qui est le plus souvent un arriviste ignorant, ne leur oppose brutalement quelque citation de Lénine ou de Staline. Défendre en pareil cas la pensée et la dignité scientifiques, c'est à coup sûr s'attirer les rigueurs de la répression.

Les sciences sociales sont les plus malmenées. Les économistes, les historiens, les statisticiens même, sans parler des journalistes, sont surtout préoccupés de ne point se mettre, ne serait-ce qu'indirectement, en contradiction avec les positions actuelles de la politique officielle. On ne peut traiter de l'économie soviétique, de la politique intérieure et extérieure qu'en se protégeant de tous côtés sous des banalités empruntées aux discours du chef et en se donnant pour objet de démontrer que tout se passe comme il a été prévu ou mieux. Le conformisme à cent pour cent délivre des ennuis terrestres, mais comporte son propre châtement : la stérilité.

Bien que le marxisme soit formellement en U.R.S.S. la doctrine officielle, il n'a pas été publié au cours des douze dernières années une seule œuvre marxiste — traitant d'économie, de sociologie, d'histoire, de philosophie — méritant l'attention ou la traduction. La production marxiste ne sort pas des limites de la compilation scolastique, qui ne fait que ressasser les vieilles idées approuvées et resservir les mêmes citations selon les besoins du moment. Tirés à des millions d'exemplaires, des livres et des brochures dont personne n'a le moindre besoin, fabriqués avec de la colle, de la flagornerie et d'autres ingrédients pâteux, sont répandus par les soins de l'État. Les marxistes qui pourraient dire quelque chose d'utile et de personnel sont sous les verrous ou tenus de se taire. Alors que l'évolution des formes sociales pose à tout instant des problèmes grandioses !

L'honnêteté, sans laquelle il n'est pas de travail théorique, est foulée aux pieds. Les notes explicatives jointes aux écrits de Lénine sont à chaque réédition remaniées de fond en comble afin de servir les intérêts personnels de l'état-major gouvernemental, magnifiant les « chefs », noircissant leurs adversaires, effaçant certaines traces... Les manuels d'histoire du parti et de la révolution subissent le même traitement. Les faits sont déformés, des documents cachés ou, au contraire, fabriqués, les réputations forgées ou détruites. La simple comparaison des éditions successives du même livre en douze ans permet de se rendre compte de la dégénérescence de la pensée et de la conscience des dirigeants.

Le régime totalitaire n'est pas moins funeste à la littérature. La lutte des tendances et des écoles a fait place à l'interprétation des volontés des chefs. Tous les groupements appartiennent obligatoirement à une organisation unique, sorte de camp de concentration des lettres. Des écrivains médiocres mais bien-pensants comme Gladkov et Sérafimovitch sont proclamés classiques. Les écrivains doués qui ne savent pas se faire violence autant qu'il est désirable sont traqués par des meutes de mentors sans scrupules armés de citations. De grands artistes se suicident ; d'autres cherchent la matière de leur travail dans un passé lointain ou se taisent. Les livres honnêtes et portant la marque du talent ne paraissent que par hasard, comme s'ils échappaient à l'étouffoir ; ils forment une sorte de contrebande.

La vie de l'art soviétique est un martyrologe. Après l'article-directive de la *Pravda* contre le formalisme, on voit naître parmi les écrivains, les peintres, les régisseurs et même les chanteuses d'opéra, une épidémie de repentir. Tous désavouent à l'envi leurs péchés d'hier, en s'abstenant d'ailleurs, par prudence, de préciser ce qu'est le formalisme. Les autorités ont dû à la fin arrêter, par une nouvelle directive, ce flot trop abondant d'abjurations. Les jugements littéraires sont révisés en quelques semaines, les manuels remaniés ; les rues changent de noms et on dresse des monuments parce que Staline a fait sur Maïakovsky une remarque élogieuse. L'impression qu'un opéra produit sur de hauts dignitaires devient une directive pour les compositeurs.

Le secrétaire des Jeunesses communistes dit à une conférence d'écrivains que « les indications du camarade Staline font la loi pour tous », et on applaudit, bien que certains aient au front le rouge de la honte. Et comme si l'on tenait à infliger à la littérature un suprême outrage, Staline, incapable de construire correctement une phrase en russe, est sacré l'un des classiques du style. Ce byzantinisme et ce règne de la police ont quelque chose de profondément tragique en dépit de leurs aspects bouffons.

La formule officielle énonce que la culture doit être socialiste par son contenu et nationale par sa forme. Le contenu de la culture socialiste ne peut toutefois faire l'objet que d'hypothèses plus ou moins heureuses. Il n'est donné à personne de greffer cette culture sur une base économique insuffisante. L'art est bien moins que la science susceptible d'anticiper sur l'avenir. Quoi qu'il en soit, des recettes telles que : « représenter l'édification future », « montrer la voie du socialisme », « transformer l'homme » n'apportent pas beaucoup plus à l'imagination que le prix courant des scies ou l'indicateur des chemins de fer.

Forme populaire de l'art et mise des œuvres à la portée de tout le monde sont identifiées. « Ce qui n'est pas utile au peuple, déclare la *Pravda*, ne peut pas avoir de valeur esthétique. » Cette vieille idée de *narodniki* ¹¹, qui écarte l'éducation artistique des masses, acquiert un caractère d'autant plus réactionnaire que la bureaucratie se réserve le droit de décider de l'art dont le peuple a ou n'a pas besoin ; elle publie les livres à son gré et elle en établit la vente obligatoire sans laisser le moindre choix au lecteur. Tout se réduit finalement pour elle à ce que l'art s'inspire de ses intérêts et trouve à son service de quoi rendre la bureaucratie attrayante pour les masses populaires.

En vain ! Aucune littérature ne résoudra ce problème. Les dirigeants eux-mêmes se voient obligés de reconnaître que « ni le premier ni le deuxième plan quinquennal n'ont encore suscité une vague de créa-

¹¹ Mouvement populiste des années 1870, avant que le marxisme ne pénètre en Russie.

tion littéraire plus puissante que celle qui naquit de la révolution d'Octobre ». L'euphémisme est d'une grande douceur. A la vérité, en dépit de quelques exceptions, l'époque thermidorienne entrera dans l'histoire comme celle des médiocres, des lauréats et des malins.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 8

La politique étrangère et l'armée

De la révolution mondiale au « statu quo »

[Retour à la table des matières](#)

La politique étrangère est toujours et partout la continuation de la politique intérieure, car elle est celle de la même classe dominante et poursuit les mêmes fins. La dégénérescence de la caste dirigeante de l'U.R.S.S. ne pouvait manquer de s'accompagner d'une modification correspondante des fins et des méthodes de la diplomatie soviétique. La « théorie » du socialisme dans un seul pays, pour la première fois énoncée au cours de l'automne 1924, signifiait le désir de délivrer la politique étrangère des Soviets du programme de la révolution internationale. La bureaucratie n'envisagea pourtant pas la rupture de ses relations avec l'Internationale communiste, car celle-ci se fût inévitablement transformée en une organisation d'opposition internationale, d'où des conséquences assez fâcheuses pour le rapport des forces en U.R.S.S. Au contraire, moins la politique du Kremlin s'inspirait de l'ancien internationalisme et plus fortement les dirigeants se cramponnaient au gouvernail de la III^e Internationale. Sous son appellation d'autrefois, il fallait que l'Internationale communiste servit à de nou-

velles fins. Celles-ci exigeaient des hommes nouveaux. À partir de 1923, l'histoire de l'Internationale communiste est celle du renouvellement de son état-major moscovite et des états-majors de ses sections nationales par des révolutions de palais, des épurations commandées, des exclusions, etc. À l'heure présente l'Internationale communiste n'est plus qu'un appareil parfaitement docile, prêt à tous les zig-zags, au service de la politique étrangère soviétique ¹².

La bureaucratie n'a pas seulement rompu avec le passé, elle a aussi perdu la faculté d'en comprendre les leçons capitales. La principale est que le pouvoir des Soviets n'eût pas tenu douze mois sans l'appui immédiat du prolétariat mondial, européen d'abord, et sans le mouvement révolutionnaire des peuples des colonies. Le militarisme austro-allemand ne put pousser à fond son offensive contre la Russie des Soviets parce qu'il sentait sur sa nuque l'haleine brûlante de la révolution. Les révolutions d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie annulèrent au bout de neuf mois le traité de Brest-Litovsk. Les mutineries de la flotte de la mer Noire, en avril 1919, contraignirent le gouvernement de la III^e République à renoncer à l'extension des opérations dans le sud du pays soviétique. C'est sous la pression directe des ouvriers britanniques que le gouvernement anglais évacua le nord en septembre 1919. Après la retraite des armées rouges sous Varsovie, en 1920, seule une puissante vague de protestations révolutionnaires empêcha l'Entente de venir en aide à la Pologne pour infliger aux Soviets une défaite décisive. Lord Curzon, quand il adressa en 1923 son ultimatum à Moscou, eut les mains liées par la résistance des organisations ouvrières d'Angleterre. Ces épisodes saisissants ne sont pas isolés ; ils caractérisent la première période, la plus difficile, de l'existence des Soviets. Bien que la révolution n'ait vaincu nulle part ailleurs qu'en Russie, les espérances fondées sur elle n'ont pas été vaines.

Le gouvernement des Soviets signa dès lors divers traités avec des États bourgeois : le traité de Brest-Litovsk en mars 1918 ; le traité avec l'Estonie en février 1920 ; le traité de Riga avec la Pologne en oc-

¹² L'Internationale communiste a été dissoute par Staline en 1943.

tobre 1920 ; le traité de Rapallo avec l'Allemagne en avril 1922 et d'autres accords diplomatiques moins importants. Il ne vint cependant jamais à l'idée du gouvernement de Moscou ni d'aucun de ses membres de présenter comme des « amis de la paix » leurs partenaires bourgeois ou, à plus forte raison, d'inviter les partis communistes d'Allemagne, d'Estonie ou de Pologne à soutenir de leurs votes les gouvernements bourgeois signataires de ces traités. Or cette question a précisément une importance décisive pour l'éducation révolutionnaire des masses. Les Soviets ne pouvaient pas ne pas signer la paix de Brest-Litovsk de même que des grévistes à bout de forces ne peuvent pas repousser les conditions les plus dures du patronat ; mais l'approbation de ce traité par la social-démocratie allemande, sous la forme hypocrite de l'abstention au vote, fut flétrie par les bolcheviks comme un soutien aux forbans et à leur violence. Bien que le traité de Rapallo ait été, quatre ans plus tard, conclu sur les bases d'une égalité formelle des parties contractantes, le parti communiste allemand, s'il avait songé, à cette occasion, à exprimer sa confiance à la diplomatie de son pays, eût été aussitôt exclu de l'Internationale. L'idée maîtresse de la politique étrangère des Soviets était que les accords commerciaux, diplomatiques, militaires, de l'État soviétique avec les impérialistes, accords inévitables, ne devaient en aucun cas freiner ou affaiblir l'action du prolétariat des pays capitalistes intéressés, le salut de l'État ouvrier ne pouvant en définitive être assuré que par le développement de la révolution mondiale. Quand Tchitchérine proposa, pendant la préparation de la conférence de Gênes, d'apporter, pour satisfaire « l'opinion publique » américaine, des modifications « démocratiques » à la constitution soviétique, Lénine insista dans une lettre officielle du 23 janvier 1922 sur la nécessité d'envoyer sans délai Tchitchérine se reposer dans un sanatorium. Si quelqu'un s'était permis en ce temps-là de proposer de payer les bonnes dispositions de l'impérialisme d'une adhésion, soit dit à titre d'exemple, au pacte vide et faux qu'est le pacte Kellog, ou d'une atténuation de l'action de l'Internationale communiste, Lénine n'eût pas manqué de proposer l'envoi de ce novateur dans une maison de fous — et n'eût certainement pas rencontré d'objections au bureau politique. Les dirigeants, à cette

époque, se montraient particulièrement intraitables en ce qui concernait les illusions pacifistes de toutes sortes, la Société des Nations, la sécurité collective, l'arbitrage, le désarmement, etc., n'y voyant que les moyens d'endormir la vigilance des masses ouvrières pour mieux les surprendre au moment où éclaterait la nouvelle guerre. Le programme du parti, élaboré par Lénine et adopté par le congrès de 1919, contient sur ce sujet le passage suivant, dépourvu de toute équivoque : « La pression grandissante du prolétariat et surtout ses victoires dans certains pays accroissent la résistance des exploiters et les amènent à de nouvelles formes d'associations capitalistes internationales (la Société des Nations, etc.) qui, organisant à l'échelle mondiale l'exploitation systématique des peuples du globe, cherchent avant tout à réprimer le mouvement révolutionnaire des prolétaires de tous les pays. Tout cela entraîne inévitablement des guerres civiles au sein de divers États, coïncidant avec les guerres révolutionnaires des pays prolétariens qui se défendent et des peuples opprimés soulevés contre les puissances impérialistes. Dans ces conditions, les mots d'ordre du pacifisme, tels que le désarmement international en régime capitaliste, les tribunaux d'arbitrage, etc., ne relèvent pas seulement de l'utopisme réactionnaire, mais constituent encore à l'égard des travailleurs une duperie manifeste tendant à les désarmer et à les détourner de la tâche de désarmer les exploiters. » Ces lignes du programme bolchevique formulent par anticipation un jugement impitoyable sur la politique étrangère de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, la politique de l'Internationale communiste et celle de tous leurs « amis » pacifistes dans toutes les parties du monde...

Après la période d'intervention et de blocus, la pression économique et militaire du monde capitaliste sur l'Union soviétique fut, il est vrai, beaucoup moins forte qu'on n'avait pu le craindre. L'Europe vivait encore sous le signe de la guerre passée et non sous celui de la guerre prochaine. Survint ensuite une crise économique mondiale d'une extrême gravité qui plongea les classes dirigeantes du monde entier dans la prostration. Cette situation permit à l'U.R.S.S. de s'infliger impunément les épreuves du premier plan quinquennal, le pays redevenant la

proie de la guerre civile, de la famine et des épidémies. Les premières années du deuxième plan quinquennal, apportant une amélioration évidente de la situation intérieure, coïncidèrent avec le début d'une atténuation de la crise dans les pays capitalistes, avec un afflux d'espérances, de convoitises, d'impatience et enfin avec la reprise des armements. Le danger d'une agression combinée contre l'U.R.S.S. n'est à nos yeux un danger concret que parce que le pays des Soviets est encore isolé ; parce que « la sixième partie du monde » est pour une grande part de ses territoires le royaume de la barbarie primitive ; parce que le rendement du travail y est encore, en dépit de la nationalisation des moyens de production, beaucoup plus bas que dans les pays capitalistes ; enfin parce que — et c'est en ce moment le fait capital — les principaux contingents du prolétariat mondial sont défaits, manquent d'assurance et de direction sûre. Ainsi la révolution d'Octobre, que ses chefs considéraient comme le début de la révolution mondiale, mais qui, par la force des choses, est temporairement devenue un facteur en soi, révèle dans cette phase nouvelle de l'histoire à quel point elle dépend du développement international. Il devient de nouveau évident que la question historique « qui l'emportera ? » ne peut pas être tranchée dans des limites nationales ; que les succès ou les insuccès de l'intérieur ne font que préparer les conditions plus ou moins favorables d'une solution internationale du problème.

La bureaucratie soviétique, rendons-lui cette justice, a acquis une vaste expérience dans le maniement des masses humaines, qu'il s'agisse de les endormir, de les diviser, de les affaiblir ou tout bonnement de les tromper afin d'exercer sur elles un pouvoir absolu. Mais, précisément pour cette raison, elle a perdu toute possibilité de leur donner une éducation révolutionnaire. Ayant étouffé la spontanéité de l'initiative des masses populaires dans son propre pays, elle ne peut pas susciter dans le monde la pensée critique et l'audace révolutionnaire. Elle apprécie d'ailleurs infiniment plus, en tant que formation dirigeante et privilégiée, l'aide et l'amitié des radicaux bourgeois, des parlementaires réformistes, des bureaucrates syndicaux d'Occident que celle des ouvriers séparés d'elle par un abîme. Ce n'est pas le lieu de

faire l'histoire du déclin et de la dégénérescence de la III^e Internationale, sujet auquel l'auteur a consacré plusieurs études spéciales traduites dans presque toutes les langues des pays civilisés. Le fait est qu'en sa qualité de dirigeante de l'Internationale communiste, la bureaucratie soviétique, ignorante et irresponsable, conservatrice et imbue d'un esprit national très borné, n'a valu au mouvement ouvrier du monde que des calamités. Comme par une sorte de rançon historique, la situation internationale de l'U.R.S.S. à l'heure actuelle est bien moins déterminée par les conséquences des succès de l'édification du socialisme dans un pays isolé que par celles des défaites du prolétariat mondial. Il suffit de rappeler que la débâcle de la Révolution chinoise en 1925-27, qui délia les mains au militarisme japonais en Extrême-Orient, et la débâcle du prolétariat allemand qui a conduit au triomphe d'Hitler et à la frénésie des armements du III^e Reich, sont pareillement les fruits de la politique de l'Internationale communiste.

Ayant trahi la révolution mondiale, mais s'estimant trahie par elle, la bureaucratie thermidorienne s'assigne pour objectif principal de « neutraliser » la bourgeoisie. Elle doit, à cette fin, se donner l'apparence modérée et solide d'une véritable gardienne de l'ordre. Mais pour le paraître durablement, il faut à la longue le devenir. L'évolution organique des milieux dirigeants y a pourvu. Reculant ainsi peu à peu devant les conséquences de ses propres fautes, la bureaucratie a fini par concevoir, pour assurer la sécurité de l'U.R.S.S., l'intégration de celle-ci dans le système du statu quo de l'Europe occidentale. Quoi de meilleur qu'un pacte perpétuel de non-agression entre le socialisme et le capitalisme ? La formule actuelle de la politique étrangère officielle, largement publiée par la diplomatie soviétique, à laquelle il est bien permis de parler le langage conventionnel de la carrière, et aussi par l'Internationale communiste, qui devrait, semble-t-il, s'exprimer dans la langue de la révolution, dit : « Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger, mais nous n'en céderons pas un du nôtre. » Comme s'il s'agissait de simples conflits territoriaux et non de la lutte mondiale de deux systèmes inconciliables !

Quand l'U.R.S.S. a cru sage de céder au Japon le chemin de fer de la Chine orientale, cet acte de faiblesse préparé par la défaite de la Révolution chinoise a été loué comme une manifestation de force et d'assurance au service de la paix. Livrant en réalité à l'ennemi une voie stratégique extrêmement importante, le gouvernement soviétique facilitait au Japon ses conquêtes ultérieures dans le nord de la Chine et ses attentats contre la Mongolie. Le sacrifice obligé ne signifiait pas une neutralisation du danger, mais, au mieux, un bref répit ; et il excitait au plus haut point les appétits de la camarilla militaire de Tokyo.

La question de la Mongolie est celle des positions stratégiques avancées du Japon dans la guerre contre l'U.R.S.S. Le gouvernement soviétique s'est vu contraint de déclarer cette fois qu'il répondrait par la guerre à l'invasion de la Mongolie. Or il ne s'agit pas ici de la défense de « notre territoire » : la Mongolie est un État indépendant. La défense passive des frontières soviétiques paraissait suffisante quand personne ne les menaçait sérieusement. La véritable défense de l'U.R.S.S. consiste à affaiblir les positions de l'impérialisme et à affermir les positions du prolétariat et des peuples coloniaux dans le monde entier. Un rapport désavantageux des forces peut nous amener à céder bien des pouces de territoire, comme c'est arrivé au moment de la paix de Brest-Litovsk, puis à la signature de la paix de Riga et enfin lors de la cession du chemin de fer de la Chine orientale. La lutte pour la modification favorable du rapport des forces mondiales impose à l'État ouvrier le devoir constant de venir en aide aux mouvements émancipateurs des autres pays, tâche essentielle qui est justement inconciliable avec la politique conservatrice du *statu quo*.

La Société des nations et l'internationale communiste

[Retour à la table des matières](#)

Dû à la victoire du national-socialisme, le rapprochement avec la France, devenu bientôt un accord militaire, assure à la France, gardienne principale du *statu quo*, beaucoup plus d'avantages qu'à l'U.R.S.S. Le concours militaire de l'U.R.S.S. à la France est, d'après le pacte, promis sans conditions ; au contraire, le concours de la France à l'U.R.S.S. est conditionné par le consentement préalable de l'Angleterre et de l'Italie, ce qui ouvre un champ illimité aux machinations contre l'U.R.S.S. Les événements ont montré, à l'occasion de l'entrée des troupes hitlériennes dans la zone rhénane, que Moscou pouvait en faisant preuve de plus de fermeté, obtenir de la France des garanties bien plus sérieuses, si tant est que les traités puissent constituer des garanties à une époque de tournants brusques, de crises diplomatiques permanentes, de rapprochements et de ruptures. Mais ce n'est pas la première fois qu'on voit la diplomatie soviétique se montrer infiniment plus ferme dans la lutte contre les ouvriers de son propre pays que dans les négociations avec les diplomates bourgeois.

L'argument selon lequel le secours de l'U.R.S.S. à la France serait peu efficace faute d'une frontière commune entre l'U.R.S.S. et le Reich ne peut pas être pris au sérieux. En cas d'agression allemande contre l'U.R.S.S., l'agresseur trouvera évidemment la frontière indispensable. En cas d'agression allemande contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la France, la Pologne ne pourra pas rester neutre un seul jour : si elle remplit envers la France ses obligations d'alliée, elle ouvrira immédiatement ses frontières à l'armée rouge ; si, au contraire, elle déchire le traité d'alliance, elle devient l'auxiliaire de l'Allemagne, et l'U.R.S.S. découvre sans peine la « frontière commune ». Les « frontières » maritimes et aériennes joueront d'ailleurs dans la guerre future un rôle tout aussi grand que les frontières terrestres.

L'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations, présentée au pays, à l'aide d'une propagande digne de Goebbels, comme le triomphe du socialisme et le résultat de la « pression » du prolétariat mondial, n'est devenue acceptable pour la bourgeoisie que par suite de l'extrême affaiblissement du danger révolutionnaire et n'a pas été une victoire de l'U.R.S.S. mais une capitulation de la bureaucratie thermidorienne devant l'institution de Genève, profondément compromise, et qui, d'après le programme bolchevique que nous connaissons déjà, « consacre ses efforts immédiats à réprimer les mouvements révolutionnaires ». Qu'est-ce donc qui a changé si radicalement depuis le jour où fut adoptée la charte du bolchevisme ? La nature de la Société des Nations ? La fonction du pacifisme dans la société capitaliste ? Ou la politique des Soviets ? Poser la question, c'est y répondre.

L'expérience a promptement montré que la participation à la Société des Nations n'ajoutait rien aux avantages pratiques qui pouvaient être assurés par des accords séparés avec les États bourgeois, mais imposait par contre des restrictions et des obligations méticuleusement remplies par l'U.R.S.S. dans l'intérêt de son récent prestige conservateur. La nécessité d'adapter sa politique à celle de la France et de ses alliés a imposé à l'U.R.S.S. une attitude des plus équivoques dans le conflit italo-abyssin. Tandis que Litvinov, qui n'était à Genève que l'ombre de Laval, exprimait sa gratitude aux diplomates français et anglais pour leurs efforts « en faveur de la paix », si heureusement couronnés par la conquête de l'Abyssinie, le pétrole du Caucase continuait à ravitailler la flotte italienne. On peut comprendre que le gouvernement de Moscou ait évité de rompre ouvertement un contrat commercial ; mais les syndicats soviétiques n'étaient nullement tenus de compter avec les obligations du commissariat du commerce extérieur. De fait, la cessation de l'exportation du pétrole soviétique en Italie, par décision des syndicats soviétiques, eût certainement été le point de départ d'un mouvement international de boycottage beaucoup plus efficace que les perfides « sanctions » mesurées à l'avance par les diplomates et les juristes d'accord avec Mussolini. Et si les syndicats soviétiques, qui en 1920 recueillaient ouvertement des fonds, par mil-

lions de roubles, pour soutenir la grève des mineurs britanniques, n'ont absolument rien fait cette fois-ci, c'est que la bureaucratie dirigeante leur a interdit toute initiative de ce genre, principalement par complaisance envers la France. Mais, dans la guerre qui vient, aucune alliance militaire ne compensera pour l'U.R.S.S. la perte de la confiance des peuples des colonies et des masses laborieuses en général.

Est-il possible qu'on ne le comprenne pas au Kremlin ? « Le but essentiel du fascisme allemand, nous répond l'organe officiel de Moscou, était d'isoler l'U.R.S.S... Eh bien ? l'U.R.S.S. a aujourd'hui dans le monde plus d'amis que jamais. » (*Izvestia*, 17 septembre 1935.) Le prolétariat italien est sous le talon du fascisme ; la Révolution chinoise est vaincue ; le prolétariat allemand est si profondément défait que les plébiscites hitlériens ne rencontrent de sa part aucune résistance ; le prolétariat d'Autriche a pieds et poings liés ; les partis révolutionnaires des Balkans sont hors la loi ; en France et en Espagne les ouvriers se sont mis à la remorque de la bourgeoisie radicale. Mais le gouvernement des Soviets a, depuis son entrée dans la Société des Nations, « plus d'amis que jamais dans le monde » ! Cette vantardise, fantastique à première vue, cesse d'être une vantardise si on la rapporte, non plus à l'État ouvrier, mais à ses dirigeants. Car ce sont justement les cruelles défaites du prolétariat mondial qui ont permis à la bureaucratie soviétique d'usurper le pouvoir dans son propre pays et d'obtenir plus ou moins les bonnes grâces de l'« opinion publique » des pays capitalistes. Moins l'Internationale communiste est capable de menacer les positions du capital et plus le gouvernement du Kremlin paraît solvable aux bourgeoisies française, tchécoslovaque et autres. La force de la bureaucratie, à l'intérieur et à l'extérieur, est ainsi en proportion inverse de celle de l'U.R.S.S., État socialiste et base de la révolution prolétarienne. Mais ce n'est encore là que l'avvers de la médaille ; et il y a un revers.

Lloyd George, dont les variations et les manifestations sensationnelles ne sont pas dépourvues d'éclairs de perspicacité, mettait en garde, en novembre 1934, la Chambre des communes contre une condamnation de l'Allemagne fasciste appelée à devenir le plus sûr

rempart de l'Europe en face du communisme. « Nous la saluerons un jour comme une amie ! » Paroles significatives ! Les éloges mi-protecteurs, mi-ironiques décernés par la bourgeoisie mondiale au Kremlin ne garantissent pas le moins du monde la paix et n'entraînent même pas une atténuation du danger de guerre. L'évolution de la bureaucratie soviétique intéresse surtout la bourgeoisie mondiale sous l'angle de la modification des formes de la propriété. Napoléon I^{er}, bien qu'il eût radicalement rompu avec les traditions du jacobinisme, pris la couronne et restauré la religion catholique, demeura un objet de haine pour toute l'Europe dirigeante semi-féodale parce qu'il continuait à défendre la nouvelle propriété issue de la révolution. Tant que le monopole du commerce extérieur n'est pas aboli, tant que les droits du capital ne sont pas rétablis, l'U.R.S.S., malgré tous les mérites de ses gouvernants, reste aux yeux de la bourgeoisie du monde entier un ennemi irréconciliable et le national-socialisme allemand un ami sinon d'aujourd'hui, du moins de demain. Lors des négociations entre Barthou et Laval et Moscou, la grande bourgeoisie française se refusa obstinément à jouer la carte soviétique malgré la gravité du péril hitlérien et la brusque conversion du parti communiste français au patriotisme. Après la signature du pacte franco-soviétique, Laval fut accusé à gauche d'avoir, en agitant à Berlin le spectre de Moscou, recherché en réalité un rapprochement avec Berlin et Rome contre Moscou. Ces appréciations anticipent peut-être quelque peu sur les événements sans être toutefois en contradiction avec leur cours normal.

Quelque opinion qu'on puisse avoir des avantages et des inconvénients du pacte franco-soviétique, nul politique révolutionnaire sérieux ne contestera à l'État soviétique le droit de rechercher un appui complémentaire dans des accords momentanés avec tel ou tel impérialisme. Il importe seulement d'indiquer aux masses avec netteté et franchise la place que tient un accord tactique, partiel, de ce genre dans le système d'ensemble des forces historiques. Point n'est besoin, en particulier, pour mettre à profit l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, d'idéaliser l'allié bourgeois ou la combinaison impérialiste momentanément camouflée par la Société des Nations. Or, la diplomatie soviéti-

que, suivie en cela par la III^e Internationale, transforme systématiquement les alliés épisodiques de Moscou en « amis de la paix », trompe les ouvriers en parlant de « sécurité collective » et de « désarmement » et devient dès lors une filiale politique des impérialistes au sein des masses ouvrières.

La mémorable interview donnée par Staline au président de la Scripps-Howard Newspapers, M. Roy Howard, le 1^{er} mars 1935, constitue un document inappréciable caractérisant l'aveuglement bureaucratique dans les grandes questions de la politique mondiale et l'hypocrisie des relations entre les chefs de l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier mondial. À la question : « La guerre est-elle inévitable ? » Staline répond : « Je considère que les positions des amis de la paix s'affermissent ; ils peuvent travailler au grand jour, ils sont soutenus par l'opinion publique, ils disposent de moyens tels que la Société des Nations. » Pas le moindre sens des réalités dans ces mots ! Les États bourgeois ne se divisent nullement en « amis » et « ennemis » de la paix ; d'autant moins qu'il n'y a pas de « paix » en soi. Chaque pays impérialiste est intéressé au maintien de sa paix et l'est d'autant plus que cette paix est plus lourde à ses adversaires. La formule commune à Staline, Baldwin, Léon Blum et autres : « La paix serait vraiment assurée si tous les États se groupaient dans la Société des Nations pour la défendre », signifie seulement que la paix serait assurée s'il n'y avait pas de raison d'y porter atteinte. L'idée est sans doute juste, mais peu substantielle. Les grandes puissances restées à l'écart de la Société des Nations préfèrent visiblement leur liberté de mouvement à cette abstraction « la paix ». Pourquoi ont-elles besoin de leur liberté de mouvement ? C'est ce qu'elles montreront le temps venu. Les États qui se retirent de la Société des Nations, comme le Japon et l'Allemagne, ou « s'en écartent » momentanément, comme l'Italie, ont aussi pour cela des raisons suffisantes. Leur rupture avec la Société des Nations ne fait que modifier la forme diplomatique des antagonismes existants sans leur porter atteinte fondamentalement et sans toucher à la nature même de la Société des Nations. Les justes, qui vont jurant fidélité inébranlable à la Société des Nations, entendent tirer résolument par-

ti de celle-ci pour le maintien de *leur paix*. Mais il n'y a pas d'accord entre eux. L'Angleterre est parfaitement disposée à prolonger la paix en sacrifiant les intérêts de la France en Europe ou en Afrique. La France est disposée à sacrifier la sécurité des communications maritimes de l'Empire britannique pour obtenir l'appui de l'Italie. Pour défendre ses propres intérêts, chaque puissance est néanmoins prête à recourir à la guerre, à une guerre qui serait naturellement la plus juste des guerres. Les petits États enfin, qui, faute de mieux, cherchent un abri sous le toit de la Société des Nations, se trouveront finalement non du côté de la paix, mais du côté du groupement le plus fort dans la guerre.

La Société des Nations défend le *statu quo*; ce n'est pas l'organisation de la « paix », mais celle de la violence impérialiste de la minorité contre l'immense majorité de l'humanité. Cet « ordre » ne peut être maintenu que par des guerres incessantes, petites et grandes, aujourd'hui aux colonies, demain entre les métropoles. La fidélité impérialiste au *statu quo* n'a qu'un caractère conventionnel, temporaire et limité. L'Italie se prononçait hier pour le *statu quo* en Europe, mais pas en Afrique; quelle sera demain sa politique en Europe, nul ne le sait. Mais la modification des frontières en Afrique a déjà sa répercussion en Europe. Hitler ne s'est permis de faire entrer ses troupes dans la zone rhénane que parce que Mussolini envahissait l'Éthiopie. Il serait malaisé de compter l'Italie parmi les « amis » de la paix. La France, cependant, tient bien davantage à l'amitié italienne qu'à l'amitié soviétique. L'Angleterre, de son côté, recherche l'amitié de l'Allemagne. Les groupements changent, les appétits subsistent. La tâche des partisans du *statu quo* consiste en réalité à trouver dans la Société des Nations la combinaison de forces la plus favorable et le camouflage le plus commode pour la préparation de la prochaine guerre. Qui la commencera et quand, cela dépendra de circonstances secondaires, mais il faudra bien que quelqu'un commence, car le *statu quo* n'est qu'une vaste poudrière.

Le programme du « désarmement » n'est qu'une fiction des plus néfastes tant que subsistent les antagonismes impérialistes. Même s'il se

trouvait réalisé par des conventions — hypothèse vraiment fantastique ! — ce ne serait pas un empêchement à la guerre. Ce n'est pas parce qu'ils ont des armes que les impérialistes font la guerre ; ils forgent au contraire des armes quand ils ont besoin de faire la guerre. La technique moderne crée la possibilité d'un réarmement extrêmement rapide. Toutes les conventions de désarmement ou de limitation des armements n'empêcheront pas les usines de guerre, les laboratoires, les industries capitalistes dans leur ensemble de garder leur potentiel. L'Allemagne désarmée sous le contrôle attentif de ses vainqueurs (seule forme réelle de « désarmement », soit dit en passant) redevient ainsi, grâce à sa puissante industrie, la citadelle du militarisme européen. Elle se prépare à « désarmer » à son tour certains de ses voisins. L'idée du « désarmement progressif » se réduit à la tentative de diminuer en temps de paix des dépenses militaires exagérées ; il s'agit de la caisse et non de l'amour de la paix. Et cette idée aussi se révèle irréalisable ! Par suite des différences de situation géographique, de puissance économique et de saturation coloniale, toute norme de désarmement entraînerait une modification du rapport des forces en faveur des uns et au détriment des autres. De là la stérilité des tentatives genevoises. En près de vingt ans, les négociations et les conversations sur le désarmement n'ont amené qu'une nouvelle rivalité d'armements qui laisse loin derrière elle tout ce qu'on avait vu jusqu'ici. Fonder la politique révolutionnaire du prolétariat sur le programme du désarmement, ce n'est même pas la bâtir sur le sable, c'est tenter de la fonder sur l'écran de fumée masquant le militarisme.

Le refoulement de la lutte des classes au profit de la guerre impérialiste ne peut être assuré qu'avec le concours des leaders des organisations ouvrières de masses. Les mots d'ordre qui permirent en 1914 de mener cette tâche à bien : la « dernière guerre », la « guerre contre le militarisme prussien », la « guerre de la démocratie », sont trop dévalorisés par l'histoire des vingt années écoulées. La « sécurité collective » et le « désarmement général » les remplacent. Sous prétexte de soutenir la Société des Nations, les leaders des organisations ouvrières d'Europe préparent une réédition de l'union sacrée, non moins

nécessaire à la guerre que les tanks, l'aviation et les gaz asphyxiants « prohibés ».

La III^e Internationale est née d'une protestation indignée contre le social-patriotisme. Mais le contenu révolutionnaire que lui avait insufflé la révolution d'Octobre est depuis longtemps dilapidé. L'Internationale communiste se place maintenant sous le signe de la Société des Nations, comme la II^e Internationale, mais avec une provision plus fraîche de cynisme. Quand le socialiste anglais Mr. Stafford Cripps, appelle la Société des Nations une association internationale de brigands, ce qui n'est sans doute pas poli mais ne manque pas de vérité, le Times demande ironiquement : « Comment expliquer en ce cas l'adhésion de l'U.R.S.S. à la Société des Nations ? » Il n'est pas facile de lui répondre. La bureaucratie moscovite apporte un puissant concours au social-patriotisme auquel la révolution d'Octobre porta en son temps un coup terrible.

M. Roy Howard a aussi tenté d'obtenir à ce sujet une explication. « Qu'en est-il, a-t-il demandé à Staline, de vos plans et de vos intentions de révolution mondiale ? » — « Nous n'avons jamais eu de semblables desseins. » — « Mais pourtant... » — « C'est le fruit d'un malentendu. » — « Un tragique malentendu ? » — « Non, comique ou plutôt tragi-comique. » Nous citons textuellement. « Quel danger (continue Staline) les États environnants peuvent-ils voir dans les idées des citoyens soviétiques, si ces États sont vraiment bien en selle ? » L'interviewer aurait pu demander ici : Et s'ils ne sont pas bien en selle ? Staline fournit d'ailleurs un autre argument rassurant : « L'exportation des révolutions est une blague. Chaque pays peut faire sa révolution s'il le désire, mais s'il ne le veut pas, il n'y aura pas de révolution. Ainsi, notre pays a voulu faire une révolution et il l'a faite... » Nous citons textuellement. De la théorie du socialisme dans un seul pays, la transition est toute naturelle à la théorie de la révolution dans un seul pays. Mais pourquoi dès lors l'Internationale existe-t-elle ? aurait pu demander l'interviewer, s'il n'avait connu, visiblement, les légitimes limites de la curiosité. Les rassurantes explications de Staline, lues par les ouvriers autant que par les capitalistes, sont pleines de

lacunes. Avant que « notre pays » n'ait voulu faire la révolution, nous y avons importé les idées marxistes empruntées à d'autres pays et nous avons mis à profit l'expérience d'autrui... Nous avons eu pendant des dizaines d'années une émigration révolutionnaire qui dirigeait la lutte en Russie. Nous avons été moralement et matériellement soutenus par les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique. Nous avons organisé au lendemain de notre victoire, en 1919, l'internationale communiste. Nous avons maintes fois proclamé que le prolétariat du pays révolutionnaire victorieux est moralement tenu de venir en aide aux classes opprimées et révoltées, et ce, non seulement sur le terrain des idées mais aussi, si possible, les armes à la main. Nous ne nous sommes pas contentés de le déclarer. Nous avons soutenu par la force des armes les ouvriers de Finlande, de Lettonie, d'Estonie, de Géorgie. Nous avons tenté, en faisant marcher sur Varsovie les armées rouges, de donner au prolétariat polonais l'occasion d'un soulèvement. Nous avons envoyé des organisateurs et des instructeurs militaires aux révolutionnaires chinois. Nous avons, en 1926, réuni des millions de roubles pour les grévistes anglais. Il apparaît à présent que ce n'était qu'un malentendu. Tragique ? Non, comique. Staline n'a pas eu tort de dire que la vie en U.R.S.S. est devenue « gaie » : l'Internationale communiste elle-même, de personne sérieuse est devenue une personne comique.

Staline eût mieux convaincu son interlocuteur si, au lieu de calomnier le passé, il avait nettement affirmé l'opposition de la politique thermidorienne à celle d'Octobre. « Aux yeux de Lénine, pouvait-il dire, la Société des Nations était destinée à préparer de nouvelles guerres impérialistes. Nous y voyons l'instrument de la paix. Lénine tenait les guerres révolutionnaires pour inévitables. Nous considérons l'exportation des révolutions comme une blague. Lénine flétrissait comme une trahison l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie impérialiste. Nous y poussons de toutes nos forces le prolétariat international. Lénine raillait le mot d'ordre du désarmement en régime capitaliste ; il y voyait une duperie pour les travailleurs. Nous bâtissons toute notre politique sur ce mot d'ordre. Et votre malentendu tragico-comique, pouvait conclure Staline, consiste à nous prendre pour les

continuateurs du bolchevisme alors que nous en sommes les fossoyeurs. »

L'armée rouge et sa doctrine

[Retour à la table des matières](#)

Le soldat russe d'autrefois, formé dans les conditions patriarcales de la « paix » villageoise, se distinguait surtout par son esprit aveuglément grégaire. Souvorov, généralissime des armées de Catherine II et de Paul I^{er}, fut le maître incontesté d'armées de serfs. La grande Révolution française liquida à jamais l'art militaire de la vieille Europe et des tsars. Sans doute l'empire ajouta-t-il plus tard à son histoire de grandes conquêtes, mais il ne connut plus de victoires sur les armées des pays civilisés. Il fallut des défaites dans les guerres étrangères et des convulsions à l'intérieur pour retremper le caractère national des armées russes. L'armée rouge ne pouvait naître que sur une base sociale et psychologique nouvelle. La passivité, l'esprit grégaire et la soumission à la nature firent place, dans les jeunes générations, à l'audace et au culte de la technique. En même temps que l'individu s'éveillait, le niveau culturel s'améliorait. Les conscrits illettrés devenaient de moins en moins nombreux ; l'armée rouge ne libère pas un homme qui ne sache lire et écrire. Tous les sports y sont pratiqués avec fougue et s'étendent hors de l'armée. L'insigne du bon tireur est devenu populaire parmi les employés, les ouvriers, les étudiants. Les skis prêtent en hiver aux unités de troupe une mobilité inconnue auparavant. Des résultats remarquables ont été obtenus dans le parachutisme, le vol à voile et l'aviation. Les exploits de l'aviation dans l'Arctique et dans la stratosphère sont présents à tous les esprits. Ces sommets indiquent toute une chaîne de hauteurs conquises.

Point n'est besoin d'idéaliser l'organisation ou les qualités opératives qui furent celles de l'armée rouge pendant la guerre civile. Ces années furent pour les jeunes cadres celles d'un grand baptême. De simples soldats de l'armée impériale, des sous-officiers, des sous-

lieutenants se révélèrent organisateurs et capitaines ; leur volonté se trempait en de vastes luttes. Ces autodidactes furent souvent battus, mais ils finirent par vaincre. Les meilleurs d'entre eux se mirent ensuite à l'étude avec application. Des chefs militaires d'aujourd'hui qui, tous, ont passé par l'école de la guerre civile, la plupart ont achevé leurs études à l'Académie militaire ou suivi des cours spéciaux de perfectionnement. Près de la moitié des officiers supérieurs ont reçu une instruction militaire adéquate, les autres ont une instruction moyenne. La théorie leur a donné la discipline indispensable de la pensée, sans tuer l'audace stimulée par les opérations dramatiques de la guerre civile. Cette génération a maintenant entre quarante et cinquante ans, l'âge de l'équilibre des forces physiques et morales, où l'initiative hardie s'appuie sur l'expérience sans être alourdie par elle.

Le parti, les Jeunesses communistes, les syndicats, indépendamment même de la façon dont ils s'acquittent de leur mission socialiste, forment d'innombrables cadres d'administrateurs accoutumés à manier les masses humaines et les masses de marchandises et à s'identifier avec l'État : telles sont les réserves naturelles des cadres de l'armée. La préparation de la jeunesse au service militaire constitue une autre réserve. Les étudiants forment des bataillons scolaires capables, en cas de mobilisation, de devenir des écoles d'aspirants. Il suffit, pour se rendre compte de l'importance de ces ressources, d'indiquer que le nombre des étudiants sortis des écoles supérieures atteint en ce moment 80 000 par an, le nombre total des étudiants dépassant le demi-million et celui des élèves de l'ensemble des établissements d'enseignement approchant de vingt-huit millions.

Dans le domaine de l'économie et surtout dans celui de l'industrie, la révolution sociale a assuré à la défense du pays des avantages auxquels l'ancienne Russie ne pouvait pas songer. Les méthodes de planification signifient en réalité la mobilisation de l'industrie et permettent de se placer du point de vue de la défense dès la construction et l'outillage de nouvelles entreprises. On peut considérer le rapport entre la force vive et la force technique de l'armée rouge comme étant au niveau de celui des armées les plus avancées d'Occident. Le renouvellement du

matériel d'artillerie s'est accompli avec un succès décisif pendant la première période quinquennale. Des sommes énormes sont consacrées à la construction des autos blindées et des camions, des tanks et des avions. Le pays a près d'un demi-million de tracteurs et il doit en fabriquer 60 000 en 1936, d'une force globale de 8,5 millions de chevaux-vapeur. La construction des chars d'assaut se poursuit parallèlement. On prévoit de trente à quarante cinq chars pour un kilomètre de front actif en cas de mobilisation.

À la suite de la Grande Guerre, la flotte se trouvait réduite de 548 000 tonnes en 1917 à 82 000 tonnes en 1928. Il fallait commencer par le commencement. En janvier 1936 Toukhatchevsky déclarait à l'Exécutif : « Nous créons une flotte puissante en concentrant nos premiers efforts sur les sous-marins. » L'amirauté japonaise est, il faut l'admettre, bien informée des succès obtenus dans ce domaine. La Baltique fait à présent l'objet d'une attention équivalente. Et pourtant, dans les années à venir, la flotte de haute mer ne pourra prétendre qu'à un rôle auxiliaire dans la défense des frontières maritimes.

En revanche, la flotte aérienne a pris un bel essor. Il y a plus de deux ans qu'une délégation de techniciens français de l'aviation exprimait à ce sujet, d'après la presse, « son étonnement et son admiration ». Elle avait pu, notamment, se convaincre que l'armée rouge construit en nombre grandissant de lourds avions de bombardement d'un rayon d'action de 1 200 et 1 500 kilomètres. En cas de conflit en Extrême-Orient les centres politiques et économiques du Japon seraient donc exposés aux coups de l'aviation de la région maritime de Vladivostok. Les renseignements livrés à la presse font savoir que le plan quinquennal prévoyait la formation de soixante-deux régiments d'aviation capables de mettre en ligne cinq mille appareils (pour 1935). Il n'y a pas lieu de douter qu'à cet égard le plan ait été exécuté, et il a probablement été dépassé.

L'aviation est indissolublement liée à un domaine de l'industrie qui n'existait pas autrefois en Russie, mais qui a fait de très grands progrès au cours des derniers temps : la chimie. Ce n'est pas un secret que le gouvernement soviétique, comme d'ailleurs tous les gouverne-

ments, n'a pas cru un seul instant aux « interdictions » répétées de la guerre des gaz. L'œuvre des civilisateurs italiens en Abyssinie a montré une nouvelle fois ce que valent les limitations humanitaires du brigandage international. On peut penser que l'armée rouge est prémunie contre les surprises catastrophiques de la guerre chimique ou bactériologique — ces régions les plus mystérieuses et les plus terrifiantes de l'armement — autant que les armées d'Occident.

La qualité des produits de l'industrie de guerre doit provoquer des doutes légitimes. Rappelons à ce propos que les moyens de production sont en U.R.S.S. de meilleure qualité que les articles de consommation. Là où les commandes sont passées par les groupements influents de la bureaucratie dirigeante elle-même, la qualité de la production s'élève sensiblement au-dessus de son niveau ordinaire, qui est très bas. Les services de la guerre sont les clients les plus influents de l'industrie. Ne nous étonnons donc pas que les appareils de destruction soient d'une qualité supérieure aux articles de consommation et même aux moyens de production. L'industrie de guerre reste pourtant une partie de l'industrie en général et reflète, bien qu'en les atténuant, tous les défauts de celle-ci. Vorochilov et Toukhatchevsky ne manquent pas une occasion de dire publiquement aux administrateurs : « Nous ne sommes pas toujours satisfaits de la qualité de la production que vous donnez à l'armée rouge. » Il y a lieu de croire qu'on s'exprime en termes plus nets entre dirigeants de la défense. En règle générale, les fournitures de l'intendance sont inférieures en qualité à celles de l'armement et des munitions. Les bottes sont moins bonnes que les mitrailleuses. Le moteur d'avion, en dépit des grands progrès réalisés, est encore en retard sur les meilleurs modèles de l'Occident. L'ancien objectif — se rapprocher le plus possible du niveau atteint par l'ennemi futur — subsiste quant à la technique de la guerre.

La situation est plus fâcheuse dans l'agriculture. On répète fréquemment à Moscou que, le revenu de l'industrie ayant dépassé celui de l'agriculture, la prépondérance est passée en U.R.S.S. de l'agriculture à l'industrie. A la vérité, les proportions nouvelles des revenus sont déterminées moins par l'accroissement de l'industrie, si im-

portant qu'il soit, que par le niveau extrêmement bas de l'agriculture. L'esprit extraordinairement conciliant dont la diplomatie soviétique a fait preuve pendant des années à l'égard du Japon était dû, entre autres causes, à de graves difficultés de ravitaillement. Les trois dernières années ont pourtant amené une amélioration réelle et permis de créer des bases de ravitaillement sérieuses pour la défense de l'Extrême-Orient.

Si paradoxal que cela paraisse, c'est le manque de chevaux qui constitue pour l'armée le point le plus vulnérable. La collectivisation totale a provoqué la perte de près de 55 % des chevaux. Or, malgré la motorisation, l'armée actuelle a besoin d'un cheval pour trois soldats, comme au temps de Napoléon. Un tournant favorable a été marqué l'année passée à cet égard, le nombre des chevaux ayant commencé à s'accroître. En tout cas, même si la guerre éclatait dans quelques mois, un pays de 170 millions d'habitants aura toujours la possibilité de mobiliser les ressources et les chevaux nécessaires pour le front, au détriment, cela va de soi, de l'ensemble de la population. Mais en cas, de guerre les masses populaires de tous les pays ne peuvent s'attendre en général qu'à la faim, aux gaz et aux épidémies.

La grande Révolution française créa son armée en amalgamant les formations nouvelles et les troupes de lignes de l'armée royale. La révolution d'Octobre liquida complètement l'armée de l'ancien régime. L'armée rouge fut une création nouvelle, commencée par la base. Née en même temps que le régime soviétique, elle partagea toutes ses vicissitudes. Sa supériorité incommensurable sur l'armée du tsar, elle la dut exclusivement à la profonde transformation sociale. Elle n'a pas été épargnée par la dégénérescence du régime soviétique ; celle-ci, au contraire, a trouvé dans l'armée son expression la plus achevée. Avant d'essayer de déterminer le rôle possible de l'armée rouge dans le prochain cataclysme, il faut que nous nous arrêtions un moment sur l'évolution de ses idées maîtresses et de sa structure.

Le décret du conseil des commissaires du peuple du 12 janvier 1918, qui créa une armée régulière, fixait en ces termes sa destination : « Le passage du pouvoir aux classes laborieuses et exploitées rend nécessaire une armée nouvelle qui sera le rempart du pouvoir des soviets... et l'appui de la prochaine révolution socialiste de l'Europe. » En répétant le 1^{er} mai le « serment socialiste » dont le texte a été maintenu depuis 1918 et l'est encore pour le moment, les jeunes soldats rouges s'engagent « devant les classes laborieuses de la Russie et du monde » à combattre « pour le socialisme et la fraternité des peuples sans ménager leurs forces ni leur vie ». Quant Staline dit aujourd'hui que l'internationalisme de la révolution est un « malentendu comique », il manque, entre autres, de respect envers les décrets fondamentaux du pouvoir des soviets, non abrogés à ce jour.

L'armée vivait, naturellement, des mêmes idées que le parti et l'État. La législation, la presse, l'agitation s'inspiraient au même titre de la révolution mondiale, conçue comme un objectif. Le programme de l'internationalisme révolutionnaire revêtit maintes fois un aspect excessif dans les services de la guerre. Feu Goussiev, qui fut pendant un certain temps le chef du service politique de l'armée, et plus tard l'un des plus proches collaborateurs de Staline, écrivait en 1921 dans une revue militaire : « Nous préparons l'armée de classe du prolétariat... non seulement à la défense contre la contre-révolution bourgeoise et seigneuriale, mais aussi à des guerres révolutionnaires (défensives et offensives) contre les puissances impérialistes. » Goussiev reprochait au chef de l'armée rouge ¹³ de préparer insuffisamment cette armée à ses tâches internationales. L'auteur expliqua dans la presse au camarade Goussiev que la force armée étrangère est appelée à jouer dans les révolutions un rôle auxiliaire et non principal ; elle ne peut hâter le dénouement et faciliter la victoire que si des conditions favorables sont données. « L'intervention militaire est utile comme les forceps de l'accoucheur ; employée à temps, elle peut abréger les douleurs de

¹³ À l'époque Trotsky était commissaire du peuple à la guerre et président du Conseil supérieur de la guerre.

l'enfantement ; employée prématurément, elle ne peut aboutir qu'à des avortements. » (5 décembre 1921.) Nous ne pouvons malheureusement pas exposer ici comme il conviendrait l'histoire des idées sur cet important chapitre. Notons cependant que Toukhatchevsky, aujourd'hui maréchal, proposa en 1921 au congrès de l'Internationale communiste de constituer auprès du bureau de l'internationale communiste un « état-major international » : cette lettre intéressante fut publiée à l'époque dans un volume d'articles intitulé *La Guerre des classes*. Doué pour le commandement, mais d'une impétuosité exagérée, ce capitaine dut apprendre d'un article écrit à son intention que « l'état-major international pourrait être créé par les états-majors nationaux des divers États prolétariens ; tant qu'il n'en est pas ainsi, un état-major international deviendrait inévitablement caricatural ». Staline évitait le plus possible de prendre position sur les questions de principe, surtout nouvelles, mais nombre de ses futurs compagnons se situaient en ces années-là, « à gauche » de la direction du parti et de l'armée. Leurs idées comportaient nombre d'exagérations naïves ou, si l'on préfère, de « malentendus comiques ». Une grande révolution est-elle possible sans cela ? Nous combattions la « caricature » extrémiste de l'internationalisme longtemps avant de devoir tourner nos armes contre la théorie non moins caricaturale du « socialisme dans un seul pays ».

À l'encontre des conceptions qui s'établirent rétrospectivement par la suite, la vie idéologique du bolchevisme fut très intense précisément à l'époque la plus pénible de la guerre civile. De larges discussions se poursuivaient à tous les degrés du parti, de l'État ou de l'armée, surtout sur les questions militaires ; la politique des dirigeants était soumise à une critique libre et souvent cruelle. Le chef de l'armée ¹⁴ écrivait alors dans la revue militaire la plus influente, à propos des excès de zèle de la censure : « Je conviens volontiers que la censure a fait énormément de bêtises et je tiens pour très nécessaire de rappeler cette honorable personne à plus de modestie. La censure a pour mis-

¹⁴ Il s'agit toujours de Trotsky.

sion de veiller sur les secrets de guerre... Le reste ne la regarde pas. » (23 février 1919.)

L'épisode de l'état-major international fut de peu d'importance dans la lutte idéologique qui, tout en ne sortant pas des limites tracées par la discipline de l'action, amena la formation d'une sorte de fraction d'opposition dans l'armée, tout au moins dans ses milieux dirigeants. L'école de la « doctrine prolétarienne de la guerre », à laquelle appartenaient ou adhéraient Frounzé, Toukhatchevsky, Goussiev, Vorochilov et d'autres, procédait de la conviction *a priori* que l'armée rouge, dans ses fins politiques et sa structure comme dans sa stratégie et sa tactique, ne devait rien avoir de commun avec les armées nationales des pays capitalistes. La nouvelle classe dominante devait avoir à tous égards un système politique distinct. Il ne restait qu'à le créer. Pendant la guerre civile, on se borna à formuler des protestations de principe contre l'utilisation des généraux, c'est-à-dire des anciens officiers de l'armée du tsar, et à fronder le commandement supérieur en lutte avec les improvisations locales et les atteintes incessantes à la discipline. Les promoteurs les plus décidés de la nouvelle parole tentèrent même de condamner, au nom des principes de la « manœuvre » et de l'« offensive », érigés en impératifs absolus, l'organisation centralisée de l'armée, qui risquait d'entraver l'initiative révolutionnaire sur les futurs champs de bataille internationaux. C'était au fond une tentative pour élever les méthodes de la guerre des partisans du début de la guerre civile à la hauteur d'un système permanent et universel. Des capitaines se prononçaient avec d'autant plus de chaleur pour la nouvelle doctrine qu'ils ne voulaient pas étudier l'ancienne. Tsaritsyne (aujourd'hui Stalingrad) était le foyer principal de ces idées ; Boudieny, Vorochilov (et un peu plus tard Staline) y avaient commencé leur activité militaire.

Ce n'est que la paix venue qu'on tenta de coordonner ces tendances novatrices et d'en faire une doctrine. L'un des meilleurs chefs de la guerre civile, un ancien forçat politique Frounzé, prit cette initiative, soutenu par Vorochilov et, partiellement, par Toukhatchevsky. Au fond, la doctrine prolétarienne de la guerre était fort analogue à celle

de la « culture prolétarienne », dont elle partageait entièrement le caractère schématique et métaphysique. Les quelques travaux laissés par ses auteurs ne renferment que peu de recettes pratiques et nullement neuves, tirées par déduction d'une définition-standard du prolétariat, classe internationale en cours d'offensive, c'est-à-dire d'abstractions psychologiques et non inspirées par les conditions réelles de lieu et de temps. Le marxisme, prôné à chaque ligne, faisait place au plus pur idéalisme. Tenant compte de la sincérité de ces errements, il n'est pas difficile d'y découvrir néanmoins le germe de la suffisance bureaucratique désireuse de penser et d'obliger les autres à penser qu'elle est capable d'accomplir en tous domaines, sans préparation spéciale et même sans bases matérielles, des miracles historiques.

Le chef de l'armée ¹⁵ répondait à l'époque à Frounzé : « Je ne doute pas de mon côté que, si un pays *pourvu d'une économie socialiste développée* se voyait contraint de faire la guerre à un pays bourgeois, sa stratégie aurait un tout autre aspect. Mais cela ne nous donne pas de raisons de vouloir aujourd'hui *imaginer une stratégie prolétarienne...* En développant l'économie socialiste, en élevant le niveau culturel des masses, ... nous enrichirons sans nul doute l'art militaire de nouvelles méthodes. » Pour cela, mettons-nous avec méthode à l'école des pays capitalistes avancés, sans tenter « de déduire, par des procédés logiques, de la nature révolutionnaire du prolétariat une stratégie nouvelle » (1^{er} avril 1922.) Archimède promettait de soulever la Terre, pourvu qu'on lui donnât un point d'appui. C'était bien dit. Mais si on lui avait offert le point d'appui, il se serait aperçu que le levier lui faisait défaut. La révolution victorieuse nous donnait un nouveau point d'appui. Mais pour soulever le monde, les leviers restent encore à construire.

La « doctrine prolétarienne de la guerre » fut repoussée par le parti comme sa sœur aînée, la doctrine de la « culture prolétarienne ». Par la suite, leurs destinées furent différentes. Staline et Bou-kharine relevèrent le drapeau de la « culture prolétarienne », sans résultats appréciables, il est vrai, pendant les sept années qui séparent la pro-

¹⁵ Trotsky.

clamation du socialisme dans un seul pays de la liquidation de toutes les classes (1924-1931). La « doctrine prolétarienne de la guerre », en revanche n'a pas connu de renaissance, bien que ses anciens promoteurs se fussent assez promptement trouvés au pouvoir. La différence entre les destinées de deux doctrines si parentes est très caractéristique de la société soviétique. La « culture prolétarienne » embrassait des impondérables et la bureaucratie proposait d'autant plus généreusement cette compensation au prolétariat qu'elle l'écartait plus brutalement du pouvoir. La doctrine militaire, au contraire, touchait au vif les intérêts de la défense et ceux de la couche dirigeante. Elle ne laissait pas de place aux fantaisies idéologiques. Les anciens adversaires de l'utilisation des généraux étaient dans l'intervalle devenus eux-mêmes des généraux ; les promoteurs de l'état-major international s'étaient assagis sous l'égide de l'« état-major dans un seul pays » ; la doctrine de la « sécurité collective » se substituait à celle de la « guerre des classes » ; la perspective de la révolution mondiale cédait la place au culte du *statu quo*. Il fallait, pour inspirer confiance aux alliés hypothétiques et ne point trop irriter les adversaires, ressembler le plus possible aux armées capitalistes et non s'en distinguer à tout prix. Les modifications de doctrine et de façade dissimulaient cependant des processus sociaux d'une importance historique. L'année 1935 fut marquée pour l'armée par une sorte de coup d'État double : à l'égard du système des milices et à l'égard des cadres.

Liquidation des milices et rétablissement des grades

[Retour à la table des matières](#)

Dans quelle mesure les forces armées soviétiques répondent-elles, près de vingt ans après la révolution, au type voulu par le programme du parti bolchevique ?

L'armée de la dictature du prolétariat doit, conformément au programme du parti « avoir un caractère de classe net, c'est-à-dire se

composer exclusivement de prolétaires et de paysans appartenant aux couches pauvres semi-prolétariennes de la population des campagnes. Cette armée de classe ne deviendra une milice socialiste du peuple entier qu'après la suppression des classes ». Renonçant pour un temps à une armée *représentant la totalité du peuple*, le parti ne renonçait pas au système des milices. Au contraire, une décision du VIII^e congrès du parti communiste dit : « Nous fondons les milices sur une base de classe et les transformons en milices socialistes. » L'objectif était de créer une armée « autant que possible sans casernes, c'est-à-dire placée dans des conditions voisines de celles de la classe ouvrière au travail ». Les diverses unités devaient finalement correspondre aux usines, aux mines, aux bourgs, aux communes agricoles et à d'autres formations organiques « pourvues d'un commandement local et de réserves locales d'armement et de ravitaillement ». La cohésion régionale, scolaire, industrielle et sportive de la jeunesse devait remplacer avantageusement l'esprit militaire inculqué par la caserne et implanter une discipline consciente sans recourir à un corps d'officiers de métier dominant l'armée.

Étant ce qui répond le mieux à la nature de la société socialiste, la milice exige une économie avancée. L'armée encasernée est placée dans des conditions artificielles ; l'armée territoriale exprime beaucoup plus directement l'état réel du pays. Plus la culture est primitive, plus grande est la différence entre la ville et la campagne, moins la milice sera homogène et bien organisée. L'insuffisance des voies ferrées, des routes et des voies fluviales, le manque d'autoroutes, la faiblesse du transport automobile condamnent l'armée territoriale, dans les premières semaines critiques et les premiers mois de la guerre, à une extrême lenteur. Pour assurer la couverture des frontières pendant la mobilisation, ainsi que les transports stratégiques et la concentration des forces, il importe de disposer en même temps que des milices d'une armée permanente. L'armée rouge fut dès le début conçue comme un compromis obligatoire des deux systèmes, l'armée permanente y prévalant toutefois.

Le chef de l'armée ¹⁶ écrivait en 1924 : « Il faut avoir toujours en vue les deux considérations suivantes : si l'établissement du régime soviétique crée pour la première fois la possibilité d'un système de milices, le temps que nous mettrons à y parvenir sera déterminé par l'état général de la culture du pays — technique, communications, instruction, etc. Les assises politiques des milices sont fermement établies chez nous, mais leurs assises économiques et culturelles sont très arriérées. » Si les conditions matérielles souhaitables étaient données, l'armée territoriale, loin de le céder à l'armée permanente, lui serait nettement supérieure. L'U.R.S.S. paie cher sa défense parce qu'elle est trop pauvre pour avoir une armée territoriale qui reviendrait moins cher. Ne nous en étonnons pas : c'est précisément parce qu'elle est pauvre que l'U.R.S.S. ploie sous le fardeau d'une coûteuse bureaucratie.

Le même problème se présente à nous avec une remarquable constance dans tous les domaines de la vie sociale sans exception, et c'est celui de la disproportion entre le fondement économique et la superstructure sociale. A la fabrique, au kolkhoze, dans la famille, à l'école, dans la littérature, à l'armée, tous les rapports reposent sur la contradiction entre le bas niveau (même du point de vue capitaliste) des forces de production et les formes, socialistes en principe, de la propriété.

Les nouveaux rapports sociaux provoquent une hausse de la culture. Mais la culture insuffisante rabaisse les formes sociales. La réalité soviétique est la résultante de ces deux tendances. Dans l'armée, grâce à la structure parfaitement nette de l'organisme, la résultante est mesurée par des chiffres assez exacts. Les proportions des unités permanentes et territoriales peuvent servir d'indices, mesurer la progression vers le socialisme.

La nature et l'histoire ont attribué à l'U.R.S.S. des frontières ouvertes, à 10 000 kilomètres l'une de l'autre, avec une population espacée et de mauvaises routes. Le 15 octobre 1924, l'ancienne direction

¹⁶ Trotsky.

de l'armée, dans les derniers mois de son activité, invitait une nouvelle fois le pays à ne pas l'oublier : « L'organisation des milices ne pourra avoir dans l'avenir immédiat qu'un caractère nécessairement préparatoire. Toute progression dans ce sens doit nous être commandée par la vérification rigoureuse les résultats acquis. » Mais en 1925 s'ouvre une ère nouvelle : les anciens protagonistes de la « doctrine prolétarienne de la guerre » arrivent au pouvoir. En vérité, l'armée territoriale était radicalement en contradiction avec l'idéal d'« offensive » et de « manœuvre » qui avait été celui de cette école. Mais on oubliait peu à peu la révolution mondiale. Les nouveaux chefs espéraient éviter les guerres en « neutralisant » la bourgeoisie. Dans les années qui suivirent, 74 % des effectifs de l'armée passèrent au système des milices !

Tant que l'Allemagne resta désarmée, et d'ailleurs « amie », le quartier général de Moscou compta, en ce qui concerne les frontières occidentales, avec les forces les voisins de l'U.R.S.S. : Pologne, Roumanie, Lithuanie, Lettonie, Estonie, Finlande, ces adversaires devant être probablement appuyés par de plus grandes puissances et surtout par la France. En ces temps lointains (ils prirent fin en 1933), la France n'était pas encore l'amie providentielle de la paix. Les États limitrophes pouvaient, tous ensemble, mettre en ligne près de 120 divisions d'infanterie, soit 3 500 000 hommes environ. Le plan de mobilisation de l'armée rouge tendait à assurer la concentration à la frontière occidentale de forces à peu près équivalentes. En Extrême-Orient, les conditions particulières du théâtre de la guerre obligent aussi à compter avec des centaines de milliers de combattants. Pour 100 hommes au feu, il faut en un an 75 remplaçants. Deux années de guerre devaient coûter au pays — en négligeant les soldats qui, au sortir des hôpitaux, repartiraient pour le front — 10 à 12 millions d'hommes. L'armée rouge ne comptait jusqu'en 1935 que 562 000 hommes, 620 000 hommes avec les troupes de la Guépéou, dont 40 000 officiers. De ces forces, répétons-le, 74 % appartenaient aux divisions territoriales et 26 % seulement à des unités encasernées. Pouvait-on souhaiter meilleure preuve de la victoire du système des milices —

dans une mesure non de 100 %, mais de 74 % — et en tout cas à titre « définitif et irrévocable » ?

Tous ces calculs, assez précaires par eux-mêmes, furent mis en question à l'arrivée de Hitler au pouvoir. L'Allemagne s'arma fiévreusement, et ce fut en premier lieu contre l'U.R.S.S. La perspective d'une cohabitation pacifique avec le capitalisme s'estompa tout de suite. La menace de guerre, de plus en plus précise, obligea le gouvernement soviétique à modifier radicalement la structure de l'armée rouge, tout en portant ses effectifs à 1 300 000 hommes. A l'heure actuelle, l'armée comprend 77 % de divisions dites « de cadres » et 23 % de divisions territoriales ! Cette élimination des formations territoriales ressemble fort à l'abandon du système des milices, si l'on songe que ce n'est pas une paix sans nuages, mais bien la possibilité de la guerre qui rend l'armée indispensable. L'expérience historique révèle ainsi que, surtout dans un domaine où les plaisanteries sont, moins que dans tout autre, de mise, l'on ne conquiert « définitivement et irrévocablement » que ce qui est assuré par la base de production de la société.

La chute de 74 % à 23 % paraît tout de même excessive. Il faut croire qu'elle ne s'est pas produite sans une pression « amicale » de l'état-major français. Il est plus probable encore que la bureaucratie a saisi l'occasion propice d'en finir avec ce système pour des raisons dictées dans une large mesure par la politique. Les divisions territoriales sont par définition sous la dépendance directe de la population et c'est, du point de vue socialiste, le gros avantage des milices ; c'est aussi leur inconvénient du point de vue du Kremlin. C'est, en effet, à cause de la crainte d'une trop grande proximité de l'armée et du peuple que les autorités des pays capitalistes avancés, où techniquement le système des milices serait parfaitement réalisable, le repoussent. La vive fermentation de l'armée rouge pendant l'exécution du premier plan quinquennal a certainement été un motif de plus pour réformer les divisions territoriales.

Notre hypothèse serait, à coup sûr, confirmée par un diagramme donnant la composition de l'armée rouge avant et après la réforme ; mais nous ne l'avons pas et, si nous l'avions, nous ne nous permettrions

pas de le commenter ici. Un fait est notoire, qui n'est susceptible que d'une interprétation : au moment où le gouvernement soviétique réduit de 51 % l'importance spécifique des milices territoriales, il rétablit les unités cosaques, seules formations territoriales de l'ancien régime ! La cavalerie est toujours l'élément privilégié et conservateur d'une armée. Les cosaques formèrent autrefois la partie la plus conservatrice de la cavalerie. Pendant la guerre et la révolution, ils servirent de force de police, au tsar d'abord, à Kerensky ensuite. Sous le régime des Soviets, ils furent invariablement des Vendéens. La collectivisation, poursuivie parmi eux avec une violence particulière, n'a pu modifier ni leurs traditions ni leur mentalité. En revanche, le droit leur a été accordé à titre exceptionnel de posséder des chevaux. D'autres faveurs ne leur manquent pas cela va de soi. Les cavaliers des steppes se trouveront de nouveau du côté des privilégiés, contre les mécontents faut-il en douter ? En présence des incessantes mesures de répression prises contre la jeunesse ouvrière d'opposition, la réapparition des galons et des cosaques aux coiffures batailleuses devient l'un des signes les plus frappants de Thermidor !

Le décret rétablissant le corps des officiers dans toute sa splendeur bourgeoise a porté aux principes de la révolution d'Octobre un coup encore plus dur. Avec leurs défauts, mais aussi leurs qualités inappréciables, les cadres de l'armée rouge s'étaient formés dans la révolution et la guerre civile. La jeunesse, privée d'activité politique libre, donne encore d'excellents commandants rouges. D'autre part, la dégénérescence progressive de l'État n'a pas manqué de se faire sentir dans le commandement. Vorochilov, énonçant dans une conférence publique des vérités premières sur l'exemple que les commandants doivent donner à leurs subordonnés, crut bon d'avouer : « Je ne puis, à mon grand regret, m'en flatter » ; « les cadres n'arrivent pas assez souvent à suivre les progrès » réalisés dans le rang ; « les commandants sont souvent incapables de bien faire face aux situations nouvelles », etc. Ces amers aveux du plus haut placé des chefs de l'armée, formellement du moins, peuvent inquiéter, mais non étonner : ce que Vorochilov dit du commandement se rapporte à toute la bureaucratie.

Il est vrai que l'orateur n'admet pas lui-même que l'on puisse ranger les dirigeants parmi les « arriérés », puisqu'ils tacent en toutes circonstances tout le monde et multiplient les injonctions d'être à la hauteur. Mais la réalité, c'est que la corporation incontrôlée des « chefs », à laquelle appartient Vorochilov, est la principale cause des états arriérés, des routines et de bien d'autres choses.

L'armée n'est qu'un élément de la société et souffre de toutes les maladies de celle-ci ; elle souffre surtout quand monte la température. Le métier de la guerre est trop sévère pour s'accommoder de fictions et de falsifications. L'armée d'une révolution a besoin du grand air de la critique. Le commandement a besoin d'un contrôle démocratique. Les organisateurs de l'armée rouge le virent bien dès le début, qui crurent nécessaire de préparer l'éligibilité des chefs. La décision capitale du parti à ce sujet dit : « L'accroissement de l'esprit de corps des unités et la formation de l'esprit critique des soldats à l'égard d'eux-mêmes et de leurs chefs créent les conditions favorables à l'application de plus en plus large du principe de l'éligibilité des chefs ». Mais quinze ans après l'adoption de cette motion — temps bien suffisant, semble-t-il, pour affermir l'esprit de corps et l'autocritique — les dirigeants soviétiques prennent le chemin opposé.

Le monde civilisé, ami et ennemi, apprit non sans stupeur, en septembre 1935, que l'armée rouge aurait désormais une hiérarchie d'officiers commençant au lieutenant et finissant au maréchal. Le chef réel de l'armée, Toukhatchevsky, expliqua que « le rétablissement des grades créait une base plus stable aux cadres de l'armée, tant techniques que de commandement ». Explication intentionnellement équivoque. Le commandement s'affermir avant tout grâce à la confiance des hommes. C'est précisément pourquoi l'armée rouge commença par la liquidation du corps des officiers. Le rétablissement d'une caste hiérarchique n'est nullement exigé par l'intérêt de la défense. Ce qui importe pratiquement, c'est le poste de commandement et non le grade. Les ingénieurs et les médecins n'ont pas de grades ; la société trouve néanmoins le moyen de les mettre à leurs places. Le droit à un poste de commandement est assuré par les connaissances, le talent, le caractè-

re, l'expérience, facteurs qui nécessitent une appréciation incessante et individuelle. Le grade de major n'ajoute rien au commandant d'un bataillon. Les étoiles des maréchaux ne confèrent aux cinq chefs supérieurs de l'armée rouge ni de nouveaux talents ni plus d'autorité. La « base stable » est en réalité offerte non à l'armée, mais au corps des officiers au prix de son éloignement de l'armée. Cette réforme poursuit une fin purement politique : donner au corps des officiers un poids social. Molotov le dit en somme quand il justifie le décret par le besoin « d'augmenter l'importance des cadres dirigeants de l'armée ». On ne se borne pas, ce faisant, à rétablir les grades. On construit à la hâte des habitations pour les officiers. En 1936, 47 000 chambres doivent être mises à leur disposition ; une somme, supérieure de 57 % aux crédits de l'année précédente, est consacrée à leurs traitements. « Augmenter l'importance des cadres dirigeants », c'est donc rattacher plus étroitement les officiers aux milieux dirigeants, en affaiblissant leur liaison avec l'armée.

Fait digne d'être souligné, les réformateurs n'ont pas cru devoir inventer pour les grades des appellations nouvelles ; au contraire, ils ont manifestement tenu à imiter l'Occident. Ils ont, par la même occasion, révélé leur talon d'Achille en n'osant pas rétablir le grade de général qui, en russe, suscite trop d'ironie. La presse soviétique, commentant la promotion de cinq maréchaux — choisis, notons-le en passant, plus pour leur dévouement personnel à Staline que pour leurs talents et les services rendus — ne manqua pas d'évoquer l'ancienne armée du tsar, « avec son esprit de caste, sa vénération des grades et sa servilité hiérarchique ». Pourquoi donc l'imiter si basement ? La bureaucratie, créant des privilèges, use à tout instant des arguments qui servirent naguère à la destruction des anciens privilèges. L'insolence se combine ainsi avec la pusillanimité et se complète de doses de plus en plus fortes d'hypocrisie.

Si inattendu qu'ait pu paraître le rétablissement de « l'esprit de caste, de la vénération des grades et de la servilité hiérarchique », le gouvernement n'avait probablement pas le choix. La désignation des commandants en vertu de leurs qualités personnelles n'est possible que

si la critique et l'initiative se manifestent librement dans une armée placée sous le contrôle de l'opinion publique. Une rigoureuse discipline peut très bien s'accommoder d'une large démocratie et même y trouver appui. Mais aucune armée ne peut être plus démocratique que le régime qui la nourrit. Le bureaucratisme, avec sa routine et sa suffisance, ne dérive pas des besoins spéciaux de l'organisation militaire, mais des besoins politiques des dirigeants. Ces besoins trouvent seulement dans l'armée leur expression la plus achevée. Le rétablissement de la caste des officiers, dix-huit ans après sa suppression révolutionnaire, atteste avec une force égale quel est l'abîme creusé entre les dirigeants et les dirigés, combien l'armée a déjà perdu les qualités essentielles qui lui permettaient de s'appeler une armée rouge ¹⁷ et quel est le cynisme de la bureaucratie qui fait loi des conséquences de cette démoralisation.

La presse bourgeoise ne s'est pas trompée sur le sens de cette contre-réforme. Le Temps écrivait, le 25 septembre 1935 : « Cette transformation extérieure est un des signes de la transformation profonde qui s'accomplit en ce moment dans l'Union soviétique tout entière. Le régime maintenant définitivement consolidé se stabilise graduellement. Les habitudes et les coutumes révolutionnaires font place, à l'intérieur de la famille et de la société soviétique, aux sentiments et aux mœurs qui continuent à régner à l'intérieur des pays dits capitalistes. Les Soviets s'embourgeoisent. » Nous n'avons presque rien à ajouter à cette appréciation.

¹⁷ Elle a pris depuis lors le nom d'« armée soviétique ».

L'U.R.S.S. et la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Le danger de guerre n'est que l'une des expressions de la dépendance de l'U.R.S.S. à l'égard du monde et, par conséquent, l'un des arguments contre l'utopie d'une société socialiste isolée ; argument redoutable qui se présente maintenant au premier plan.

Il serait vain de vouloir prévoir tous les facteurs de la prochaine mêlée des peuples : si un calcul de ce genre était possible, le conflit des intérêts se résoudrait toujours par quelque paisible transaction de comptable. Il y a trop d'inconnues dans la sanglante équation de la guerre. L'U.R.S.S. bénéficie en tout cas de gros avantages hérités du passé et créés par le nouveau régime. L'expérience de l'intervention pendant la guerre civile a démontré que son étendue constitue comme par le passé pour la Russie une très grande supériorité. La petite Hongrie soviétique fut renversée en quelques jours par l'impérialisme étranger, aidé, il est vrai, du malencontreux dictateur Bela Kun. La Russie des Soviets, coupée, dès le début, de sa périphérie, résista trois ans à l'intervention ; à certains moments, le territoire de la révolution se réduisit presque à celui de l'ancien grand-duché de Moscovie ; mais il n'en fallut pas davantage pour tenir et vaincre par la suite.

La réserve humaine constitue un second avantage considérable. La population de l'U.R.S.S., s'accroissant de trois millions d'âmes par an, a dépassé les 170 millions. Une classe comprend actuellement 1 300 000 jeunes gens. La sélection la plus rigoureuse, physique et politique, n'en élimine pas plus de 400 000. Les réserves, que l'on peut estimer à dix-huit ou vingt millions d'hommes, sont pratiquement inépuisables.

Mais la nature et les hommes ne sont que la matière première de la guerre. Le « potentiel » militaire dépend avant tout de la puissance économique de l'État. Sous ce rapport, les avantages de l'U.R.S.S. sont immenses relativement à l'ancienne Russie. Nous avons déjà indiqué que

c'est précisément dans le domaine militaire que l'économie planifiée a donné le plus de résultats jusqu'à présent. L'industrialisation des régions éloignées, de la Sibérie principalement, donne aux étendues de steppes et de forêts une nouvelle importance. L'U.R.S.S. reste pourtant un pays arriéré. Le bas rendement du travail, la médiocre qualité de la production, la faiblesse des transports ne sont compensés que partiellement par l'étendue, les richesses naturelles et la population. En temps de paix, la mesure des forces économiques de systèmes sociaux opposés peut être différée — pendant longtemps, mais pas à jamais — par des initiatives politiques et principalement par le monopole du commerce extérieur. En temps de guerre, l'épreuve est directe, sur les champs de bataille. De là le danger.

Les défaites, bien qu'elles provoquent d'habitude de grands changements politiques, sont loin de mener toujours à des bouleversements économiques. Un régime social assurant un haut niveau de culture et une grande richesse ne peut pas être renversé par les baïonnettes. Au contraire, on voit les vainqueurs adopter les usages du vaincu quand celui-ci leur est supérieur par son développement. Les formes de la propriété ne peuvent être modifiées par la guerre que si elles sont gravement en contradiction avec les assises économiques du pays. La défaite de l'Allemagne dans une guerre contre l'U.R.S.S. entraînerait inévitablement la chute de Hitler et aussi du système capitaliste. On ne peut guère douter, d'autre part, que la défaite ne soit fatale aux dirigeants de l'U.R.S.S. et aux bases sociales de ce pays. L'instabilité du régime actuel de l'Allemagne provient de ce que ses forces productives ont depuis longtemps dépassé les formes de la propriété capitaliste. L'instabilité du régime soviétique, au contraire, est due au fait que ses forces productives sont encore loin d'être à la hauteur de la propriété socialiste. Les bases sociales de l'U.R.S.S. sont menacées par la guerre pour les raisons mêmes qui font qu'en temps de paix elles ont besoin de la bureaucratie et du monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire du fait de leur faiblesse.

Peut-on espérer que l'U.R.S.S. sortira de la prochaine guerre sans défaite ? Répondons nettement à une question posée en toute nette-

té : si la guerre n'était qu'une guerre, la défaite de l'U.R.S.S. serait inévitable. Sous les rapports de la technique de l'économie et de l'art militaire, l'impérialisme est infiniment plus puissant que l'U.R.S.S. S'il n'est pas paralysé par la révolution en Occident, il détruira le régime né de la révolution d'Octobre.

À quoi l'on peut répondre que l'impérialisme est une abstraction, puisqu'il est déchiré par ses contradictions propres. Il est vrai ; et sans elles, il y a beau temps que l'U.R.S.S. aurait quitté la scène. Les accords diplomatiques et militaires de l'U.R.S.S. reposent en partie sur ces contradictions. Mais on commettrait une funeste erreur en se refusant à voir qu'il y a une limite au-delà de laquelle ces déchirements doivent cesser. De même que la lutte des partis bourgeois et petits-bourgeois, des plus réactionnaires aux plus social-démocrates, cesse devant le péril immédiat de la révolution prolétarienne, les antagonismes impérialistes se résoudreont toujours par un compromis pour empêcher la victoire militaire de l'U.R.S.S.

Les accords diplomatiques ne sont que « chiffons de papier » ; selon le mot non dépourvu de sens d'un chancelier du Reich. Il n'est écrit nulle part qu'ils dureront jusqu'à la guerre. Aucun traité avec l'U.R.S.S. ne résistera à la menace d'une révolution imminente dans quelque partie que ce soit de l'Europe. Il suffirait que la crise politique de l'Espagne (pour ne point parler de la France) entre dans une phase révolutionnaire pour que l'espoir en Hitler-Sauveur, prôné par Lloyd George, gagne irrésistiblement tous les gouvernements bourgeois. D'ailleurs, si la situation instable de l'Espagne, de la France, de la Belgique avait pour issue une victoire de la réaction, il ne resterait pas trace davantage des pactes soviétiques. Enfin, en admettant que les « chiffons de papier » gardent leur force dans la première phase des opérations militaires, on ne peut douter que le groupement des forces dans la phase décisive ne soit déterminé par des facteurs d'une puissance beaucoup plus grande que les engagements solennels des diplomates précisément spécialisés dans la félonie.

La situation changerait du tout au tout si les gouvernements bourgeois obtenaient des garanties matérielles leur assurant que le gou-

vernement de Moscou se place non seulement de leur côté dans la guerre, mais encore dans la lutte des classes. Mettant à profit les difficultés de l'U.R.S.S. tombée entre deux feux, les « amis » capitalistes « de la paix » prendront, cela va de soi, toutes les mesures pour entamer le monopole du commerce extérieur et les lois soviétiques régissant la propriété. Le mouvement de défense nationale qui grandit parmi les émigrés russes de France et de Tchécoslovaquie se nourrit de ces espoirs. Et s'il faut compter que la lutte mondiale ne sera résolue que par la guerre, les alliés auront de grandes chances d'atteindre leur but. Sans intervention de la révolution, les bases sociales de l'U.R.S.S. doivent s'effondrer en cas de victoire comme en cas de défaite.

Il y a plus de deux ans qu'un document-programme intitulé *La IV^e Internationale et la guerre* esquissait en ces termes cette perspective : « Sous l'influence du vif besoin d'articles de première nécessité éprouvé par l'État, les tendances individualistes de l'économie rurale seraient renforcées et les forces centrifuges s'accroîtraient de mois en mois au sein des kolkhozes... On pourrait s'attendre... dans l'atmosphère surchauffée de la guerre, à un appel aux capitaux étrangers « alliés », à des atteintes au monopole du commerce extérieur, à l'affaiblissement du contrôle de l'État sur les trusts, à l'aggravation de la concurrence des trusts entre eux, à des conflits entre trusts et ouvriers, etc. En d'autres termes, une guerre longue, si le prolétariat international demeurerait passif, pourrait et devrait même amener les contradictions internes de l'U.R.S.S. à se résoudre par une contre-révolution bonapartiste. » Les événements des deux dernières années n'ont fait que doubler cette probabilité.

Tout ce qui précède ne commande cependant en aucune façon des conclusions « pessimistes ». Nous ne voulons ni fermer les yeux sur l'énorme supériorité matérielle du monde capitaliste ni ignorer l'inévitable félonie des « alliés » impérialistes, ni nous leurrer sur les contradictions internes du régime soviétique ; mais nous ne sommes pas enclins du tout à surestimer la solidité du système capitaliste dans les pays hostiles comme dans les pays alliés. Bien avant que la guerre d'usure n'ait pu mettre à l'épreuve le rapport de forces, elle soumettra

la stabilité relative de ces régimes à un rude examen. Tous les théoriciens sérieux du futur massacre des peuples comptent avec la probabilité et même avec la certitude de révolutions. L'idée, de plus en plus souvent émise dans certaines sphères, de petites armées professionnelles, idée à peine plus réaliste que celle d'un duel de héros inspiré du précédent de David et Goliath, révèle, par ce qu'elle a de fantastique, la crainte que l'on éprouve du peuple en armes. Hitler ne manque pas une occasion de souligner son désir de paix en faisant allusion à l'inéluctable déferlement du bolchevisme que la guerre provoquerait en Occident. La force qui contient encore la guerre prête à se déchaîner n'est ni dans la Société des Nations ni dans les pactes de garantie, ni dans les référendums pacifistes, mais exclusivement dans la crainte salutaire que les puissants ont de la révolution.

Les régimes sociaux doivent, comme tous les phénomènes, être jugés par comparaison. En dépit de ses contradictions, le régime soviétique a, sous le rapport de la stabilité, d'immenses avantages sur les régimes de ses adversaires probables. La possibilité même de la domination des nazis sur le peuple allemand est due à la tension prodigieuse des antagonismes sociaux en Allemagne. Ces antagonismes ne sont ni écartés ni atténués ; la dalle du fascisme ne fait que les comprimer. La guerre les extérioriserait. Hitler a beaucoup moins de chances que n'en avait Guillaume II de mener la guerre à bonne fin. Une révolution faite à temps pourrait seule, en épargnant la guerre à l'Allemagne, lui éviter une nouvelle défaite.

La presse mondiale présente les assassinats de ministres japonais par des officiers comme les manifestations imprudentes d'un patriotisme passionné. En réalité, ces actes se classent, malgré la différence des idéologies, dans la même rubrique que les bombes jetées par les nihilistes russes contre la bureaucratie du tsar. La population du Japon étouffe sous le joug combiné d'une exploitation agraire asiatique et d'un capitalisme ultra-moderne. Au premier relâchement des contraintes militaires, la Corée, le Mandchoukouo, la Chine se lèveront contre la tyrannie nipponne. La guerre plongera l'empire dans un cataclysme social.

La situation de la Pologne n'est pas sensiblement meilleure. Le régime institué par Pilsudsky, le plus stérile qui soit, n'a pas même réussi à adoucir l'asservissement des paysans. L'Ukraine occidentale (la Galicie) subit une cruelle oppression qui lèse tous ses sentiments nationaux. Les grèves et les émeutes se suivent dans les centres ouvriers. La bourgeoisie polonaise, en cherchant à assurer l'avenir par l'alliance avec la France et l'amitié avec l'Allemagne, ne réussira qu'à hâter la guerre pour y trouver sa perte.

Le danger de guerre et celui d'une défaite de l'U.R.S.S. sont des réalités. Si la révolution n'empêche pas la guerre, la guerre pourra aider la révolution. Un second accouchement est généralement plus facile que le premier. La première révolte ne se fera pas attendre, dans la prochaine guerre, deux ans et demi ! Et, une fois commencées, les révolutions ne s'arrêteront pas à mi-chemin. Le destin de l'U.R.S.S. se décidera en définitive non sur la carte des états-majors, mais dans la lutte des classes. Seul le prolétariat européen, irréductiblement dressé contre sa bourgeoisie, y compris ses « amis de la paix », pourra empêcher l'U.R.S.S. d'être défaite ou poignardée dans le dos par ses « alliés ». Et la défaite même de l'U.R.S.S. ne serait qu'un épisode de courte durée si le prolétariat remportait la victoire dans d'autres pays. Par contre, aucune victoire militaire ne sauvera l'héritage de la révolution d'Octobre si l'impérialisme se maintient dans le reste du monde.

Les suiveurs de la bureaucratie vont dire que nous « sous-estimons » les forces intérieures de l'U.R.S.S., l'armée rouge, etc., comme ils ont dit naguère que nous « niions » la possibilité de l'édification socialiste dans un seul pays. Ces arguments-là sont de si basse qualité qu'ils ne permettent pas même un échange de vues tant soit peu fécond. Sans armée rouge, l'U.R.S.S. eût été vaincue et démembrée à l'instar de la Chine. Sa longue résistance héroïque et opiniâtre pourra seule créer les conditions favorables au déploiement de la lutte des classes dans les pays impérialistes. L'armée rouge est ainsi un facteur d'une importance historique inappréciable. Il nous suffit qu'elle puisse donner une puissante impulsion à la révolution. Mais seule

la révolution pourra accomplir la tâche principale, qui est au-dessus des forces de l'armée rouge.

Personne n'exige du gouvernement soviétique qu'il s'expose à des aventures internationales, cesse d'obéir à la raison, tente de forcer le cours des événements mondiaux. Les tentatives de ce genre faites par le passé (Bulgarie, Estonie, Canton...) n'ont servi qu'à la réaction et ont été en leur temps condamnées par l'opposition de gauche. Il s'agit de l'orientation générale de la politique soviétique. La contradiction entre la politique étrangère de l'U.R.S.S. et les intérêts du prolétariat mondial international et des peuples coloniaux trouve son expression la plus funeste dans la subordination de l'Internationale communiste à la bureaucratie conservatrice et à sa nouvelle religion de l'immobilité.

Ce n'est pas sous le drapeau du *statu quo* que les ouvriers européens et les peuples des colonies peuvent se lever contre l'impérialisme et la guerre qui doit éclater et renverser le *statu quo*, aussi inéluçablement que l'enfant venu à terme vient troubler le *statu quo* de la grossesse. Les travailleurs n'ont pas le moindre intérêt à défendre les frontières actuelles, surtout en Europe, que ce soit sous les ordres de leurs bourgeoisies ou dans l'insurrection révolutionnaire. La décadence de l'Europe résulte précisément du fait qu'elle est économiquement morcelée en près de quarante États quasi nationaux qui, avec leurs douanes, leurs passeports, leurs systèmes monétaires et leurs armées monstrueuses au service du particularisme national, sont devenus les plus grands obstacles au développement économique de l'humanité et à la civilisation.

La tâche du prolétariat européen n'est pas d'éterniser les frontières, mais de les supprimer révolutionnairement. *Statu quo? Non!* États-Unis socialistes d'Europe !

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 9

Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ?

Rapports sociaux

[Retour à la table des matières](#)

La propriété étatisée des moyens de production domine presque exclusivement l'industrie. Dans l'agriculture, elle n'est représentée que par les sovkhozes, qui n'embrassent pas plus de 10 % des surfaces ensemencées. Dans les kolkhozes, la propriété coopérative ou celle des associations se combine en proportions variées avec celles de l'État et de l'individu. Le sol, appartenant juridiquement à l'État, mais donné en « jouissance perpétuelle » aux kolkhozes, diffère peu de la propriété des associations. Les tracteurs et les machines appartiennent à l'État ¹⁸ ; l'outillage de moindre importance à l'exploitation collective. Tout paysan de kolkhoze a, en outre, son entreprise privée. Environ 10 % des cultivateurs demeurent isolés.

D'après le recensement de 1934, 28,1 % de la population étaient des ouvriers et des employés de l'État. Les ouvriers d'industries et les ouvriers du bâtiment célibataires étaient environ 7,5 millions en 1935.

¹⁸ En 1959, les stations de tracteurs et machines ont été dissoutes, et ceux-ci vendus aux kolkhozes.

Les kolkhozes et les métiers organisés par la coopération formaient à l'époque du recensement 45,9 % de la population. Les étudiants, les militaires, les pensionnés et d'autres catégories dépendant immédiatement de l'État, 3,4 %. Au total, 74 % de la population se rapportaient au « secteur socialiste » et disposaient de 95,8 % du capital du pays. Les paysans isolés et les artisans représentaient encore (en 1934) 22,5 % de la population, mais ne possédaient qu'un peu plus de 4 % du capital national.

Il n'y a pas eu de recensement depuis 1934 et le prochain aura lieu en 1937. On ne peut douter, cependant, que le secteur privé de l'économie ne se soit encore rétréci au profit du « secteur socialiste ». Les cultivateurs individuels et les artisans forment aujourd'hui, d'après les organes officiels, 10 % environ de la population, soit 17 millions d'âmes ; leur importance économique est tombée beaucoup plus bas que leur importance numérique, Andreiev, secrétaire du comité central, déclarait en avril 1936 : « Le poids spécifique de la production socialiste dans notre pays, en 1936, doit former 98,5 %, de sorte qu'il ne reste au secteur non socialiste que quelque 1,5 % insignifiant... » Ces chiffres optimistes semblent à première vue prouver irréfutablement la victoire « définitive et irrévocable » du socialisme. Mais malheur à celui qui, derrière l'arithmétique, ne voit pas la réalité sociale !

Ces chiffres mêmes sont un peu forcés. Il suffit d'indiquer que la propriété privée des membres des kolkhozes y est comprise dans le « secteur socialiste ». Le nœud de la question ne gît cependant pas là. L'énorme supériorité statistique indiscutable des formes étatiques et collectives de l'économie, si importante qu'elle soit pour l'avenir, n'écarte pas un autre problème, non moins sérieux : celui de la puissance des tendances bourgeoises au sein même du « secteur socialiste », et non seulement dans l'agriculture, mais encore dans l'industrie. L'amélioration du standard de vie obtenue dans le pays suffit à provoquer un accroissement des besoins, mais ne suffit pas du tout à satisfaire ces besoins. Le dynamisme même de l'essor économique comporte donc un certain réveil des appétits petits-bourgeois et pas uniquement parmi les paysans et les représentants du travail « intellectuel », mais

aussi parmi les ouvriers privilégiés. La simple opposition des cultivateurs individuels aux kolkhozes et des artisans à l'industrie étatisée ne donne pas la moindre idée de la puissance explosive de ces appétits qui pénètrent toute l'économie du pays et s'expriment, pour parler sommairement, dans la tendance de tous et de chacun à donner le moins possible à la société et à en tirer le plus possible.

La solution des questions de consommation et de compétition pour l'existence exige au moins autant d'énergie et d'ingéniosité que l'édification socialiste au sens propre du mot ; de là en partie le faible rendement du travail social. Tandis que l'État lutte sans cesse contre l'action moléculaire des forces centrifuges, les milieux dirigeants eux-mêmes forment le lieu principal de l'accumulation privée licite et illicite. Masquées par les nouvelles normes juridiques, les tendances petites-bourgeoises ne se laissent pas facilement saisir par la statistique. Mais la bureaucratie « socialiste », cette criante *contradictio in adjecto*, monstrueuse excroissance sociale toujours grandissante et qui devient à son tour la cause des fièvres malignes de la société, témoigne de leur nette prédominance dans la vie économique.

La nouvelle constitution, bâtie tout entière, comme nous le verrons, sur l'identification de la bureaucratie et de l'État — comme de l'État et du peuple par ailleurs — dit : « La propriété de l'État, en d'autres termes celle du peuple tout entier... » Sophisme fondamental de la doctrine officielle. Il est incontestable que les marxistes, à commencer par Marx lui-même, ont employé en ce qui concerne l'État ouvrier les termes de propriété « étatique », « nationale » ou « socialiste » comme des synonymes. A une grande échelle historique, cette façon de parler ne présentait pas d'inconvénients. Mais elle devient la source de fautes grossières et de duperies dès qu'il s'agit des premières étapes non encore assurées de l'évolution de la société nouvelle, isolée, et en retard au point de vue économique sur les pays capitalistes.

La propriété privée, pour devenir sociale, doit inéluctablement passer par l'étatisation, de même que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent avant de devenir papillons. La

propriété de l'État ne devient celle du « peuple entier » que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'État perd sa raison d'être. Autrement dit : la propriété de l'État devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'État. Mais, au contraire, plus l'État soviétique s'élève au-dessus du peuple, plus durement il s'oppose comme le gardien de la propriété au peuple qui la dilapide, et plus clairement il témoigne contre le caractère socialiste de la propriété étatique.

« Nous sommes encore loin de la suppression des classes », reconnaît la presse officielle, et elle se réfère aux différences qui subsistent entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel. Cet aveu purement académique offre l'avantage de justifier par le travail « intellectuel » les revenus de la bureaucratie. Les « amis », auxquels Platon est bien plus cher que la vérité, se bornent aussi à admettre en style académique l'existence des vestiges de l'inégalité. Les vestiges ont bon dos, mais sont loin de suffire à l'explication de la réalité soviétique. Si la différence entre la ville et la campagne s'est atténuée sous certains rapports, elle s'est approfondie sous d'autres, du fait de la rapide croissance de la civilisation et du confort dans les villes, c'est-à-dire pour la minorité citadine. La distance sociale entre le travail manuel et intellectuel s'est accrue au cours des dernières années au lieu de diminuer, en dépit de la formation de cadres scientifiques venant du peuple. Les barrières millénaires de castes isolant l'homme de toutes parts — le citadin policé et le moujik inculte, le mage de la science et le manœuvre — ne se sont pas seulement maintenues sous des formes plus ou moins affaiblies, elles renaissent largement et revêtent un aspect provocant.

Le mot d'ordre fameux : « Les cadres décident de tout » caractérise, beaucoup plus franchement que ne le voudrait Staline, la société soviétique. Les cadres sont, par définition, appelés à exercer l'autorité. Le culte des cadres signifie avant tout celui de la bureaucratie. Dans la formation et l'éducation des cadres, comme dans d'autres domaines, le régime soviétique en est à accomplir une œuvre que la bourgeoisie a depuis longtemps terminée. Mais comme les cadres

soviétiques paraissent sous le drapeau du socialisme, ils exigent des honneurs presque divins et des émoluments de plus en plus élevés. De sorte que la formation de cadres « socialistes » s'accompagne d'une renaissance de l'inégalité bourgeoise.

Il peut sembler qu'aucune différence n'existe sous l'angle de la propriété des moyens de production entre le maréchal et la domestique, le directeur de trust et le manœuvre, le fils du commissaire du peuple et le jeune clochard. Pourtant, les uns occupent de beaux appartements, disposent de plusieurs villas en divers coins du pays, ont les meilleures automobiles et, depuis longtemps, ne savent plus comment on cire une paire de bottes ; les autres vivent dans des baraques où manquent même souvent les cloisons, la faim leur est familière et, s'ils ne cirent pas de bottes, c'est parce qu'ils vont nu-pieds. Le dignitaire tient cette différence pour négligeable. Le manœuvre la trouve, non sans raison, des plus sérieuses.

Des « théoriciens » superficiels peuvent se consoler en se disant que la répartition des biens est un facteur de second plan par rapport à la production. La dialectique des influences réciproques garde pourtant toute sa force. Le destin des moyens nationalisés de production sera décidé en fin de compte par l'évolution des différentes conditions personnelles. Si un paquebot est déclaré propriété collective, les passagers restant divisés en première, deuxième et troisième classes, il est bien compréhensible que la différence des conditions réelles finira par avoir, aux yeux des passagers de troisième, une importance beaucoup plus grande que le changement juridique de propriété. Les passagers de première, au contraire, exposeront volontiers, entre café et cigare, que la propriété collective est tout, le confort des cabines n'étant rien en comparaison. Et l'antagonisme résultant de ces situations infligera de rudes secousses à une collectivité instable.

La presse soviétique a relaté avec satisfaction qu'un garçonnet visitant le jardin d'acclimatation de Moscou et ayant demandé à qui appartenait l'éléphant, s'est entendu répondre : « A l'État » et a aussitôt conclu : « Il est donc un petit peu à moi aussi. » S'il fallait en réalité partager l'éléphant, les bons morceaux iraient aux privilégiés, quelques

heureux apprécieraient le jambon du pachyderme et les plus nombreux n'en connaîtraient que les tripes et abattis. Les petits garçons lésés seraient vraisemblablement peu enclins à confondre leur propriété avec celle de l'État. Les jeunes clochards ne tiennent pour leur appartenant que ce qu'ils viennent de voler à l'État. Le garçonnet du jardin d'acclimatation était fort probablement le fils d'un personnage influent habitué à procéder de l'idée que « l'État, c'est moi ».

Si nous traduisons, pour nous exprimer, plus clairement, les rapports socialistes en termes de Bourse, nous dirons que les citoyens pourraient être les actionnaires d'une entreprise possédant les richesses du pays. Le caractère collectif de la propriété suppose une répartition « égalitaire » des actions et, partant, un droit à des dividendes égaux pour tous les « actionnaires ». Les citoyens, cependant, participent à l'entreprise nationale et comme actionnaires et comme producteurs. Dans la phase inférieure du communisme, que nous avons appelée socialisme, la rémunération du travail se fait encore selon les normes bourgeoises, c'est-à-dire selon la qualification du travail, son intensité, etc. Le revenu théorique d'un citoyen se forme donc de deux parties, $a + b$, le dividende plus le salaire. Plus la technique est développée, plus l'organisation économique est perfectionnée, et plus grande sera l'importance du facteur a par rapport au facteur b — et moindre sera l'influence exercée sur la condition matérielle par les différences individuelles du travail. Le fait que les différences de salaires sont en U.R.S.S. non moindres, mais plus considérables que dans les pays capitalistes, nous impose de conclure que les actions sont inégalement réparties et que les revenus des citoyens comportent en même temps qu'un salaire inégal des parts inégales de dividendes. Tandis que le manœuvre ne reçoit que b , salaire minimum que, toutes autres conditions étant égales, il recevrait aussi dans une entreprise capitaliste, le stakhanoviste et le fonctionnaire reçoivent $2a + b$ ou $3a + b$ et ainsi de suite, b pouvant d'ailleurs devenir aussi $2b$, $3b$, etc. La différence des revenus est, en d'autres termes, déterminée non par la seule différence du rendement individuel, mais par l'appropriation masquée du travail

d'autrui. La minorité privilégiée des actionnaires vit au détriment de la majorité bernée.

Si l'on admet que le manœuvre soviétique reçoit davantage qu'il ne recevrait, le niveau technique et culturel demeurant le même, en régime capitaliste, c'est-à-dire qu'il est tout de même un petit actionnaire, son salaire doit être considéré comme $a + b$. Les salaires des catégories mieux payées seront en ce cas exprimés par la formule $3a + 2b$; $10a + 15b$, etc., ce qui signifiera que le manœuvre ayant une action, le stakhanoviste en a trois et le spécialiste dix ; et qu'en outre leurs salaires, au sens propre du mot, sont dans la proportion de 1 à 2 et à 15. Les hymnes à la propriété socialiste sacrée paraissent dans ces conditions bien plus convaincants au directeur d'usine ou au stakhanoviste qu'à l'ouvrier ordinaire ou au paysan kolkhozien. Or, les travailleurs du rang forment l'immense majorité dans la société, et le socialisme doit compter avec eux et non avec une nouvelle aristocratie.

« L'ouvrier n'est pas, dans notre pays, un esclave salarié, un vendeur de travail-marchandise. C'est un libre travailleur. » (*Pravda*.) A l'heure actuelle, cette formule éloquente n'est qu'inadmissible fanfaronnade. Le passage des usines à l'État n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier ; en fait, il vit dans le besoin tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un salaire donné. Les espérances que l'ouvrier fondait auparavant sur le parti et les syndicats, il les a reportées depuis la révolution sur l'État qu'il a créé. Mais le travail utile de cet État s'est trouvé limité par l'insuffisance de la technique et de la culture. Pour améliorer l'une et l'autre, le nouvel État a eue recours aux vieilles méthodes : l'usure des muscles et des nerfs des travailleurs. Tout un corps d'aiguillonneurs s'est formé. La gestion de l'industrie est devenue extrêmement bureaucratique. Les ouvriers ont perdu toute influence sur la direction des usines. Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible régime policier, l'ouvrier pourrait malaisément se sentir un « travailleur libre ». Le fonctionnaire est pour lui un chef, l'État un maître. Le travail libre est incompatible avec l'existence de l'État bureaucratique.

Tout ce que nous venons de dire s'applique aux campagnes avec quelques correctifs nécessaires. La théorie officielle érige la propriété des kolkhozes en propriété socialiste. La *Pravda* écrit que les kolkhozes sont déjà en réalité comparables à des « entreprises d'État du type socialiste ». Elle ajoute aussitôt que la « garantie du développement socialiste de l'agriculture réside dans la direction des kolkhozes par le parti bolchevique » ; c'est nous renvoyer de l'économie à la politique. C'est dire que les rapports socialistes sont pour le moment établis non dans les relations véritables entre les hommes, mais dans le cœur tutélaire des supérieurs. Les travailleurs feront bien de se défier de ce cœur-là. La vérité est que l'économie des kolkhozes est à mi-chemin entre l'agriculture parcellaire individuelle et l'économie étatique ; et que les tendances petites-bourgeoises au sein des kolkhozes sont on ne peut mieux affermissées par la rapide croissance de l'avoir individuel des paysans.

N'occupant que 4 millions d'hectares contre 108 millions d'hectares d'emblavures collectives, soit moins de 4 %, les parcelles individuelles des membres de kolkhozes, soumises à une culture intensive, surtout maraîchère, fournissent au paysan les articles les plus indispensables à sa consommation. La majeure partie du gros bétail, des moutons et des porcs appartient aux membres des kolkhozes, non aux kolkhozes. Il arrive constamment que les paysans fassent de leurs parcelles individuelles le principal et relèguent au second plan les kolkhozes d'un faible rapport. Les kolkhozes qui paient mieux la journée de travail gravissent par contre un échelon en formant une catégorie de fermiers aisés. Les tendances centrifuges ne disparaissent pas, elles se fortifient et s'étendent au contraire. En tout cas, les kolkhozes n'ont réussi pour le moment qu'à transformer les formes juridiques de l'économie dans les campagnes et en particulier le mode de répartition des revenus ; ils n'ont presque pas touché à l'ancienne isba, au potager, à l'élevage, au rythme du pénible travail de la terre, et même à l'ancienne façon de considérer l'État qui, s'il ne sert plus les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, prend néanmoins trop aux campagnes pour donner aux villes et entretient trop de fonctionnaires voraces.

Les catégories suivantes figureront sur les feuilles du recensement du 6 janvier 1937 : ouvriers, employés, travailleurs de kolkhozes, cultivateurs individuels, artisans, profession libres, desservants du culte, non-travailleurs. Le commentaire officiel précise que la feuille ne comporte pas d'autres rubriques parce qu'il n'y a pas de classes en U.R.S.S. La feuille est en réalité conçue de manière à dissimuler l'existence de milieux privilégiés et de bas-fonds déshérités. Les véritables couches sociales que l'on eût dû repérer sans peine à l'aide d'un recensement honnête sont plutôt celles-ci : hauts fonctionnaires, spécialistes et autres personnes vivant bourgeoisement ; couches moyennes et inférieures de fonctionnaires et spécialistes vivant comme de petits bourgeois ; aristocratie ouvrière et kolkhozienne placée à peu près dans les mêmes conditions que les précédents ; ouvriers moyens ; paysans moyens des kolkhozes ; ouvriers et paysans voisinant avec le *Lumpenproletariat* ou prolétariat déclassé ; jeunes clochards, prostituées et autres.

La nouvelle constitution, quand elle déclare que « l'exploitation de l'homme par l'homme est abolie en U.R.S.S. », dit le contraire de la vérité. La nouvelle différenciation sociale a créé les conditions d'une renaissance de l'exploitation sous ses formes les plus barbares qui sont celles de l'achat de l'homme pour le service personnel d'autrui. La domesticité ne figure pas dans les feuilles de recensement, devant évidemment être comprise dans la rubrique « ouvriers ». Les questions suivantes ne sont pas posées : Le citoyen soviétique a-t-il des domestiques et lesquels ? (bonne, cuisinière, nourrice, gouvernante, chauffeur) ; a-t-il une auto à son service ? de combien de chambres dispose-t-il ? Il n'est pas question non plus du montant de son salaire ! Si l'on remettait en vigueur la règle soviétique qui prive de droits politiques quiconque exploite le travail d'autrui, il apparaîtrait tout à coup que les sommets dirigeants de la société soviétique devraient être privés du bénéfice de la constitution ! Par bonheur, une égalité complète des droits est établie... entre le maître et les domestiques.

Deux tendances opposées grandissent au sein du régime : développant les forces productives — au contraire du capitalisme stagnant —

il crée les fondements économiques du socialisme ; et poussant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de la répartition, il prépare une restauration capitaliste. La contradiction entre les formes de la propriété et les normes de la répartition ne peut pas croître indéfiniment. Ou les normes bourgeoises devront, d'une façon ou d'une autre, s'étendre aux moyens de production, ou les normes socialistes devront être accordées à la propriété socialiste.

La bureaucratie redoute la révélation de cette alternative. Partout, dans la presse, à la tribune, dans la statistique, dans les romans de ses écrivains et les vers de ses poètes, dans le texte enfin de sa nouvelle constitution, elle emploie les abstractions du vocabulaire socialiste pour voiler les rapports sociaux dans les villes et les campagnes. Et c'est ce qui rend si fausse, si médiocre et si artificielle l'idéologie officielle.

Capitalisme d'État ?

[Retour à la table des matières](#)

En présence de nouveaux phénomènes les hommes cherchent souvent un refuge dans les vieux mots. On a tenté de camoufler l'énigme soviétique à l'aide du terme « capitalisme d'État », qui a l'avantage de n'offrir à personne de signification précise. Il sert d'abord à désigner les cas où l'État bourgeois assume la gestion des moyens de transports et de certaines industries. La nécessité de semblables mesures est un des symptômes de ce que les forces productives du capitalisme dépassent le capitalisme et l'amènent à se nier partiellement lui-même dans la pratique. Mais le système, se survivant, demeure capitaliste en dépit des cas où il en arrive à se nier lui-même.

On peut, sur le plan de la théorie, se représenter une situation dans laquelle la bourgeoisie tout entière se constituerait en société par actions pour administrer, avec les moyens de l'État, toute l'économie na-

tionale. Le mécanisme économique d'un régime de ce genre n'offrirait aucun mystère. Le capitaliste, on le sait, ne reçoit pas, sous forme de bénéfices, la plus-value créée par ses propres ouvriers, mais une fraction de la plus-value du pays entier proportionnelle à sa part de capital. Dans un « capitalisme d'État » intégral, la loi de la répartition égale des bénéfices s'appliquerait directement, sans concurrence des capitaux, par une simple opération de comptabilité. Il n'y a jamais eu de régime de ce genre et il n'y en aura jamais par suite des profondes contradictions qui divisent les possédants entre eux — d'autant plus que l'État, représentant unique de la propriété capitaliste, constituerait pour la révolution sociale un objet vraiment trop tentant.

Depuis la guerre, et surtout depuis les expériences de l'économie fasciste, on entend le plus souvent par « capitalisme d'État » un système d'intervention et de direction économique de l'État. Les Français usent en pareil cas d'un terme beaucoup plus approprié : l'étatisme. Le capitalisme d'État et l'étatisme ont certainement des points communs ; mais en tant que systèmes, ils seraient plutôt opposés qu'identiques. Le capitalisme d'État signifie la substitution de la propriété étatique à la propriété privée et conserve par cela même un caractère radical. L'étatisme, que ce soit dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, les États-Unis de Roosevelt ou la France de Léon Blum signifie l'intervention de l'État sur les bases de la propriété privée, pour sauver celle-ci. Quels que soient les programmes des gouvernements, l'étatisme consiste inévitablement à reporter des plus forts aux plus faibles les charges du système croupissant. Il n'épargne aux petits propriétaires un désastre complet que parce que leur existence est nécessaire au maintien de la grande propriété. L'étatisme, dans ses efforts pour diriger l'économie, ne s'inspire pas du besoin de développer les forces productives, mais du souci de maintenir la propriété privée au détriment des forces productives qui s'insurgent contre elle. L'étatisme freine l'essor de la technique en soutenant des entreprises non viables et en maintenant des couches sociales parasites ; il est en un mot profondément réactionnaire.

La phrase de Mussolini : « Les trois quarts de l'économie italienne, industrielle et agricole, sont entre les mains de l'État » (26 mai 1934) ne doit pas être prise à la lettre. L'État fasciste n'est pas propriétaire des entreprises, il n'est qu'un intermédiaire entre les capitalistes. Différence appréciable ! Le *Popolo d'Italia* dit à ce sujet : « L'État corporatif unifie et dirige l'économie, mais ne la gère pas (*dirige e porta alla unità l'economia, ma non fa l'economia, non gestisce*), ce qui ne serait pas autre chose, avec le monopole de la production, que le collectivisme » (11 juin 1936). A l'égard des paysans et en général des petits propriétaires, la bureaucratie intervient comme un puissant seigneur ; à l'égard des magnats du capital, comme leur premier fondé de pouvoir. « L'État corporatif, écrit fort justement le marxiste italien Ferocci, n'est que le commis du capital des monopoles... Mussolini fait assumer à l'État tous les risques des entreprises et laisse aux capitalistes tous les bénéfices de l'exploitation. » Hitler marche, sous ce rapport, sur les traces de Mussolini. La dépendance de classe de l'État fasciste détermine les limites de la nouvelle économie dirigée et aussi son contenu réel ; il ne s'agit pas d'augmenter le pouvoir de l'homme sur la nature dans l'intérêt de la société, il s'agit de l'exploitation de la société dans l'intérêt d'une minorité. « Si je voulais, se flattait Mussolini, établir en Italie le capitalisme d'État ou le socialisme d'État, ce qui n'est pas en question, je trouverais aujourd'hui toutes les conditions requises. » Sauf une : *l'expropriation de la classe capitaliste*. Et pour réaliser cette condition-là le fascisme devrait se placer de l'autre côté de la barricade, « ce dont il n'est pas question », se hâte d'ajouter Mussolini, et ce dont il ne sera certainement pas question, car l'expropriation des capitalistes nécessite d'autres forces, d'autres cadres et d'autres chefs.

La première concentration des moyens de production entre les mains de l'État que l'histoire connaisse a été accomplie par le prolétariat au moyen de la révolution sociale et non par les capitalistes au moyen des trusts étatisés. Cette brève analyse suffit à montrer combien sont absurdes les tentatives faites pour identifier l'étatisme ca-

pitaliste et le système soviétique. Le premier est réactionnaire, le second réalise un grand progrès.

La bureaucratie est-elle une classe dirigeante ?

[Retour à la table des matières](#)

Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale et avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et des échanges, et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution prolétarienne définit à nos yeux l'U.R.S.S. comme un État prolétarien.

Par sa fonction de régulatrice et d'intermédiaire, par le souci qu'elle a de maintenir la hiérarchie sociale, par l'exploitation à ses propres fins de l'appareil de l'État, la bureaucratie soviétique ressemble à toute autre bureaucratie et surtout à celle du fascisme. Mais elle s'en distingue aussi par des traits d'une extrême importance. Sous aucun autre régime, la bureaucratie n'atteint à une pareille indépendance. Dans la société bourgeoise, la bureaucratie représente les intérêts de la classe possédante et instruite qui dispose d'un grand nombre de moyens de contrôle sur ses administrations. La bureaucratie soviétique s'est élevée au-dessus d'une classe qui sortait à peine de la misère et des ténèbres et n'avait pas de traditions de commandement et de domination. Tandis que les fascistes, une fois arrivés à la mangeoire, s'unissent à la bourgeoisie par les intérêts communs, l'amitié, les mariages, etc., la bureaucratie de l'U.R.S.S. s'assimile les mœurs bourgeoises sans avoir à côté d'elle une bourgeoisie nationale. En ce sens on ne peut nier qu'elle soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie. Elle est la seule couche sociale privilégiée et dominante, au sens plein des termes, dans la société soviétique.

Une autre particularité n'est pas moins importante. La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétariat pour défendre par *ses propres* méthodes les conquêtes sociales du prolétariat. Mais le fait même qu'elle se soit approprié le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'État, crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'État. L'État « appartient » en quelque sorte à la bureaucratie. Si ces rapports, encore tout à fait récents, se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne. Mais cette hypothèse est encore prématurée. Le prolétariat n'a pas encore dit son dernier mot. La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination, sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'État, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat.

Les tentatives faites pour présenter la bureaucratie soviétique comme une classe « capitaliste d'État » ne résistent visiblement pas à la critique. La bureaucratie n'a ni titres ni actions. Elle se recrute, se complète et se renouvelle grâce à une hiérarchie administrative, sans avoir de droits particuliers en matière de propriété. Le fonctionnaire ne peut pas transmettre à ses héritiers son droit à l'exploitation de l'État. Les privilèges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus. Elle feint de ne pas exister en tant que groupement social. Sa mainmise sur une part énorme du revenu national est un fait de parasitisme social. Voilà ce qui rend la situation des dirigeants soviétiques au plus haut point contradictoire, équivoque et indigne, en dépit de la plénitude de leur pouvoir et de l'écran de fumée de la flagornerie.

La société bourgeoise a maintes fois changé, au cours de sa carrière, de régimes et de castes bureaucratiques sans modifier ses assises sociales. Elle a été prémunie contre la restauration de la féodalité et des corporations par la supériorité de son mode de production. Le pouvoir ne pouvait que seconder ou entraver le développement capitaliste ;

les forces productives, fondées sur la propriété privée et la concurrence, travaillaient pour leur propre compte. Au contraire, les rapports de propriété établis par la révolution socialiste sont indissolublement liés au nouvel État qui en est le porteur. La prédominance des tendances socialistes sur les tendances petites-bourgeoises est assurée non par l'automatisme économique — nous en sommes encore loin — mais par la puissance politique de la dictature. Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir.

La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété telle que la participation des ouvriers aux bénéfices. Les kolkhozes se désagrègeraient également, plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture.

Mais si le pouvoir socialiste est encore absolument nécessaire à la conservation et au développement de l'économie planifiée, la question de savoir sur qui s'appuie le pouvoir soviétique d'aujourd'hui et dans quelle mesure l'esprit socialiste de sa politique est assuré n'en est que plus sérieuse. Lénine, parlant au XI^e congrès du parti, comme s'il lui faisait ses adieux, disait à l'adresse des milieux dirigeants : « L'histoire connaît des transformations de toutes sortes ; il n'est pas sérieux du tout en politique de compter sur les convictions, le dévouement et les belles qualités de l'âme... » La condition détermine la conscience. En une quinzaine d'années, le pouvoir a modifié la composition sociale des milieux dirigeants plus profondément que ses idées. La bureaucratie étant, de toutes les couches de la société soviétique, celle qui a le mieux résolu sa propre question sociale, elle est pleinement satisfaite de ce qui est et cesse dès lors de donner quelque garantie morale que ce soit de l'orientation socialiste de sa politique. Elle conti-

nue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat. Cette crainte salutaire est nourrie et entretenue par le parti illégal des bolcheviks-léninistes, qui est l'expression la plus consciente du courant socialiste contre l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie thermidorienne. En tant que force politique consciente la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale.

*La question du caractère social de l'U.R.S.S.
n'est pas encore tranchée par l'histoire*

[Retour à la table des matières](#)

Formulons, pour mieux comprendre le caractère social de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, deux hypothèses d'avenir. Supposons la bureaucratie soviétique chassée du pouvoir par un parti révolutionnaire ayant toutes les qualités du vieux bolchevisme et enrichi, en outre, de l'expérience mondiale de ces derniers temps. Ce parti commencerait par rétablir la démocratie dans les syndicats et les soviets. Il pourrait et devrait rétablir la liberté des partis soviétiques. Avec les masses, à la tête des masses, il procéderait à un nettoyage sans merci des services de l'État. Il abolirait les grades, les décorations, les privilèges et ne maintiendrait de l'inégalité dans la rétribution du travail que ce qui est nécessaire à l'économie et à l'État. Il donnerait à la jeunesse la possibilité de penser librement, d'apprendre, de critiquer, en un mot, de se former. Il introduirait de profondes modifications dans la répartition

du revenu national, conformément à la volonté des masses ouvrières et paysannes. Il n'aurait pas à recourir à des mesures révolutionnaires en matière de propriété. Il continuerait et pousserait à fond l'expérience de l'économie planifiée. Après la révolution politique, après le renversement de la bureaucratie, le prolétariat aurait à accomplir dans l'économie de très importantes réformes, il n'aurait pas à faire une nouvelle révolution sociale.

Si, à l'inverse, un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui, les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'État s'imposerait aussi dans ce cas ; mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. L'objectif principal du nouveau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois, on en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation. Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les « corporations », c'est-à-dire les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. Bien que la bureaucratie soviétique ait beaucoup fait pour la restauration bourgeoise, le nouveau régime serait obligé d'accomplir sur le terrain de la propriété et du mode de gestion non une réforme mais une véritable révolution.

Admettons cependant que ni le parti révolutionnaire ni le parti contre-révolutionnaire ne s'emparent du pouvoir. La bureaucratie demeure à la tête de l'État. L'évolution des rapports sociaux ne cesse pas. On ne peut certes pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. Dès maintenant, elle a dû malgré les inconvénients évidents de cette opération, rétablir les grades et les décorations ; il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite

dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste. La troisième hypothèse nous ramène ainsi aux deux premières, par lesquelles nous avons commencé pour plus de clarté et de simplicité.

Qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique, c'est écarter les catégories sociales achevées comme le *capitalisme* (y compris le « Capitalisme d'État ») et le *socialisme*. Mais cette définition est en elle-même tout à fait insuffisante et risque de suggérer l'idée fausse que la *seule* transition possible pour le régime soviétique actuel mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste cependant parfaitement possible. Une définition plus complète sera nécessairement plus longue et plus lourde.

L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : *a)* les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'État un caractère socialiste ; *b)* le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; *c)* les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; *d)* le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; *e)* la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; *f)* la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; *g)* l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou

rejeter la société vers le capitalisme ; *h*) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; *i*) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.

Les doctrinaires ne seront naturellement pas satisfaits par une définition aussi vague. Ils voudraient des formules catégoriques ; oui et oui, non et non. Les questions de sociologie seraient bien plus simples Si les phénomènes sociaux avaient toujours des contours précis. Mais rien n'est plus dangereux que d'éliminer, en poursuivant la précision logique, les éléments qui contrarient dès maintenant nos schémas et peuvent demain les réfuter. Nous craignons par-dessus tout, dans notre analyse, de faire violence au dynamisme d'une formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogue. La fin scientifique et politique que nous poursuivons nous interdit de donner une définition achevée d'un processus inachevé, elle nous impose d'observer toutes les phases du phénomène, d'en faire ressortir les tendances progressistes et réactionnaires, de révéler leur interaction, de prévoir les diverses variantes du développement ultérieur et de trouver dans cette prévision un point d'appui pour l'action.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 10

L'U.R.S.S. dans le miroir de la nouvelle constitution

**Le travail « selon les capacités »
et la propriété personnelle**

[Retour à la table des matières](#)

L'exécutif des Soviets adoptait le 11 juin 1936 le projet d'une constitution nouvelle qui serait, à en croire le mot de Staline, repris chaque jour par toute la presse, « la plus démocratique du monde ». A la vérité, la façon dont cette constitution a été élaborée pourrait faire naître des doutes. Ni dans la presse, ni dans les réunions, il n'en a été rien dit. Or, le 1^{er} mars 1936, Staline déclarait à un journaliste américain, M. Roy Howard : « Nous adopterons sans doute notre constitution à la fin de cette année. » Staline savait donc très précisément quand serait adoptée une constitution dont le peuple ne savait encore rien. Comment n'en pas conclure que la constitution « la plus démocratique du monde » s'élabore et s'impose d'une façon peu démocratique ? Il est vrai que le projet fut, en juin, soumis à l'« appréciation » des peuples de l'U.R.S.S. Mais on chercherait en vain sur toute la surface de la sixième partie du globe le communiste qui se permettrait de critiquer l'œuvre du comité central ou le sans-parti qui s'enhardirait à repousser

la proposition du parti dirigeant. La « discussion » se réduit donc à l'envoi de messages de gratitude à Staline pour la « vie heureuse » qu'il octroie aux populations... Le contenu et le style de ces messages ont été fixés sous la constitution précédente.

Le premier titre, dit *De la structure sociale*, se termine par ces mots : « Le principe du socialisme : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail*, est appliqué en U.R.S.S. » Cette formule inconsistante, pour ne pas dire dénuée de signification, passée, si invraisemblable que ce soit, des discours et des articles dans le texte mûrement étudié d'une loi fondamentale, atteste, plus que l'incapacité théorique totale des législateurs, quelle est la part du mensonge dans la nouvelle constitution, miroir de la caste dirigeante. Point n'est difficile de deviner comment s'est affirmé le nouveau « principe ». Marx usait, pour définir la société communiste, de la formule célèbre : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins. » Les deux propositions sont indissolublement liées. « De chacun selon ses forces », cela signifie, dans l'interprétation communiste et non capitaliste, que le travail a cessé d'être une corvée, pour devenir un besoin de l'individu ; que la société n'a plus à recourir à la contrainte ; que les malades et les anormaux peuvent seuls se dérober au travail. Travaillant selon leurs forces, c'est-à-dire selon leurs moyens physiques et psychiques, sans se faire violence, les membres de la communauté, bénéficiant d'une haute technique, rempliront suffisamment les magasins de la société pour que chacun puisse y puiser largement « selon ses besoins » sans contrôle humiliant. La formule du communisme, bipartite mais indivisible, suppose donc l'abondance, l'égalité, l'épanouissement de la personnalité et une discipline très élevée.

À tous ces égards, l'État soviétique est bien plus près du capitalisme arriéré que du communisme. Il ne peut pas encore songer à donner à chacun « selon ses besoins » et, pour la même raison, à permettre aux citoyens de travailler « selon leurs forces ». Il est contraint de maintenir le travail aux pièces, dont le principe peut s'énoncer en ces termes : « tirer le plus possible de chacun en lui donnant le moins possible ». Certes, personne ne travaille en U.R.S.S. au-dessus de ses

« forces » au sens absolu du mot, soit au-dessus de son potentiel physique et psychique ; mais on ne le fait pas davantage en régime capitaliste ; les méthodes les plus cruelles et les plus raffinées d'exploitation se heurtent aux limites assignées par la nature. La mule traitée à coups de fouet par le muletier travaille aussi « selon ses forces », de quoi il ne résulte pas que le fouet soit un principe socialiste à l'usage des mules. Le travail salarié ne perd pas, en régime soviétique, son avilissant caractère d'esclavage. Le salaire « selon le travail » est en réalité calculé dans l'intérêt du travail « intellectuel » au détriment du travail manuel et surtout du travail non qualifié. Il est une cause d'injustice, d'oppression et de contrainte pour la majorité, de privilège et de « bonne vie » pour la minorité.

Au lieu de reconnaître ouvertement que ces normes bourgeoises du travail et de la répartition prédominent en U.R.S.S., les auteurs de la constitution, coupant en deux le principe communiste, remettent à un avenir indéterminé l'application de la seconde proposition et déclarent la première réalisée en y ajoutant mécaniquement la norme capitaliste du travail aux pièces et en faisant du tout le « principe du socialisme ». Et c'est sur cette falsification qu'ils érigent l'édifice d'une constitution !

L'article 10 qui, à la différence de la plupart des autres, est assez clair et a pour objet de défendre la propriété personnelle des citoyens (installations ménagères, articles de consommation et d'usage, commodités) contre les attentats de la bureaucratie elle-même, a sans nul doute le plus d'importance, pratique dans la sphère économique. À l'exclusion de l'« économie ménagère », la propriété de cette sorte, dégagée de la mentalité intéressée et envieuse qui la surcharge, doit se maintenir en régime communiste et y acquérir même une extension sans précédent. On peut douter que l'homme hautement civilisé veuille s'encombrer des médiocres superfluités du luxe. Mais il ne renoncera à aucune des conquêtes du confort. La fin immédiate du communisme est justement d'assurer à tous toutes les commodités. Mais, en U.R.S.S., la question de la propriété personnelle se présente pour le moment non sous ses aspects communistes, mais sous ceux de l'esprit petit-

bourgeois. La propriété privée des paysans et des citadins non « notables » est l'objet d'un traitement arbitraire révoltant de la part de la bureaucratie inférieure, qui ne s'assure souvent quelque confort relatif que par ces moyens. L'accroissement de l'aisance du pays permet en ce moment de renoncer à la prise des biens personnels et engage même à en encourager l'accumulation, comme un stimulant à l'augmentation du rendement du travail. En même temps, et ce n'est pas négligeable, la loi qui protège l'isba, la vache et le sommaire mobilier du paysan, de l'ouvrier, de l'employé, légalise l'hôtel particulier du bureaucrate, sa villa, son auto et les autres « articles de consommation personnelle ou commodités » qu'il s'est approprié grâce au principe socialiste : « de chacun selon ses forces, à chacun selon son travail ». Et l'auto du bureaucrate sera mieux défendue, n'en doutons pas, par la loi fondamentale, que la charrette du paysan.

Soviets et démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Sur le plan politique, la nouvelle constitution diffère de l'ancienne par le retour du système électoral soviétique, fondé sur les groupements de classes et de production, au système de la démocratie bourgeoise, basé sur ce que l'on appelle le « suffrage universel, égal et direct » de la population atomisée. Bref, nous voici devant la liquidation juridique de la dictature du prolétariat. Là où il n'y a pas de bourgeoisie, il n'y a pas non plus de prolétariat, nous expliquent les auteurs du projet, de sorte que l'État prolétarien devient celui du peuple tout court. Ce raisonnement, à coup sûr séduisant, retarde de dix-neuf ans ou avance d'un grand nombre d'années. En expropriant les capitalistes, le prolétariat commença réellement à se liquider lui-même en tant que classe. Mais de la liquidation en principe à la résorption effective dans la communauté, le chemin est d'autant plus long que le nouvel État doit plus longtemps s'acquitter du gros travail du capitalisme. Le prolétariat soviétique existe encore comme classe, profondément différent

des paysans, des techniciens intellectuels et de la bureaucratie ; plus, il est la seule classe absolument intéressée à la victoire du socialisme. La nouvelle constitution tend à le résorber politiquement dans la « nation », bien avant qu'il ne se soit économiquement résorbé dans la société.

Sans doute les réformateurs ont-ils décidé, après quelques hésitations, de laisser à l'État la dénomination de « soviétique ». Ce n'est là qu'un grossier subterfuge, dicté par des raisons analogues à celles qui firent que l'empire napoléonien garda un certain temps l'appellation républicaine. Les soviets sont essentiellement les organes de l'État de classe et ne peuvent pas être autre chose. Les organes démocratiquement élus de l'administration locale sont des municipalités, des *doumas*, des *zemstvos*, tout ce que l'on voudra, mais pas des soviets. L'Assemblée législative démocratiquement élue sera un Parlement attardé ou plus exactement une caricature de Parlement, mais ne sera en aucun cas l'organe suprême des soviets. Les réformateurs montrent une fois de plus, en s'efforçant de mettre à profit l'autorité historique des soviets, que l'orientation nouvelle en principe qu'ils donnent à la vie de l'État n'ose pas encore porter son propre nom.

Considérée en elle-même, l'égalisation des droits politiques des ouvriers et des paysans peut ne pas modifier la nature sociale de l'État si l'influence du prolétariat sur les campagnes est assez assurée par la situation générale de l'économie et le degré de civilisation. Le développement du socialisme doit aller dans ce sens. Mais si le prolétariat, restant la minorité du peuple, cesse réellement d'avoir besoin d'une suprématie politique pour garantir l'acheminement vers le socialisme, c'est que le besoin même d'une contrainte cesse de se faire sentir, cédant la place à la discipline de la culture. L'abolition de l'inégalité électorale devrait, dans ces conditions, être précédée d'une atténuation évidente des fonctions coercitives de l'État. Mais de cela la nouvelle constitution ne souffle mot et, ce qui est plus grave, la vie n'en laisse rien voir.

La nouvelle charte « garantit » aux citoyens « les libertés » de parole, de presse, de réunion, de manifestation dans la rue. Mais chacune

de ces garanties revêt la forme d'une solide muselière ou de chaînes et menottes. La liberté de la presse signifie le maintien d'une censure préalable sans merci, dont les fils se rejoignent au secrétariat du comité central, que personne n'a élu. La liberté d'imprimer des litanies byzantines au Chef est naturellement « garantie » dans son intégrité. En revanche, quantité de discours, d'articles et de lettres de Lénine, pour finir par son « testament », resteront sous le boisseau parce que les chefs d'aujourd'hui y sont traités avec quelque sévérité. Que dire dans ces conditions d'autres auteurs ? Le commandement grossier et ignorant institué dans les sciences, la littérature et l'art est maintenu. La « liberté de réunion » signifiera, comme par le passé, la liberté pour certains groupes de venir aux réunions convoquées par les autorités pour y prendre des résolutions décidées à l'avance. Sous la nouvelle constitution comme sous l'ancienne des centaines de communistes étrangers qui se sont fiés au « droit d'asile » resteront dans les prisons et les camps de concentration pour avoir péché contre le dogme de l'infaillibilité. Rien de changé en ce qui concerne les libertés. La presse soviétique ne tente même pas de nous leurrer à cet égard. Au contraire, elle proclame que la réforme constitutionnelle a pour objet principal « l'affermissement ultérieur de la dictature ». La dictature de qui et sur qui ?

Nous l'avons déjà vu, la liquidation des antagonismes de classe a préparé l'égalité politique. Il ne s'agit pas d'une dictature de classe, mais d'une dictature « populaire ». Pourtant, quand le peuple émancipé des antagonismes de classes devient le porteur de la dictature, cela ne peut signifier que la résorption de la dictature dans la société socialiste et, avant tout, la liquidation de la bureaucratie. Telle est la doctrine marxiste. Peut-être s'est-elle trompée ? Mais les auteurs mêmes de la constitution invoquent, avec grande prudence il est vrai, le programme du parti écrit par Lénine. On y peut lire : « ...La privation des droits politiques et les restrictions, quelles qu'elles soient, apportées à la liberté ne s'imposent qu'à titre de mesures provisoires... Au fur et à mesure que disparaîtra la possibilité objective de l'exploitation de l'homme par l'homme, la nécessité qui impose ces mesures provisoires

cessera de se faire sentir... » Les mesures « de privation de droits » sont donc inséparables des « restrictions, quelles qu'elles soient, apportées à la liberté ». L'avènement de la société socialiste s'atteste, non par la mise sur un pied d'égalité des paysans et des ouvriers et la restitution des droits politiques à tant pour cent de citoyens d'origine bourgeoise, mais par la liberté véritable de la totalité des citoyens. Avec la liquidation des classes disparaissent la bureaucratie, la dictature et aussi l'État. Essayez donc d'y faire une allusion ! La Guépéou trouvera bien dans la nouvelle constitution de quoi vous envoyer dans un de ses nombreux camps de concentration. Les classes sont supprimées, des soviets il ne reste que le nom, mais la bureaucratie subsiste. L'égalité de droits des ouvriers et des paysans n'est que leur égale privation de tout droit devant la bureaucratie.

Non moins significative est l'introduction du vote secret. S'il fallait admettre que l'égalité politique répond à l'égalité sociale, on se demanderait vraiment pourquoi le vote doit encore bénéficier du secret. Que craint la population du pays socialiste et contre qui faut-il la défendre ? La constitution soviétique d'autrefois voyait dans le vote public, comme dans la privation du droit de vote, des armes de la classe révolutionnaire contre ses ennemis bourgeois et petits-bourgeois. On ne peut admettre que le vote secret soit maintenant rétabli au profit de la minorité contre-révolutionnaire.

Il s'agit évidemment de défendre les droits du peuple. Que craint donc le peuple socialiste après avoir renversé le tsar, les nobles et la bourgeoisie ? Les sycophantes ne se posent même pas cette question, plus édifiante pourtant que les œuvres des Barbusse, Louis Fisher, Duranty, Webb et *tutti quanti*.

Dans la société capitaliste, le vote secret a pour objet de soustraire les exploités à l'intimidation des exploités. Si la bourgeoisie a fini par y consentir sous la pression des masses, c'est qu'elle se sentait intéressée à protéger quelque peu son État contre la démoralisation qu'elle y semait. Mais il ne peut pas y avoir, semble-t-il, d'intimidation des exploités dans la société socialiste. Contre qui faut-il donc défendre les citoyens soviétiques ? Mais contre la bureaucratie. Staline

en convient assez franchement. Interrogé : Pourquoi avez-vous besoin du vote secret ? il répond en toutes lettres : « Parce que *nous entendons* donner aux citoyens soviétiques la liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire. » Le monde apprend de la sorte, de source autorisée, que les citoyens soviétiques ne peuvent pas encore voter selon leurs désirs. On aurait tort de conclure de là que la constitution de demain leur assurera cette possibilité. Mais un autre aspect de la question nous intéresse en ce moment. Quel est ce nous qui peut octroyer ou ne pas octroyer au peuple la liberté du vote ? La bureaucratie, au nom de laquelle parle et agit Staline. Ses révélations visent le parti dirigeant et l'État, puisqu'il occupe lui-même le poste de secrétaire général grâce à un système qui ne permet pas aux membres du parti dirigeant d'élire qui leur plaît. Les mots : « *Nous* entendons donner aux citoyens soviétiques la liberté du vote... » sont infiniment plus importants que les constitutions soviétiques anciennes et nouvelles prises ensemble, car leur impudence fait ressortir quelle est la constitution effective de l'U.R.S.S., telle qu'elle s'est faite, non sur le papier, mais dans la lutte des forces sociales.

Démocratie et parti

[Retour à la table des matières](#)

La promesse d'offrir aux citoyens soviétiques la liberté de voter « pour ceux qu'ils veulent élire » est plus une métaphore esthétique qu'une formule politique. Les citoyens soviétiques n'auront le droit de choisir leurs « représentants » que parmi les candidats que leur désigneront, sous l'égide du parti, les chefs centraux et locaux. Le parti bolchevique exerça sans doute un monopole politique dans la première période de l'ère soviétique. Mais identifier ces deux phénomènes, ce serait prendre l'apparence pour la réalité. L'interdiction des partis d'opposition fut une mesure provisoire dictée par les nécessités de la guerre civile, du blocus, de l'intervention étrangère et de la famine. Et le parti gouvernant, qui était à ce moment l'organisation authentique

de l'avant-garde prolétarienne, vivait d'une vie riche. La lutte des groupes et des fractions dans son sein tenait lieu, dans une certaine mesure, de lutte des partis. Maintenant que le socialisme a vaincu « définitivement et irrévocablement », la formation de fractions dans le parti est punie de l'internement dans un camp de concentration, si ce n'est d'une balle dans la nuque. L'interdiction des partis, mesure provisoire autrefois, est devenue un principe. Les Jeunesses communistes perdent le droit de s'occuper de politique au moment précis où le texte de la nouvelle constitution est publié. Or, les jeunes gens des deux sexes jouissent du droit de vote à partir de dix-huit ans et la limite d'âge des Jeunesses communistes (vingt-trois ans) n'est pas ramenée plus bas. La politique est une fois pour toute déclarée le monopole d'une bureaucratie échappant à tout contrôle.

Au journaliste américain qui lui demande quel sera le rôle du parti sous le régime de la nouvelle constitution, Staline répond : « Du moment qu'il n'y a plus de classes, que les limites s'effacent entre les classes (« il n'y en a plus », mais « les limites s'effacent » seulement entre ces classes inexistantes !), il reste une certaine différence superficielle entre les couches diverses de la société socialiste, mais elle ne saurait être un terrain nourricier pour la rivalité des partis. Là où il n'y a pas plusieurs classes, il ne saurait y avoir plusieurs partis, car un parti est une fraction de classe. » Autant de mots, autant d'erreurs et parfois davantage ! Comme si les classes étaient homogènes ! Comme si leurs frontières étaient nettement délimitées une fois pour toutes ! Comme si la conscience d'une classe correspondait exactement à sa place dans la société ! La pensée marxiste n'est plus ici qu'une parodie. Le dynamisme de la conscience sociale est exclu de l'histoire dans l'intérêt de l'ordre administratif. À la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis. On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une « fraction de classe ». Mais comme une classe est faite de nombre de fractions — les unes regardant en avant et les autres en arrière —, la même classe peut former plusieurs partis. Pour la même raison, un

parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité.

Le prolétariat est la classe la moins hétérogène de la société capitaliste. L'existence de couches sociales telles que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie suffit cependant à nous expliquer celle des partis opportunistes qui deviennent, par le cours naturel des choses, l'un des moyens de la domination bourgeoise. Que la différence entre l'aristocratie ouvrière et la masse prolétarienne soit, du point de vue de la sociologie stalinienne, « radicale » ou « superficielle », cela nous importe peu ; c'est de cette différence, en tout cas, que naquit en son temps la nécessité de rompre avec la social-démocratie et de fonder la III^e Internationale. S'il n'y a « pas de classes » dans la société soviétique, elle n'en est pas moins beaucoup plus hétérogène et complexe que le prolétariat des pays capitalistes et peut, par conséquent, offrir un terrain nourricier bien suffisant à plusieurs partis. S'étant imprudemment aventuré dans le domaine de la théorie, Staline démontre plus qu'il n'eût souhaité. Son raisonnement établit non qu'il ne peut pas y avoir en U.R.S.S. de partis *différents*, mais qu'il ne peut pas y avoir de partis *du tout* ; car là où il n'y a pas de classes, la politique n'a que faire en général. Mais à cette loi, Staline fait une exception « sociologique » en faveur du parti dont il est le secrétaire général.

Boukharine essaie d'aborder la question par un autre biais. Le problème des chemins à suivre vers le capitalisme ou vers le socialisme n'est plus à discuter en U.R.S.S. ; dès lors, « les partisans des classes ennemies et liquidées ne peuvent être autorisés à former des partis ». Sans insister sur ce fait qu'au pays du socialisme victorieux les partisans du capitalisme devraient paraître de ridicules don Quichotte incapables de former un parti, il est clair que les désaccords politiques existants ne s'épuisent nullement par l'alternative : vers le socialisme ou vers le capitalisme ? D'autres questions se posent : comment s'acheminer vers le socialisme ? à quelle allure ? Le choix du chemin n'est pas moins décisif que le choix du but. Qui donc choisira les che-

mins ? Si rien ne peut réellement nourrir les partis, point n'est besoin de les interdire. Il faut, par contre, appliquant le programme bolchevique, supprimer « toutes les entraves, quelles qu'elles soient, à la liberté ».

Staline, s'efforçant de dissiper les doutes fort naturels de son interlocuteur américain, émet ici une nouvelle considération : « Les listes électorales seront présentées, en même temps que par le parti communiste, par diverses organisations apolitiques. Nous en avons des centaines »... « Chaque couche [de la société soviétique] peut avoir ses intérêts spéciaux et les refléter [exprimer ?] à travers les nombreuses organisations sociales... » Ce sophisme ne vaut pas mieux que les autres. Les organisations « sociales » soviétiques — syndicats, coopératives, sociétés culturelles — ne représentent pas les intérêts de « couches sociales », car elles ont toutes la même structure hiérarchique ; même lorsqu'elles sont en apparence des organisations de masses, comme les syndicats et les coopératives, les milieux dirigeants privilégiés y jouent seuls un rôle actif et le dernier mot y appartient toujours au « parti », c'est-à-dire à la bureaucratie. La constitution ne fait que renvoyer l'électeur de Ponce à Pilate.

Ce mécanisme est très exactement exprimé dans le texte de la loi fondamentale. L'article 126, axe de la constitution, au sens politique, « assure aux citoyens le droit » de se grouper en organisations sociales : syndicats, coopératives, associations des jeunesses, sportives, de défense nationale, culturelles, techniques et scientifiques. Quant au parti qui concentre le pouvoir entre ses mains, y appartenir n'est plus un droit mais un privilège de minorité. « Les citoyens les plus actifs et les plus conscients [*c'est-à-dire reconnus tels par les autorités. L. T.*] de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste..., qui constitue le moyen dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que de l'État. » Cette formule d'une franchise stupéfiante, introduite dans le texte même de la constitution, réduit à néant la fiction du rôle politique des « organisations sociales », ces succursales de la firme bureaucratique.

Mais s'il n'y a pas de lutte de partis, peut-être les diverses fractions du seul parti existant pourront-elles se manifester aux élections démocratiques ? A un journaliste français qui l'interrogeait sur les groupements au sein du parti gouvernant, Molotov répondit : « On a tenté de former dans le parti des fractions..., mais voilà plusieurs années que la situation s'est radicalement modifiée à cet égard et que le parti communiste est réellement uni. » Rien ne le démontre mieux que les épurations incessantes et les camps de concentration ! Le mécanisme démocratique est parfaitement clair après les commentaires de Molotov. « Que reste-t-il de la révolution d'Octobre, demande Victor Serge, si tout ouvrier qui se permet une revendication ou une appréciation critique est voué au pénitencier ? Ah ! l'on peut bien ensuite instituer je ne sais quel vote secret ! » En effet ; et Hitler n'a pas, lui non plus, renoncé au vote secret.

Les raisonnements théoriques de réformateurs sur les rapports des classes et du parti sont tirés par les cheveux. La sociologie n'est pas en question, il s'agit d'intérêts matériels. Le parti gouvernant de l'U.R.S.S. est la machine politique d'une bureaucratie, exerçant un monopole, qui a quelque chose à perdre, mais n'a plus rien à conquérir. Le « terrain nourricier », elle entend le garder pour elle seule.

Dans un pays où la lave de la révolution est encore chaude, les privilégiés sont aussi gênés de leurs privilèges que le voleur débutant est embarrassé de la montre en or dont il vient de s'emparer. Les milieux dirigeants soviétiques éprouvent devant les masses une peur purement bourgeoise. Staline justifie théoriquement les privilèges grandissants en invoquant l'Internationale communiste ; et défend l'aristocratie soviétique à l'aide des camps de concentration. Pour que le système puisse tenir, il faut que Staline se range de temps à autre du côté du « peuple », contre la bureaucratie, avec le consentement tacite de celle-ci, bien entendu. Il se voit obligé de recourir au vote secret pour nettoyer un peu l'appareil de l'État d'une corruption dévorante.

Dès 1928, Rakovsky écrivait, à l'occasion d'histoires de gangsters arrivées au sein de la bureaucratie et révélées au grand public : « Le plus caractéristique dans cette vague de scandales, et le plus dange-

reux, c'est la possibilité des masses, des masses communistes encore plus que des masses sans parti... Dans leur crainte des puissants ou par indifférence politique, elles n'ont pas protesté ou se sont bornées à murmurer. » Au cours des huit années écoulées depuis lors, la situation s'est infiniment aggravée. La corruption de l'appareil, se manifestant à chaque pas, a fini par menacer l'existence de l'État, non comme l'instrument de la transformation socialiste de la société, mais comme la source du pouvoir, des revenus et des privilèges des dirigeants. Staline a dû laisser entrevoir ce motif de la réforme. « Bon nombre de nos institutions, dit-il à M. Howard, travaillent mal... Le vote secret servira à la population d'aiguillon contre les organes du pouvoir fonctionnant mal. » Remarquable aveu : après que la bureaucratie ait, de ses mains, créé la société socialiste, elle éprouve le besoin d'un... aiguillon ? Et c'est le mobile de la réforme constitutionnelle ! Il en est encore un autre, non moins important.

En liquidant les soviets, la nouvelle constitution dissout la classe ouvrière dans la masse de la population. Les soviets, il est vrai, ont depuis longtemps perdu toute portée politique. Mais la croissance des antagonismes sociaux et l'éveil de la nouvelle génération eussent pu les ranimer. Il faut surtout craindre les soviets des villes à l'activité desquels prennent part les jeunes et notamment des jeunes communistes exigeants. Le contraste de la misère et du luxe est trop saisissant dans les centres. Le premier souci de l'aristocratie soviétique est de se débarrasser des soviets des ouvriers et des soldats rouges. On fait face plus facilement au mécontentement des campagnes dispersées. On peut même, avec un certain succès, se servir des paysans des kolkhozes contre les ouvriers des villes. Ce n'est pas la première fois que la réaction bureaucratique s'appuie sur les campagnes contre les villes.

Ce qu'il y a dans la nouvelle constitution d'important en principe, ce qui la met réellement bien au-dessus des constitutions les plus démocratiques des pays bourgeois, n'est que la transcription prolixe des documents essentiels de la révolution d'Octobre. L'appréciation des conquêtes économiques qu'on y trouve déforme la réalité à travers le

prisme du mensonge et de la vantardise. Tout ce qui concerne les libertés et la démocratie n'est qu'usurpation et cynisme.

Faisant un énorme pas en arrière, reculant des principes socialistes aux principes bourgeois, la nouvelle constitution, coupée et cousue sur mesure pour la caste dirigeante, se situe dans la ligne historique du renoncement à la révolution mondiale au profit de la Société des Nations, de la restauration de la famille petite-bourgeoise, de la substitution de l'armée permanente aux milices, du rétablissement des grades et des décorations, de l'accroissement des inégalités. Consacrant l'absolutisme « hors classe », la nouvelle constitution crée les conditions politiques de la renaissance d'une nouvelle classe possédante.

La Révolution trahie (1936)

Chapitre 11

Où va l'U.R.S.S. ?

Le bonapartisme, régime de crise

[Retour à la table des matières](#)

La question que nous avons posée plus haut, pour le lecteur : Comment se fait-il que le groupe dirigeant ait pu en dépit de ses fautes sans nombre, acquérir un pouvoir illimité ? ou en d'autres termes : Comment expliquer le contraste entre la médiocrité idéologique des thermidoriens et leur puissance matérielle ? Cette question peut recevoir maintenant une réponse sensiblement plus concrète et plus catégorique. La société soviétique n'est pas harmonieuse. Ce qui est vice pour une classe ou couche sociale est vertu pour l'autre. Si, du point de vue des formes socialistes de la société, la politique de la bureaucratie étonne par ses contradictions et ses discordances, elle apparaît comme fort conséquente du point de vue de l'affermissement des nouveaux dirigeants.

L'appui de l'État au paysan cossu (1923-1928) constituait un danger mortel pour l'avenir du socialisme. Mais la bureaucratie, aidée de la petite bourgeoisie, réussit à ligoter l'avant-garde prolétarienne et à écraser l'opposition bolchevique. Ce qui était « erreur » du point de vue socialiste était bénéfique net du point de vue des intérêts de la bu-

reaucratie. Cependant, quand le koulak commença à la menacer elle-même, elle se retourna contre lui. L'extermination panique des paysans aisés, étendue aux paysans moyens, ne coûta pas moins cher au pays qu'une invasion étrangère. La bureaucratie maintint ses positions. L'allié d'hier défait, elle se mit à former avec la plus grande énergie une nouvelle aristocratie. Sabotage du socialisme ? Évidemment, mais aussi affermissement de la caste gouvernante. La bureaucratie ressemble à toutes les castes dirigeantes en ce sens qu'elle est prête à fermer les yeux sur les fautes les plus grossières de ses chefs en politique générale si, en revanche, ils lui sont absolument fidèles dans la défense de ses privilèges. Plus les nouveaux maîtres sont inquiets et plus ils apprécient la répression sans merci de la moindre menace concernant leurs droits bien acquis. C'est sous cet angle qu'une caste de parvenus sélectionne ses chefs. Et c'est là le secret de Staline.

Mais la puissance et l'indépendance de la bureaucratie ne sauraient croître indéfiniment. Il y a des facteurs historiques plus forts que les maréchaux et même que les secrétaires généraux. La rationalisation de l'économie ne se conçoit pas sans inventaire précis. L'inventaire est incompatible avec l'arbitraire bureaucratique. Le souci de rétablir un rouble stable, c'est-à-dire indépendant des « chefs », est commandé à la bureaucratie par la contradiction de plus en plus accusée entre son pouvoir absolu et le développement des forces productives du pays. La monarchie absolue devint ainsi autrefois incompatible avec le développement du marché bourgeois. Le calcul monétaire ne peut manquer de donner une forme plus ouverte à la lutte des diverses couches de la population pour la répartition du revenu national. Le barème des salaires, à peu près indifférent à l'ouvrier à l'époque des cartes de vivres, acquiert désormais pour lui une importance capitale ; et dès lors se pose la question des syndicats. La nomination, venant d'en haut, des fonctionnaires syndicaux se heurtera à une résistance de plus en plus tenace. Enfin, le travail aux pièces intéresse l'ouvrier à la bonne gestion des entreprises. On voit les stakhanovistes se plaindre de plus en plus fréquemment des défauts d'organisation de la production. Le népotisme bureaucratique qui sévit dans la désignation des directeurs,

des ingénieurs et du personnel industriel en général, devient de moins en moins tolérable. La coopération et le commerce étatisé tombent bien plus qu'auparavant sous la dépendance des consommateurs. Les kolkhozes et leurs membres apprennent à traduire leurs relations avec l'État dans le langage des chiffres. Ils ne souffriront pas toujours qu'on leur désigne des administrateurs dont souvent le seul mérite est de convenir aux bureaucrates locaux. Enfin, le rouble promet de porter la lumière dans le domaine le plus secret : celui des revenus licites et illicites de la bureaucratie. Et la circulation monétaire devenant, dans un pays politiquement étouffé, le moyen puissant de la mobilisation des forces d'opposition, annonce le déclin de l'absolutisme « éclairé ».

Tandis que la croissance de l'industrie et l'entrée de l'agriculture dans la sphère du plan compliquent extrêmement la tâche de la direction en mettant au premier rang le problème de la *qualité*, la bureaucratie tue l'initiative créatrice et le sentiment de responsabilité sans lesquels il ne peut pas y avoir de progrès qualitatif. Les plaies du système sont peut-être moins visibles dans l'industrie lourde, mais elles rongent, en même temps que la coopération, l'industrie légère et alimentaire, les kolkhozes, les industries locales, c'est-à-dire toutes les branches de la production proches de la population.

Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique coïncide avec la période d'assimilation. Le gros travail d'imitation, de greffe, de transfert, d'acclimatation s'est fait sur le terrain préparé par la révolution. Il n'a pas été question, jusqu'ici, d'innover dans le domaine de la technique, de la science ou de l'art. On peut construire des usines géantes d'après des modèles importés de l'étranger sous le commandement bureaucratique, en les payant, il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la *qualité* suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange.

Après le problème de la qualité, il s'en pose d'autres, plus grandioses et plus complexes, que l'on peut grouper sous la rubrique de « l'action créatrice technique et culturelle ». Un philosophe de l'Antiquité soutenait que la discussion était mère de toutes choses. Là où le choc des idées est impossible, il ne saurait y avoir création de nouvelles valeurs. La dictature révolutionnaire, nous l'admettons, constitue en elle-même une sévère limitation de la liberté. C'est précisément pourquoi les époques révolutionnaires n'ont jamais été propices à la création culturelle, pour laquelle elles ne faisaient que déblayer le terrain. La dictature du prolétariat ouvre au génie humain un horizon d'autant plus vaste qu'elle cesse d'être une dictature. La civilisation socialiste ne s'épanouira qu'avec le dépérissement de l'État. Cette loi simple et inflexible implique la condamnation, sans recours possible, du régime politique actuel de l'U.R.S.S. La démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite ou morale. Elle est devenue pour le pays une question de vie ou de mort.

Si le nouvel État n'avait pas d'autres intérêts que ceux de la société, le dépérissement de ses fonctions de contrainte serait graduel et incolore. Mais l'État n'est pas désincarné. Les fonctions spécifiques se sont créées des organes. La bureaucratie, considérée dans son ensemble, se préoccupe moins de la fonction que du tribut que celle-ci lui rapporte. La caste gouvernante s'efforce de perpétuer et d'affermir les organes de la coercition. Elle ne ménage rien ni personne pour se maintenir au pouvoir et conserver ses revenus. Plus le cours des choses lui est contraire et plus elle se montre impitoyable à l'égard de éléments avancés du peuple. De même que l'Eglise catholique, elle a formulé son dogme de l'infailibilité après que son déclin fut commencé ; mais elle l'a tout de suite porté à une hauteur dont le pape ne saurait rêver.

La divinisation de plus en plus impudente de Staline est, malgré ce qu'elle a de caricatural, nécessaire au régime. La bureaucratie a besoin d'un arbitre suprême inviolable, premier consul à défaut d'empereur, et elle élève sur ses épaules l'homme qui répond le mieux à ses prétentions à la domination. La « fermeté » du chef, tant admirée des dilettantes littéraires de l'occident, n'est que la résultante de la pression

collective d'une caste prête à tout pour se défendre. Chaque fonctionnaire professe que « l'État c'est lui ». Chacun se retrouve sans peine en Staline. Staline découvre en chacun le souffle de son esprit. Staline personnifie la bureaucratie et c'est ce qui fait sa personnalité politique.

Le césarisme ou sa forme bourgeoise, le bonapartisme, entre en scène, dans l'histoire, quand l'âpre lutte de deux adversaires paraît hausser le pouvoir au-dessus de la nation et assure aux gouvernants une indépendance apparente à l'égard des classes, tout en ne leur laissant en réalité que la liberté dont ils ont besoin pour défendre les privilégiés. S'élevant au-dessus d'une société politiquement atomisée, s'appuyant sur la police et le corps des officiers sans tolérer aucun contrôle, le régime stalinien constitue une variété manifeste du bonapartisme, d'un type nouveau, sans analogue jusqu'ici. Le césarisme naquit dans une société fondée sur l'esclavage et bouleversée par les luttes intestines. Le bonapartisme fut un des instruments du régime capitaliste dans ses périodes critiques. Le stalinisme en est une variété, mais sur les bases de l'État ouvrier déchiré par l'antagonisme entre la bureaucratie soviétique organisée et armée et les masses laborieuses désarmées.

L'histoire en témoigne, le bonapartisme s'accommode fort bien du suffrage universel et même du vote secret. Le plébiscite est un de ses attributs démocratiques. Les citoyens sont de temps à autre invités à se prononcer *pour* ou *contre* le chef, et le votant sent sur sa tempe le froid léger d'un canon de revolver. Depuis Napoléon III, qui fait aujourd'hui figure d'un dilettante provincial, la technique plébiscitaire a connu des perfectionnements extraordinaires. La nouvelle constitution soviétique, instituant un bonapartisme *plébiscitaire*, est le couronnement du système.

Le bonapartisme soviétique est dû, en dernier lieu, au retard de la révolution mondiale. La même cause a engendré le fascisme dans les pays capitalistes. Nous arrivons à une conclusion à première vue inattendue, mais en réalité irréprochable, et c'est que l'étouffement de la démocratie soviétique par la bureaucratie toute-puissante et les dé-

faites infligées à la démocratie en d'autres pays sont dus à la lenteur dont le prolétariat mondial fait preuve dans l'accomplissement de la tâche que lui assigne l'histoire. En dépit de la profonde différence de leurs bases sociales, le stalinisme et le fascisme sont des phénomènes symétriques. Par bien des traits ils se ressemblent d'une façon accablante. Un mouvement révolutionnaire victorieux en Europe ébranlerait aussitôt le fascisme et aussi le bonapartisme soviétique. La bureaucratie stalinienne a raison, quant à elle, de tourner le dos à la révolution internationale ; elle obéit, ce faisant, à l'instinct de conservation.

La lutte de la bureaucratie contre « l'ennemi de classe »

[Retour à la table des matières](#)

Dans les premiers temps du régime soviétique, le parti servit de contrepoids à la bureaucratie. Elle administrait l'État, le parti la contrôlait. Veillant avec zèle à ce que l'inégalité ne passât point les limites du nécessaire, le parti était toujours en lutte ouverte ou voilée avec la bureaucratie. Le rôle historique de la fraction stalinienne fut de faire cesser cette dualité en subordonnant le parti à ses propres bureaux et en faisant fusionner les bureaux du parti et ceux de l'État. Ainsi s'est créé le régime totalitaire actuel. La victoire de Staline s'est trouvée assurée du fait du service définitif qu'il rendait à la bureaucratie.

Au cours des dix premières années, l'opposition de gauche eut en vue la conquête idéologique du parti sans entrer, contre lui, dans la voie de la conquête du pouvoir. Le mot d'ordre était : Réforme et non révolution. Dès alors, cependant, la bureaucratie était prête à n'importe quel coup d'État pour se défendre contre une réforme démocratique. Quand, en 1927, le conflit devint aigu, Staline, se tournant, au comité central, vers l'opposition, s'écria : « Ces cadres, vous ne les révoquerez que par la guerre civile ! » Les défaites du proléta-

riat européen ont fait de cette menace une réalité historique. Le chemin de la réforme est devenu celui d'une révolution.

Les incessantes épurations du parti et des organisations soviétiques ont pour objet d'empêcher le mécontentement des masses de trouver une expression politique nette. Mais les répressions ne tuent pas la pensée, elles ne font que la refouler. Communistes et sans-parti ont deux convictions : l'officielle et la secrète. La délation et l'inquisition dévorent la société. La bureaucratie qualifie invariablement ses adversaires d'ennemis du socialisme. Usant de faux judiciaires au point que cet usage est entré dans les mœurs, elle leur impute à son gré les pires crimes. Elle extorque aux faibles, sous menace de mort, des aveux qu'elle leur dicte elle-même et dont elle se sert ensuite pour accuser ceux qui sont plus fermes.

La *Pravda*, commentant la constitution « la plus démocratique du monde », écrivait, le 5 juin 1936, qu'« il serait impardonnablement sot » de penser que, malgré la liquidation des classes, « les forces des classes hostiles au socialisme se sont résignées à leur défaite... La lutte continue ». Quelles sont donc ces « forces des classes hostiles ? » Voici : « Le reste des groupes contre-révolutionnaires, des gardes-blancs de tout acabit et *surtout* de la variété trotskyste-zinoviéviste... Après l'inévitable mention de « l'espionnage et de l'action terroriste et destructrice » (des trotskystes et des zinoviévistes !), l'organe de Staline promet : « Nous continuerons à anéantir d'une main ferme les ennemis du peuple, les reptiles et les furies trotskystes, quel que soit leur habile camouflage. » Ces menaces, répétées chaque jour par la presse, ne font qu'accompagner le travail de la Guépéou.

Un certain Pétrov, membre du parti depuis 1918, combattant de la guerre civile, par la suite agronome soviétique et opposant de droite, s'étant évadé en 1936 de déportation et ayant réussi à passer à l'étranger, écrit sur les « trotskystes », dans un journal de l'émigration libérale, ce qui suit : « Éléments de gauche ? Psychologiquement, ce sont les derniers révolutionnaires. Authentiques, brûlants. Rien de l'affairisme grisailant, pas de compromis. Des hommes admirables. Des idées idiotes... L'incendie de l'univers et ce genre de vi-

sions... » Laissons la question des « idées ». Le jugement moral porté sur les éléments de gauche par leurs adversaires de droite est d'une éloquence spontanée. Ce sont justement ces « derniers révolutionnaires authentiques et brûlants » que les généraux et les colonels de la Guépéou accusent de... contre-révolution dans l'intérêt de l'impérialisme.

L'hystérie bureaucratique haineusement déchaînée contre l'opposition bolchevique acquiert une signification politique éclatante en présence de la levée des restrictions de droits édictées autrefois contre les personnes d'origine bourgeoise. Les décrets conciliants qui leur facilitent l'accès aux emplois et aux études supérieures procèdent de l'idée que la résistance des classes dominantes de jadis cesse, tandis que l'ordre nouveau se révèle inébranlable. « Ces restrictions sont devenues superflues », expliquait Molotov à la session de l'Exécutif de janvier 1936. Il apparaît au même moment que les pires « ennemis de classe » se recrutent parmi les hommes qui ont toute leur vie combattu pour le socialisme, à commencer par les collaborateurs les plus proches de Lénine, comme Zinoviev et Kamenev. A la différence de la bourgeoisie, les « trotskystes » sont, s'il faut en croire la Pravda, d'autant plus « exaspérés » que « les contours de la société socialiste sans classes s'esquissent plus lumineusement ». Cette philosophie délirante, née de la nécessité de justifier de nouvelles situations au moyen de vieilles formules, ne peut naturellement pas donner le change sur le déplacement réel des antagonismes sociaux. D'une part, la création de « notables » ouvre les carrières aux rejetons les plus ambitieux de la bourgeoisie, car on ne risque rien à leur accorder l'égalité des droits. De l'autre, le même fait provoque le mécontentement aigu et très dangereux des masses et principalement de la jeunesse ouvrière. Et c'est ce qui explique la campagne contre « les reptiles et les furies trotskystes ».

Le glaive de la dictature, qui frappait auparavant les partisans de la restauration bourgeoise, s'abat maintenant sur ceux qui s'insurgent contre la bureaucratie. Il frappe l'avant-garde prolétarienne et non les ennemis de classe du prolétariat. En relation avec la modification capi-

tale de ses fonctions, la police politique, composée naguère des bolcheviks les plus dévoués, les plus disposés au sacrifice, devient l'élément le plus gangrené de la bureaucratie.

Les thermidoriens mettent à proscrire les révolutionnaires toute la haine que leur inspirent des hommes qui leur rappellent le passé et leur font craindre l'avenir. Les bolcheviks les plus fermes et les plus fidèles, la fleur du parti, sont dans les prisons, les coins perdus de la Sibérie et de l'Asie centrale, les nombreux camps de concentration. Dans les prisons mêmes et les lieux de déportation, les opposants sont encore en butte aux perquisitions, au blocus postal, à la faim. On arrache la femme à son mari, afin de les briser tous deux et de les contraindre aux abjurations. L'abjuration d'ailleurs n'est pas le salut : au premier soupçon ou à la première dénonciation, le repentir est doublement châtié. L'aide apportée aux déportés, même par leurs proches, est considérée comme un crime, l'entraide comme un complot.

La grève de la faim est, dans ces conditions, le seul moyen de défense laissé aux persécutés. La Guépéou y répond par l'alimentation forcée, à moins qu'elle ne laisse à ses prisonniers la liberté de mourir. Des centaines de révolutionnaires russes et étrangers ont été au cours des dernières années poussés à des grèves de la faim mortelles, fusillés ou acculés au suicide. En douze ans, le gouvernement a plusieurs fois annoncé l'extirpation définitive de l'opposition. Mais au cours de l'« épuration » des derniers mois de 1935 et du premier semestre de 1936, des centaines de milliers de communistes ont de nouveau été exclus du parti ; de ce nombre, plusieurs dizaines de milliers de « trotskystes ». Les plus actifs ont été aussitôt arrêtés, jetés en prison ou envoyés dans les camps de concentration. Quant aux autres, Staline ordonna aux autorités locales, par le truchement de la Pravda, de ne point leur donner de travail. Dans un pays où l'État est le seul employeur, une mesure de ce genre équivaut à une condamnation à mourir de faim. L'ancien principe : « Qui ne travaille pas ne mange pas » est remplacé par cet autre : « Qui ne se soumet pas ne mange pas. » Combien de bolcheviks ont été exclus, arrêtés, déportés, exterminés à partir de 1923, l'année où s'ouvre l'ère du bonapartisme,

nous ne le saurons que le jour où s'ouvriront les archives de la police politique de Staline ¹⁹. Combien demeurent dans l'illégalité, nous ne le saurons que le jour où commencera l'effondrement du régime bureaucratique.

Quelle importance peuvent avoir vingt ou trente mille opposants dans un parti de deux millions de membres ? Sur ce point, la simple confrontation des chiffres n'est pas parlante. Il suffit d'une dizaine de révolutionnaires dans un régiment pour le faire passer, dans une atmosphère surchauffée, du côté du peuple. Ce n'est pas sans raison que les états-majors ont une peur bleue des petits groupes clandestins et même des militants isolés. Cette peur-là, qui fait trembler la bureaucratie stalinienne, explique la cruauté de ses proscriptions et la bassesse de ses calomnies.

Victor Serge, qui a passé en U.R.S.S. par toutes les étapes de la répression, a apporté à l'Occident le terrible message de ceux qu'on torture pour fidélité à la révolution et résistance à ses fossoyeurs. Il écrit :

« Je n'exagère rien, je pèse mes mots je puis étayer chacun d'eux de preuves tragiques et de noms...

« Parmi cette masse de victimes et d'objecteurs, silencieux pour la plupart, une héroïque minorité m'est proche entre toutes, précieuse par son énergie, sa clairvoyance, son stoïcisme, son attachement au bolchevisme de la grande époque. Ils sont quelques milliers, communistes de la première heure, compagnons de Lénine et de Trotsky, bâtisseurs des républiques soviétiques quand existaient les soviets, à invoquer contre la déchéance intérieure du régime les principes du socialisme, à défendre comme ils peuvent (et ils ne peuvent plus que consentir à tous les sacrifices) les droits de la classe ouvrière...

¹⁹ Boukharine, Iagoda, Kamenev, Bela Kun, Radek, Rakovski, Rykov, Sosnovski, Toukhachevski et Zinoviev, pour ne citer que des adversaires de Trotsky mentionnés dans cet ouvrage, ont été exécutés ou sont morts en déportation. Ordjonikidzé et Tomski se sont suicidés.

« Les enfermés de là-bas tiendront tant qu'il faudra, jusqu'au bout, fussent-ils ne pas voir se lever sur la révolution une nouvelle aurore. Les révolutionnaires d'Occident peuvent compter sur eux : la flamme sera maintenue, ne serait-ce que dans les prisons. Ils comptent aussi sur vous. Vous devez, nous devons les défendre, pour défendre la démocratie ouvrière dans le monde, restituer à la dictature du prolétariat son visage de libératrice, rendre un jour à l'U.R.S.S. sa grandeur morale et la confiance des travailleurs... »

Une nouvelle révolution est inéluctable

[Retour à la table des matières](#)

Réfléchissant au dépérissement de l'État, Lénine écrivait que l'accoutumance à l'observation des règles de la communauté peut écarte toute nécessité de contrainte « *si* rien ne suscite l'indignation, la protestation et la révolte et n'appelle ainsi la répression ». Tout est dans ce *si*. Le régime actuel de l'U.R.S.S. suscite à chaque pas des protestations d'autant plus douloureuses qu'elles sont étouffées. La bureaucratie n'est pas seulement un appareil de contrainte, c'est encore une cause permanente de provocation. L'existence même d'une caste de maîtres avide, menteuse et cynique ne peut pas ne pas susciter une révolte cachée. L'amélioration de la situation des ouvriers ne les réconcilie pas avec le pouvoir ; loin de là, elle prépare, en élevant leur dignité et en ouvrant leur pensée aux questions de politique générale, leur conflit avec les dirigeants.

Les « chefs » inamovibles se plaisent à répéter qu'il est nécessaire d'« apprendre », de s'« assimiler la technique », de « se cultiver » et autres belles choses. Mais les maîtres eux-mêmes sont ignorants, peu cultivés, n'apprennent rien sérieusement, demeurent grossiers et déloyaux. Leur prétention à la tutelle totale de la société, qu'il s'agisse de commander les gérants de coopératives ou les compositeurs de musique, en devient intolérable. La population ne pourra accéder à une

culture plus haute sans secouer son assujettissement humiliant à cette caste d'usurpateurs.

Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'État ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ? Telle est la question dont dépend le sort de l'U.R.S.S. L'immense majorité des ouvriers est dès maintenant hostile à la bureaucratie ; les masses paysannes lui vouent une vigoureuse haine plébéienne. Si, à l'opposé des paysans, les ouvriers n'engagent presque pas la lutte, laissant ainsi les campagnes à leurs errements et à leur impuissance, ce n'est pas seulement à cause de la répression : les ouvriers craignent de frayer la route à une restauration capitaliste. Les relations de réciprocité entre l'État et la classe ouvrière sont beaucoup plus complexes que ne l'imaginent les « démocrates » vulgaires. Sans économie planifiée, l'U.R.S.S. serait rejetée à des dizaines d'années en arrière. En maintenant cette économie, la bureaucratie continue à remplir une fonction nécessaire. Mais c'est d'une façon telle qu'elle prépare le torpillage du système et menace tout l'acquis de la révolution. Les ouvriers sont réalistes. Sans se faire illusion sur la caste dirigeante, tout au moins sur les couches de cette caste qu'ils connaissent d'un peu près, ils voient pour le moment en elle la gardienne d'une partie de leurs propres conquêtes. Ils ne manqueront pas de bouter dehors la gardienne malhonnête, insolente et suspecte, dès qu'ils verront la possibilité de s'en passer. Il faut pour cela qu'une éclaircie révolutionnaire se produise en Occident ou en Orient.

La cessation de toute lutte politique visible est présentée par les agents et les amis du Kremlin comme une « stabilisation » du régime. A la vérité, elle ne signifie qu'une stabilisation momentanée de la bureaucratie, le mécontentement du peuple étant refoulé. La jeune génération souffre surtout du joug de l'« absolutisme éclairé », beaucoup plus absolu, du reste, qu'éclairé... La vigilance de plus en plus redoutable de la bureaucratie face à toute lueur de pensée, de même que l'insupportable encensement du « chef » providentiel attestent le divorce entre l'État et la société et aussi l'aggravation des contradic-

tions intérieures qui, faisant pression sur les cloisons de l'État, cherchent une issue et la trouveront inévitablement.

Les attentats commis contre les représentants du pouvoir ont souvent une grande importance symptomatique qui permet de juger de la situation d'un pays. Le plus retentissant a été l'assassinat de Kirov, dictateur habile et sans scrupule de Leningrad, personnalité typique de sa corporation. Les actes terroristes sont par eux-mêmes tout à fait incapables de renverser l'oligarchie bureaucratique. Le bureaucrate, considéré individuellement, peut craindre le revolver ; la bureaucratie dans son ensemble exploite avec succès le terrorisme pour justifier ses propres violences, non sans accuser ses adversaires politiques (l'affaire Zinoviev, Kamenev et autres) ²⁰. Le terrorisme individuel est l'arme des isolés impatients ou désespérés, appartenant eux-mêmes, le plus souvent, à la jeune génération de la bureaucratie. Mais, comme sous l'autocratie, les crimes politiques annoncent que l'air se charge d'électricité et font pressentir une crise.

En promulguant la nouvelle constitution, la bureaucratie montre qu'elle flaire le danger et entend y parer. Mais il est plus d'une fois arrivé que la dictature bureaucratique, cherchant le salut dans des réformes à prétentions « libérales », n'ait réussi qu'à s'affaiblir. Révélant le bonapartisme, la nouvelle constitution offre en même temps pour le combattre une tranchée à demi-légale. La rivalité électorale des cliques peut être le point de départ de luttes politiques. L'aiguillon dirigé contre les « organes du pouvoir fonctionnant mal » peut devenir un aiguillon contre le bonapartisme. Tous les indices nous portent à croire que les événements amèneront infailliblement un conflit entre les forces populaires, accrues par le développement de la culture, et l'oligarchie bureaucratique. Cette crise ne comporte pas de solution pacifique. On n'a jamais vu le diable se rogner les griffes de son plein

²⁰ Allusion au premier procès de 1935. L'assassinat de Kirov entraînera également plus tard l'ouverture des célèbres « procès de Moscou ».

gré. La bureaucratie soviétique n'abandonnera pas ses positions sans combat ; le pays s'achemine manifestement vers une révolution.

En présence d'une pression énergique des masses, et étant donné la différenciation sociale des fonctionnaires, la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être. Sans doute ne peut-on se livrer, à ce propos, qu'à des conjectures. Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment. Préparer cette action et se mettre à la tête des masses dans une situation historique favorable, telle est la tâche de la section soviétique de la IV^e Internationale, encore faible aujourd'hui et réduite à l'existence clandestine. Mais l'illégalité d'un parti n'est pas son inexistence : ce n'est qu'une forme pénible de son existence. La répression peut se montrer parfaitement efficace contre une classe qui quitte la scène, la dictature révolutionnaire de 1917-1923 l'a pleinement démontré ; le recours à la violence contre l'avant-garde révolutionnaire ne sauvera pas une caste qui se survit, dans la mesure naturellement où l'U.R.S.S. a un avenir.

La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'octobre 1917 : il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité, des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales ; mais elle se maintiendra dans les cadres d'une transformation politique.

Un État issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont inscrites nulle part. Les théoriciens et les bâtisseurs de l'U.R.S.S. espéraient, il est vrai, que le système souple et clair des soviets permettrait à l'État de se transformer pacifiquement, de se dissoudre et de dépérir au fur et

à mesure que la société accomplirait son évolution économique et culturelle. La réalité s'est montrée plus complexe que la théorie. Le prolétariat d'un pays arriéré a du faire la première révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique. Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale. Ses éléments essentiels, suffisamment définis dès à présent, sont indiqués tout au long des pages de ce livre : et ce sont les conclusions objectives de l'analyse des contradictions du régime soviétique.

Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remisées aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire.

Plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde. Les problèmes de

l'U.R.S.S. se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique. Au moment où ce livre paraîtra, la situation sera probablement beaucoup plus claire qu'en ces jours de guerre civile sous Madrid. Si la bureaucratie soviétique réussit, avec sa perfide politique des « fronts populaires », à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne — et l'Internationale communiste fait tout ce qu'elle peut dans ce sens — l'U.R.S.S. se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution bourgeoise y sera à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si, au contraire, malgré le sabotage des réformistes et des chefs « communistes », le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'U.R.S.S. La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IV^e Internationale que n'en eut pour la III^e la victoire de la révolution d'Octobre. Pour le premier État ouvrier, pour l'avenir du socialisme, pas de salut si ce n'est dans cette voie.

La Révolution trahie (1936)

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution trahie (1936)

Appendice 1

Le « socialisme dans un seul pays »

[Retour à la table des matières](#)

Les tendances réactionnaires à l'autarcie constituent un réflexe défensif du capitalisme sénile en présence de ce problème posé par l'histoire : libérer l'économie des chaînes de la propriété privée et de l'État national et l'organiser, suivant un plan d'ensemble, sur toute la surface du globe.

La « déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » rédigée par Lénine et soumise par le Conseil des commissaires du peuple à la sanction de l'Assemblée constituante, dans les courtes heures que vécut celle-ci, définit en ces termes « l'objectif essentiel » du nouveau régime : « l'établissement d'une organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays. » L'internationalisme de la révolution est donc proclamé dans un document essentiel du nouveau régime. Personne n'eût osé, à ce moment-là, poser le problème de quelque autre façon. En avril 1924, trois mois après la mort de Lénine, Staline écrivait encore dans sa compilation sur *les Bases du léninisme* : « Il suffit des efforts d'un pays pour renverser la bourgeoisie, l'histoire de notre révolution l'enseigne. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts

d'un seul pays, surtout paysan comme le nôtre, sont déjà insuffisants ; il y faut les efforts réunis des prolétaires de plusieurs pays avancés. » Ces lignes n'ont pas besoin d'être commentées. Mais l'édition dans laquelle elles figurent a été retirée de la circulation. Les grandes défaites du prolétariat européen et les premiers succès, fort modestes pourtant, de l'économie Soviétique, suggérèrent à Staline, au cours de l'automne 1924, que la mission historique de la bureaucratie était de bâtir le socialisme dans un seul pays. Une discussion s'ouvrit autour de cette question, qui parut académique ou scolastique à beaucoup d'esprits superficiels, mais qui, en réalité, exprimait le début de la dégénérescence de la III^e Internationale et préparait la naissance de la IV^e.

L'ex-communiste Petrov, que nous connaissons déjà, émigré blanc aujourd'hui, relate d'après ses propres souvenirs combien fut vive la résistance des jeunes administrateurs à la doctrine qui faisait dépendre l'U.R.S.S. de la révolution internationale. « Comment ! Nous n'arriverions pas nous-mêmes à faire le bonheur de notre pays ? S'il en est autrement d'après Marx, eh bien, nous ne sommes pas marxistes, nous sommes des bolcheviks de Russie, voilà tout. » A ces souvenirs sur les discussions de 1923-1926, Petrov ajoute : « Je ne puis m'empêcher de penser à présent que la théorie du socialisme dans un seul pays est plus qu'une simple invention stalinienne. » Très juste ! Elle traduisait fort exactement le sentiment de la bureaucratie qui, parlant de la victoire du socialisme, entendait par là sa propre victoire.

Pour justifier sa rupture avec la tradition de l'internationalisme marxiste, Staline eut l'impudence de soutenir que Marx et Engels avaient ignoré... la loi de l'inégalité de développement du capitalisme, découverte par Lénine. Cette affirmation pourrait à juste titre prendre la première place dans notre catalogue des curiosités idéologiques. L'inégalité de développement marque toute l'histoire de l'humanité et plus particulièrement celle du capitalisme. Le jeune historien et économiste Solntsev, militant extraordinairement doué et d'une rare qualité morale, mort dans les prisons soviétiques du fait de son adhésion à l'opposition de gauche, donna en 1926 une note excellente sur la loi de

l'inégalité du développement telle qu'on la trouve dans l'œuvre de Marx. Ce travail ne peut naturellement pas être publié en U.R.S.S. Pour des raisons opposées on a interdit l'ouvrage d'un social-démocrate allemand, enterré et oublié depuis longtemps, nommé Volmar, qui, en 1878, soutenait qu'un « État socialiste isolé » était possible — ayant en vue l'Allemagne et non la Russie — en invoquant « la loi de l'inégalité du développement » que l'on nous dit être demeurée inconnue jusqu'à Lénine.

Georg Volmar écrivait : « Le socialisme suppose absolument une économie développée et, s'il ne s'agissait *que* d'elle, il devrait être surtout puissant là où le développement économique est le plus élevé. La question se pose tout autrement en réalité. L'Angleterre est incontestablement le pays le plus avancé au point de vue économique et le socialisme y joue, nous le voyons, un rôle fort secondaire, alors qu'il est devenu en Allemagne, pays moins développé, une force telle que la vieille société ne se sent plus en sécurité... » Volmar continuait, après avoir indiqué la puissance des facteurs historiques qui déterminent les événements : « Il est évident que les réactions réciproques d'un nombre aussi grand de facteurs rendent impossible, sous les rapports du temps et de la forme, une évolution semblable, ne serait-ce que dans deux pays, pour ne point parler de tous... Le socialisme obéit à la même loi... L'hypothèse d'une victoire simultanée du socialisme dans tous les pays civilisés est tout à fait exclue, de même que celle de l'imitation par les autres pays civilisés de l'exemple de l'État qui se sera donné une organisation socialiste... Nous arriverons ainsi à conclure à l'*État socialiste isolé* dont j'espère avoir prouvé qu'il est, sinon la seule possibilité, du moins la plus probable. » Cet ouvrage, écrit au moment où Lénine avait huit ans, donne de la loi de l'inégalité du développement une interprétation beaucoup plus juste que celles des épigones soviétiques à partir de l'automne de 1924. Notons ici que Volmar, théoricien de second plan, ne faisait en l'occurrence que commenter les idées d'Engels, que nous avons pourtant vu accuser d'ignorance sur ce point.

« L'État socialiste isolé » est depuis longtemps passé du domaine des hypothèses historiques à celui de la réalité, non en Allemagne, mais en Russie. Le fait de son isolement exprime la puissance relative

du capitalisme, la faiblesse relative du socialisme. Il reste à franchir entre l'État « socialiste » isolé et la société socialiste à jamais débarrassée de l'État une grande distance qui correspond précisément au chemin de la révolution internationale.

Béatrice et Sidney Webb nous assurent de leur côté que Marx et Engels n'ont pas cru à la possibilité d'une société socialiste isolée pour la seule raison qu'ils « n'ont jamais rêvé » (*neither Marx nor Engels had ever dreamt*) d'un instrument aussi puissant que le monopole du commerce extérieur. On ne peut lire ces lignes sans éprouver une certaine gêne pour des auteurs d'un si grand âge. La nationalisation des banques et des sociétés commerciales, des chemins de fer et de la flotte marchande est pour la révolution socialiste tout aussi indispensable que la nationalisation des moyens de production, y compris ceux des industries d'exportation. Le monopole du commerce extérieur ne fait que concentrer entre les mains de l'État les moyens matériels de l'importation et de l'exportation. Dire que Marx et Engels n'en ont point rêvé c'est dire qu'ils n'ont point rêvé de révolution socialiste. Comble de malheur, Volmar fait à bon droit du monopole du commerce extérieur l'une des ressources les plus importantes de l'« État socialiste isolé ». Marx et Engels auraient dû en apprendre le secret chez cet auteur s'il ne l'avait lui-même appris chez eux.

La « théorie » du socialisme dans un seul pays, que Staline n'exposa et ne justifia d'ailleurs nulle part, se réduit à la conception, étrangère à l'histoire et plutôt stérile, selon laquelle ses richesses naturelles permettent à l'U.R.S.S. de construire le socialisme dans ses frontières géographiques. On pourrait affirmer avec autant de succès que le socialisme vaincrait si la population du globe était douze fois moins nombreuse qu'elle ne l'est. En réalité, la nouvelle théorie cherchait à imposer à la conscience sociale un système d'idées plus concret : la révolution est définitivement achevée ; les contradictions sociales ne feront plus que s'atténuer progressivement ; le paysan riche sera peu à peu assimilé par le socialisme ; l'évolution, dans son ensemble, indépendamment des événements extérieurs, demeurera régulière et pacifique. Boukharine, qui tenta de fonder la nouvelle théorie, proclama, comme

étant irréfutablement prouvé : « Les différences de classes dans notre pays ou notre technique arriérée ne nous mèneront pas à notre perte ; nous pouvons bâtir le socialisme sur cette base de misère technique elle-même ; la croissance de ce socialisme sera très lente, nous avancerons à pas de tortue, mais nous construirons le socialisme et nous en achèverons la construction... » Écartons l'idée du « socialisme à construire même sur une base de misère technique » et rappelons une fois de plus la géniale divination de Marx qui nous apprend qu'avec une faible base technique « on ne socialise que le besoin, la pénurie devant entraîner des compétitions pour les articles nécessaires et ramener tout l'ancien fatras... »

L'opposition de gauche proposa en avril 1926, à une assemblée plénière du comité central, l'amendement suivant à la théorie du pas de tortue : « Il serait radicalement erroné de croire qu'on peut s'acheminer vers le socialisme à une allure arbitrairement décidée quand on se trouve entouré par le capitalisme. La progression vers le socialisme ne sera assurée que si la distance séparant notre industrie de l'industrie capitaliste avancée... diminue manifestement et concrètement au lieu de grandir. » Staline vit à bon droit dans cet amendement une attaque « masquée » contre la théorie du socialisme dans un seul pays et refusa catégoriquement de rattacher l'allure de l'édification à l'intérieur aux conditions internationales. Le compte rendu sténographique des débats donne sa réponse en ces termes : « Quiconque fait intervenir ici le facteur international ne comprend pas même comment se pose la question et brouille toutes les notions, soit par incompréhension, soit par désir conscient d'y semer la confusion. » L'amendement de l'opposition fut repoussé.

L'illusion du socialisme se construisant tout doucement — à pas de tortue — sur une base de misère, entouré de puissants ennemis, ne résista pas longtemps aux coups de la critique. En novembre de la même année la XV^e conférence du parti, sans la moindre préparation dans la presse, reconnut nécessaire de « rattraper dans un délai historique représentant un minimum relatif [?] et ensuite de dépasser le niveau industriel des pays capitalistes avancés ». C'était « dépasser » en tout

cas l'opposition de gauche. Mais tout en donnant le mot d'ordre de « rattraper et dépasser » le monde entier « dans un délai minimum relatif », les théoriciens qui préconisaient la veille la lenteur de la tortue devenaient les prisonniers du « facteur international » dont la bureaucratie prouve une crainte si superstitieuse. Et la première version, la plus nette, de la théorie stalinienne se trouva liquidée en huit mois.

Le socialisme devra inéluctablement « dépasser » le capitalisme dans tous les domaines, écrivait l'opposition de gauche dans un document illégalement répandu en mars 1927, « mais il s'agit en ce moment, non des rapports du socialisme avec le capitalisme en général, mais du développement économique de l'U.R.S.S. par rapport à celui de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. Que faut-il entendre par un délai historique minimum ? Nous resterons loin du niveau des pays avancés d'Occident au cours des prochaines périodes quinquennales. Que se passera-t-il pendant ce temps dans le monde capitaliste ? Si l'on admet qu'il puisse encore connaître une nouvelle période de prospérité appelée à durer des dizaines d'années, parler de socialisme dans notre pays arriéré sera d'une triste platitude ; il faudra reconnaître alors que nous nous sommes trompés du tout au tout en jugeant notre époque comme étant celle du pourrissement du capitalisme ; la République des Soviets serait en ce cas la deuxième expérience de la dictature du prolétariat, plus large et plus féconde que celle de la Commune de Paris mais rien qu'une expérience... Avons-nous cependant des raisons sérieuses de réviser aussi résolument les valeurs de notre époque et le sens de la révolution d'Octobre conçue comme un chaînon de la révolution internationale ? Non. Achievant, dans une mesure plus ou moins large, leur période de reconstruction (après la guerre), les pays capitalistes se retrouvent en présence de toutes leurs anciennes contradictions intérieures et internationales mais élargies et de beaucoup aggravées. Et telle est la base de la révolution prolétarienne. C'est un fait que nous bâtissons le socialisme. Le tout étant plus grand que la partie, c'est un fait encore plus certain que la révolution se prépare en Europe et dans le monde. La partie ne pourra vaincre qu'avec le tout... Le prolétariat européen a besoin de beaucoup de moins de temps

pour monter à l'assaut du pouvoir qu'il ne nous en faut pour l'emporter au point de vue technique sur l'Europe et l'Amérique... Nous devons dans l'intervalle amoindrir systématiquement l'écart entre le rendement du travail chez nous et ailleurs. Plus nous progresserons et moins nous serons menacés par l'intervention possible des bas prix et par conséquent par l'intervention armée... Plus nous améliorerons les conditions d'existence des ouvriers et des paysans et plus sûrement nous hâterons la révolution prolétarienne en Europe, et plus vite cette révolution nous enrichira de la technique mondiale et plus assurée, plus complète sera notre édification socialiste, élément de celle de l'Europe et du monde ». Ce document, comme bien d'autres, resta sans réponse, à moins qu'il ne faille considérer comme des réponses les exclusions du parti et les arrestations.

Après avoir renoncé à la lenteur de la tortue, il fallut renoncer à l'idée connexe de l'assimilation du koulak par le socialisme. La défaite infligée aux paysans riches par des mesures administratives devait cependant donner un nouvel aliment à la théorie du socialisme dans un seul pays : du moment que les classes étaient « au fond » anéanties, le socialisme était « au fond » réalisé (1931). C'était la restauration de l'idée d'une société socialiste « à base de misère ». Nous nous souvenons qu'un journaliste officieux nous expliqua alors que le manque de lait pour les enfants était dû au manque de vaches et non aux défauts du système socialiste.

Le souci du rendement du travail ne permit pas de s'attarder aux formules rassurantes de 1931 destinées à fournir une compensation morale aux ravages de la collectivisation totale. « Certains pensent — déclara soudainement Staline, à l'occasion du mouvement Stakhanov — que le socialisme peut être affermi par une certaine égalité dans la pauvreté. C'est faux... Le socialisme ne peut vaincre en vérité que sur la base d'un rendement du travail plus élevé qu'en régime capitaliste. » Tout à fait juste. Mais le nouveau programme des Jeunesses communistes adopté en avril 1935, au congrès qui les priva des derniers vestiges de leurs droits politiques, définît catégoriquement le régime soviétique : « L'économie nationale est devenue socialiste. » Nul ne se

soucie d'accorder ces conceptions contradictoires. Elles sont mises en circulation selon les besoins du moment. Personne n'osera émettre la moindre critique, quoi qu'il arrive.

La nécessité même du nouveau programme des Jeunesses communistes fut justifiée en ces termes par le rapporteur : « L'ancien programme renferme une affirmation erronée, profondément antiléoniniste, selon laquelle « la Russie ne peut arriver au socialisme que par la révolution mondiale ». Ce point du programme est radicalement faux ; des idées trotskystes s'y reflètent » ; les idées mêmes que Staline défendait encore en avril 1924 ! Il resterait à expliquer comment un programme écrit en 1921 par Boukharine, attentivement revu par le bureau politique avec la collaboration de Lénine, se révèle « trotskyste » au bout de quinze ans et nécessite une révision dans un sens diamétralement opposé. Mais les arguments logiques sont impuissants là où il s'agit d'intérêts. S'étant émancipée par rapport au prolétariat dans son propre pays, la bureaucratie ne peut pas reconnaître que l'U.R.S.S. dépend du prolétariat mondial.

La loi de l'inégalité de développement a eu ce résultat que la contradiction entre la technique et les rapports de propriété du capitalisme a provoqué la rupture de la chaîne mondiale à son point le plus faible. Le capitalisme russe arriéré a payé le premier pour les insuffisances du capitalisme mondial. La loi du développement *inégal* se joint tout au long de l'histoire à celle du développement *combiné*. L'écroulement de la bourgeoisie en Russie a amené la dictature du prolétariat, c'est-à-dire un bond en avant, par rapport aux pays avancés, fait par un pays arriéré. L'établissement des formes socialistes de propriété dans un pays arriéré s'est heurté à une technique et à une culture trop faibles. Née elle-même de la contradiction entre les forces productives du monde, hautement développées, et la propriété capitaliste, la révolution d'Octobre a engendré à son tour des contradictions entre les forces productives nationales trop insuffisantes et la propriété socialiste.

L'isolement de l'U.R.S.S. n'a pas eu immédiatement, il est vrai, les graves conséquences que l'on pouvait redouter : le monde capitaliste

était trop désorganisé et paralysé pour manifester toute sa puissance potentielle. La « trêve » a été plus longue que l'optimisme critique ne permettait de l'espérer. Mais l'isolement et l'impossibilité de mettre à profit les ressources du marché mondial, fût-ce sur des bases capitalistes (le commerce extérieur étant tombé au quart ou au cinquième de ce qu'il était en 1913) entraînaient, outre d'énormes dépenses de défense nationale, une répartition des plus désavantageuses des forces productives et la lenteur du relèvement de la condition matérielle des masses. Le fléau bureaucratique fut cependant le produit le plus néfaste de l'isolement.

Les normes politiques et juridiques établies par la révolution d'une part exercent une influence favorable sur l'économie arriérée et, de l'autre, souffrent de l'action paralysante d'un milieu arriéré. Plus longtemps l'U.R.S.S. demeurera dans un entourage capitaliste et plus profonde sera la dégénérescence de ses tissus sociaux. Un isolement indéfini devrait infailliblement amener, non l'établissement d'un communisme national, mais la restauration du capitalisme.

Si la bourgeoisie ne peut pas se laisser assimiler paisiblement par la démocratie socialiste, l'État socialiste ne peut pas non plus s'assimiler au système capitaliste mondial. Le développement socialiste pacifique « d'un seul pays » n'est pas à l'ordre du jour de l'histoire ; une longue série de bouleversements mondiaux s'annonce : guerres et révolutions. Des tempêtes sont aussi inévitables dans la vie intérieure de l'U.R.S.S. La bureaucratie a dû, dans sa lutte pour l'économie planifiée, exproprier le koulak ; la classe ouvrière aura, dans sa lutte pour le socialisme, à exproprier la bureaucratie, sur la tombe de laquelle elle pourra mettre cette épitaphe : « Ici repose la théorie du socialisme dans un seul pays. »

La Révolution trahie (1936)

Appendice 2

Les « amis » de l'U.R.S.S.

[Retour à la table des matières](#)

Pour la première fois, un gouvernement puissant « arrose » à l'étranger, non la presse bien-pensante de droite, mais celle de gauche et même d'extrême-gauche. Les sympathies des masses pour la plus grande des révolutions sont très habilement canalisées dans le sens de la bureaucratie. La presse « sympathisante » perd insensiblement le droit de publier ce qui pourrait faire la moindre peine aux dirigeants de l'U.R.S.S. Les livres désagréables au Kremlin sont accueillis par un silence résolu. Des apologies criardes et dénuées de tout talent sont traduites en plusieurs langues. Nous avons évité de citer dans ce travail les œuvres typiques des « amis » de l'U.R.S.S., préférant des originaux grossiers aux transcriptions étrangères. La littérature des « amis », y compris celle de l'internationale communiste qui en est la partie la plus plate et la plus vulgaire, présente cependant, au mètre cube, un volume fort imposant et ne joue pas en politique un rôle négligeable. Il faut bien lui consacrer, pour conclure, quelques pages.

Le livre des Webb, *Le Communisme soviétique*, vient d'être qualifié d'apport considérable au patrimoine de la pensée. Au lieu de dire ce qui a été fait et dans quel sens évolue la réalité, ces auteurs emploient 1 500 pages à exposer ce qui est projeté dans les bureaux ou promul-

gué dans les lois. Leur conclusion est que le communisme sera réalisé en U.R.S.S. quand les plans et les intentions seront passés dans le domaine des faits. Tel est le contenu d'un livre assommant, qui transcrit les rapports des chancelleries moscovites et les articles de presse publiés à l'occasion de jubilés...

L'amitié qu'on porte à la bureaucratie soviétique ne va pas à la révolution prolétarienne ; c'est même plutôt une assurance contre celle-ci. Les Webb sont prêts, sans doute, à reconnaître que le système soviétique se répandra un jour dans le reste du monde. Mais « quand, où, avec quelles modifications, par une révolution violente, par une pénétration pacifique, par une imitation consciente, nous ne pouvons répondre à ces questions. » (« *But how, when, with what modifications, and whether through violent revolution or by peaceful penetration, or even by conscious imitation, are questions we cannot answer* »). Ce refus diplomatique, qui constitue en réalité une réponse sans équivoque et qui caractérise bien des « amis », donne la mesure de leur amitié. Si tout le monde avait répondu ainsi à la question de la révolution, avant 1917 par exemple, il n'y aurait pas d'État soviétique à ce jour et ces « amis » britanniques voueraient leur sympathie à d'autres objets...

Les Webb déclarent, comme allant de soi, qu'il est vain d'espérer des révolutions en Europe dans un avenir rapproché ; ils voient dans cet argument une preuve rassurante du bien-fondé de la théorie du socialisme dans un seul pays. Avec toute l'autorité de gens pour qui la révolution d'Octobre fut une surprise, d'ailleurs désagréable, ils nous enseignent la nécessité de bâtir le socialisme dans les frontières de l'U.R.S.S., faute d'autres perspectives. On se garde, avec peine, par politesse, de hausser les épaules. Nous ne pourrions discuter avec les Webb que de la nécessité et de la façon de préparer une révolution en Grande-Bretagne et non de la construction des usines ou de l'emploi d'engrais minéraux en U.R.S.S. Mais sur ce point précis, nos savants sociologues se déclarent incompetents. Et la question même leur paraît en contradiction avec la « science ».

Lénine détestait les bourgeois conservateurs qui s'imaginent être socialistes, et plus particulièrement les fabiens anglais. L'index alpha-

bétique des auteurs cités dans ses œuvres montre l'hostilité qu'il voua toute sa vie aux Webb. Il les traita une première fois, en 1907, de « stupides laudateurs de la médiocrité petite-bourgeoise britannique » qui « tentent de présenter le chartisme, époque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais, comme un simple enfantillage ». Or, sans le chartisme, la Commune de Paris eût été impossible ; sans l'un et l'autre, il n'y aurait jamais en Octobre. Les Webb n'ont trouvé en U.R.S.S. que des mécanismes administratifs et des plans bureaucratiques ; ils n'ont aperçu ni le chartisme, ni la Commune, ni la révolution d'Octobre. La révolution leur demeure étrangère à moins qu'elle ne leur paraisse un « enfantillage dénué de sens ».

Lénine ne s'embarrassait pas, comme on sait, de civilité puérile et honnête dans la polémique avec les opportunistes. Mais ses épithètes injurieuses (« laquais de la bourgeoisie », « traîtres », « âmes serviles », etc.) ont exprimé pendant des années un jugement bien réfléchi sur les Webb, propagandistes du fabianisme, c'est-à-dire de la respectabilité traditionnelle et de la soumission au fait. Il ne saurait être question d'un changement profond dans la pensée des Webb au cours des dernières années. Le couple fabien, qui pendant la guerre soutint sa bourgeoisie et accepta plus tard des mains du roi le titre de lord Passfield, est venu, sans renoncer à rien, sans se démentir le moins du monde, au communisme dans un seul pays, et d'ailleurs dans un pays étranger. Sidney Webb était ministre des colonies, ce qui veut dire geôlier-chef de l'impérialisme anglais, au moment où il se rapprocha de la bureaucratie soviétique et en reçut les matériaux pour sa massive compilation.

Dès 1923, les Webb ne voyaient pas grande différence entre le bolchevisme et le tsarisme (voir *The Decay of Capitalist Civilisation*, 1923). En revanche, ils reconnaissent sans réserves la « démocratie » stalinienne. Ne cherchons pas là de contradiction. Les fabiens s'indignaient de voir le peuple révolutionnaire priver les « gens instruits » de liberté, mais ils trouvent naturel que la bureaucratie prive le prolétariat de liberté. Telle ne fut-elle pas toujours la fonction de la bureaucratie travailliste ? Les Webb affirment que la critique est

tout à fait libre en U.R.S.S. C'est manquer du sens de l'humour. Ils citent avec le plus grand sérieux l'« autocritique » qu'on exerce comme on accomplit une corvée et dont il est toujours aisé de déterminer à l'avance l'objet et les limites.

Candeur ? Ni Engels ni Lénine n'ont considéré Sidney Webb comme un naïf. Plutôt respectabilité. Les Webb parlent d'un régime établi et d'hôtes agréables. Ils désapprouvent profondément la critique marxiste de ce qui est. Ils se tiennent même pour appelés à défendre l'héritage de la révolution d'Octobre contre l'opposition de gauche. Indiquons, pour être plus complet, que le gouvernement travailliste auquel appartenait lord Passfield (Sidney Webb), refusa en son temps à l'auteur de ce livre le visa d'entrée en Angleterre. M. Sidney Webb, qui travaillait à ce moment-là à son livre, défendait de la sorte l'U.R.S.S. dans le domaine de la théorie et l'empire de S. M. britannique dans celui de la pratique. Et, ce qui est tout à son honneur, il restait fidèle à lui-même dans les deux cas.

Pour bien des petits bourgeois ne disposant ni d'une plume ni d'un pinceau, l'« amitié » officiellement scellée avec l'U.R.S.S. témoigne en quelque sorte qu'ils partagent des intérêts moraux supérieurs... L'adhésion à la franc-maçonnerie ou aux clubs pacifistes est assez analogue à l'affiliation aux sociétés d'Amis de l'U.R.S.S., car elle permet elle aussi de mener à la fois deux existences : l'une banale, dans le cercle des intérêts quotidiens, l'autre plus élevée. Les « amis » visitent de temps à autre Moscou. Ils prennent note des tracteurs, des crèches, des parades, des pionniers, des parachutistes, de tout, en un mot, sauf de l'existence d'une nouvelle aristocratie. Les meilleurs d'entre eux ferment les yeux par aversion pour la société capitaliste. André Gide l'avoue avec franchise : « C'est aussi, c'est beaucoup la bêtise et la malhonnêteté des attaques contre l'U.R.S.S. qui font qu'aujourd'hui nous mettons quelque obstination à la défendre. » La bêtise et la malhonnêteté des adversaires ne sauraient pourtant justifier notre propre aveuglement. Les masses, en tout cas, ont besoin d'amis qui voient clair.

La sympathie de la plupart des bourgeois radicaux et radicaux-socialistes pour les dirigeants de l'U.R.S.S. a des causes non dénuées d'importance. En dépit de différences de programmes, les tenants d'un « progrès » acquis ou facile à réaliser prédominent parmi les politiciens de métier. Il y a beaucoup plus de réformistes que de révolutionnaires sur la planète. Beaucoup plus d'adaptés que d'irréductibles. Il faut des époques exceptionnelles de l'histoire pour que les révolutionnaires sortent de leur isolement et que les réformistes fassent figure de poissons tirés hors de l'eau.

Il n'y a pas dans la bureaucratie soviétique actuelle un seul homme qui n'ait considéré en avril 1917, et même sensiblement plus tard, l'idée de la dictature du prolétariat en Russie comme fantaisiste (cette fantaisie était alors qualifiée... « trotskysme »). Les « amis » étrangers de l'U.R.S.S. appartenant à la génération des aînés ont, des dizaines d'années durant, considéré comme des politiques « réalistes » des mencheviks russes, partisans du « front populaire » avec les libéraux et qui repoussaient la dictature comme une évidente folie. Autre chose est de reconnaître la dictature du prolétariat quand elle est réalisée et même défigurée par la bureaucratie ; ici, les « amis » sont justement à la hauteur des circonstances. Ils ne se bornent plus à rendre justice à l'État soviétique, ils prétendent le défendre contre ses ennemis ; moins, il est vrai, contre ceux qui le tirent en arrière que contre ceux qui lui préparent un avenir. Ces « amis » sont-ils des patriotes actifs, comme les réformistes anglais, français, belges et autres ? Il leur est alors commode de justifier leur alliance avec la bourgeoisie en invoquant la défense de l'U.R.S.S. Sont-ils au contraire des défaitistes malgré eux, comme les social-patriotes allemands et autrichiens d'hier ? Ils espèrent, en ce cas, que la coalition de la France et de l'U.R.S.S. les aidera à venir à bout des Hitler et des Schuschnig. Léon Blum, qui fut l'adversaire du bolchevisme de la période héroïque et ouvrit les pages du Populaire aux campagnes contre l'U.R.S.S., n'imprime plus une ligne sur les crimes de la bureaucratie soviétique. De même que le Moïse de la Bible, dévoré du désir de voir la face divine, ne put que se prosterner devant le postérieur de la divine anato-

mie, les réformistes, idolâtres du fait accompli, ne sont capables de connaître et de reconnaître que l'épais arrière-train bureaucratique de la révolution.

Les chefs communistes d'à présent appartiennent en réalité au même type d'hommes. Après bien des pirouettes et des acrobaties, ils ont tout à coup découvert les avantages de l'opportunisme et s'y sont convertis avec la fraîcheur de l'ignorance qui les caractérisa en tout temps. Leur servilité, pas toujours désintéressée, en présence des dirigeants du Kremlin suffirait à les rendre absolument incapables d'initiative révolutionnaire. Aux arguments de la critique, ils ne répondent que par des aboiements et des mugissements ; sous le fouet du maître, en revanche, on les voit donner des signes de satisfaction. Ces peu attrayantes gens qui, au premier danger, se disperseront vers tous les horizons, nous tiennent pour de « fieffés contre-révolutionnaires ». Qu'y faire ? L'histoire ne se passe pas de farces, malgré sa sévérité.

Les plus clairvoyants des « amis » consentent à admettre, tout au moins dans le tête-à-tête, qu'il y a des taches sur le soleil soviétique, mais, substituant à la dialectique une analyse fataliste, ils se consolent en disant qu'une certaine dégénérescence bureaucratique était inévitable. Soit ! La résistance au mal ne l'est pas moins. La nécessité a deux bouts : celui de la réaction et celui du progrès. L'histoire nous apprend que les hommes et les partis qui la sollicitent en des sens contraires finissent par se trouver des deux côtés de la barricade.

Le dernier argument des « amis », c'est que les réactionnaires s'emparent des critiques adressées au régime soviétique. C'est indéniable. Ils tenteront même, vraisemblablement, de mettre cet ouvrage à profit. En fut-il jamais autrement ? Le Manifeste communiste rappelait dédaigneusement que la réaction féodale tenta d'exploiter contre le libéralisme la critique socialiste. Le socialisme révolutionnaire n'en a pas moins fait son chemin. Nous ferons le nôtre. La presse communiste en arrive sans doute à dire que notre critique prépare... l'intervention armée contre l'U.R.S.S. ! Il faudrait évidemment entendre par là que les gouvernements capitalistes, apprenant grâce à nos travaux ce

qu'est devenue la bureaucratie soviétique, vont sans désespérer la châtier pour avoir foulé aux pieds les principes d'Octobre ? Les polémistes de la III^e Internationale ne manient pas l'épée mais la trique, ou des armes encore moins acérées. La vérité est que la critique marxiste, appelant les choses par leur nom, ne peut qu'affermir le crédit conservateur de la diplomatie soviétique aux yeux de la bourgeoisie.

Il en est autrement en ce qui concerne la classe ouvrière et les partisans sincères qu'elle compte parmi les intellectuels. Ici, notre travail peut en effet faire naître des doutes et susciter la défiance, non envers la révolution, mais envers ceux qui l'étranglent. Et tel est bien le but que nous nous sommes proposé. Car c'est la vérité, et non le mensonge, qui est le moteur du progrès.

FIN